

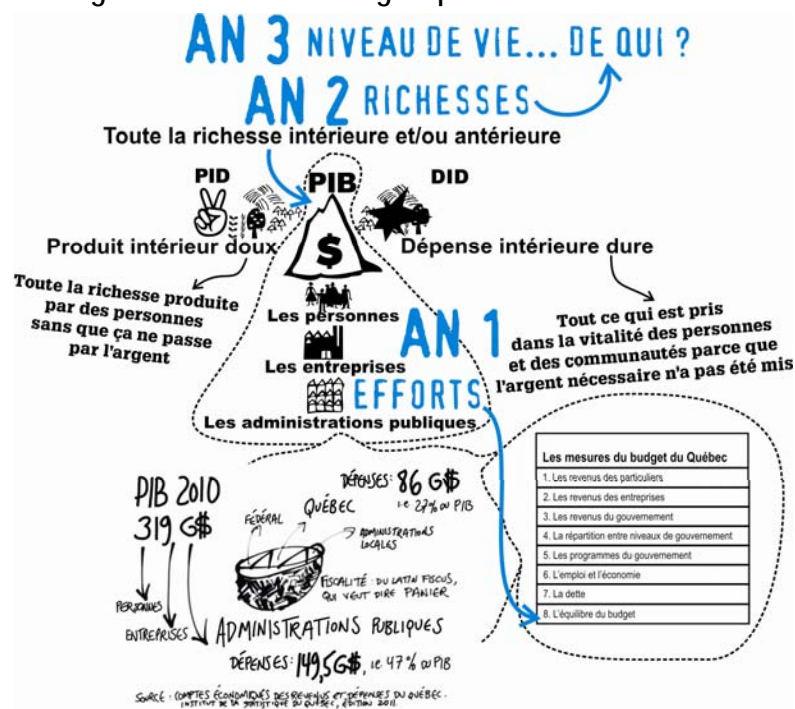


Le budget du Québec 2012-2013 : l'an 3 de l'ère Bachand

Analyse du budget, des crédits et de leur impact sur la lutte à la pauvreté

Tout le monde s'enrichit ? Vraiment ?

Alors que certains commentateurs ont parlé d'un budget «tranquille», on est bien ici devant l'an 3 de l'ère des budgets Bachand, i.e. dans la suite logique et relativement prévisible des arguments des deux budgets précédents.

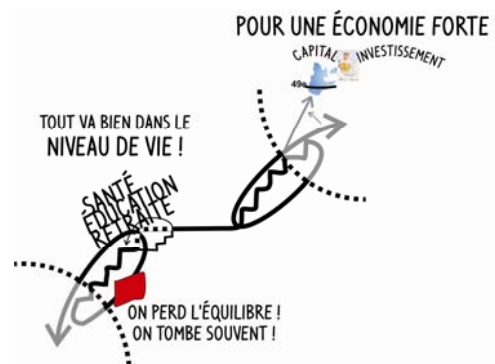


La première année, le ministre a pris appui sur le déficit public résultant des mesures destinées à contrer la crise économique pour justifier un langage de l'«effort» des trois parties prenantes au PIB, soit les particuliers, les entreprises et l'administration publique. Il leur a attribué une proportion de contribution à la réduction du déficit public. L'argument, fortement dénoncé, a faussé le débat : ce sont toujours des personnes qui font les

efforts, la question est de savoir lesquelles. Or le ministre a fait plusieurs choix augmentant la pression sur la partie de la population qui a de petits revenus, dont l'introduction totalement inéquitable d'une contribution santé sans égard au revenu au-delà du seuil de contribution de 14 040 \$. En même temps, il a parlé de «libérer l'ambition» des QuébécoisES. LesquellES ?

La seconde année, le ministre s'est intéressé aux richesses humaines et naturelles non encore transformées en PIB. Il a pris appui sur l'occasion d'enrichissement que constituent les pays à croissance rapide du BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine) pour introduire un langage de «saisie des occasions d'affaires», qui ouvre aussi la porte à la... saisie des ressources. Encore faut-il savoir par qui et pour qui. Le Plan Nord, et plusieurs mesures favorables aux investisseurs, ont opérationnalisé les «ambitions» à «libérer».

Cette troisième année, le ministre reprend l'argumentaire faussé des «efforts» et l'argumentaire «BRIC», multipliant les rappels et les redites. Et il introduit un argumentaire «niveau de vie» en tentant de démontrer que depuis 2003, année d'entrée en fonction de ce gouvernement, tout le monde se porte mieux : il construit «une économie plus forte» pour «soutenir à long terme un niveau de bien-être enviable».



Alors que le champ de l'économie s'élargit à des enjeux de ressources (humaines, naturelles, et cette année entrepreneuriales) non encore canalisées dans le PIB, la question de la concentration de la richesse reste totalement posée. Et à travers elle, celle de la concentration de la qualité de vie. Il faut d'autres références que les mots et les chiffres du budget (encore faut-il réussir à les suivre), pour savoir que la situation des plus pauvres s'est détériorée depuis 2003. Et il faudra quelques années pour voir les effets des décisions inégalitaires des trois dernières années.

Comment lire ce document

Ceci est un document de référence à consulter comme tel. Il comprend :

1. Les mots-clés du budget (p. 2).
2. Les chiffres de base (p. 3).
3. Les mesures annoncées, réparties en huit cases (p. 4-74).
4. Des tableaux d'impacts cumulés (p. 75-78).
5. Une analyse des affirmations sur les inégalités et le niveau de vie dans le budget de cette année (p. 79).

Suivent des annexes pour garder le cap vers un Québec sans pauvreté (p.80-86).

Cet outil technique et détaillé va en détail, en permettant d'aborder les annonces de cette année en lien avec celles des années précédentes, dans une perspective de longue durée. Une analyse autonome intitulée *Le budget du Québec 2012-2013, La richesse et les efforts pour le niveau de vie... de qui ? L'an 3 de l'ère des budgets Bachand*, s'appuie sur le présent document pour proposer un ensemble d'observations dans la perspective de tendre vers un Québec sans pauvreté et riche de tout son monde. On la retrouve au lien suivant :

http://www.pauvrete.gc.ca/IMG/pdf/Le_budget_du_Quebec_2012-2013-Article_de_fond-ok.pdf



1. Les mots avant les chiffres

La Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale et la Loi sur le développement durable votées au cours des années 2000 vous donnent des horizons intéressants pour aligner le paquebot. Ces lois, et l'expertise citoyenne qui les a rendues possibles, vous invitent à considérer l'action publique en tenant compte des dimensions sociale et environnementale de la richesse. Alors, ajusterez-vous le tableau de bord du paquebot pour inclure les instruments dont nous avons besoin pour corriger les lectures rendues par les instruments actuels? Et prendrez-vous les décisions qui s'imposent pour opérer le virage avant l'impasse? D'ici là, j'invite les journalistes et analystes du prochain budget à faire le même calcul que moi: combien de fois, cette année, le mot «PIB»? Combien de fois le mot «inégalités»?

Vivian Labrie, «L'absence d'un mot» (Lettre ouverte au ministre Bachand), *Le Devoir*, 2 février 2012.

À qui et à quoi répondait le ministre en commençant son discours sur le budget le 20 mars 2012 ? À une lettre ouverte parue dans le *Devoir* le mois précédent qui, à la lumière des analyses annuelles publiées par le Collectif pour un Québec sans pauvreté, l'enjoignait de sortir du tout au PIB et d'introduire le mot inégalités dans le budget ? Aux représentations prébudgétaires explicites du Collectif sur la nécessité de fournir les données nécessaires pour «juger l'évolution des inégalités économiques» ? À de nouvelles valeurs et références prenant place dans l'espace public international ?

Quoi qu'il en soit, les premiers mots du discours (ci-contre) surprennent : le ministre introduit côte à côte une référence au PIB et à l'indice Vivre Mieux, de l'OCDE. Et le mot «**inégalité-s**» apparaît, 37 fois, dans la documentation budgétaire, comparativement à 260 fois pour le mot **PIB**. On sort du score PIB 819 fois, inégalités, 0 fois, des trois derniers budgets cumulés.

On verra dans la section 5 du présent document, intitulée «Au-delà du PIB ?» à quel point cette incursion en terrain économique élargi s'avère tendancieuse, et même trompeuse. S'il y a de nouveaux instruments, on s'organise pour qu'ils justifient le même cap.

En cette troisième année de budget Bachand, plus pré-électorale peut-être, le mot **contribution** est moins fréquent (379 fois en 2010-2011, 226 en 2011-2012, 173 en 2012-2013), les mesures exigeantes, comme la contribution santé, ayant été installées la première année. Le mot **richesse**, qui a eu un pic dans l'année

deux, rentre davantage dans le rang (50 fois en 2010-2011, 119 en 2011-2012, 61 en 2012-2013). Par contre une nouvelle expression sort des rangs : **niveau de vie** (2 fois en 2010-2011, 26 en 2011-2012, 68 en 2012-2013). Celui est mesuré... par le PIB/habitant, ce qui donne lieu dans le Plan budgétaire à une curiosité conceptuelle qui devrait procurer son lot de perplexités :

Décomposition du niveau de vie en ses principaux facteurs
L'augmentation du niveau de vie d'une société peut être décomposée selon les principaux facteurs responsables de son accroissement :
- la productivité horaire du travail, soit le PIB réel par heure travaillée, $\frac{PIB \text{ réel}}{HT}$;
- la durée moyenne de travail par emploi, c'est-à-dire le nombre moyen d'heures travaillées par emploi, $\frac{HT}{Emplois}$;
- le taux d'emploi, c'est-à-dire le ratio du nombre de travailleurs sur la population la plus susceptible de travailler (15 à 64 ans), $\frac{Emplois}{Pop (15-64)}$;
- le ratio démographique, soit le rapport entre la population la plus susceptible de travailler et la population totale, $\frac{Pop (15-64)}{Pop}$.
Chacun de ces facteurs contribue à l'accroissement du niveau de vie d'une société :
$\frac{PIB \text{ réel}}{Pop} = \frac{PIB \text{ réel}}{HT} * \frac{HT}{Emplois} * \frac{Emplois}{Pop (15-64)} * \frac{Pop (15-64)}{Pop}$

Le mot **effort-s** reste quant à lui très présent dans cette troisième année (265 fois en 2010-2011, 155 en 2011-2012, 165 en 2012-2013).

Par ailleurs, la première fois où le ministre fait référence dans son discours à une mesure ayant un impact sur les revenus des personnes, c'est pour dire qu'au Québec, «64 % des prestataires d'aide sociale de moins de 25 ans sont issus de familles prestataires. La dynamique intergénérationnelle est claire.» Ceci motive une petite augmentation du supplément pour insertion dans le programme Alternatives Jeunesse. Ajoutons que dans ce budget essentiellement de développement économique, la main d'œuvre est plutôt assimilée à une ressource, comme le signale cette métaphore du document *Budget en un coup d'œil* : «Les travailleurs québécois sont le carburant de notre économie.»

Et alors, celle-ci carbure pour qui ? ou pour quoi ?

Le budget dans ses propres mots

Le thème donné : «Pour une économie forte» et «Construire sur nos forces»

La structure du discours (sous-thèmes): 1. Contrôler nos finances publiques (finances publiques saines, gestion rigoureuse, missions essentielles de l'État, évasion fiscale); 2. La force des gens et de nos ressources (savoirs et savoir-faire, richesse de nos ressources naturelles et Plan Nord, essor de nos entreprises, force des régions, développement durable); 3. La force de nos valeurs (solidarité, culture, activités sportives et loisirs).

Les premiers mots du discours : «Monsieur le Président, j'ai deux excellentes nouvelles pour les Québécois. La première a trait à la croissance économique, un objectif central de notre gouvernement depuis notre élection en 2003. Depuis 2003, le PIB réel par habitant a progressé davantage au Québec qu'en Ontario et aux États-Unis, et autant qu'au Canada. Les Québécois se sont plus enrichis que l'ensemble des Nord-Américains. La seconde a trait au bien-être des Québécois. La croissance économique est un critère important du bien-être des peuples. Mais ce bien-être est une réalité plus complexe que le seul PIB. C'est pourquoi l'OCDE a conçu un indice Vivre mieux, à partir de vingt indicateurs socio-économiques. Pris ensemble, ces indicateurs permettent de rendre compte de nombreuses dimensions de la vie des Québécois qui échappent à la seule mesure du PIB. Il y a quelques semaines, les professeurs Luc Godbout et Marcelin Joanis, de l'Université de Sherbrooke, ont publié pour la première fois un indice Vivre mieux calculé pour le Québec. Le résultat en a étonné plus d'un. Selon le poids accordé à chacun des indicateurs, le Québec se classe soit premier, soit deuxième parmi les pays de l'OCDE : devant les États-Unis, devant l'Australie et la Nouvelle-Zélande, devant la Suisse, devant les pays scandinaves.»

Cinq cahiers spéciaux : «Le Québec, ses municipalités, ses régions», «Le Québec et ses ressources naturelles», «Les Québécois et leur revenu disponible», «Le Québec et la lutte contre la pauvreté», «Les Québécois et leur retraite».

L'argument de la conclusion : «Monsieur le Président, La famille québécoise a aujourd'hui plus d'argent dans ses poches qu'en 2003, même en tenant compte de l'effort demandé aux citoyens pour revenir à l'équilibre budgétaire. Je suis fier de rappeler que cet effort n'a pas changé : il est demeuré le même depuis le budget de mars 2010. Le budget d'aujourd'hui ne contient aucune nouvelle taxe, aucun nouvel impôt pour les citoyens québécois. Le budget 2010-2011 a été le budget du redressement, qui a jeté les bases du Plan de retour à l'équilibre budgétaire. Le budget 2011-2012 a été le budget de la responsabilité, qui nous exhortait à retrousser nos manches pour étudier, pour entreprendre, tout en assumant nos responsabilités à l'égard de nos concitoyens les plus vulnérables, de notre milieu et des générations futures. Le budget de cette année est celui où nous mettons en place les outils de notre enrichissement et du maintien de notre qualité de vie : — nous maintenons un contrôle serré de nos finances publiques; — nous stimulons la capacité de nos travailleurs et de nos entreprises de participer à la création de richesse; — nous tirons le maximum de nos ressources naturelles, et ce, dans le cadre d'une vision à long terme; — nous consolidons notre leadership nord-américain en matière de développement durable; — nous prenons soin de nos parents; — nous aidons les Québécois à mieux préparer leur retraite. Nous laisserons ainsi à nos enfants une économie plus forte, capable de soutenir à long terme un niveau de bien-être enviable.»



2. Les chiffres de base du budget : pour situer le cadre général

Sources : tableau Avant, analyses précédentes et Tableau 1.10 du Plan budgétaire 2011-2012 (à gauche, tel qu'annoncé la première fois dans un budget pour chaque année; à droite, résultats les plus récents); tableau « Cette année », Tableau 11 d'un document séparé, les Données historiques, Budget du Québec 2012-2013. Montants en milliards de \$. **ATTENTION !** En 1997-1998 (résultats sans les organismes consolidés), 2006-2007 (approche consolidée tout en intégrant les résultats des réseaux de la santé et de l'éducation), 2009-2010 (consolidation ligne par ligne), il y a eu évolution dans les procédés comptables du gouvernement. Jusqu'à 2006-2007, le Collectif a lui-même intégré les résultats des organismes consolidés à partir des divers documents budgétaires fournis (montants avec un *). À partir de cette année-là, les données ont été inscrites telles qu'elles apparaissaient, déjà intégrées, dans un tableau du Plan budgétaire. En 2012-2013, ce tableau intégré n'apparaît plus dans le Plan budgétaire, mais dans un document séparé et ses données sont suffisamment différentes (plusieurs G\$), longitudinalement, pour justifier un nouveau tableau « Cette année ». Il est présenté cette fois-ci à la suite du tableau « Avant » pour montrer la différence. **Entre les deux séries, les données diffèrent à partir de 1997-1998, ie. rétroactivement aux changements depuis 2009-2010 (consolidation ligne par ligne), alors que les données avant 1997-1998 concordent. Explication ministérielle, svp ?**

Avant	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014
Revenus	51,9* ⚡ 51,9	54,9* ⚡ 54,3	56,7* ⚡ 56,5	56,4* ⚡ 59,5	59,5* ⚡ 64,8	62,8* ⚡ 68,1	65* ⚡ 67,7	72,3 ⚡ 72,7	70,3 ⚡ 77,7	78,4 ⚡ 81,7	86,723	
Directs	43,1* ⚡ 42,5	45,4* ⚡ 44,2	48,2* ⚡ 46,5	48,6* ⚡ 48,4	49,0* ⚡ 52,8	50,9* ⚡ 53,3	51,1* ⚡ 52,7	56,1 ⚡ 55,6	54,2 ⚡ 60,0	61,8 ⚡ 64,4	69,780	
Transfert féd.	8,8* ⚡ 9,5	9,6* ⚡ 10,1	8,5* ⚡ 9,9	7,9* ⚡ 11,1	10,5* ⚡ 12,0	11,9* ⚡ 14,7	13,9* ⚡ 15,1	16,2 ⚡ 17,1	16,1 ⚡ 17,7	16,6 ⚡ 17,3	16,943	
Dépenses	51,9* ⚡ 52,7	54,9* ⚡ 54,7	56,7* ⚡ 57,1	58,1* ⚡ 59,5	60,2* ⚡ 62,8	62,8* ⚡ 66,4	66,1* ⚡ 69,0	72,0 ⚡ 75,7	74,2 ⚡ 80,9	83,4 ⚡ 84,3	87,276	
Programmes	44,7* ⚡ 45,5	47,4* ⚡ 47,5	49,8* ⚡ 49,7	51* ⚡ 51,9	52,2* ⚡ 54,1	54,7* ⚡ 57,7	58,1* ⚡ 60,8	63,0 ⚡ 67,8	66,2 ⚡ 72,0	73,2 ⚡ 74,4	76,149	
Service dette	7,2* ⚡ 7,1	7,5* ⚡ 7,2	6,9* ⚡ 7,4	7,1* ⚡ 7,6	8,0* ⚡ 8,7	8,05* ⚡ 8,8	8,0* ⚡ 8,1	9,0 ⚡ 7,8	8,0 ⚡ 8,9	10,1 ⚡ 9,7	11,127	
Solde	0* ⚡ -0,728	0 sans réserve* ⚡ -0,358 (inclut perte SGF)	0* ⚡ -0,664	-1,6* ⚡ 0,037	-0,8* ⚡ 0,109 plus 0,584 au Fonds des générations et 1,3 en réserve	0* plus 0,390 au Fonds des générations ⚡ 0* plus 0,449 au Fonds des générations et 1,201 en réserve	0* plus 0,740 au Fonds des générations ⚡ 0 plus 0,587 au Fonds des générations et utilisation de 1,845 de la réserve	0 plus 0,816 au Fonds des générations moins 0,447 de réserve ⚡ -3,174 et 0,725 au Fonds des générations avec 0,491 de réserve	-2,880 plus 0,880 au Fonds des générations avec 1,065 de plan de retour à l'équilibre ⚡ -4,200 et 0,732 au Fonds des générations	-2,900 dont 0,972 au Fonds des générations ⚡ -3,800 et 0,940 au Fonds des générations	-1,500 dont 1,047 au Fonds des générations	
Cette année	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014
Revenus	53,630	56,223	59,274	63,746	69,609	73,126	73,227	78,604	82,863	86,357	90,728	94,781
Directs	44,173	46,103	49,335	52,624	57,639	58,393	58,146	61,494	65,370	68,561	73,097	76,059
Transfert féd.	9,457	10,120	9,939	11,122	11,970	14,733	15,081	17,110	17,493	17,796	17,631	18,722
Dépenses	54,358	56,581	59,938	63,709	67,616	71,476	74,485	81,544	85,523	88,509	91,017	93,540
Programmes	47,226	49,340	52,489	56,150	58,893	62,724	66,354	73,700	76,318	79,018	80,633	82,397
Service dette	7,132	7,241	7,449	7,559	8,723	8,752	8,131	7,844	8,935	9,491	10,384	11,143
Solde	-0,728	-0,358	-0,664	0,037	0,109 plus 0,584 au Fonds des générations et 1,3 en réserve	0 plus 0,449 au Fonds des générations et 1,201 en réserve	0 plus 0,587 au Fonds et utilisation de 1,845 de la réserve	-3,174 et 0,725 au Fonds des générations avec 0,491 de réserve	-3,150 et 0,760 au Fonds des générations	-3,300, 0,848 au Fonds des générations et 0,300 en provision pour éventualités	-1,500, 0,911 au Fonds des générations et 0,300 en provision pour éventualités	0, plus 1,041 au Fonds des générations et 0,200 en provision pour éventualités



3. Les mesures annoncées

Bien situer les ordres de grandeur entre les milliards (G\$) et les millions (M\$).

Un budget a de l'impact sur

- [3.1. les revenus des personnes](#), p. 4.
- [3.2. les revenus des entreprises](#), p. 10.
- [3.3. les revenus du gouvernement](#), p. 13.
- [3.4. la répartition entre niveaux de gouvernement](#), p. 16.
- [3.5. les programmes du gouvernement](#), p. 18.
- [3.6. l'emploi et l'économie](#), p. 29.
- [3.7. la dette](#), p. 38.
- [3.8. l'équilibre budgétaire \(le solde\)](#), p. 41.

Et il faut prendre en compte [la méthodologie budgétaire](#), p. 44.

Un budget se comprend mieux si on garde la mémoire des années précédentes. Cet outil de référence a été construit d'année en année à partir des documents budgétaires du gouvernement. Les détails permettent de repérer l'évolution des choix, comment ils se répètent, se relaient et parfois s'annulent. Les liens ci-contre permettent de naviguer vers chacune des cases et un lien à la fin de celles-ci permet de revenir à la présente page. Les documents des budgets du Québec sont accessibles sur le site Internet suivant : <http://www.budget.finances.gouv.qc.ca/index.asp> . On trouve ceux des budgets de dépenses (crédits) sur le site du Conseil du trésor à la référence suivante : <http://www.tresor.gouv.qc.ca/budget-de-depenses/a-propos/> .

Qu'a-t-on dit ces dernières années ?	Que dit-on maintenant ?
<div>Budgets précédents</div> <p>Les budgets 1998-1999, 1999-2000, 2000-2001, 2001-2002 et 2002-2003 ont été élaborés par le gouvernement du Parti Québécois, par les ministres Bernard Landry (1998-1999, 1999-2000, 2000-2001) et Pauline Marois (2001-2002, 2002-2003).</p> <p>Les budgets suivants ont été élaborés par le gouvernement du Parti Libéral, par les ministres Yves Séguin (2003-2004, 2004-2005), Michel Audet (2005-2006, 2006-2007), Monique Jérôme-Forget (2007-2008, 2008-2009, 2009-2010), Bachand (2010-2011, 2011-2012).</p> <p>(Les informations soulignées proviennent du budget de dépenses, autrement dit des documents sur les «crédits»)</p>	<div>Budget Bachand 2012-2013</div> <p>Les mesures annoncées dans le budget du ministre Raymond Bachand du 22 mars 2012 sont réparties selon les huit rubriques présentées en tête de cette section.</p> <p>(Les informations soulignées proviennent du budget de dépenses, i.e. des documents sur les «crédits») (Les mesures sont présentées le plus possible telles que décrites dans les documents gouvernementaux. Elles sont tout simplement regroupées selon leur cadre d'impact.)</p> <p>Travail effectué au 16 mai 2012.</p>
<p>Les passages surlignés en gris attirent l'attention sur les baisses d'impôt successives des particuliers au cours des ans. Les passages surlignés en jaune attirent l'attention sur des informations diverses à ne pas perdre de vue.</p>	
<div>3.1. Les revenus des personnes</div>	
<p>► En 1998-1999, baisses d'impôt de 850 M\$ et hausse du seuil d'imposition nulle, rien pour le cinquième le plus pauvre de la population dont une partie s'appauvrit par défaut d'indexation des prestations et des allocations familiales. Accroissement des écarts.</p>	<p>► Maintien à domicile (67,3 M\$ à terme). Modifications au crédit d'impôt remboursable pour maintien à domicile d'une personne âgée (personnes ayant 70 ans et plus) qui devient à partir de 2013 le crédit d'impôt remboursable pour maintien à domicile des aînés (3 M\$ en 2012-2013, 46,3 M\$ à terme, i.e. après 2016-2017); majoration de 3900 \$ du plafond des</p>



- ▶ En 1999-2000, baisses d'impôt de 400 M\$, et consultation publique sur la manière de réduire les impôts de 1,3 G\$ de plus à partir de cinq scénarios proposés. Rien pour le cinquième le plus pauvre de la population, pas même en mesures d'aide vers l'emploi. Accroissement des écarts.
- ▶ En 2000-2001, baisses d'impôts non pas de 1,3G\$ mais de 4,5G\$ sur deux ans. 120M\$ aux familles recevant des allocations familiales pour se brancher sur Internet. 246 M\$ pour indexer une fois les prestations d'aide sociale et ôter par étapes la coupure de partage de logement. Accroissement des écarts d'environ 4,2 G\$ entre le 60% qui paie des impôts et le 40% qui n'en paie pas.
- ▶ En 2001-2002, baisse d'impôt supplémentaire de 3,5 G\$ sur 3 ans dont 1 G\$ dès 2001-2002. Effet récurrent en manque à gagner en 2003-2004 : 3,8 G\$. Réduction d'impôt moyen de 20% en 2002; devancement de la réduction d'impôt supplémentaire pour les familles; indexation automatique du régime fiscal devancée au 1^{er} janvier 2002. Augmentation des écarts d'environ 3,2 G\$ avec le 40% de la population qui ne paie pas d'impôts où les seuls avantages notés sont l'indexation automatique des prestations à l'aide sociale (102 M\$) et l'amélioration de l'aide financière aux étudiantEs (113,7 M\$).
- ▶ En 2002-2003, 400 M\$ ponctuel au bas de l'échelle : 100\$ par adulte et 200\$ par couple en plus du crédit d'impôt pour la TVQ versé en décembre 2001 «parce qu'une partie de ces bénéficiaires n'avaient pas pu profiter des baisses d'impôt annoncées le printemps dernier», pleine indexation du régime d'imposition des particuliers le 1^{er} janvier 2002; baisse d'impôt ciblée de 177 M\$ (énoncé de mars 2002); indexation de l'ensemble des prestations d'aide sociale (75 M\$); abolition de la totalité de la coupure pour partage de logement à l'aide sociale à partir de janvier 2003 (52 M\$ par année). Apparition dans la méthodologie d'une approche de l'impact des mesures sur tous les types de ménages y compris les plus pauvres.

Élections et changement de gouvernement

- ▶ En 2003-2004, pas d'augmentation d'impôts ni de taxes, mais «amélioration à la méthode utilisée pour établir les revenus aux taxes à la consommation» (300 M\$). Réduction de la déduction pour options d'achat de titres (de 50% à 37,5 %) et plafond aux frais de représentation (23 M\$ par année). Programme de lutte à l'évasion fiscale et 50 M\$ pour s'assurer que chacun paie ses impôts. Indexation des prestations d'aide sociale plus tard dans l'année.
- ▶ En 2004-2005, réduction du «fardeau fiscal» annoncée de 1 G\$, avec accent sur les familles. **Soutien aux enfants** : 550 M\$, en vigueur à partir de janvier 2005. Présenté comme une réduction d'impôt. Remplace les allocations familiales et d'autres mesures, dont les crédits d'impôt pour enfant. Allocation versée selon un principe universel et une composante ajustée au revenu. La réduction commence à 42 800\$ pour un couple et à 31 600\$ pour une famille monoparentale. **Prime au travail** : mesure de crédit d'impôt remboursable (et non imposable) remplaçant le programme APPORT (240 M\$). Valeur maximale annuelle entre 511\$ (personne seule) et 2800\$ (famille biparentale). Mesure sans test d'actifs, offerte au-delà des gains de travail permis à l'aide sociale jusqu'à un seuil de revenu de travail maximal de 14 810 \$ pour une personne seule et de 42 800 \$ pour un couple avec enfants. Touchera 500 000 personnes dans 335 000 ménages. **Simplification du régime fiscal** : 220 M\$ pour l'ensemble des contribuables. Nouvelle formule d'indexation du régime d'imposition arrimée à l'augmentation des prix à la consommation (excluant tabac et alcool). **Aide au logement** : 34 M\$ de plus. **Personnes handicapées** : 39 M\$ pour l'adaptation et l'entretien de logements. **Autres** : Droit supplémentaire sur les véhicules à grosses cylindrées (50 M\$). Diminution substantielle de l'aide financière aux études de 63 M\$ avec un plafonnement des bourses en faveur des prêts, sans garantie de compensation par l'aide fédérale accrue.
- ▶ En 2005-2006, aucune réparation de la demi-indexation des deux-tiers des prestations d'aide sociale en janvier 2005 (coupure de 14 M\$) et des nouvelles restrictions dues aux modifications du règlement de l'aide sociale à partir de janvier 2005 (coupure de 44 M\$). Rétablissement partiel de l'investissement coupé dans le budget précédent pour l'aide aux études. **Baisse d'impôt** de 372 M\$ sur une pleine année; **nouvelle déduction fiscale pour les travailleurs** de 6% du revenu de travail jusqu'à concurrence de 500 \$ (300 M\$ annuellement), mais avec impact zéro pour les travailleurs gagnant 8333 \$ ou moins. L'aide fiscale passe de 85 M\$ à 128 M\$ pour les «aidantEs naturelLes» et personnes atteintes de handicaps physiques ou mentaux. **Gratuité des médicaments pour les personnes âgées qui ont le supplément de**

dépenses admissibles, ce qui en porte le plafond de 15 600 \$ à 19 500 \$ pour les aînéEs autonomes, et de 21 600 \$ à 25 500 \$ pour les non autonomes; hausse graduelle de 2013 à 2017 du taux du crédit de 30 % à 35 % ; abolition, pour les aînéEs reconnuEs comme non autonomes (au moins un des deux dans le cas d'un couple), de la réduction du crédit d'impôt en fonction du revenu familial; reconnaissance des services de télésurveillance et des services de repérage par GPS ; harmonisation avec la nouvelle Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière de santé et de services sociaux afin notamment de resserrer le processus de certification des résidences privées pour aînés pour les cas où une résidence cesse d'être considérée comme une résidence privée pour aînéEs ; bonification des montants maximum des postes non reliés à l'alimentation des tables de fixation des dépenses admissibles incluses dans un loyer, qui passeront de trois tables à deux (base individuelle, couple); crédit d'impôt maximal passant de 4 680 \$ à 6 825 \$ en 2012-2013 pour une personne âgée autonome, et de 6 480 \$ à 8 925 \$ pour une personne âgée non autonome, touchant 222 000 personnes âgées. Instauration, à compter de 2012, de deux nouveaux crédits d'impôt remboursables destinés à accroître et à prolonger l'autonomie à domicile des personnes âgées de 70 ans ou plus, l'un visant 20 % des frais de séjour non remboursés sur un maximum de 60 jours «dans une unité transition de récupération fonctionnelle» après un séjour à l'hôpital (1,5 M\$ en 2012-2013, 10 M\$ à terme), et l'autre visant l'achat ou la location de biens prolongeant l'autonomie des aînés (par exemple dispositif d'appel d'urgence, douche de plain-pied, fauteuil d'escalier sur rail, lit d'hôpital) (touchant 20 000 personnes) (5 M\$ par année à partir de 2012-2013). Augmentation du crédit d'impôt remboursable indexable pour les aidantEs naturelLes qui prennent soin d'un conjoint de 70 ans et plus en perte d'autonomie de 607 \$ à 700 \$ en 2012, avec augmentation progressive jusqu'à 1 000 \$ en 2016 (en 2011, 55 000 aidants naturels dont plus de 15 000 conjoints ont pu bénéficier d'une aide fiscale) (1,5 M\$ en 2012-2013, 6 M\$ à terme); améliorera la situation de plus de 15 000 conjoints aidants.

- ▶ **Régimes volontaires d'épargne retraite (RVER)** (10,5 M\$ sur trois ans, soit 4 M\$ par année à partir de 2013-2014). Pour contrer un niveau d'épargne insuffisant pour certainEs travailleurEs ainsi qu'une pression additionnelle sur les régimes de retraite actuel, vu les bas rendements sur les placements et les taux de solvabilité trop bas imposant une trop grande augmentation des cotisations des employeurs. [N.D.L.R. C'est donc une mesure pour transférer vers les travailleurs une plus grande responsabilité sur leur retraite.] Dépôt à venir d'un projet de loi encadrant les régimes volontaires d'épargne retraite (RVER), avec entrée en vigueur le 1 janvier 2013, qui touchera 2 millions de Québécois (50 % des travailleurEs) non encore couverts par un régime de retraite (prévision d'inscrire 1 M de travailleurEs en adhésion automatique dans les prochaines années, et 1 autre million en adhésion volontaire) ; inscription automatique des travailleurs admissibles (dont avoir plus d'un an de service continu) selon des paramètres par défaut, et option de s'en retirer dans les 60 jours (les études montrent que les gens cotisent); administration par des tiers, à faible coût de gestion pour les participantEs, pour un «meilleur rendement» et des «revenus de retraite plus élevés» ; possibilité pour les travailleurEs de modifier leur taux de cotisation et de continuer à cotiser au même régime après un changement d'employeur ; possibilité pour les travailleurEs de disposer des sommes accumulées (à partir de 55 ans pour les cotisations patronales) et de se retirer du régime à tout moment ; possibilité pour les travailleurEs autonomes de souscrire à un RVER directement auprès d'un administrateur de régime ; administrateurs de régime encadrés par la Régie des rentes et l'Autorité des marchés financiers et devant détenir un permis de cette dernière ; frais de gestion identiques pour tous les participantEs et comparables à ceux de régimes institutionnels de taille similaire («Par exemple, un travailleur dont le revenu de travail est de 50 000 \$ par année, qui épargne annuellement 4 % de son revenu, et qui doit payer des frais de gestion de 2 %, pourrait économiser après 40 ans : 59 150 \$ si les frais de gestion étaient réduits à 1 %; 95 463 \$ si les frais de gestion étaient réduits à 0,5 %») [N.D.L.R. Pourquoi alors des frais de 2 % en ce moment dans les institutions administratrices si des frais moindres sont possibles ? L'argument du volume de cotisantEs suffit-il à expliquer la disparité ?] ; approche «cycle de vie» où le niveau de risque est ajusté en fonction de l'âge du participantE, avec pas plus de cinq autres options de placement ; contributions donnant droit à des déductions fiscales comme les REER au Québec et au fédéral ; sommes accumulées non imposables tant qu'elles ne sont pas retirées ; mêmes avantages pour les participantEs peu importe leur statut salarié, travailleurE autonome, propriétaire d'entreprise ou simples épargnantEs ; taux de cotisation de référence déterminé par la réglementation (2013, taux par défaut de 2 % jusqu'à 4% en 2016-2017); « Notre objectif est de simplifier les choses : plus facile pour le travailleur,



revenu garanti [mais pas pour les personnes à l'aide sociale jugées sans contraintes sévères à l'emploi]. Hausse des plafonds de cotisation à un REER et à un régime de pension agréé de 1000\$ par année jusqu'en 2010 (27 M\$). Pas d'indication sur l'impact sur le revenu des particuliers de la contribution à venir à l'assurance parentale (300 M\$ pour particuliers et entreprises).

► En 2006-2007, « allègement du fardeau fiscal » : 362 M\$ en réduction d'impôt. Avec l'indexation du régime fiscal, les baisses d'impôt des trois derniers budgets atteignent 2,9 G\$ en 2007. L'écart par rapport aux autres provinces passe ainsi de 2,2 G\$ à moins de 1 G\$. **Déduction pour les travailleurEs** : passe de 500 \$ à 1000 \$ de la déduction fiscale accordée aux travailleurEs (288 M\$), « afin que le régime d'imposition soutienne les contribuables qui, par leur prestation de travail, prennent une part active à l'économie québécoise ». Profitera à 3,2 millions de travailleurs, mais ne s'applique pas aux travailleurEs qui ne paient pas d'impôt. **Maintien à domicile des personnes âgées** : 54 M\$ de plus pour les soins et les services aux personnes âgées restant à domicile (portant à 159 M\$ le montant disponible). **Transport en commun et environnement** : le remboursement par l'employeur d'un laissez-passer de transport en commun ou du transport adapté devient non imposable (6 M\$). Touchera 10 000 personnes par année. Remboursement de la TVQ jusqu'à concurrence de 1 000 \$ à l'achat des modèles de véhicules hybrides les plus éconobénéfiques. Et remboursement de la taxe sur le carburant payée à l'achat de biodiesel. **Autres** : Reconstitution permanente du crédit d'impôt pour stage en milieu de travail (25 M\$ par année). Amélioration de la rente d'étalement du revenu d'artiste (1 M\$). Majoration du taux du crédit d'impôt pour tous les dons excédant 200 \$ de 20 % à 24 % (ce taux de 24 % s'appliquait avant pour des dons excédant 2000 \$) (12 M\$). Engagement à favoriser la retraite progressive. Ajustement du crédit d'impôt pour nouveaux diplômés travaillant dans une région ressource éloignée qui devient non remboursable. Instauration d'une déduction pour les travailleurs agricoles étrangers. Ajustements au crédit d'impôt relatif à l'adoption. Bonification du crédit d'impôt remboursable des employéEs à pourboire. Amélioration de l'aide aux proches des victimes d'actes criminels (3,5 M\$ sur trois ans). Harmonisation du traitement fiscal des dividendes avec le gouvernement fédéral (88 M\$ en revenus de plus pour le gouvernement du Québec sur de pleines années, dont 13 M\$ par les particuliers).

► En 2007-2008, **réduction générale d'impôt de 950 M\$** (soit 700 M\$ de plus que les baisses prévues en février 2007), à partir de janvier 2008. L'impact en dollars passe de 0 \$ à 1 \$ entre 15 000 \$ et 25 000 \$ et il progresse pour être maximal à partir d'un revenu de 100 000 \$ où il est de 969 \$. **En ajoutant les mesures du budget de février 2007 (214 M\$) et celles annoncées le 24 mai 2007 (84 M\$), la baisse d'impôts totale est de 1,248 G\$**. Les mesures de la baisse d'impôt principale se détaillent comme suit. 1. **Revalorisation des seuils de revenu imposable auxquels s'appliquent les taux des tables québécoises d'impôt**. Revalorisation de 25%. Le premier taux de 16 % s'appliquera jusqu'à 37 500 \$ plutôt que 29 290 \$. Le taux intermédiaire de 20 % s'appliquera entre 37 500 \$ et 75 000 \$ au lieu d'entre 29 290 \$ et 58 595 \$. Le taux supérieur, de 24 %, s'appliquera en haut de 75 000 \$ au lieu de 58 595 \$. Ces seuils seront à nouveau indexés automatiquement à partir du 1^{er} janvier 2009. 2. **Bonification du crédit d'impôt de base non remboursable**. Ce crédit non remboursable est « formé d'un montant de besoins essentiels reconnus », de 6650 \$ en 2007, qui « fait l'objet d'une indexation automatique depuis le 1^{er} janvier 2002 » auquel s'ajoute, depuis l'année d'imposition 2005, un montant complémentaire. Le total des deux montants est pour la très grande majorité des particuliers de 9745 \$. Ces deux montants sont remplacés à compter du 1^{er} janvier 2008 par un nouveau montant de base de 10 215 \$, soit 470 \$ de plus, qui fera l'objet d'une indexation annuelle automatique à compter du 1^{er} janvier 2009. **Autres** : augmentation de 500 000 \$ à 750 000 \$ de l'exonération à vie des gains en capital sur les actions de petites entreprises et sur les biens agricoles ou de pêche (40 M\$); hausse de 69 à 71 ans de la limite d'âge pour l'échéance des RPA et des REER (25 M\$); hausse de la déduction pour les frais de repas des camionneurs (9 M\$); non-imposition des gains en capital sur les dons de titres cotés en Bourse à des fondations privées (8 M\$); bonification du crédit d'impôt remboursable pour épargne-études (1,5 M\$); non-imposition des revenus de placement d'un régime enregistré d'épargne-invalidité (0,5 M. **La réduction d'impôt de 214 M\$ annoncée le 20 février 2007 qui est intégrée au budget comprend les modifications suivantes** : possibilité de fractionnement des revenus de retraite (106 M\$); instauration d'un crédit d'impôt remboursable pour épargne-études (41 M\$); hausse de 1 000 \$ à 1 500 \$ du montant du crédit d'impôt pour revenus de retraite (37 M\$); mise en place d'un crédit

plus simple pour l'employeur ». [N.D.L.R. Une autre option aurait pu être d'augmenter les cotisations au régime des Rentes du Québec, voir par exemple, *Une retraite à l'abri des soucis*, <http://ftq.qc.ca/campagneretraite>] « Grâce au niveau de couverture offert par les régimes publics, les travailleurs dont le revenu est inférieur à 25 000 \$ ont un taux de remplacement qui dépasse 70 % ». À un taux de 4 %, le taux de couverture visé passera de 87 % actuellement à 100 % à terme pour un revenu de fin de carrière de 20 000\$, et de 33 % à 55 % pour un revenu de fin de carrière de 60 000 \$, le groupe de revenus particulièrement visé étant celui de 40 000 \$ à 60 000 \$. Sur un revenu de 30 000 \$, une cotisation à 4 % de 46,15 \$ par paie coûtera en fait 32,98 \$; sur un revenu de 60 000 \$, une cotisation similaire de 92,31 \$ coûtera en fait 56,69 \$ net. [N.D.L.R. Combien le régime va-t-il faire épargner au fédéral en supplément de revenu garanti du côté des cotisantEs à plus faible revenu ?] [N.D.L.R. Qui sort gagnant du choix ainsi fait par rapport à une augmentation de la cotisation à la Régie des rentes ? Ce sera à voir à l'usage. On peut constater au départ que ce choix libère les entreprises de l'obligation de contribuer, et transmet aux institutions financières un rendement potentiel sous la forme de coûts de gestion en pourcentage du rendement de l'épargne administrée.]

► Rappel que les travailleurEs de 65 ans et plus ont droit depuis janvier 2012 à un crédit d'impôt sur leur revenu de travail entre 5 000 \$ et 15 000 \$ qui représentera en 2016 une réduction d'impôt de 1500 \$. Modifications à la législation québécoise pour harmoniser le régime fiscal québécois aux dispositions fédérales relatives aux régimes de pension agréés collectifs. Rappel que trois comités sont en place, le comité d'experts chargé d'étudier le système de retraite au Québec, le comité technique sur les régimes de retraite à prestations cibles, le comité sur les régimes de retraite municipaux.

► **Alternatives jeunesse** (10 M\$ sur trois ans). Hausse du supplément pour adhésion volontaire dans une démarche d'insertion de 30,30 \$, faisant passer le supplément à près de 122 \$ par mois pour une personne seule à compter de juillet 2012, ce qui fera passer l'allocation jeunesse de 680,33 \$ pour une personne seule à 710,63 \$, et de 783\$ à 813,33 \$ pour une famille monoparentale avec une contrainte temporaire à l'emploi (4 M\$ par année à partir de 2013-2014). « Au Québec, 64 % des prestataires d'aide sociale de moins de 25 ans sont issus de familles prestataires. La dynamique intergénérationnelle est claire. » Rappel de la mise sur pied du programme Alternative jeunesse en 2007, mention que 60 % des participantEs ont quitté l'aide sociale, soit 4600 personnes par an qui intègrent le marché du travail après un passage au programme. « Un supplément plus élevé sera un motivateur encore plus efficace. »

► **DiplôméEs de niveau collégial et universitaire** choisissant de travailler dans une région ressource éloignée : hausse de 8 000 \$ à 10 000 \$ du maximum cumulatif du crédit d'impôt non remboursable (jusqu'à 3000 \$ par année) pour ces diplôméEs, moins bien rejointEs par le crédit que les autres diplôméEs, qui commenceront à occuper un emploi à compter du 23 mars 2012 (1 M\$ en 2014-2015). Les résultats de cette mesure mise en place en 2006 montre que 65 % des bénéficiaires du crédit restent dans une région admissible après trois ans. La mesure touchera 17 000 jeunes.

► **ImmigrantEs**. Augmentation à compter du 1^{er} avril 2012 de 406 \$ à 750 \$ du tarif applicable à une demande de sélection.

► **Fascicule sur le revenu disponible**. « On constate que les Québécois se sont enrichis depuis 2003 et que leur revenu personnel s'est nettement amélioré, grâce à la bonne tenue de l'économie. Par ailleurs, en tenant compte des modifications apportées depuis 2003 aux régimes fiscaux, aux taxes et aux tarifs de garde d'enfants, les Québécois se retrouvent en 2012 avec plus d'argent dans leurs poches. » [N.D.L.R. Les données utilisées pour le niveau de vie réfèrent au PIB per capita, qui n'indique rien de sa distribution. Et la démonstration indiquant que les Québécois se retrouvent avec plus de revenus dans les poches commence à 25 000 \$ de revenu. Or selon l'avis même du MESS, les revenus des couples et les personnes seules à l'aide sociale de base sans emploi, se sont détériorés respectivement de 4,1 % et 4,3 % entre 2003 et 2010.]

► [N.D.L.R. Rien pour les personnes seules et les couples sans enfant et sans emploi qui sont à l'aide sociale, qui sont les plus pauvres dans la société et dont les conditions se détériorent. Aucun assouplissement pour les droits de scolarité. Rien pour les étudiantEs, pas d'ouverture sur les bourses, peut-être pour les prêts.] [N.D.L.R. Cette section ne fait pas état des impacts potentiels sur les revenus des personnes des coupures de programmes et de services effectuées dans



d'impôt remboursable pour les personnes qui accordent un répit aux aidantEs naturelLEs (10 M\$); amélioration du crédit d'impôt remboursable pour frais de garde d'enfants (10 M\$); bonification de la fiscalité pour les parents dont les enfants sont aux études postsecondaires (8 M\$); hausse de 30 % à 50 % du taux du crédit d'impôt remboursable pour le traitement de l'infertilité à partir d'un 3e traitement (2 M\$). **Le crédit d'impôt pour enfants mineurs en formation professionnelle ou aux études postsecondaires** est modifié pour ne retenir que 80% des revenus gagnés par l'enfant pour les appliquer à la réduction du crédit allouable pour la part des besoins essentiels reconnus, excluant les bourses d'étude du calcul. Le crédit d'impôt pour enfants majeurs aux études est remplacé à compter de l'année d'imposition 2007 par un mécanisme de **transfert de la contribution parentale reconnue**. La partie non utilisée des dépenses effectuées en deçà du montant du **crédit d'impôt pour frais de scolarité et d'examen** d'unE étudiantE est transférable à un parent ou grand-parent. Mise en place d'un **régime d'épargne-études (REEE)** sous la forme d'un montant cumulatif pouvant atteindre 3600 \$ par enfant. Le Québec vient doubler l'aide fédérale. Les montants versés par le gouvernement dans le REEE sont imposables au moment de leur utilisation par le bénéficiaire. **Par ailleurs le dégel des frais de scolarité viendra prendre 50\$ de plus par session à compter de septembre 2007. Le crédit d'impôt pour les premiers revenus de retraite** passe de 1000 \$ à 1500 \$ à compter de l'année d'imposition 2007, avec un gain net possible de 100 \$ pour une personne seule. **Ajustements à la fiscalité fédérale** : diverses mesures pour harmoniser la fiscalité québécoise avec les mesures relatives au budget fédéral du 19 mars 2007. Annonce de travaux pour harmoniser la prestation fiscale pour le revenu gagné et la prime au travail. Les ajustements seront annoncés à l'automne 2007. Les **programmes d'aide de dernier recours seront ajustés pour permettre la contribution fédérale à un régime enregistré d'épargne invalidité** sans qu'elle réduise l'aide de dernier recours québécoise et ce «jusqu'au seuil de faible revenu établi par L'Institut de la statistique du Québec». Hausse de 1000 \$ à 2000 \$ du montant maximal du remboursement de la TVQ payée sur un véhicule hybride acheté ou loué entre le jour du budget et le 1^{er} janvier 2009. Confirmation de l'annonce de la **Gratuité des médicaments pour tous les prestataires d'assistance-emploi sans contraintes sévères à l'emploi**, incluant les titulaires d'un carnet de réclamation, soit 250 000 personnes (16 M\$ par année), ainsi qu'aux personnes de 65 ans et plus qui, sans recevoir le supplément total (ces personnes sont déjà couvertes), reçoivent au moins 94% du Supplément de revenu garanti, soit 29 000 personnes (6 M\$ par année. **Pendant que le reste des protections sociales et du régime fiscal ont été indexés de 2,03 %, nouvelle coupure (environ 30 M\$ \$) au 1^{er} janvier 2007 dans le pouvoir d'achat des personnes à l'aide sociale sans contraintes sévères à l'emploi par une nouvelle demi-indexation de leurs prestations, au taux de 1,01 % plutôt que de 2,03 %, ce qui fait passer la prestation de base de 543 \$ à 548 \$ au lieu de 553 \$.**

► En 2008-2009, un budget «qui ne contient aucune hausse d'impôt ou de taxes», dont l'impact total est de **163 M\$ sur une pleine année**. [N.D.L.R. il y a quelques diminutions de crédits d'impôt du côté des aînéEs à revenus un peu plus élevés]. **Familles** : avec les mesures du budget 2008-2009, l'aide financière aux familles est passée de 3,6 G\$ en 2003 à 5,1 G\$ en 2008, en hausse de 42 %. Le soutien accordé aux familles au Québec en 2007 (5 G\$) était presque deux fois plus élevé qu'en Ontario (2,7 G\$). En croisant les deux informations, on voit que le soutien aux familles s'est accru de 0,1 G\$ entre 2007 et 2008. **Bonification du crédit d'impôt remboursable pour frais de garde** (20 M\$ sur une pleine année). Le crédit s'applique au famille dites de «classe moyenne», pour qui il est présentement plus avantageux au plan fiscal d'opter pour les services de garde à 7\$ que pour des services dans une garderie privée. Le crédit passera à 60 % pour les frais de garde admissibles de parents aux revenus allant de 46 755 \$ à 82 100 \$ et diminuera ensuite pour atteindre 26 % à 100 550 \$ plutôt qu'à 85 535 \$. Jusqu'à 80 000 \$ de revenus, il devient équivalent de recourir aux places à 7\$ en CPE ou en garderie privée. À 90 000 \$ de revenu, l'État subventionne la place en garderie privée de 4,50 \$ par jour de plus, ce qui fait qu'elle ne coûte plus que 1,33 \$ de plus qu'une place à 7 \$. La subvention à la famille passe à 2 \$ par jour de plus pour un revenu de 100 000 \$, et l'écart avec la place à 7 \$ passe de 7,83 à 5,83 \$. Autrement dit, la mesure sert entièrement à encourager les familles entre 47 895 \$ et 100 550 \$ de revenu à fréquenter davantage les garderies privées, ceci en tenant compte de la contribution fédérale. **Bonification du crédit d'impôt remboursable des frais admissibles pour le traitement de l'infertilité** de 30 % à 50 % (2 M\$ sur une pleine année pour 2500 familles). **Bonification du crédit d'impôt remboursable de frais admissibles pour frais d'adoption** de 30 % à 50 % (1 M\$ sur une pleine année) (maximum de

différents ministères. Ici l'expertise des organisations plus attachées à un secteur d'activité ou d'intervention est nécessaire pour identifier ces effets, que ce soit en pertes d'emploi, d'aide financière ou d'aide à l'emploi. Celles-ci sont invitées à en informer le Collectif.]

► [Retour au début de la section.](#)



20 000 \$). **AinéEs** : au total, les investissements de 2007-2008 (1,2 G\$ sur 5 ans) et 2008-2009 (1 G\$ sur 5 ans) totalisent 2,2 G\$ sur 5 ans. En fait 92 M\$ sur une pleine année. **Simplification et majoration du crédit d'impôt pour le maintien à domicile d'une personne âgée.** Il passe de 25 % à 30 % (35 M\$ par année, dont 30 M\$ pour les personnes en résidence et 5 M\$ pour les personnes vivant à domicile) avec réduction du crédit pour les revenus excédant 50 000\$. La mesure est indexable annuellement. Le gain moyen est de 384 \$ pour les personnes vivant en résidence et de 23 \$ pour les personnes vivant à domicile. Le gain maximum est de 700 \$ en résidence jusqu'à 50 000 \$ de revenu et il y a une perte de 650 \$ pour un revenu de 95 000\$. [N.D.L.R. il y a donc ici une hausse d'impôt pour les personnes âgées plus fortunées.]. **Majoration du montant maximal du crédit d'impôt pour revenus de retraite** qui passe de 1500\$ à 1750\$ (en 2009) à 2000\$ (en 2010) (engagement pris en 2005 de doubler le montant maximal) pour un gain pouvant atteindre 100 \$ pour une personne seule et 200 \$ pour un couple, où ce montant est doublé (47 M\$ en baisse d'impôt à terme). Ce qui profitera à près de 400 000 contribuables. L'aide fiscale et les crédits pour l'aide à domicile auraient doublé depuis 2003. Ces montants seront ensuite indexés au taux d'indexation du régime d'imposition des particuliers (3 M\$ par année à compter de 2011). [N.D.L.R. Pas d'impact en 2008.] **Indexation des montants donnant droit au crédits d'impôt en raison de l'âge** au même taux que le régime d'imposition des particuliers à compter 2009 (2 M\$ en 2009, et 3 M\$ par année ensuite). **Nouveau crédit d'impôt pour les aidantEs naturelLEs pour couvrir une partie des frais engagés pour obtenir une aide de remplacement** d'un maximum de 5200 \$ par année. Le crédit est de 30 % L'aide peut atteindre 1560 \$ par année et sera réduite de 3 % de la partie du revenu familial annuel excédant 50 000 \$ (10 M\$ par année pour 40 000 aidantEs naturelLEs). **Pacte pour l'emploi** (investissements publics et privés de 1 G\$ sur 3 ans), dont des allègements fiscaux de 196 M\$ «afin d'accroître l'incitation au travail des ménages à faible ou à moyen revenu». **Nouveau Supplément à la Prime au travail pour les prestataires de longue durée quittant l'aide financière de dernier recours** (79,3 M\$ sur 5 ans, 18 M\$ sur une pleine année). Le supplément est de 200 \$ par mois pour 12 mois maximum (2400 \$) pour une personne, applicable aux deux membres d'un couple, à partir du 1^{er} avril 2008 (18 M\$ par année pour 12 000 personnes). Il faut avoir été à l'aide sociale au moins 36 des 42 derniers mois, ne plus être admissible à l'aide en raison du revenu de travail gagné dans le ménage, bénéficier encore du carnet de réclamation (qui dure de 6 à 48 mois après l'aide sociale selon les cas) et dépasser les 200 \$ de gains de travail exclus. Cette prime, combinée à la Prime au travail maximum (518 \$ pour une personne seule, 801 \$ pour un couple, 2219 \$ pour une famille monoparentale, 2861 \$ pour un couple avec enfants) s'ajoute au salaire reçu pour équivaloir à plus de 3 \$ l'heure au salaire minimum. [N.D.L.R. et introduit donc une disparité de traitement entre travailleurEs au même salaire.] L'impact maximum est à 10 000 \$ de revenus de travail. Avec la Prime au travail de 518 \$, la Prestation fiscale de revenus de travail fédérale de 888 \$ et le Supplément à la Prime au travail, le montant supplémentaire est de 3 806 \$. Pour une famille de deux adultes qui travaillent et deux enfants, le supplément maximum est à 15 000 \$ de revenus de travail (2850 \$ de Prime au travail, 912 \$ de Prestation fiscale de revenus de travail, 4800 \$ de supplément à la Prime au travail). Tout comme la Prime au travail, le Supplément n'est pas imposable. **Ajustement de la Prime au travail pour les personnes présentant des contraintes sévères à l'emploi** (14 M\$ sur 5 ans, 3 M\$ sur une pleine année). La prime maximum passe de 381 \$ à 1003 \$ pour une personne seule. La nouvelle Prime suit les règles du nouveau programme de Solidarité sociale : exemption des 1200 \$ de gains de travail, maximale au revenu de travail équivalent au seuil de sortie de l'aide sociale, soit 9796 \$ pour une personne seule. [N.D.L.R. autrement juste pour faire «sortir» les gens de l'aide sociale.] L'argument invoqué est que chaque dollar de revenu de travail gagné contribue à augmenter le revenu disponible jusqu'à la sortie du programme. La mesure sera mise en œuvre en 2008 avec les premiers versements en 2009. La mesure sera indexée annuellement à compter de 2009. La mesure vient compléter l'intégration entre la sécurité du revenu et la fiscalité. Possibilité sur demande de versement par anticipation en quatre versements annuels d'un montant allant jusqu'à 75 % de la Prime pour les ménages sans enfants (2,7 M\$ sur 5 ans). **Pleine indexation de la déduction pour les travailleurs** (9 M\$ en 2009, 92 M\$ sur 5 ans), de l'exemption de 1000 \$ pour les volontaires des services d'urgence, du crédit d'impôt de 500 \$ par permis aux chauffeurs de taxi. **Départ à la retraite progressive** : un projet de loi amènera des dispositions visant à permettre aux employéEs prolongeant leur vie active de recevoir 60 % d'une rente de retraite sans égard à la réduction du temps de travail, à continuer d'accumuler des années de service pour bonifier les prestations de retraite, d'offrir sur une base



négocier la retraite progressive aux employés âgés de 60 ans ou plus, aux employés de 55-59 ans admissibles à une rente de retraite anticipée sans réduction, aux employés retraités retournant à l'emploi. Les secteurs publics et parapublics ne seront pas visés, des discussions avec les associations syndicales et de cadres devant d'abord avoir lieu. **Stimuler l'épargne** est un autre volet des mesures destinées aux particuliers. **Accès dans la fiscalité québécoise comme dans la fédérale aux avantages fiscaux du nouveau Compte d'épargne libre (CÉLI)** dont les intérêts et l'usage sont libres d'impôt (1 M\$ en 2008-2009, mais 83,5 M\$ sur 5 ans, 20 M\$ sur une pleine année). On peut y contribuer (il faut être âgéE de 18 ans et plus) jusqu'à 5 000 \$ par année, ce plafond étant cumulatif et reportable indéfiniment. En harmonisation avec les règles fédérales, réduction du taux de majoration des dividendes admissibles qui passera de 45 % à 44 \$ en 2010, à 41 % en 2011, à 38 % en 2012 (33 M\$ entre 2010 et 2013). [N.D.L.R. L'impact prévisible dans 20 ans serait de 600 M\$ par année en manque à gagner pour le gouvernement.] **Bonification de la déduction pour options d'achat d'actions accordée aux employés de PME innovantes** de 25 % à 50 % (6 M\$ sur une pleine année). **Hausse de la déduction pour les habitants des régions éloignées** (1 M\$ sur une pleine année). [N.D.L.R. Diverses parties réclament de corriger la désindexation des régimes de retraite des secteurs public et parapublic. Il n'en est pas question dans le budget. La caisse du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) pourrait détenir un surplus de plus de 6 G\$.]

► **En 2009-2010, Hausse d'un point de la TVQ**, majorée à 8,5% à compter du 1^{er} janvier 2011 et majoration du crédit d'impôt remboursable pour la taxe de vente du Québec de 150 \$ par année pour un couple et de 125 \$ pour une personne vivant seule (250 M\$ par année), ce qui annulera l'impact sur la situation financière des ménages à faible revenu. Le choix d'une hausse de taxe de vente plutôt que d'une hausse d'impôt est motivé par le fait qu'elle ne nuit pas aux exportations en ne s'appliquant pas à l'étranger, «ne décourage pas l'effort au travail», «ne réduit pas l'incitation à l'épargne». Pour le rétablissement de l'équilibre budgétaire, la hausse des impôts n'est pas une option. « Il est important de noter que nous ne prévoyons aucune hausse des impôts sur le revenu des particuliers et des entreprises. » «La tarification doit reposer sur l'idée selon laquelle celui qui utilise un service doit également être celui qui le paye. C'est le concept de l'utilisateur-payeur. Le prix du service public doit refléter le véritable coût assumé par le gouvernement. Comme le souligne le Groupe de travail sur la tarification des services publics, présidé par l'économiste Claude Montmarquette, « l'enjeu en cause dépasse la stricte question financière : les tarifs constituent un outil essentiel pour gérer nos comportements collectifs de la façon la plus efficace possible, et cela pour le meilleur intérêt de tous. » Les tarifs en usage (des revenus de 3 G\$) augmentent pour la plupart moins rapidement que l'inflation depuis dix ans, certains n'ayant pas changé. À compter du 1^{er} janvier 2011, tous les tarifs non présentement indexés le seront annuellement au taux d'inflation à l'exception des tarifs à 7\$ par jour pour les services de garde. Une nouvelle politique encadrera les pratiques en matière de tarification selon les principes suivants : couverture des coûts, transparence, solidarité envers les plus démunis, affectation des revenus de la tarification aux services tarifés et reddition de comptes. **«Développement social» : la principale mesure va surtout servir à augmenter le crédit d'impôt pour frais de garde pour les familles à haut revenu (80 000 \$ et 140 000 \$) (20 M\$ des 22 M\$ de plus par année) pour rendre les services de garde financièrement plus «neutres» (coup de pouce au privé).** « Nous avons allégé le fardeau fiscal des Québécois, ce qui a permis d'améliorer le revenu disponible de toutes les familles, mais plus particulièrement des ménages à faible et moyen revenus. En période de récession, l'expression « filet de sécurité sociale » prend tout son sens. Nos programmes sociaux nous aideront grandement à traverser cette période difficile. Nous adoptons d'autres mesures ciblées. » **Familles** : 27 M\$ en 2009-2010 et en 2010-2011, soit 22 M\$ en 2009-2010 et en 2010-2011 pour les garderie et 5 M\$ pour l'accès à la propriété. «Au total, les familles québécoises bénéficieront d'un soutien financier de 10 milliards de dollars en 2009, si on prend en compte l'aide des deux paliers de gouvernement. Je cite à cet effet le livre Le Québec, un paradis pour les familles?, écrit par les économistes Luc Godbout et Suzie St-Cerny. « [...] c'est au Québec que la proportion du revenu de travail qui reste disponible à la famille, une fois considérés les prestations, les impôts, les cotisations sociales et les frais de garde, est la plus élevée, et ce, en regard d'une sélection de pays du G7 et de pays nordiques. [...] Le Québec a fait clairement le choix des familles. » Un des résultats est la hausse du taux de natalité, en croissance constante depuis 2002. Amélioration du crédit d'impôt pour frais de garde pour rendre le coût



de la garde privée comparable au coût de la garde à 7 \$ jusqu'à un revenu familial d'environ 125 000 \$ (20 M\$ par année). **Impact pour les familles disposant d'un revenu familial de 80 000 à 140 000\$.** Augmentation de 2 000 \$ du plafond des frais de garde admissibles au crédit d'impôt remboursable pour atteindre 9 000 \$ par année pour les enfants de moins de 7 ans en garde privée (1,5 M\$ par année). Les familles monoparentales pourront maintenant bénéficier du crédit d'impôt remboursable pour frais de garde pendant la période où elles reçoivent des prestations du Régime québécois d'assurance parentale (0,5 M\$ par année). Confirmation que la cible de 220 000 places de garde à 7\$ par jour sera atteinte d'ici la fin de 2010. **Régime d'accès à la propriété :** hausse de la limite maximale de retrait à 25 000 \$ dans le cadre (5 M\$ en 2009-2010 et en 2010-2011). **Pacte pour l'emploi :** l'allocation de base de 220\$ par semaine sera versée plus rapidement si l'allocation d'assurance-chômage est inférieure à ce montant. L'allocation de base passera de 220\$ à 240\$ par semaine (99,1 M\$ en 2009-2010 et 121,1 M\$ en 2010-2011). Les subventions salariales pourront être plus longues et inclure de la formation d'appoint (11,1 M\$ sur deux ans). Les mesures d'Emploi Québec alignées sur le salaire minimum tiendront compte de la hausse du salaire minimum à venir au 1^{er} mai 2009 de 8,50\$ à 9,00\$ (10,5 M\$ en 2009-2010). Le supplément à la prime au travail sera accessible aux participantEs du programme Alternative Jeunesse. **ÉtudiantEs : augmentation des bourses de 23 M\$ en 2009-2010.** **Création d'un nouveau régime d'épargne-actions** (REA II) pour faciliter le financement des PME sur les marchés publics d'épargne (déduction de 150% jusqu'au 31 décembre 2010 et de 100% ensuite), «une manière d'associer directement les citoyens à la relance de l'économie et au dynamisme de nos entreprises». **Écoénergie :** un crédit d'impôt remboursable pour favoriser l'achat ou la location d'un véhicule écoénergétique.

► En 2010-2011, **«Contribution» de 3,5 G\$ à l'équilibre budgétaire (2013).** Hausse de la TVQ non plus de 1% mais de 2%, soit un passage à 8,5% le 1^{er} janvier 2011, et à 9,5% 1^{er} janvier 2012, (reprise complète du champ laissé par le fédéral avec un taux effectif combiné de 15% comme de 1998 à 2006) (3 G\$ à terme) (1,5 G\$ en 2012-2013, moins les 260 M\$ d'impact net du nouveau crédit d'impôt pour la solidarité). Effet compensé pour les ménages les plus pauvres par le nouveau crédit de solidarité. Protection également des acheteurEs de maison neuve. **Crédit d'impôt remboursable pour la solidarité** pour les ménages «moins nantis» pour «atténuer les effets des augmentations de taxes sur leur pouvoir d'achat». Il remplace le remboursement de TVQ, d'impôts fonciers et le crédit pour résidence nordique, lesquels sont accordés aux personnes de 19 ans et plus qui répondent aux conditions requises. Par ailleurs, le nouveau crédit sera accordé plutôt aux personnes de 18 ans et plus qui répondent aux conditions requises (résider au Québec, avoir un statut reconnu, ne pas être détenuE en prison). Le montant maximal sera de 1375 en 2012 (le maximum des crédits actuels ainsi regroupés étant de 958 en 2010) (maximale pour un revenu de moins de 31 720 \$, taux de réduction de 6%, nul entre 40 000 \$ et 50 000 \$ de revenus de travail pour une personne seule et entre 50 000 \$ et 60 000 \$ pour un couple). «Afin que l'aide fiscale accordée par le crédit d'impôt se rapproche des besoins qu'elle vise à combler, celui-ci sera versé sur une base mensuelle» et ce, dans les cinq premiers jours du mois. Il sera versé à partir de juillet 2011 (mensuel, versé par anticipation, 204 \$ de plus que les hausses de taxes pour les personnes à l'aide sociale sans revenu de travail, sera ajusté pour tenir compte de la hausse des tarifs d'électricité) (1,4 G\$ par année à terme, soit 510 M\$ de plus que les crédits d'impôt actuels). Il profitera à 200 000 ménages de plus que les crédits actuels. Chaque ménage recevra en moyenne 174 \$ de plus par année (?). Pour un couple le crédit sera versé à une seule des deux personnes pour les deux. Il est obligatoirement versé par dépôt direct. Il faut en faire la demande au moyen de la déclaration de revenus. Diverses règles régissent les cas particuliers en fonction des conditions d'admissibilité. Il est calculé en ajoutant une composante relative à la TVQ, une composante relative au logement et une composante relative à l'habitation sur le territoire d'un village nordique et en appliquant une réduction en fonction du revenu familial. Toutes les composantes seront «revalorisées» et indexées annuellement au coût de la vie (selon l'indice d'ensemble des prix à la consommation sans les boissons alcoolisées et les produits du tabac pour le Québec (IPCQ-SAT)) sauf les taux de réduction. Il faut aviser de tout changement de situation susceptible de modifier l'admissibilité à l'une ou l'autre des composantes, incluant le fait de vivre séparés depuis au moins 90 jours, de devenir unE conjointE, de commencer à habiter ou cesser d'habiter dans un village nordique ou d'entrer dans un logement admissible ou de le quitter. Le revenu familial d'une personne à l'aide sociale est réputé égal à zéro. Entre le 1^{er} janvier 2010 et le 30 juin 2011, les personnes à l'aide sociale recevront un crédit de transition. Pendant cette période, «le



montant accordé pour un mois donné sera incorporé dans le calcul de la prestation d'aide sociale ou de l'allocation de solidarité sociale, selon le cas, et pourra, de ce fait, faire l'objet d'une réduction» ou faire l'objet d'un remboursement s'il y a un trop perçu. La législation fiscale sera transformée en conséquence pour faire les arrimages dans le cas du crédit d'impôt pour le transfert de la contribution parentale reconnue et pour retirer les mesures actuelles qui sont remplacées par ce nouveau crédit. **Contribution santé des Québécois** (de 25 \$ en 2010, à 100 \$ en 2011, à 200 \$ en 2012 par adulte de 18 ans et plus, avec le même seuil d'exemption que pour l'assurance-médicaments, soit 14 040 \$ pour une personne seule, 22 750 \$ pour deux adultes, 28 595 \$ pour deux adultes deux enfants) (180 M\$ en 2010-2011, 575 M\$ en 2011-2012, 945 M\$ en 2012-2013). Elle sera exigée en vertu de la Loi de la Régie de l'assurance maladie et devra être versée aux mêmes échéances que pour l'impôt sur le revenu, soit au plus tard le 30 avril d'une année pour l'année précédente. La personne peut demander que le montant soit déduit de son salaire en même temps que les autres retenues. **Crédit d'impôt pour le maintien à domicile** amélioré à partir de 2010 en assouplissant des règles d'admissibilité à certains services inscrits dans l'annexe au bail, dont le service d'entretien ménager (d'au moins une fois par semaine à au moins une fois par deux semaines) et les services de soins infirmiers (d'une présence infirmière dans la résidence d'au moins sept heures par jour à une présence d'au moins trois heures par jour). Les versements anticipés du crédit d'impôt seront ajustés en conséquence à partir de juillet 2010. Crédit d'impôt remboursable pour frais de garde et prime au travail, générale ou adaptée : à partir de 2011, paiement des versements anticipés sur une base mensuelle plutôt que trimestrielle. Plus toutes les dépenses liées aux nouveaux tarifs dont un **ticket modérateur annoncé en santé** et les **hausse de frais de scolarité**. Salaire des éluEs gelés pour 2 ans. Primes aux rendements suspendues pour 2 ans dans certaines entreprises de l'État.

► En 2011-2012, **frais de scolarité** : augmentation de 325 \$ par année jusqu'en 2017 (droits annuels au baccalauréat passant de 2168 \$ en 2011-2012 à 3793 \$ par année en 2016-2017, i.e. 75 % d'augmentation), avec garantie que l'endettement n'augmentera pas pour les étudiants boursiers (118 M\$ à terme, soit le tiers de l'augmentation de revenus escomptée). En 2017, les étudiants paieront 17% du coût de leurs études, i.e. 4700 \$ par année, ce qui correspondra à une augmentation de 75 % après un autre 30 % d'augmentations. La visée est de rejoindre le niveau de contribution étudiante d'avant le rapport Parent. Ce niveau resterait loin derrière la moyenne au Canada et aux USA. [N.D.L.R. Voir les autres détails sur le financement des universités dans la section sur les programmes du gouvernement.]. **Travailleurs de 65 ans ou plus, dits «travailleurs d'expérience», qui sont «une richesse dont on ne peut se priver»** : impact imminent du vieillissement de la population avec l'arrivée à 65 ans des premier baby-boomers et la «diminution du nombre de personnes en âge de travailler qui s'amorcera après 2013» avec des conséquences importantes sur l'économie et les finances publiques, dont «une pression additionnelle au chapitre des dépenses, notamment en matière de santé et de services sociaux». Ce vieillissement sera plus rapide que «presque partout ailleurs dans le monde» Alors qu'en 2013, le nombre de personnes de 18 à 64 ans baissera de 3,8 % au Québec, il croîtra de 5,5 % au Canada, de 9,5 % en Ontario et de 4,6 % aux États-Unis, ses principaux partenaires commerciaux. «La diminution du nombre de personnes en âge de travailler viendra réduire le bassin de travailleurs disponibles. Or, moins de travailleurs signifie moins de croissance économique et donc moins de richesse. Un enrichissement collectif qui est appelé à ralentir n'est pas sans poser d'importants défis, notamment en ce qui a trait au financement de nos services publics et, par conséquent, au maintien de notre niveau de vie.» [N.D.L.R. Ce différentiel est exprimé en croissance prévue moindre du PIB réel au Québec qu'au Canada, le PIB nominal par habitant étant déjà de 38 801 \$ au Québec comparativement à 45 292 \$ au Canada en 2009.] Constat que «l'âge moyen de la retraite au Québec est de 61 ans pour les femmes et de 62 ans pour les hommes soit un et deux ans de moins respectivement qu'au Canada et trois ans de moins qu'au États-unis», et que le taux d'activité des Québécois de 65 ans et plus, soit 8,7 %, est moindre que celui des Canadiens (11,4 %) et des Américains (17,4 %). Rapport attendu en cours d'année de la Commission nationale sur la participation au marché du travail des travailleuses et travailleurs expérimentés de 55 ans ou plus. Pour «lancer un message clair» sans attendre et répondre à la «réduction du bassin de main-d'œuvre disponible», outre «une politique de soutien aux familles parmi les plus généreuses dans le monde», annonce de mesures «favorisant le prolongement de la vie active chez les personnes de 65 ans et plus» : «ces travailleurs constituent une richesse collective dont on ne peut se priver à l'aube des changements qui s'amorcent». Mise en place graduelle à partir du



1er janvier 2012 d'un crédit d'impôt non remboursable pour les travailleurs, salariés ou autonomes, de 65 ans ou plus. Il s'appliquera au 10 000 \$ de gains après un premier 5 000 \$ de gains, touchera 100 000 travailleurs, et coûtera à terme 120 M\$ au gouvernement par année, pour une récupération maximum de 1 504 \$ par année (451 \$ en 2012) et un gain moyen de 1167 \$ (de 373 \$ pour un travailleur gagnant moins de 25 000 \$ à 1419 \$ pour un travailleur gagnant 100 000 \$ ou plus). Les personnes visées dans les exemples sont des personnes conservant un emploi d'une journée par semaine et gagnant autour de 15 \$ l'heure qui seraient ainsi incitées à passer à deux ou trois jours par semaine. Le crédit leur procurerait l'équivalent d'un gain de 2,25 l'heure, ou 22,8 %. Le crédit sera mis en place graduellement à partir de 2012 (sur un revenu de travail additionnel de 3 000 \$) pour atteindre sa pleine valeur en 2016-2017 (sur un revenu de travail additionnel de 10 000 \$) au coût de 120 M\$ (35 M\$ en 2012-2013). L'usage du crédit d'impôt plutôt que d'une déduction vise à ne pas entraîner d'effet sur le reste du régime fiscal des particuliers dans les zones de revenu à proximité de certains seuils implicites (droit au crédit d'impôt pour la solidarité, cotisation à payer au Régime d'assurance médicaments). Il est aussi mentionné qu'en trente ans, le taux de faible revenu des personnes de 65 ans et plus est passé de 33 % à 9 %.

Revenus à la retraite : « Les travailleurs québécois ont droit à une retraite bien méritée. À cet égard, le gouvernement a deux préoccupations : la pérennité du Régime de rentes du Québec et la nécessité, pour les Québécois, d'avoir des revenus de retraite adéquats. » Les défis à relever : « assurer la pérennité du Régime de rentes et inciter les Québécois à épargner davantage pour la retraite ». À équilibrer : espérance de vie de 7 ans de plus depuis la mise en place du régime en 1966, prise de la retraite plus tôt, rendements plus faibles lors de la crise financière. Plusieurs pays ont augmenté l'âge de la retraite. « Au Québec, nous n'en sommes pas là », mais nous devons intervenir pour assurer la pérennité du Régime de rentes du Québec, « notre grand régime collectif ». Le système québécois, « parmi les plus performants au monde », « souvent cité en exemple », permet à la plupart d'éviter la pauvreté (selon le SFR après impôt) [N.D.L.R. Curieusement le cahier *Un système renforcé de revenu de retraite*, réfère au seuil de faible revenu alors que le Québec a adopté la Mesure du panier de consommation comme référence pour suivre les situations de pauvreté du point de vue de la couverture des besoins de base] et de maintenir leur niveau de vie. Rappel des trois piliers du système, hormis les actifs des personnes : la pension de sécurité de la vieillesse (PSV, maximum 6288 \$ par année en 2011) et le supplément de revenu garanti (SRG, maximum 7944 \$ par année en 2011) au fédéral (financement par l'impôt), le Régime des rentes du Québec (RRQ, maximum 11520 \$ par année en 2011 pour un plafond de gains annuel de 48 300\$) (cotisation obligatoire) et l'épargne privée (cotisation volontaire), dont les régimes complémentaires de retraite (RCR) et les régimes enregistrés d'épargne-retraite (REER). Le taux de remplacement du revenu à la retraite varie selon le niveau de revenu, les taux les moins bons visant les travailleurs gagnant en 20 000 \$ et 60 000 \$ qui n'ont pas tous un bon niveau d'épargne. L'espérance de vie après la retraite passera de 13 ans en 1966 à 20 ans en 2020, soit 7 ans de plus, ce qui suppose une épargne annuelle, pour un revenu de 40 000 \$ en fin de carrière, passant de 2500 \$ par année en moyenne à 3200 \$ par année pour maintenir le niveau de vie, ce à quoi s'ajoutent les rendements plus faibles sur les épargnes des dernières années.

Régime des rentes du Québec : des hausses de cotisations sont nécessaires par souci d'équité intergénérationnelle pour garantir le financement à long terme du régime, maintenir le niveau de vie des futurs retraités et limiter l'impact du vieillissement de la population sur les prochaines générations. Sans de telles hausses, avec le taux actuel de cotisation de 9,9 %, le régime actuel s'épuiserait en 2039.

Augmentation à partir du 1 janvier 2012 du taux de cotisation de 0,15 % pendant 6 ans, jusqu'à 10,8 % (payé moitié moitié par les employéEs et les employeurEs, soit un taux passant de 4,950 % à 5,025 % en 2012, jusqu'à 5,4 % en 2017, soit 8,63 de hausse annuelle pour un revenu de 15 000\$ et 33,60 \$ de plus pour un revenu de 48,300 et plus, soit un maximum de 7,75 \$ à terme, en 2017, par paie aux deux semaines) (impact de 85 M\$ pour les employés et pour les employeurs en 2012 et de 625 M\$ en 2017, pour un impact combiné à terme de 1,250 G\$). Pour un revenu d'emploi de 40 000 \$ par année, la hausse représentera une cotisation supplémentaire d'environ 0,50 \$ par semaine en 2012. Réduction du taux de cotisation d'équilibre de 11,02 % à 10,80 % pour favoriser les retraites plus tardives. Le taux d'équilibre est plus élevé au Québec que dans le Régime de pensions du Canada (RPC), par ailleurs similaires, en raison de variations différentes, relativement au baby-boom, à la fécondité, à l'apport en immigrantEs, à l'exemption de base similaire malgré des revenus moins élevés au Québec, à des conditions d'admissibilité plus souples, à la pression accrue découlant du



vieillessement de la population, e qui explique des mesures de stabilisation plus précoces. Mise en place d'un mécanisme d'ajustement automatique à compter de 2018 en plus ou moins selon la situation, pouvant être suspendu, sujet à alternatives ou révisé à la baisse si les prochaines évaluations actuarielles (aux trois ans) sont meilleures. **Bonification des rentes demandées après 65 ans et réduction mensuelle des rentes demandées avant 65 ans.** Devant la possibilité de recevoir des prestations dès 60 ans ou de le retarder jusqu'à 70 ans, à compter du 1er janvier 2013, la majoration mensuelle des rentes demandées après 65 ans sera bonifiée de 0,5 à 0,7 %, soit 8,4 % par année à terme, et un maximum de 42 % (maximum de 16 358 \$ par année, soit une augmentation de 1382 \$, pour un revenu d'emploi moyen en carrière de 48 300 \$, comparativement à un maximum de 5 080 \$ pour un revenu d'emploi moyen en carrière de 15 000 \$) pour une demande faite à 70 ans. À compter du 1er janvier 2014, la réduction mensuelle des rentes demandées avant 65 ans passera graduellement de 0,5 à 0,6 % sur trois ans (0,53 % en 2014, 0,56 % en 2015) dans le cas d'une rente maximal (taux maximal de réduction à 60 ans de 31,8 % en 2014, 33,6 % en 2015, 36 % en 2016), avec un plein impact pour les travailleurs présentement âgés de 55 ans ou moins. «Cet ajustement sera proportionnel au montant de la rente afin de protéger les travailleurs à plus faible revenu» (maximum de 0,525 %, 0,050 %, 0,575 % pour des revenus d'emploi moyen en carrière respectivement de 12 075 \$, 24 150 \$, 36 225 \$). À terme, ces ajustements seront similaires à ceux qui s'appliquent dans le Régime de pensions du Canada. À terme, une personne ayant un revenu de carrière moyen de 35 000 \$ qui demanderait sa rente à 65 ans aurait une rente annuelle de 8 348 \$, de 5 481 \$ pour une rente demandée à 60 ans et de 11 854 \$ pour une rente demandée à 70 ans. L'impact de ces mesures devrait permettre à la réserve du RRQ, présentement autour de 34 G\$, de croître régulièrement jusqu'à 125 G\$ en 2039, au lieu de s'amenuiser et tendre vers 0 une fois atteint un sommet de 51 G\$ autour des années 2025. Annonce à venir de l'élimination de l'obligation d'avoir cessé de travailler pour recevoir une rente du Régime des rentes dès 60 ans et de la bonification de la rente d'orphelin. **Épargne volontaire** : ajustements législatifs et réglementaires à venir pour permettre de développer de nouveaux régimes volontaires d'épargne-retraite, dits Régimes de pensions agréés collectifs (RPAC). Ils seront gérés collectivement par des institutions du secteur financier comme les compagnies d'assurance, seront accessibles à tous, salariés, travailleurs autonomes et épargnants, et transférables, avec obligation pour l'employeur d'offrir le régime sans devoir y cotiser, et inscription automatique des travailleurs et possibilité de retrait volontaire. Les cotisations pourront être déduites d'un revenu comme un REER et ne seront imposées qu'une fois retirées. L'impact visé est un meilleur rendement en raison de frais de gestion moins élevés, avec une accumulation d'épargne à un niveau fixé par défaut. Par exemple une contribution annuelle de 5000 \$ sur 30 ans avec des frais de gestion de 2 % sur un rendement brut de 5 % pourrait conduire à une épargne de 20 236 \$ pour des frais de gestion abaissés de 0,5 point de pourcentage à une épargne de 67 158 \$ s'ils sont abaissés de 1,5 point de pourcentage. Les employeurs qui n'offrent pas de régime de retraite devront soit inscrire automatiquement leurs employés à un RVER ou, s'ils contribuent au régime (une cotisation déductible du revenu imposable et non assujettie aux taxes sur la masse salariale), obliger leurs employés à contribuer, dans la mesure où une entente aura été établie. Ils devront aussi effectuer les déductions à la source. L'administration étant faite par des tiers, les coûts seront moindres pour les employeurs, ce qui pourra faire de ce régime un véhicule plus attrayant pour les employeurs. L'harmonisation sera faite avec le fédéral et les autres provinces ce qui facilitera la mobilité de la main d'œuvre. Harmonisation souhaitée dans le budget fédéral à venir, comme la levée de l'obligation de lien d'emploi pour cotiser à un régime privé et de l'obligation de l'employeur de cotiser minimalement. Discussions amorcées entre les ministres des Finances du Canada pour envisager l'évolution du RPC et du RRQ, par exemple sur le taux de remplacement et sur le plafond des gains admissibles, tout en tenant compte de l'impact sur l'économie. Consultations à venir pour s'assurer que les règles répondront aux besoins des Québécois. **Aînés** : Élargissement du crédit d'impôt remboursable pour aidantEs naturelLEs (11,5 M\$ en 2011). Déduction augmentée pour les frais transitoires à l'admission dans un CHSLD. Élargissement du crédit d'impôt remboursable pour aidantEs naturelLEs auprès de personnes de plus de 70 ans atteintes d'une incapacité physique ou mentale ainsi qu'aux aidantEs naturelLEs cohabitant dans le logement du proche aidéE (11,5 M\$ en 2011 bénéficiant à plus de 17 000 aidantEs naturelLEs). «Pour les conjoints, uniquement la composante de base du crédit d'impôt sera accordée. Les conjoints habitant dans une résidence pour personnes âgées resteront non admissibles au crédit d'impôt.» Déduction passant de 325 \$ à 650



\$ par mois pour couvrir les frais transitoires de double loyer des aînéEs à faible revenu admis dans un CHSLD. #Services à domicile : programme d'exonération financière pour les ménages à faible revenu et les personnes âgées pour les services à domicile par des entreprises d'économie sociale (4 M\$ de plus par année). #N.D.L.R. Certaines questions appellent à plus ample exploration. Par exemple quel lien fait-on entre l'incitation à ne pas retirer les rentes du Québec avant 65 ans et l'obligation dans laquelle la loi sur l'aide sociale met les prestataires de retirer la RRQ à 60 ans à l'aide sociale ? Si cette obligation reste, elle devient encore plus pénalisante. Autre exemple : pour la hausse des frais de scolarité, on peut voir à la dernière page du document synthèse intitulé Coup d'œil dernière page, que la progression des frais qui sera exigée de 2011-2012 à 2016-2017 mettra beaucoup le fardeau sur cette génération d'étudiantEs qui vivra une inflation rapide de ses coûts. Voudrait-on vraiment faire porter à chaque génération sa part du coût de l'éducation dans une optique d'équité intergénérationnelle qu'on en redemanderait aux générations ayant terminé leurs études depuis les années 1968 puisqu'on présente cette augmentation comme un rattrapage. Cette solution, bien sûr impraticable, fourni un argument de plus pour un financement des études supérieures intégré à la fiscalité générale

3.2. Les revenus des entreprises

- ▶ En 1998-1999, baisse des taxes sur la masse salariale, baisses d'impôt de 300 M\$ pour les PME en 2001-2002, garanties contre les hausses de taxation, congés fiscaux variés.
- ▶ En 1999-2000, avantages fiscaux importants pour les entreprises qui s'installeront dans la zone franche à Mirabel. Crédits à l'innovation technologique. Avantages fiscaux liés à la mise en place de Carrefours de la nouvelle économie.
- ▶ En 2000-2001, application du modèle irlandais de congés fiscaux pour attirer des entreprises. Exemption fiscale complète sur dix ans pour des projets majeurs d'investissement. Amortissement accéléré à 125% et congé de taxe sur le capital et autres mesures visant à accroître l'investissement privé manufacturier, informatique, aéronautique et à améliorer les transactions internet et les équipements anti-pollution.
- ▶ En 2001-2002, impôt zéro pour dix ans pour les PME manufacturières dans les régions ressources éloignées; crédit d'impôt de 40% sur les salaires pour la création d'emplois dans la transformation des ressources (65M\$); 170 M\$ pour faciliter le financement des PME et la création d'entreprises; crédits d'impôt pour les entreprises de la Cité de la biotechnologie et de la santé humaine à Laval.
- ▶ En 2002-2003, 525 M\$ en liquidités pour les PME; mise en place de La Financière du Québec; réduction de la taxe sur le capital : 60 % des entreprises ne paieront plus de taxe sur le capital dès janvier 2003; passage du taux de la taxe sur le capital de 0,64% à 0,30 % d'ici 2007; mesures en faveur de la nouvelle économie, dont élargissement du soutien fiscal aux entreprises de commerce électronique implantées dans le territoire entourant la Cité du commerce électronique; accès accru des entreprises au congé d'impôt pour dix ans sur le revenu, le capital et la masse salariale; divers autres avantages fiscaux bonifiés en plus à l'énoncé de mars 2002; soutien aux régions rurales (Villages branchés du Québec et RénoVillage).

Élections et changement de gouvernement

- ▶ En 2003-2004, approche annoncée pour l'avenir de passer de dépenses fiscales ciblées sur certains secteurs à «alléger les charges fiscales de toutes les entreprises», dont les charges fixes. Réduction de 27 % de l'aide fiscale aux entreprises avec des économies de 759 M\$ sur une pleine année. Abolition à partir de janvier 2004 de la taxe sur le capital pour 70% des entreprises (celles avec un capital versé inférieur à 600 000 \$). Hausse du seuil en dessous duquel les petites et moyennes entreprises sont exemptées des obligations de la loi sur la formation de la main d'œuvre (de 250 000 \$ à 1 M\$ de masse salariale).
- ▶ En 2004-2005, réduction totale des avantages fiscaux des entreprises de 30% incluant les annonces du 12 juin

- ▶ **Stratégie pour une participation active des travailleurs expérimentés.** «Bien qu'il augmente, le taux d'activité des 55 ans ou plus demeure inférieur au Québec à ce qu'il est ailleurs au Canada. Il y a là un potentiel perdu, tant sur le plan individuel que collectif, et tant sur le plan humain que sur le plan économique.» Rappel du crédit d'impôt pour les travailleurEs québécoisES de 65 ans et plus entré en vigueur le 1er janvier 2012. Stratégie à venir dans la suite du rapport de la commission Demers (Commission nationale sur la participation au marché du travail des travailleuses et travailleurs expérimentés de 55 ans et plus) déposé le 22 septembre 2011 : 84 M\$ sur trois ans pour appuyer les entreprises employant des travailleurEs expérimentéEs, favoriser l'adaptation et l'organisation du travail et faciliter le démarrage d'entreprises. Le tout portera à 229 M\$ sur trois ans les sommes investies dans la stratégie. Réduction à compter de 2013, pour les employeurs autre que du secteur public, au taux de 10%, de la taxe sur la masse salariale pour les travailleurEs de 65 ans et plus, applicable à l'encontre de la cotisation au Fonds des services de santé, s'appliquant sur le salaire versé au-delà de 5 000 \$ (réduction maximale de 400 \$ en 2013, i.e. sur les 4 000 \$ suivants de salaire, pourra atteindre 1000 \$ par employé à terme, en 2016, i.e. sur les 10 000 \$ suivants de salaire) (profitera à 30 000 entreprises, visera 52 000 employés, pour un gain moyen par entreprises de 1800 \$) (22 M\$ en 2013-2014, 28 M\$ en 2014-2015, 43 M\$ en 2015-2016, 54 M\$ en 2016-2017) [N.D.L.R. Ce qui diminue d'autant les apports des entreprises au régime de base de financement de la santé] ; aide à l'embauche de travailleurs d'expérience mis à pied, 4 M\$ en 2012-2013, 5 M\$ en 2013-2014, idem en 2014-2015; favoriser une utilisation optimale des ressources humaines, pour prévoir les besoins de main d'œuvre et réviser l'organisation du travail (17 M\$ sur trois ans).

- ▶ **Initiative Investissement-compétences.** Rappel de cette initiative lancée le 6 février 2012 : 361 M\$ déjà prévus sur trois ans pour «soutenir les entreprises, grandes ou petites, dans leur démarche de développement des compétences» ; 12 M\$ de plus sur trois ans pour reconduire jusqu'au 31 décembre 2015 le crédit d'impôt pour la formation de la main d'œuvre et améliorer la diffusion d'information sur le marché du travail et l'offre de stage.

- ▶ **[Accès aux capitaux.** Amélioration de l'accès des PME aux capitaux (1,3 G\$ pour appuyer leur développement) afin «de favoriser l'essor des entreprises d'ici» : exploitation responsables des ressources naturelles (670 M\$), conversion de Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches en société à capital mixte (180 M\$), hausse graduelle du plafond de capitalisation de Fondation de 150 M\$ à 225 M\$ d'émissions annuelles en 2015, puis suppression du plafond et taux du crédit d'impôt ramené à 15 %; assouplissement des normes d'investissement imposées au Fonds de solidarité FTQ; crédit d'impôt remboursables pour les entreprises dont l'actif ne dépasse pas 200 M\$ équivalent à 30 % des frais d'émission admissibles dans le cadre du Régime d'épargne-actions II.]



2003, pour un impact de 634 M\$; augmentation de 600 000 \$ à 1 M\$ du niveau de l'exemption de la taxe sur le capital : 75 % des entreprises ne paieront plus cette taxe. Et réduction supplémentaire à venir dans le prochain budget. Maintien du crédit d'impôt R&D avec sa protection de tout nouveau resserrement. Amortissement sur 5 ans plutôt que sur 7 d'équipements informatiques. Nouvelle modulation des congés fiscaux pour certains types d'employés étrangers d'un taux fixe de 75% à un taux modulé de 100% la première année à 25% la cinquième et dernière année. Abolition du congé fiscal de 5 ans pour certaines nouvelles sociétés.

► En 2005-2006 : «Modernisez-vous et vous ne payerez plus la taxe sur le capital !» (Michel Audet). **Réforme annoncée de la fiscalité des entreprises** : 900 M\$ de plus en 3 ans (impact récurrent de 305 M\$) pour favoriser les investissements; aide au financement des entreprises; soutien à la recherche et développement (R-D), à l'innovation et à l'exportation; réduction de 50 % de la taxe sur le capital d'ici 2009, le taux devant passer de 0,6 % à 0,29 % (déjà annoncé dans le budget 2002-2003*); hausse du taux d'imposition des grandes entreprises d'ici 2009, le taux devant passer de 8,9 % à 11,9 % (en récupération d'une baisse d'impôt proportionnelle annoncée dans le budget fédéral Goodale version hiver 2005, pour un taux global restant à 30,9 %); réduction du taux d'imposition sur le revenu des PME de 8,9 % à 8,5 % à partir de janvier 2006 sur le premier 400 000 \$ de revenu imposable; crédit de taxe sur le capital de 5 % de tout nouvel investissement en machinerie et équipement, pour les nouveaux investissements manufacturiers en matière de fabrication et de transformation. Après la mise au rancart deux ans plus tôt du Régime d'épargne action, rétablissement d'une forme d'épargne action, soit le **régime Actions-croissance PME**. Crédit d'impôt remboursable de 25 % des salaires pour les entreprises en technologies de l'information qui créeront au moins 500 emplois. Ajout d'un volet Relève PME au programme Financement PME. Prolongation jusqu'en 2009 des crédits d'impôts de 30 % des salaires applicables aux entreprises qui font de la 2^e et 3^e transformation dans les régions ressource, à la condition qu'il ne s'agisse pas de déplacement d'emplois entre régions. Divers autres allègements : design, production et mise en marché d'éthanol, usage de biodiesel, abonnements aux musées, acquisition d'œuvres d'artistes.

► En 2006-2007 : **«Améliorer la fiscalité des entreprises»** : réduction du taux d'imposition de 8,5 % à 8,0 % pour les PME (35 M\$ par année). **«Le transport en commun : un choix écologique»** : Déduction fiscale de 200% (le double du montant payé) pour les employeurs payant le laissez-passer ou du transport adapté de leurs employéEs (4 M\$). Cet avantage deviendra non imposable pour les employés (6 M\$). Remboursement complet de la taxe sur les carburants aux transporteurs en commun. Élargissement à tous les consommateurs du remboursement de la taxe sur le carburant payée à l'achat de biodiesel. **Autres** : Reconduction permanente du crédit d'impôt pour stage en milieu de travail (25 M\$ par année) avec une augmentation de 20 % du crédit et application uniforme dans toutes les régions. Extension jusqu'à 20 ans de la période pendant laquelle des sociétés peuvent reporter leurs dons inutilisés et autres avantages pour des dons d'œuvres et d'instruments de musique (1 M\$). Déductions améliorées pour des travaux facilitant l'accès aux édifices à des personnes handicapées (1 M\$). Harmonisation du traitement fiscal des dividendes avec le gouvernement fédéral (88 M\$ en revenus de plus pour le gouvernement du Québec sur de pleines années) (dont 75 M\$ par les entreprises).

► En 2007-2008 : **Abolition complète de la taxe sur le capital** le 1^{er} janvier 2011, ce qui correspondra à terme à une injection annuelle de 900 M\$ en allègements fiscaux pour les entreprises. Pour les sociétés qui ne sont pas des institutions financières, le taux actuel de 0,49 % passera à 0,36 % à compter de janvier 2008. Puis il diminuera pour arriver à zéro en janvier 2011. Pour les institutions financières le taux passera de 0,98 % à 0,72 en 2008 et diminuera ensuite pour arriver à zéro en janvier 2011. Le crédit de taxe sur le capital sera aboli en même temps. La mesure diminuera le taux effectif marginal d'imposition de 28,8 % à 21,9 %, un taux comparable à l'Alberta ou à de petites économies ouvertes. Il y aura une compensation financière du fédéral pour l'abolition de la taxe sur le capital de 15 M\$ en 2007-2008 et 63 M\$ en 2008-2009, mais cette aide est ponctuelle et non récurrente. Hausse du seuil d'exemption, de 400 000 à 5 M\$, de la taxe sur le capital d'une société agricole ou d'une société qui exploite une entreprise de pêche. Soutien au secteur manufacturier : bonification des déductions pour amortissement et d'ici l'abolition de la taxe sur le capital, hausse du crédit de taxe de 5% à 10% pour les nouveaux investissements, ce qui fait que dès maintenant les entreprises manufacturières qui

► **[Redevances et crédits d'impôts des compagnies minières, gazières, pétrolières, forestières.** Vente aux enchères pour les permis de recherche pour les hydro-carbures. Aide pour les ressources forestières, 500 M\$ par année sur 5 ans, avec FTQ. Le crédit d'impôt à l'investissement s'appliquera aux actifs utilisés pour la fonte ou l'affinage des métaux et pour l'hydrométallurgie.]

► **Régimes volontaires d'épargne retraite (RVER).** Petites entreprises de 5 employéEs admissibles ou plus n'offrant pas de régime de retraite aux employéEs : obligation des employeurs de s'y conformer avant le 1 janvier 2015 (accessible sur une base volontaire pour les autres), avec période d'un an pour s'y inscrire par la suite pour les nouveaux employeurs ; géré par une institution financière ; employeurs encadrés par la Commission des normes du travail; contributions des employeurs exonérées des taxes sur la masse salariale et déductibles de leur revenu imposable au Québec et au fédéral.

► Réduction des cotisations sur la masse salariale pour les employeurs participant à l'acquisition d'actions d'un fonds de travailleurEs.

► Instauration d'allègements fiscaux pour le transport collectif organisé par les employeurs.

► Modifications au crédit d'impôt remboursable pour les titres multimédias (volet général) et au crédit d'impôt remboursable pour les sociétés spécialisées dans la production de titres multimédias.

► Bonification du crédit d'impôt pour investissement relatif au matériel de fabrication et de transformation.

► Instauration d'un crédit d'impôt remboursable relatif à la diversification des marchés des entreprises manufacturières québécoises (30 % des frais de certification admissibles à l'égard d'un bien admissible, pour un maximum de 45 000 \$ pour la société admissible).

► Modifications au crédit d'impôt remboursable relatif aux ressources.

► Reconnaissance de l'Institut national de santé publique du Québec à titre de centre de recherche admissible dans le cadre du crédit d'impôt remboursable pour la recherche scientifique et le développement expérimental.

► [Retour au début de la section.](#)



investissent n'ont plus aucune taxe sur le capital à payer. Crédit de taxe sur le capital de 15 % prolongé pour tout investissement dans les entreprises de transformation du bois. Réduction importante du **taux d'imposition des sociétés applicable au revenu passif**, qui passe de 16,25 au même taux que pour le revenu actif, soit 9,9 % en 2007, 11,4 % en 2008 et 11,9% en 2009. Modification de la formule de calcul dans la détermination du **crédit d'impôt remboursable pour les activités de transformation dans les régions ressources** sauf pour la Gaspésie, certaines régions maritimes et la Vallée de l'aluminium. Bonification des déductions pour amortissement. Diminution de près de 20% du nombre de **remises périodiques dues pour les PME**, un allègement administratif. **Diverses mesures pour harmoniser la fiscalité québécoise avec les mesures relatives au budget fédéral** du 19 mars 2007, notamment en ce qui a trait à la fiscalité des fondations et à la modification du régime de la taxe de vente du Québec sur divers points, aux taux d'intérêt relatifs à des montants de TPS ou TVQ dus au titre de la *Loi sur la taxe d'accise*. Réduction progressive du **congé fiscal accordé aux PME manufacturières des régions ressources éloignées** du taux de 75 % au taux de 50 % en 2008, puis 25 % en 2009 et 2010, soit jusqu'à la fin de la mesure annoncée en 2001. Ceci pour favoriser plutôt une saine concurrence entre régions. Ajustement au **crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique ou télévisuelle québécoise** en faisant passer le taux applicable de 29,2% des dépenses de main d'œuvre admissibles à un taux de 39,4 %, incluant des productions autrefois exclues. **Ajout au 1^{er} juin** : hausse du taux d'imposition applicable aux institutions financières et aux sociétés de raffinage de pétrole passant dès maintenant de 9,9 % à 11,9 %, le taux prévu pour le 1^{er} janvier 2009.

► En 2008-2009 : «**Récompenser l'investissement pour stimuler la productivité**» pour un impact total de 460 M\$ sur une pleine année. Depuis 2000, le Québec est sous le Canada et sous les États-Unis quant aux taux statutaires à l'impôt sur le revenu des sociétés. Cet avantage se sera considérablement accru en 2012. Le Québec aura rejoint et dépassé ainsi l'Alberta pour ses faibles taux marginaux d'imposition sur l'investissement (16,2 % contre 16,6 %, 30,7 % en Ontario et 34,4 % aux États-Unis). **Élimination accélérée de la taxe sur le capital et du crédit d'impôt attendant** (30 M\$ en 2008-2009, 50 M\$ en 2009-2010, 15 M\$ en 2010-2011). Elle est immédiate pour le secteur dont la part d'activités manufacturières est de 50 % ou plus, elle est partielle pour celles dont la part d'activité manufacturière est entre 20 et 50 %. Elle sera éliminée pour toutes les entreprises d'ici la fin de 2010. [N.D.L.R. Depuis mars 2007, un incitatif financier provisoire du fédéral est offert aux provinces pour l'abolition de cette taxe. Il correspond au gain d'impôt fédéral résultat de cette abolition. L'Ontario a éliminé sa taxe sur le capital pour le secteur manufacturier le 1 janvier 2008.] **Mesures pour accroître l'investissement privé dans toutes les régions** totalisant 550 M\$ sur 5 ans. Un crédit d'impôt à l'investissement de 5 % (380 M\$ sur 5 ans) s'appliquera à l'achat de matériel neuf de fabrication et de transformation pour l'ensemble des entreprises du Québec. Ce crédit, pleinement remboursable pour les PME et la majorité des grandes entreprises, est présenté comme une «prime à l'investissement». L'aide sera plus élevée selon l'éloignement des régions ressources (voir plus loin). Prolongation de trois ans de l'amortissement accéléré pour le matériel de fabrication et de transformation (120 M\$). On alloue aussi 50 millions de dollars sur cinq ans pour venir en aide à des MRC économiquement éprouvées. **Modification du soutien à l'investissement dans les régions ressources** (428 M\$ sur 5 ans). Le crédit d'impôt remboursable sur la masse salariale pour les activités de transformation dans les régions ressources, accessible depuis le budget 2001-2002, est transformé en majoration (350 M\$ sur 5 ans) du crédit de 5 % à l'investissement privé, qui sera plutôt de 20 % pour les régions du Saguenay–Lac-Saint-Jean, de la Mauricie et des trois MRC déjà couvertes par l'aide fiscale aux régions ressources, de 30 % pour la région du Bas-Saint-Laurent, de 40 % pour les régions de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, de la Côte-Nord, de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec. Au lieu de s'appliquer à la masse salariale, ce crédit s'appliquera maintenant à l'achat d'équipement. [N.D.L.R. Par exemple une entreprise admissible au taux de 40 % recevrait 1 M\$ à l'achat d'une machine de 2,5 M\$.] Prolongation et modification du crédit d'impôt pour la Gaspésie et certaines régions maritimes du Québec (17 M\$ sur 5 ans). Prolongation et modification du crédit d'impôt pour la Vallée de l'aluminium (12 M\$ sur 5 ans). **Technologies de l'information**: un crédit d'impôt de 30 % des salaires pour les entreprises des nouvelles technologies de l'information sera désormais disponible partout au Québec (du lendemain du Discours sur le budget au 1^{er} janvier 2016) (430 M\$ sur 5 ans) pour un crédit maximum de 20 000 \$ par emploi par année, avec possibilité de réclamer plutôt l'aide pour les sites désignés. **R-D**. Bonification aux crédits d'impôt pour la R-D (43 M\$ sur 5 ans) dans le



cas de PPP i.e. quand le partenariat compte au moins un partenaire public, ce qui le rendait autrefois inadmissible, dans la mesure où il y a au moins deux entreprises privées dans le partenariat; le plafond de dépenses de salaires admissibles passe de 2 M\$ à 3 M\$. **Régimes d'options d'achat d'actions.** Amélioration du régime d'options d'achat d'actions pour les PME poursuivant des activités innovantes (actif n'excédant pas 50 M\$), les employés pouvant déduire non plus 25 %, mais 50 % de la différence entre le coût d'achat et la valeur réelles des actions qui leurs sont offertes par l'entreprise (24 M\$). **Crédit d'impôt remboursable à la francisation des entreprises** (15 M\$ sur 5 ans, 4 M\$ par année à terme) de 30 % aux sociétés inscrivant leurs employés à des cours de francisation. **Développement culturel** (26 M\$ sur 5 ans). Bonification de l'enveloppe Placements Culture (5 M\$ en 2008-2009), diffusion des arts de la scène dans les régions (5 M\$ sur 5 ans), soutien à la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC) (10 M\$ sur 5 ans, soit 1 M\$ par année pour les métiers d'art et 1 M\$ par année pour le marché du livre), élargissement du crédit d'impôt remboursable pour la production de spectacles (6 M\$ sur 5 ans). **Emploi.** Bonification du crédit d'impôt à de 30 % à 40 % pour les sociétés et de 15 % à 20 % pour les particuliers pour stage en milieu de travail pour les personnes handicapées et les personnes immigrantes avec doublement du nombre maximal d'heures de supervision accordé à une personne handicapée (2 M\$ par année, 8 M\$ sur 5 ans) en tenant compte de l'obligation de contribution de 1 % au Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de main d'œuvre, d'abord exigible quand elle l'est.

► En 2009-2010, pas de hausses d'impôt, on garde les acquis, ajoute de nouveaux avantages et introduit des modes de financement dont un régime épargne action qui amène les particuliers à investir dans les entreprises. **Impact de la hausse d'un point de la TVQ.** Rappel de l'élimination de la taxe sur le capital pour les PME et le secteur manufacturier, réalisée à la fin de 2010, ce qui «représente un allègement fiscal de près de 300 millions de dollars cette année et de près de 700 millions de dollars en 2010». **Réduction supplémentaire du fardeau fiscal des entreprises :** prolongation, jusqu'à la fin de 2011, de l'amortissement accéléré pour le matériel de fabrication et de transformation, profitant à 15 000 entreprises ; amortissement accéléré au taux de 100 % pour le matériel informatique acquis avant février 2011, profitant à 70 000 entreprises (18 M\$ en 2009-2010 et 41 M\$ en 2010-2011) ; hausse de 400 000 \$ à 500 000 \$ du montant de revenu admissible au taux réduit d'imposition pour petites entreprises (13 M\$ en 2009-2010 et 15 M\$ en 2010-2011). Propriété intellectuelle : congé fiscal de dix ans pour les nouvelles sociétés qui commercialisent une propriété intellectuelle. **Formation de la main d'œuvre :** le crédit d'impôt est élargi aux secteurs des mines et des forêts. Bonification de divers crédits d'impôt pour la culture (1,5 M\$ en 2009-2010 et 2,6 M\$ en 2010-2011).

► En 2010-2011, «Contribution» de 800 M\$ à l'équilibre budgétaire (2013)». **Révision du régime des droits miniers** (240 M\$ d'ici 2013-2014). «Pour permettre à l'État de prélever une juste compensation pour l'utilisation d'une ressource non renouvelable appartenant au domaine public.» Taux d'imposition passant progressivement de 12 % à 16 % en 2012. Taux de l'allocation pour amortissement réduit. Révision des paramètres pour calculer l'allocation pour traitement. Remplacement de l'allocation additionnelle pour une mine nordique par une allocation additionnelle pour une mine située dans le Nord québécois. Changements majeurs au traitement des frais d'explorations en créant trois comptes cumulatifs distincts donnant droit à trois allocations distinctes. Limitation du crédit de droits remboursables pour perte. **Centres financiers internationaux.** Remplacement du régime des centres financiers internationaux (CFI) instauré en 1986 pour favoriser le secteur des transactions financières internationales à Montréal par un crédit d'impôt remboursable portant sur les salaires versés aux employés pouvant atteindre, sur une base annuelle, 20 000\$ par employé admissible, soit 30% d'un salaire admissible maximum de 66 667 \$. Un CFI devra désormais compter au moins six employés admissibles et être exploité par une société admissible. Une période de transition jusqu'à la fin de 2013 permettra aux exploitants de choisir temporairement selon certaines conditions entre le régime actuel ou le nouveau régime et aux employés autres qu'un spécialiste étranger de continuer de bénéficier d'un avantage fiscal pouvant aller jusqu'à 50 000 \$ par année qui sera réduit progressivement. Les spécialistes étrangers actuels ou futurs continueront d'avoir droit à une déduction sur cinq ans dans le calcul de leur revenu imposable (100 % de déduction de leur revenu mondial pour les deux premières années d'emploi, puis 75%, 50% et 37,5%). **Ajustements aux crédits d'impôt remboursables pour la production de titres multimédias** pour tenir compte de la convergence avec les films d'animation numérique. Bonification au crédit d'impôt remboursable pour le



doublage de films. Nouveaux montants d'aide exclus pour l'application du crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique ou télévisuelle québécoise. Allègement fiscal aux non-résidents occupant des postes clés dans une production étrangère tournée au Québec. **Modification au crédit d'impôt remboursable pour la R-D**, salaire pour inclure les indemnités versées aux sujets des essais cliniques. Non-imposition à partir de 2010 des indemnités versées aux sujets des essais cliniques jusqu'à concurrence d'un plafond de 1500\$ pour une année. Précision relative au crédit d'impôt pour services d'adaptation technologique et aux crédits d'impôt pour la R-D. Extension de la portée de l'assouplissement au délai de douze mois relatif à la production de documents applicables aux crédits d'impôt remboursables pour la R-D. **Ajustement du crédit d'impôt remboursable pour le développement des affaires électroniques** aux situations de transfert d'activités et de démarrage d'entreprise. **Hausse du taux de la déduction pour amortissement applicable aux camions et aux tracteurs** conçus pour le transport de marchandises et instauration d'une déduction additionnelle. **Prolongation jusqu'au 31 mars 2013 du crédit d'impôt remboursable de 2006 pour la construction et la réfection majeure de chemins d'accès et de ponts d'intérêt public en milieu forestier**. Augmentation jusqu'au 31 mars 2014 de la **taxe compensatoire des institutions financières** (471 M\$). **Modification à la limite relative à la déductibilité des frais de placement** pour ne plus inclure un montant de créance irrécouvrable. **Nouvelles dépenses liées aux hausses de taxes**.

► En 2011-2012, **Régie des Rentes du Québec** : augmentation à partir du 1 janvier 2012 du taux de cotisation à la de 0,15 % pendant 6 ans, jusqu'à 10,8 % (payé moitié moitié par les employéEs et les employeurEs, soit un taux passant de 4,950 % à 5,025 % en 2012, jusqu'à 5,4 % en 2017, soit 8,63 de hausse annuelle pour un revenu de 15 000\$ et 33,60 \$ de plus pour un revenu de 48,300 et plus, soit un maximum de 7,75 \$ à terme, en 2017, par paie aux deux semaines) (impact de 85 M\$ pour les employés et pour les employeurs en 2012 et de 625 M\$ en 2017, pour un impact combiné à terme de 1,250 G\$). **Épargne volontaire (idem dans la section sur les revenus des particuliers)** : ajustements législatifs et réglementaires à venir pour permettre de développer de nouveaux régimes volontaires d'épargne-retraite, dits Régimes de pensions agréés collectifs (RPAC). Ils seront gérés collectivement par des institutions du secteur financier comme les compagnies d'assurance, seront accessibles à tous, salariés, travailleurs autonomes et épargnants, et transférables, avec obligation pour l'employeur d'offrir le régime sans devoir y cotiser, et inscription automatique des travailleurs et possibilité de retrait volontaire. Les cotisations pourront être déduites d'un revenu comme un REER et ne seront imposées qu'une fois retirées. L'impact visé est un meilleur rendement en raison de frais de gestion moins élevés, avec une accumulation d'épargne à un niveau fixé par défaut. Par exemple une contribution annuelle de 5000 \$ sur 30 ans avec des frais de gestion de 2 % sur un rendement brut de 5 % pourrait conduire à une épargne de 20 236 \$ pour des frais de gestion abaissés de 0,5 point de pourcentage à une épargne de 67 158 \$ s'ils sont abaissés de 1,5 point de pourcentage. Les employeurs qui n'offrent pas de régime de retraite devront soit inscrire automatiquement leurs employés à un RVER ou, s'ils contribuent au régime (une cotisation déductible du revenu imposable et non assujettie aux taxes sur la masse salariale), obliger leurs employés à contribuer, dans la mesure où une entente aura été établie. Ils devront aussi effectuer les déductions à la source. L'administration étant faite par des tiers, les coûts seront moindres pour les employeurs, ce qui pourra faire de ce régime un véhicule plus attrayant pour les employeurs. L'harmonisation sera faite avec le fédéral et les autres provinces ce qui facilitera la mobilité de la main d'œuvre. Harmonisation souhaitée dans le budget fédéral à venir, comme la levée de l'obligation de lien d'emploi pour cotiser à un régime privé et de l'obligation de l'employeur de cotiser minimalement. Discussions amorcées entre les ministres des Finances du Canada pour envisager l'évolution du RPC et du RRQ, par exemple sur le taux de remplacement et sur le plafond des gains admissibles, tout en tenant compte de l'impact sur l'économie. Consultations à venir pour s'assurer que les règles répondront aux besoins des Québécois. **Exportations** : marché à soutenir dans le contexte économique actuel. «Les entreprises du Québec, en particulier les PME, doivent être en mesure de mieux s'intégrer aux chaînes de valeur qui se globalisent pour tirer profit des nouvelles occasions d'affaires qui s'offrent à elles. Pour y arriver, elles doivent pouvoir compter, entre autres, sur un soutien gouvernemental efficace, simple et adapté à leurs besoins.» Pour «saisir les occasions» dans les mutations de l'économie mondiale, création d'Exportation Québec, qui accentuera la présence du Québec à l'étranger et dans les événements commerciaux, facilitera l'accès aux aides gouvernementales, créera des occasions d'affaires et du Programme exportation qui regroupera les aides offertes, soit



une bonification de 40 M\$ sur trois ans (bonification du soutien aux exportateurs, 29,5 M\$, bonification du soutien aux organismes appuyant les exportateurs, 3 M\$, déploiement d'un réseau international d'incubateurs, 7,5 M\$) (10 M\$ en 2011-2012) à l'enveloppe de 50 M\$ annoncée lors du budget 2010-2011. Ouverture d'un nouveau bureau du Québec en Russie et renforcement des représentations au Brésil, en Inde et en Chine (5,5 M\$ sur trois ans). Quatre missions principales définiront l'action : mises des services-conseil, un réseau d'accompagnement, des partenariats et coopérations, la promotion du Québec et des exportateurs. «Un comité consultatif d'entreprises exportatrices sera créé pour guider Exportation Québec sans ses choix.» **Entrepreneuriat** : mesures pour encourager l'entrepreneuriat et la relève d'entreprises (210 M\$ sur trois ans). Création d'entreprises : dynamisme québécois en baisse entre 1994-1995 et 2005-2006 de façon plus marquée qu'en Ontario ou dans l'ensemble du Canada, relié selon une étude de la Fondation de l'entrepreneurship à une moindre inclinaison des Québécois à se lancer en affaires. «Encourager l'entrepreneuriat et la relève» : pour accompagner les nouveaux entrepreneurs, mise en place du fonds Capital Angés Québec, d'une durée de douze ans, avec une mise de fonds de 20 M\$ du gouvernement du Québec par Investissement Québec et 10 M\$ en provenance des anges investisseurs pour une disponibilité de 30 M\$ pour les entreprises. Servira à des entreprises en premières étapes de développement (preuve de concept, amorçage ou démarrage), surtout dans les secteurs des technologies de l'information et des technologies industrielles. «Les mises de fonds du gouvernement seront comptabilisées à titre de placement et n'auront pas d'impact budgétaire.» Report de trois ans du remboursement de l'enveloppe de prêts des fonds locaux d'investissement gérés par les CLD pour soutenir l'entrepreneuriat en région (25 M\$ de plus en 2012-2013 et 2013-2014). Reconduction de la catégorie fonds locaux de capital de risque. Relève : prévision que 55 000 entrepreneurs prendront leur retraite d'ici 2018 d'où l'intérêt d'appuyer «les jeunes désireux et capables de prendre le relais». Création du Fonds Relève Québec, doté de 50 M\$, soit 20 M\$ d'Investissement Québec, et 10 M\$ chacun du Fonds de solidarité FTQ, Capital régional et coopératif Desjardins et Fondation, pour offrir des prêts à conditions avantageuses aux repreneurs québécois lors de transferts d'entreprises. Bonification des mesures d'entrepreneuriat : 20 M\$ sur trois ans. Ajout de 10 M\$ aux fonds locaux d'investissements. Hausse de 1 G\$ à 1,25 G\$ du plafond de capitalisation de Capital régional et coopératif Desjardins. Soutien aux entreprises touristiques : création d'un Fonds de 5 M\$ (1,7 M\$ du gouvernement et 3,3 M\$ de Filaction). Bonification de l'enveloppe de soutien à des projets de développement de l'offre touristique en région (3 M\$ sur trois ans). [N.D.L.R. Les entreprises exploitant les gaz de schiste verront aussi leurs redevances remodulées selon les modifications annoncées et les normes à venir avec la révision de la Loi sur les mines. Autre question à propos des décisions relatives aux incitations à rester en emploi entre 60 et 70 ans : y a-t-il des impacts pour les entreprises ?

3.3. Les revenus du gouvernement

- ▶ En 1998-1999, plus élevés que prévus de 6 G\$.
- ▶ En 1999-2000, 1,1 G\$ de revenus fiscaux et 1,6 G\$ de transferts fédéraux de plus que prévu.
- ▶ En 2000-2001, bonne situation économique, revenus plus élevés que prévus de 2,6 G\$.
- ▶ En 2001-2002, prévisions plus élevées de 1,8 G\$ que celles prévues dans le budget 2000-2001 (49,3 G\$).
- ▶ En 2002-2003, révision à la baisse de 1,8 G\$ des prévisions de revenus pour 2001-2002 et 2002-2003, compensée en partie par une diminution du coût du service de la dette de 944 M\$; nouveaux revenus (taxe sur le tabac, mesures de lutte contre l'évasion fiscale). Ajustements à la hausse lors de l'énoncé supplémentaire de mars 2002.

Élections et changement de gouvernement

- ▶ En 2003-2004, revenus autonomes prévus moindres de 1,3 G\$ par rapport au budget Marois de mars et transferts fédéraux plus élevés de 195 M\$, mais Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux plus bas de 79 M\$. Attentes que les sociétés d'État apportent plus de revenu.

- ▶ **Revenus de 69,4 G\$ en 2012-2013 (Fonds général), et prévision à 72,5 G\$ pour 2013-2014.** Révision à la baisse des revenus autonomes de 81 M\$ en 2011-2012, 360 M\$ en 2012-2013, 334 M\$ en 2013-2014. Revenus de l'impôt des particuliers plus élevé que prévu de 111 M\$ en 2011-2012, cotisations au Fond des services de santé plus élevées de 115 M\$, et revenus des impôts des sociétés plus élevés de 193 M\$, en raison d'une croissance plus élevée que prévu des bénéfices des sociétés. Revenus des taxes à la consommation moins élevés que prévu de 349 M\$ (de 410 M\$ pour la taxe de vente) (en hausse de 45 M\$ pour la taxe sur le tabac) en raison d'une consommation moins élevée que prévu. Réévaluation à la hausse des revenus de droits miniers et des redevances forestières, dits des ressources naturelles, de 109 M\$ en 2011-2012, 131 M\$ en 2012-2013 et de 259 M\$ en 2013-2014. Autres revenus moindres de 125 M\$, entre autres en raison de revenus d'intérêts moindres que prévu. **Rappel de l'abolition de la taxe compensatoire des institutions financières le 1^{er} janvier 2013 (annoncé dans le cadre de l'entente sur l'harmonisation de la TVQ à la TPS) qui limitera la progression des impôts des sociétés.** Rappel de l'affectation des taxes sur les carburants, au fonds général, au FORT, à l'AMT et de la taxe sur les produits du tabac au fonds général et à cinq fonds spéciaux.
- ▶ **Évasion fiscale** : Impact de 555 M\$ de 2011-2012 dans l'«effort» vers l'équilibre budgétaire, passera à 875 M\$ en



► En 2004-2005, les revenus des impôts et taxes devraient augmenter de 4,3 % en 2004-2005 en raison de la croissance; attentes de revenus additionnels des sociétés d'État; revenus de 880 M\$ attendus de vente d'actifs (mesure à impact unique et non récurrent). Plan d'action pour contrer l'évasion fiscale (objectif de 150 M\$ dès la première année) dont hausse des pénalités pour fausse déclaration. Resserrement des dépenses fiscales de près de 187 M\$ sur une pleine année, avec réduction totale des avantages fiscaux des entreprises de 30%, pour un impact total de 634 M\$. La mesure de *Soutien aux enfants* sera comptabilisée comme dépense fiscale (revenus moindres) plutôt qu'en dépense de programme.

► En 2005-2006, la structure de provenance des revenus du gouvernement est en train de se modifier pour passer vers une forme plus régressive. De 2001-2002 à 2004-2005, si l'ensemble des revenus du gouvernement a progressé de 12,6 %, certains revenus ont augmenté beaucoup plus vite que les revenus provenant des impôts qui sont passés de 23,6 G\$ à 25,4 G\$, en croissance de 7,7 %. C'est le cas des revenus provenant de la taxe à la consommation (de 9,9 G\$ à 12,2 G\$, en croissance de 23,9 %) et de ceux provenant des entreprises du gouvernement (de 2,8 G\$ à 4,3 G\$, en croissance de 52%) (lié surtout aux revenus provenant d'Hydro Québec). Par ailleurs pendant cette période, les revenus provenant des impôts des sociétés, qui sont déjà 3,7 fois moins importants que les revenus provenant des impôts des particuliers, ont augmenté deux fois moins vite (de 3,7 % comparativement à 7,3 %) qu'eux. Par contre les transferts fédéraux n'ont augmenté que de 3,9 %. De son côté le PIB a cru de 15 % de 2001 à 2004.

► En 2006-2007, l'impact des baisses d'impôts des budgets 2004-2005 et 2005-2006 sur les revenus gouvernements est de 885 M\$ en moins en 2006-2007 et de 1 175 M\$ en moins en 2007-2008. Le budget 2006-2007 ajoute un impact de 75 M\$ en moins en 2006-2007 et de 345 M\$ en moins en 2007-2008, pour un impact récurrent total de 1,5 G\$ en 2007-2008. Sur la pleine année 2007-2008, le budget 2006-2007 diminue les revenus du gouvernement de 402,3 M\$ et il ajoute des dépenses de 157,1 M\$, pour un impact total de 559,4 M\$. La modification de la structure des revenus du gouvernement se poursuit dans le sens observé d'une structure plus régressive : moins de revenus de l'impôt des particuliers encore moins de revenus de l'impôt des sociétés et plus de revenus des taxes et des entreprises de l'État.

► En 2007-2008, «revenus additionnels et économies» de 2,7 G\$ provenant de 1,5 G\$ en bénéfices des entreprises du gouvernement (principalement des ventes de participations d'Hydro-Québec dans des entreprises), 714 M\$ de plus en impôts et taxes vu la bonne tenue de l'économie (827 M\$ de plus en impôts des particuliers, 256 M\$ de moins au Fonds de services de santé, 447 M\$ en impôts des sociétés, 520 M\$ de taxes à la consommation en moins, 216 M\$ de plus pour les autres revenus), 219 M\$ en transferts fédéraux liés au budget fédéral de mai 2006, économies au services de la dette de 238 M\$ liés à des taux d'intérêt moins élevés que prévu. Assurer l'intégrité du régime fiscal : 5 M\$ de plus pour lutter contre l'évasion fiscale. Alors que la croissance des revenus en 2006-2007 aura été de 4,5 %, la prévision de croissance des revenus prévue pour 2007-2008 est de 1,2 % [1,4 % après le 1^{er} juin 2007] en raison des baisses d'impôt et de la non-réurrence des gains ponctuels d'Hydro-Québec, et pour 2008-2009 de 0,4 %, en raison des baisses d'impôt et des revenus non récurrents résultants des résultats rétroactifs du règlement de l'équité salariale) avec utilisation de la réserve [et des prévisions de diminution conséquentes de la croissance des dépenses). L'impôt sur le revenu diminuera de 0,5 % en 2007-2008 pour s'établir à 18 G\$, et de 1 % en 2008-2009. Vu les décisions fiscales diminuant les obligations des entreprises, «malgré une progression moyenne de plus de 3 % des bénéfices des entreprises en 2007 et en 2008, les revenus provenant des impôts des sociétés devraient diminuer de 3,7 % en 2007-2008 et de 0,2 % en 2008-2009.» En excluant les mesures fiscales [!!!], le taux de croissance des revenus aurait été comparable à celui de l'économie [N.D.L.R. **Autrement dit sans baisses d'impôt les revenus du gouvernement auraient suivi l'économie et là ils ne les suivront pas**] Année exceptionnelle de bénéfices pour Hydro-Québec : 944 M\$ pour la vente de participations et 400 M\$ en gains de change et diminution des frais financiers. Moins de revenus liés aux appareils de loterie vidéo pour Loto Québec.

► En 2008-2009, les prévisions de revenus stagnent (0,1 % en 2008-2009) en raison du ralentissement économique et des baisses d'impôts des sociétés et des particuliers dans les années précédentes, en particulier celles en vigueur depuis janvier 2008. C'est dû aussi à la non récurrence des bénéfices réalisés par Hydro-Québec en 2007-2008. Les prévisions de revenus sont en hausse de 3,5 % pour 2009-2010, en parité avec la hausse estimée du PIB. Revenus

2012-2013 et 1,2 G\$ en 2013-2014. Amélioration supplémentaire reliée au nouveau statut d'agence (150 M\$ en 2011-2012 pour une récupération accrue totale de 705 M\$, en plus de 2,272 G\$ en activités régulières de récupération). Chaque dollar investi rapporte plus de 10 \$ (12,59 \$ en 2011-2012). Récupération de 3 G\$ par l'Agence du revenu en 2011-2012. Bons résultats dans les secteurs de la restauration, de la construction et du tabac. Intensification de ces efforts dans le secteur de la construction et du tabac, dans les réseaux organisés de travail au noir et au niveau des crimes économiques et financiers. Poursuite des efforts en 2012 et intensification des vérifications entre autres auprès des agences de placement de personnel et des fiducies détenant des immeubles commerciaux. Nouvelles règles d'imposition des fiducies étrangères ayant des activités au Québec dans le secteur immobilier. Planifications fiscales agressives : 254 M\$ récupérés depuis 2008-2009. Fiducies : 250 M\$ récupérés depuis 2007. Entrée en vigueur le 1^{er} avril 2012 de la Loi sur les entreprises de services monétaires et modifiant diverses dispositions législatives, sanctionnée le 10 décembre 2010. Ajout de 15 M\$ sur trois ans à la Provision pour augmenter tout crédit pour des initiatives concernant les revenus du ministère des Finances (financés par leur impact pour contrer l'évasion fiscale).

► **Redevances et revenus attendus sur les ressources minières, gazières, pétrolières, forestières.** 2010-2011, 305 M\$ en redevances minières, soit plus que le total des dix années précédentes (289 M\$). Prévision de 4G\$ de redevances pour les dix prochaines années, soit 14 fois plus que les dix années précédentes. Redevances brutes des ressources naturelles (mines, forêts, eau), passent à 1,2 G\$ en 2012-2013, soit 500 M\$ de plus que la moyenne perçue de 2006-2007 à 2009-2010, avec une prévision de 1,5 G\$ en 2016-2017. Rappel que la réforme du régime de redevances minières annoncée en 2010 est complétée depuis le 1 janvier 2012, avec une augmentation des redevances de 12% à 16 %. Accroissement des redevances forestières, de 111 M\$ en 2011-2012 à 282 M\$ en 2016-2017. Principes de révision des régimes de redevances pour les hydrocarbures qui varieront de 5 % à 40 % selon le volume de production et le prix du pétrole. Révision des régimes de permis de recherche de pétrole, qui seront mis aux enchères, et de baux d'exploitation. Présentation de l'affectation des revenus des ressources naturelles (1,262 G\$ en 2012-2013) au Fonds des générations (718 M\$), à des travaux dédiés (187 M\$) et au fonds général (357 M\$). « Selon une compilation du ministère des Finances du Québec fondée sur des données de Ressources naturelles Canada, le Québec perçoit 28 % de plus de droits miniers qu'en moyenne ailleurs au Canada, lorsque l'on considère uniquement les redevances minières, sans égard aux autres impôts et taxes.»

► **Revenu Québec.** L'agence aura des revenus de 1,059 G\$ en 2011-2012, et de 0,997 G\$ en 2012-2013, et des dépenses respectives de 1,019 G\$ et 1,017 G\$. Un montant de 20 M\$ pris dans les surplus de 2011-2012 servira à maintenir le même niveau d'activité en 2012-2013. [N.D.L.R. Le budget du ministère du Revenu en 2010-2011 était de 1,5 G\$.]

► [Retour au début de la section.](#)



additionnels de 1,8 G\$ depuis le budget de mai 2007, soit 912 M\$ de plus en revenus d'impôts et de taxes, en raison de la bonne tenue de l'économie, 430 M\$ de plus des entreprises du gouvernement en raison de bénéfices d'Hydro supérieurs à ceux escomptés (ventes d'électricité), de même à Loto Québec pour les casinos (29 M\$ de plus) et 451 M\$ en suite de la révision à la hausse des transferts fédéraux pour la santé et l'enseignement post-secondaire. Les revenus provenant des impôts des sociétés ne croissent que de 75 M\$ malgré la hausse des bénéfices des sociétés en 2007. «Malgré une progression de 2,6 % en 2008 et de 2,8 % en 2009 des bénéfices des entreprises, les revenus provenant des impôts des sociétés devraient diminuer de 4,4 % en 2008-2009 et de 1,8 % en 2009-2010.» C'est dû aux baisses d'impôt, à l'élimination de la taxe sur le capital et à la mise en place d'un crédit d'impôt à l'investissement dans toutes les régions du Québec. Les revenus de la TVQ sont plus élevés que prévu de 453 M\$ en raison de l'augmentation des dépenses des ménages et des mises en chantier. Impact total des mesures du budget sur les revenus d'une pleine année : 639,5 M\$ en moins. Le gouvernement doit puiser 1,370 G\$ dans la réserve pour 2008-2009 et 0,477 G\$ en 2009-2010. Dispositions pour contrer les planifications fiscales agressives (PFA), dont le dépôt d'un livre vert à l'automne 2008. Assurer l'intégrité du régime fiscal (9 M\$ par année au ministère des Finances). Amélioration prévue des revenus du gouvernement : 85 M\$ par année. Octroi des contrats publics conditionnels à une attestation de conformité fiscale des soumissionnaires. [N.D.L.R. Au moment de la parution du budget, l'Avis du comité consultatif sur les hausses de tarifs et celui du groupe de travail Montmarquette, commandé le Conseil du Trésor, n'avaient pas été publiés encore.] [N.D.L.R. Des sources, dont l'Association nationale des distributeurs aux petites surfaces alimentaires, mentionnent des coûts de 1,5 G\$ attribuables à l'inaction en matière de lutte contre la contrebande du tabac et souhaitent un Fonds dédié à la lutte contre cette contrebande. Le quart des cigarettes seraient vendues illégalement et le problème prendrait plus d'ampleur. Toutefois le ministère aurait contrôlé ses revenus, obtenant 649 M\$ en 2007 sur 641 M\$ prévus.]

► **En 2009-2010, moins de revenus** (en raison aussi de l'impact des baisses d'impôt des années précédentes) attribuables à quatre facteurs : des perspectives de croissance économique beaucoup plus faibles que prévu, qui entraînent une chute des revenus du gouvernement de l'ordre de 2,5 milliards de dollars annuellement pour 2009-2010 et 2010-2011; le financement de mesures de soutien à l'économie de 826 millions de dollars en 2009-2010 et de 607 millions de dollars en 2010-2011; des changements apportés par le gouvernement fédéral au programme de péréquation, qui viennent réduire les revenus initialement prévus de 75 millions de dollars en 2009-2010 et de 695 millions de dollars en 2010-2011. On prévoit ramener des revenus, par la lutte à l'évasion fiscale (0,9 G\$), les tarifications et leurs indexations (0,195 G\$), le passage de la TVQ de 7,5 % à 8,5 % (pas fait en 2008) (1,265 G\$) avec compensation pour les bas revenus (- 0,250 M\$). **Économie au noir** : elle est estimée à entre 3% et 5,7% du PIB soit l'équivalent de plus de 10G\$, ceci sans tenir compte de la dissimulation de gains en capital, les réclamations frauduleuses de remboursement de taxe sur les intrants (RTI) et les planifications fiscales agressives. Il est prévu d'ajouter des ressources au ministère du Revenu pour améliorer le contrôle fiscal et aller chercher 900 M\$ en 2013-2014. **«Les revenus provenant des impôts des sociétés** continueront de décroître en 2009-2010. Essentiellement, trois facteurs expliquent la diminution anticipée de 17,8 %. D'abord, il est prévu que les bénéfices des sociétés chutent de 15,3 % en 2009. De plus, l'accumulation de pertes par les sociétés leur permettra de continuer à réclamer des remboursements plus importants en 2009-2010. En effet, les entreprises peuvent réclamer des remboursements, notamment en appliquant des pertes de l'année en cours à l'encontre de leur impôt à payer pour les trois années précédentes. Finalement, la baisse des revenus en 2009-2010 découle également des réductions additionnelles des charges fiscales pour les entreprises, annoncées dans le présent budget et les précédents. En 2010-2011, les revenus des impôts des sociétés augmentent légèrement de 0,1 %. En effet, la croissance des bénéfices à compter de 2010 se traduira par une hausse progressive du revenu imposable et des revenus à cette source. Cependant, les pertes accumulées par les entreprises continueront de freiner la croissance des revenus à cette source. » **L'impôt sur le revenu des particuliers**, la plus grande source de revenus du gouvernement, décroît légèrement de 0,1 % en 2009-2010 pour s'établir à 18,2 G\$. Cela traduit d'abord l'impact des mesures annoncées depuis le dernier budget pour stimuler l'économie. En effet, les 250 millions de dollars accordés aux particuliers pour le crédit d'impôt remboursable pour la rénovation et l'amélioration résidentielles sont applicables à l'année d'imposition 2009 et réduisent d'autant les revenus à cette source en 2009-2010. En 2010-2011,



les revenus de l'impôt des particuliers devraient progresser de 5,8 % alors que la croissance des salaires et traitements s'établira à 3,0 %. «**Les taxes à la consommation**, en 2009-2010, diminueront de 2,3 % en raison essentiellement d'une décroissance attendue de 2,8 % des revenus de la taxe de vente du Québec. En 2010-2011, la croissance prévue des taxes à la consommation est de 2,9 %. Ce rythme de croissance, inférieur à celui de la consommation des ménages, reflète notamment la baisse du nombre de mises en chantier en 2010.» Des moyens sont prévus pour augmenter les revenus du gouvernement à compter de 2011-2012, «alors que la reprise économique sera établie» : s'assurer que chacun paie sa juste part d'impôt, en intensifiant les efforts pour contrer l'évasion fiscale, en révisant le cadre législatif applicable à la planification fiscale agressive, au sujet de laquelle une consultation doit se terminer au 1^{er} avril 2009, en donnant des ressources supplémentaires à Revenu Québec (prévisions de 900 M\$ de plus); obtenir une plus grande contribution des utilisateurs de services publics; accroître d'un point de pourcentage le taux de la taxe de vente du Québec à compter du 1^{er} janvier 2011.

► En 2010-2011, **manque à gagner annuel de 4 G\$**, imputé à la récession, à éliminer graduellement. Pour 2009-2010 et 2010-2011, hausse des revenus de 400 M\$ qui compense en partie pour les relèvements aux dépenses de programmes de 780 M\$ et de 682 M\$ pour soutenir l'économie et maintenir les services. Incorporation d'une provision pour éventualités de 300 M\$ en 2009-2010 et 2010-2011. Pour 2011-2012, prévisions de 305 M\$ de revenus en moins des entreprises du gouvernement. **Transformation le 1 avril 2011 de Revenu Québec en l'Agence du revenu du Québec** qui sera «autonome», «imputable» et financée sur une base de «coûts-bénéfices» tout en respectant les conventions collectives. Lutte contre le travail au noir dans la construction, l'évasion fiscale dans la restauration, les crimes économiques et financiers, dont une équipe spécialisée de la Sûreté du Québec en appui à celle de Montréal pour contrer les crimes économiques dans l'est du Québec, et le commerce illicite du tabac : 30 M\$ de plus en 2010-2011 au ministère des Finances pour des initiatives concernant les revenus devant permettre de recouvrer 120 M\$ dès 2010-2011. On prévoit récupérer de l'évasion fiscale 300 M\$ de plus en 2013-2014, ce qui fait passer la cible annoncée en 2009-2010 de 900 M\$ à une cible de 1,2 G\$ en 2013-2014. Lutte contre les stratagèmes de planifications fiscales agressives : la peine de prison maximale passe de 2 ans à 5 ans moins un jour pour les infractions fiscales majeures. Projet de loi à venir sur les entreprises de services monétaires, dont celles qui exploitent des bureaux de change et des guichets automatiques. Pour prévenir le blanchiment d'argent et les pertes fiscales qui en découlent. **Hausse de la TVQ** non plus de 1% mais de 2%, soit un passage à 8,5% le 1^{er} janvier 2011, et à 9,5% le 1^{er} janvier 2012, (reprise complète du champ laissé par le fédéral avec un taux effectif combiné de 15% comme de 1998 à 2006) (3 G\$ à terme) (1,5 G\$ en 2012-2013, moins les 260 M\$ d'impact net du nouveau crédit d'impôt pour la solidarité). Effet compensé pour les ménages les plus pauvres par le nouveau crédit de solidarité. Protection également des acheteurEs de maison neuve. «Les études du ministère des Finances arrivent aux mêmes conclusions que celles de l'OCDE et de la grande majorité des experts en la matière : les taxes à la consommation freinent moins la croissance économique que les impôts sur le revenu personnel des individus.» Bonification du remboursement de la TVQ à l'égard d'une habitation résidentielle neuve. Application de la TVQ au service de transport de passagers commençant à l'aéroport de Gatineau et se terminant au Canada. Modification de la structure de taxation du pari mutuel. **Hausse de la taxe compensatoire des institutions financières** jusqu'au 31 mars 2014 (revenus de 471 M\$ pour le gouvernement, par-dessus le 1,3 G\$ reçu annuellement des banques et institutions financières en impôts et taxes). **Révision du régime de droits miniers** (240 M\$ de revenus de plus d'ici 2013-2014). «Cela porte à un peu plus d'un milliard les impôts, les taxes et les droits que l'industrie minière paiera au gouvernement du Québec pendant cette période.» Poursuite de la mise en œuvre de la **Politique de financement des services publics** annoncée en 2009-2010. **Hausse de la taxe à l'essence** de 0,01\$ le litre par année jusqu'en 2013, à partir du 1^{er} avril 2010 (120 M\$ par cent par année) (0,04 \$ de plus le litre en quatre ans). De 2010 à 2013, la taxe pour l'essence passera de 15,2 cents/litre à 19,2 cents/litre, et celle du carburant diesel de 16,2 cents/litre à 20,2 cents/litre. **Bonification de la réduction de la taxe spécifique applicable aux boissons alcooliques** vendues par un producteur artisanal. **Reconnaissance de certains investissements** importants faits en partenariat par Capital régional et coopératif Desjardins. **Hausse des tarifs d'électricité** sur le bloc patrimonial de 3% par année à partir de 2014, jusqu'à 0,01\$ le KW en 2018 (sur un tarif de base actuel de 0,029%) (1,6 G\$ à terme)(c'est pas fait, il faut changer la loi). **Indexations et hausses de tarifs divers**. Instauration d'une redevance sur l'eau pour les



entreprises en fonction de l'utilisation de la ressources, à verser au Fonds vert pour financer les programmes et interventions dédiés à la gestion et à la restauration de l'eau et des écosystèmes aquatiques. Selon des modalités à annoncer ultérieurement. Mise à niveau et indexation de tous les tarifs gouvernementaux sauf les services de garde. Par exemple, le tarif d'accès quotidien aux parcs nationaux pour un adulte, inchangé depuis neuf ans passera de 3,50\$ à 5,50 \$.

Harmonisations avec le régime fiscal fédéral.

► En 2011-2012, recettes de 1 G\$ de plus que prévu pour 2010-2011 en raison de la bonne tenue de l'économie québécoise. (croissance économique plus importante). **Rappel de la création de l'Agence du revenu du Québec** le 1er avril 2011, qui gardera le nom de Revenu Québec et annonce de l'adoption d'une approche «coût-avantage» qui donnera à l'agence 1085 employés additionnels d'ici 2013-2014. L'agence, imputable, aura un conseil d'administration et un pdg. Elle sera sous la responsabilité du ministre du Revenu qui en répondra à l'Assemblée nationale. Son financement se fera dans le cadre du Fonds relatif à l'administration fiscale (FRAF). «Tout en demeurant à l'intérieur du périmètre comptable du gouvernement, l'Agence du revenu du Québec bénéficiera davantage d'autonomie. », entre autres pour les ressources informationnelles, comme les entreprises du gouvernement. Sa performance sera évaluée. Son financement (810 M\$ en 2011-2012) «proviendra des revenus fiscaux perçus», dont 617 M\$ pour les activités courantes, en augmentation de 1,8 % pour les activités courantes, et un second volet pour atteindre les cibles de récupération fiscale et limiter l'augmentation des dépenses de mauvaises créances, dont 60 M\$ de plus pour l'approche «coût-avantage». Cette approche prévoit un rendement de 9 \$ par 1 \$ investi, soit 705 M\$ pour un investissement total de 80 M\$. L'argent servira à embaucher du personnel de vérification et de perception et à investir dans les systèmes informatiques et les services en ligne. Dépense ponctuelle 9 M\$ en 2011-2012 pour l'implantation du crédit d'impôt pour la solidarité. **Nouvelles initiatives** : intensification de la lutte contre le travail au noir dans le secteur de la construction (4 M\$ en 2010-2011), actions cibles contre les réseaux organisés de travail au noir (2 M\$ en 2010-2011), efforts pour dissuader l'offre illégale de services de garde, élargissement de la lutte contre la contrebande de tabac aux réseaux de quartiers (3 M\$), ressources additionnelles à l'Autorité des marchés financiers pour lutter contre les crimes économiques et financiers (3,7 M\$ en 2011-2012) (comité ACCEF, ou actions concertées pour contrer les crimes économiques et financiers). Le tout avec modifications législatives ou réglementaires quand nécessaire. L'embauche de 385 nouveaux employés en avril 2010 a permis de récupérer 245 M\$ au 31 janvier 2011, soit plus que la cible de 225 M\$ fixée pour cette date. Une procédure d'installation de modules d'enregistrement des ventes est en cours dans les restaurants. La détection de planifications fiscales agressives a permis de récupérer 99,1 M\$ au 31 janvier 2011, dont 49,1 M\$ sont pris en compte dans le plan de retour à l'équilibre budgétaire. Depuis 2005-2006 à 2010-2011, 1,223 G\$ ont été récupérés. Les pertes fiscales dans le domaine de la construction sont estimées à 1,46 G\$ pour 2008. Les organismes d'ACCES construction devront faire des efforts additionnels : élargissement aux sous-traitants, aux sociétés d'État et aux organismes gouvernementaux non encore assujettis, aux municipalités et organismes municipaux, de l'exigence d'attestation du ministère du Revenu (AMR) pour les contrats publics de 25 000 \$ et plus, actions concertées et échange d'information, prévention et sanctions (investissement de 4 M\$ de plus en 2011-2012 pour y voir). Objectif de récupération fiscale donné à l'Agence du revenu du Québec de 1,2 G\$ en 2013-2014 ramené à 1,4 G\$. Objectif de 320 M\$ pour 2010-2011 en voie d'être réalisé. Relèvement des cibles de récupération fiscale de 150 M\$ en 2011-2012, de 200 M\$ ensuite pour un objectif global de 1,4 G\$ en 2013-2014, ceci en intensifiant les interventions en place et en intervenant dans de nouveaux secteurs. **Lutte contre la contrebande de tabac et contre le travail au noir, notamment dans les agences de placement de personnel** : 5 M\$ au financement de travaux d'enquêteurs. Attestation du Ministère du Revenu exigée pour l'octroi de contrats publics de plus de 25 000 \$ élargie aux soumissionnaires de l'ensemble du secteur public, incluant les sociétés d'État et les municipalités, de même que des sous-traitants des entrepreneurs ayant obtenu des contrats publics de construction. Amélioration des échanges d'information entre partenaires et augmentation des sanctions et pénalités. **Les revenus de l'impôt des particuliers** pour 2010-2011 sont révisés à la hausse de 290 M\$ (progression plus forte que prévue de l'emploi et des salaires), ceux des sociétés à la baisse de 130 M\$ (bénéfices moindres que prévu, remboursements plus élevés pour les pertes attribuables à la récession), les taxes à la hausse de 249 M\$ (consommation plus élevée, plus de vente légale de tabac), et les autres revenus à la hausse de 140 M\$ (revenus plus



élevés pour les ressources naturelles, amendes, confiscations et recouvrements). Les revenus des entreprises du gouvernement sont révisés à la hausse de 223 M\$ (résultats meilleurs que prévus à la SGF). Les revenus de transferts du fédéral seront plus élevés de 126 M\$ (abattement du Québec moindre pour la santé et l'éducation post-secondaire). Ils devraient diminuer de 2,7% en 2011-2012 en raison d'une baisse de la péréquation due à la bonne performance du Québec et ce, malgré le paiement de protection prévu et de la baisse du paiement compensatoire pour l'aide financière aux étudiantEs. **Nouveau régime minier** : 1,4 G\$ de redevances attendues sur cinq ans. **Le taux d'indexation appliqué pour les hausses de tarifs** est de 1,27 % au 1^{er} janvier 2011.

3.4. La répartition entre les niveaux de gouvernement

- ▶ En 1998-1999, coupure de 500 M\$ aux municipalités.
- ▶ En 1999-2000, 1,4 G\$ de plus du fédéral reversés en péréquation. Le Québec annonce le déficit zéro et autres mesures rétroactives à 1998-1999.
- ▶ En 2000-2001, 430 M\$ en divers échanges de responsabilités entre municipalités et gouvernement. Transferts fédéraux plus élevés que prévu de 0,8 G\$.
- ▶ En 2001-2002, transferts fédéraux plus élevés que prévus de 1,7 G\$.
- ▶ En 2002-2003, réduction des transferts fédéraux de 373 M\$ en 2001-2002 et 405 M\$ en 2002-2003, rapport de la commission Séguin et constat du déséquilibre fiscal entre le fédéral et les provinces, au désavantage de celles-ci.

Élections et changement de gouvernement

- ▶ En 2003-2004, déséquilibre fiscal avec le fédéral évalué à 1,5 G\$. Volonté de décentraliser. Engagement à repenser les relations financières avec les municipalités incluant leur accès à des pouvoirs de taxation accrus. Respect des contrats de ville et réévaluations mais en honorant les engagements passés. Infrastructures : 130 M\$. Le ministre parle de la possibilité de retourner aux régions une partie des revenus de la TVQ; admission d'un déséquilibre fiscal entre le Québec et les municipalités; ouverture en fait à réévaluer la répartition. Document à venir sur la situation financière des municipalités québécoises.
- ▶ En 2004-2005, défaut de contribution du fédéral : plus de 1 G\$ de péréquation en moins par rapport aux prévisions de 2003-2004 et mécanisme de report pour étaler le manque à gagner. Diminution attendue des transferts fédéraux de 9,6 % en 2004-2005 et de 7,1 % en 2005-2006. Volonté de renégocier la péréquation et le financement de la santé pour faire passer la part du fédéral actuellement de 16 % au niveau initial de 50 % (recommandation du rapport Romanow). Création de la Corporation de financement des infrastructures locales du Québec, avec possibilité d'y canaliser les fonds fédéraux et versement à partir de 2005 de 50 M\$ en droits prélevés sur les véhicules énergivores. Objectif de retourner une partie de la TVQ aux régions, mais pas avant 2005.
- ▶ En 2005-2006, déséquilibre fiscal avec le fédéral dénoncé, incluant le sous-financement de l'aide sociale, la péréquation, le financement de l'éducation post-secondaire. Discussions pour un nouveau pacte fiscal avec les municipalités pour janvier 2006. L'investissement du Québec pour les infrastructures sera à la moitié de ce que le fédéral met par le transfert aux municipalités d'une partie de la taxe sur l'essence. La part du Québec est financée en partie par la taxe sur les grosses cylindrées. Le tout est versé dans la SOFIL (Société de financement des infrastructures locales du Québec). La demande aux municipalités serait d'investir l'autre 25 % pour une structure de financement de type 50-25-25.
- ▶ En 2006-2007, **déséquilibre fiscal et relations avec le fédéral** : désir de renforcer le programme de péréquation. Approche préconisée : un mode de calcul basé sur la capacité fiscale moyenne des dix provinces canadiennes et tenant compte de l'ensemble de leurs revenus et de façon à ce que les provinces disposent à terme de la même capacité

- ▶ Une nouvelle norme comptable canadienne relative aux paiements de transferts doit être appliquée par les gouvernements à partir du 1^{er} avril 2012. Des discussions sont en cours sur son interprétation par le Vérificateur général en lien avec le processus d'approbation des dépenses par le Parlement du Québec (Assemblée nationale et Lieutenant gouverneur) et le moment d'inscription des dépenses. En attendant, le gouvernement s'en remet aux avis de trois firmes d'experts. La nouvelle norme devrait permettre au Québec de maintenir sa pratique actuelle. Un redressement comptable de 1,2 G\$ aux déficits cumulés et au passif du gouvernement devra être fait au 1 avril 2012. Le cadre financier du budget a prévu des ajustements aux dépenses pour tenir compte de son application.

- ▶ **Fédéral**. Transferts en 2011-2012 de 15,1 G\$, de 15,8 G\$ en 2012-2013, de 16,5 G\$ en 2013-2014. Harmonisation de la TVQ à la TPS : 733 M\$ de plus en 2012-2013 et 1,467 G\$ en 2013-2014 (**affectés au service de la dette, sauf 430 M\$ en 2013-2014, affectés au FINESSS, ce qui réduit le total des transferts de 16,9 G\$ à 16,5 G\$**). Dès le 1^{er} janvier 2013, la TVQ ne s'appliquera plus sur la TPS et toutes les exemptions actuelles seront maintenues. L'harmonisation compensera partiellement la baisse de la péréquation, tout comme un paiement de protection de 362 M\$ en 2012-2013, une demande que le gouvernement du Québec voudrait voir pérenniser, «tant que le programme de péréquation ne sera pas de nouveau fondé sur une formule et des principes solides». De nouvelles règles pour la péréquation s'appliqueront à partir du 1^{er} avril 2014. Position du Québec : retirer les plafonds imposés au programme et sinon le rehausser vers la moyenne historique du programme à 1,02 % du PIB nominal canadien, ramener graduellement d'ici dix ans de 20 % à 25 % (anciennement de 50 %) la part du fédéral pour les dépenses en santé des provinces, ne pas exécuter la prise en compte de la valeur des points d'impôt dans la répartition du Transfert canadien en matière de santé (TCS) en 2014-2015, ce qui ne favorisera que l'Alberta, de 1,1 G\$ en moyenne par année, et répartir le transfert en tenant compte du poids démographique des personnes de plus de 65 ans dans chaque province, régler divers dossiers en litige (le traitement des revenus d'Hydro-Québec dans la péréquation, l'usage systématique des paiements de protection, un règlement favorable du contentieux relatif au programme de stabilisation des revenus). En 2012-2013 le Québec perd 195 \$ par habitant avec les plafonds imposés en 2008 au programme de péréquation (cumulativement 3 G\$ entre 2009-2010 et 2012-2013). Il perdra cumulativement 9,3 G\$ entre 2014-2015 et 2024-2025, avec une répartition du TCS purement par habitant et un ajustement de la croissance du TCS au PIB. Une autre demande est de sortir des annonces unilatérales et de consulter correctement les provinces et territoires pour les décisions à prendre. Fin graduelle des programmes d'investissement du fédéral pour soutenir l'économie durant la récession et stabilisation du niveau d'investissement.

- ▶ **Municipalités**. Négociation à venir en 2012-2013 (objectif d'une entente pour mars 2013) du renouvellement du pacte fiscal actuel, soit l'Entente sur un nouveau partenariat fiscal et financier avec les municipalités pour les années 2007-2013, avec un nouveau cadre de gouvernance et un objectif de confier aux MRC la planification des travaux de voirie locale, dont les enjeux porteront sur : le financement des régimes de retraite municipaux, le financement des transports collectifs, le maintien des infrastructures (incluant un plan de redressement du réseau routier local passant de 120 M\$ à 200 M\$ en quatre ans), le niveau d'endettement des municipalités, l'amélioration du remboursement de la TVQ, la diversification des



fiscale par habitant. Volonté d'entente avec le fédéral sur les garderies, le financement de l'éducation post-secondaire, les changements climatiques. **Un nouveau partenariat financier avec les municipalités.** Une entente de principe conclue entre le gouvernement et les municipalités. Inclut le remboursement graduel (d'ici 2013) aux municipalités des montants qu'elles paient en TVQ. Contribution aux coûts des services de la Sûreté du Québec portée à 50 % d'ici 2010 (112,5 M\$ de plus sur cinq ans). Paiement des taxes foncières afférentes aux musées, à la Grande Bibliothèque et au Grand Théâtre de Québec (près de 8 M\$ pour les villes). Participation au financement de la modernisation des infrastructures de l'aéroport de Québec. **Diverses mesures d'harmonisation avec la fiscalité autochtone.**

► En 2007-2008, 2,2 G\$ de plus en transferts fédéraux, **notamment en raison de la modification du programme de péréquation dans le budget fédéral de mars 2007.** Ils sont utilisés pour des baisses d'impôt pour un tiers et pour deux tiers aux services publics. De 2002-2003 à 2007-2008, les transferts fédéraux auront cru de 4,2 G\$, soit 47,5 %. La nouvelle formule de péréquation continue de poser la question du traitement des ressources naturelles. Le budget fédéral de mars 2007 modifie aussi les transferts pour l'éducation postsecondaire et les autres programmes sociaux. Le Transfert canadien en matière de programmes sociaux (TCPS), qui finance l'éducation postsecondaire et l'aide sociale sera réparti à partir de 2007-2008 sur une base purement per capita, sans tenir compte des points d'impôt transférés aux provinces (avec accommodement pour l'Ontario et l'Alberta, ce qui avantage ces provinces). Il en sera de même à partir de 2004-2005 pour le Transfert canadien en matière de santé. Le gouvernement fédéral a annoncé qu'il ajoutait en 2008-2009 800 M\$ au programme pour l'éducation postsecondaire et 250 M\$ pour les garderies, avec indexation subséquente de l'enveloppe de 3% par année à compter de 2009-2010 **[rien de plus pour l'aide sociale]**. Le document budgétaire souligne que ces financements sont toujours inférieurs à ce qu'ils étaient en 1994-1995 avant les coupures fédérales, sans compter l'inflation. **«L'ensemble des modifications apportées au TCPS expliquées précédemment permettent de mettre en lumière certaines caractéristiques de la contribution fédérale à l'égard des dépenses d'aide sociale assumées par les provinces. Premièrement, la contribution fédérale par bénéficiaire d'aide sociale varie grandement entre les provinces. En effet, cette contribution, qui est de 3 730 \$ par bénéficiaire dans l'ensemble du Canada, est de 2 829 \$ au Québec et de 3 610 \$ en Ontario, alors qu'elle s'élève à 11 508 \$ en Alberta. Deuxièmement, compte tenu du fonctionnement actuel du TCPS, la contribution fédérale [...] fera supporter par les provinces la totalité de la facture reliée à l'augmentation des coûts de l'aide sociale. Dans ce contexte, le gouvernement du Québec est d'avis que les discussions doivent se poursuivre avec le gouvernement fédéral et les autres provinces sur le niveau des transferts pour l'éducation postsecondaire et les autres programmes sociaux ainsi que sur les enjeux liés à la répartition de ces transferts, en particulier en ce qui touche l'aide sociale.»** Le Québec désire une entente pour encadrer le pouvoir fédéral de dépenser avec compensations dans le cas du retrait du fédéral d'un programme à frais partagés et du retrait d'une province qui choisit de ne pas participer à une initiative. Le Québec utilise des fonds fédéraux pour l'éducation post-secondaires (187 M\$) et pour le logement social. Régions : 675 M\$ pour appuyer leur développement. Subvention ponctuelle de 0,5 M\$ à l'Administration régionale Kativik pour lui permettre de mettre en place des mesures d'atténuation du coût de la vie pour ses citoyens, notamment en raison du prix fixé différemment qu'ailleurs au Québec pour le coût de l'essence.

► En 2008-2009, les prévisions pour les revenus de transferts fédéraux sont révisées à 13,6 G\$ en 2007-2008, soit 451 M\$ de plus que prévu dans le budget précédent, puis à 14,063 G\$ en 2008-2009 et 14,672 G\$ en 2009-2010. L'abattement spécial du Québec est moindre en raison des baisses d'impôt fédérales, mais les transferts sont révisés à la hausse pour la santé (225 M\$), l'éducation postsecondaire (145 M\$) et les autres programmes sociaux (81 M\$) en raison de l'évolution des données économiques et fiscales qui président au calcul des points d'impôts. **Ce niveau de transferts décroîtra toutefois en 2008-2009 et 2009-2010 en raison de l'échéance de certaines fiducies relatives à ces transferts.** Le budget ne fait pas de mention de transferts particuliers aux municipalités, hormis des crédits supplémentaires de 50 M\$ sur cinq ans sont alloués pour des MRC économiquement éprouvées. [N.D.L.R. Plusieurs associations et interlocuteurs à vocation municipale ou régionale réclament les concrétisations des ententes des budgets précédents, comme les points de taxe sur l'essence et la concrétisation des investissements en infrastructures, voire une modification de

sources de revenus municipaux, dont l'augmentation de la tarification et un meilleur retour sur les redevances des ressources naturelles et d'éventuelles redevances de développement. Gestes immédiats dans le budget 2012-2013 en faveur des régions, municipalités et communautés autochtones (191,2 M\$ sur trois ans) et des communautés métropolitaines de Montréal et de Québec (189,9 M\$ sur trois ans) [N.D.L.R. Voir dans la section économie et emploi. La situation économique s'améliore dans la plupart des régions, les écarts de chômage diminuent entre régions ressources et régions centrales et le solde migratoire est généralement positif sauf pour Montréal, le Nord-du-Québec et le Bas St-Laurent. «En soutien aux municipalités et aux collectivités locales qui vivent le boom minier, le gouvernement a mis en place le Bureau régional de coordination gouvernementale de la Côte-Nord.» Dans le cadre du Plan d'action économique du fédéral pour faire face à la dernière récession, Financement-Québec a joué un rôle d'intermédiaire pour des travaux dans le domaine de l'habitation, empruntant à la SCHL pour prêter ensuite aux municipalités, sur les chiffres de la dette brute du Québec. Application optionnelle par demande des associations touristiques régionales (ATR) d'une taxe sur l'hébergement de 3 \$ plutôt que de 2 \$ ou 3% du prix de la nuitée, retournable aux régions participantes. Extension à l'ensemble des formes d'exploration et d'exploitation des hydrocarbures de la compensation aux municipalités prévue dans le budget 2012-2013 relativement au gaz de schiste (montants forfaitaires de 100 000 \$ échelonnés sur dix ans).

► [N.D.L.R. Il faut garder à l'esprit que de nombreuses mesures relatives au budget fédéral du 29 mars 2012 auront des impacts sur les finances publiques québécoises, de même que sur les revenus des particuliers. Par exemple, le fait de repousser l'âge d'accès à la Pension de vieillesse de 65 à 67 ans, qui augmentera les obligations des provinces à l'égard de l'aide sociale et qui modifiera les plans de retraite des personnes à faible ou moyen revenu qui ont besoin de ces revenus garantis pour vivre. Ces différentes mesures ne sont pas analysées ici.]

► [Retour au début de la section.](#)



leur capacité de taxation, essentiellement foncière.] [N.D.L.R. En raison de leur importance, les deux partenariats avec la famille Chagnon (600 M\$ sur dix ans, à contribution partagée) ouvriraient-ils un nouveau type de répartition, où la gouvernance déborde de l'administration publique pour intégrer des intervenants non élus ?] [N.D.L.R. Il faut également tenir compte de l'impact cumulé de deux opérations budgétaires du gouvernement fédéral, soit l'énoncé économique du 30 octobre 2007, de Jim Flaherty, qui annonce d'importantes baisses d'impôt (60 G\$ sur cinq ans, soit un impact au pro-rata d'environ 15 G\$ pour le Québec, soit 3 G\$ par année en moyenne), la baisse d'un point de TPS, soit de 6 % à 5 % à partir de janvier 2008, des excédents prévus en 2007-2008 de 11,6 G\$, dont 10 G\$ iraient au paiement de la dette). La ministre des Finances a annoncé son intention de ne pas récupérer cette part de champ fiscal évaluée à 1,1 G\$. La baisse de la TPS devrait occasionner une perte de 80 M\$ en revenus de TVQ, laquelle devrait être récupérée à même l'accroissement de la consommation conséquent à la baisse de taxes. Quant au budget fédéral du 26 février 2008, en créant le compte d'épargne libre d'impôt (CELI), il force les provinces à emboîter le pas. Il faut aussi tenir compte d'une Fiducie pour le développement des collectivités, annoncée en janvier 2008, pour redistribuer 1 G\$ aux provinces et territoires pour «aides les travailleurs et les collectivités aux prises avec des difficultés causées par la volatilité économique mondiale].]

► En 2009-2010, le fédéral a diminué les paiements de péréquation au Québec, ce qui aura des impacts de 695 M\$ en 2010-2011 et de plus d'1 G\$ ensuite. Il y a aussi des contestations sur les méthodes de calcul pour l'abattement du Québec et les transferts sociaux. [N.D.L.R. Voir aussi le manque à gagner d'environ 2,2 G\$ en raison du défaut d'harmoniser la TPS-TVQ, mentionné dans le budget 2010-2011.] On viserait le retour au programme de péréquation en place en 2007 sur la base des recommandations du rapport O'Brien. Les transferts fédéraux vont augmenter en 2009-2010 de 10,6 % pour la santé et 11,5 % pour l'éducation post-secondaire et autres programmes sociaux en raison du ralentissement économique qui réduira la valeur de l'abattement spécial du Québec. «En tenant compte de l'inflation, le niveau du Transfert canadien en matière de programmes sociaux (TCPS) demeure inférieur à ce qu'il était en 1994-1995. En 2009-2010, le niveau du TCPS à l'échelle canadienne représentera 10 853 millions de dollars. Or, pour équivaloir au niveau qui prévalait en 1994-1995 en tenant compte de l'inflation, le niveau du TCPS devrait représenter, en 2009-2010, 14 267 millions de dollars. Ceci représente un manque à gagner de plus de 3,4 milliards de dollars à l'échelle canadienne, soit environ 800 millions de dollars pour le Québec. Par ailleurs, la répartition de la contribution fédérale à l'égard des dépenses des provinces en matière d'aide sociale pose toujours problème. En effet, la portion du TCPS qui vient en appui aux dépenses des provinces en matière d'aide sociale est répartie entre les provinces selon un montant égal par habitant. Il en résulte qu'une province comme l'Alberta reçoit, par bénéficiaire de l'aide sociale, environ 12 245 dollars, alors que le Québec reçoit 2 855 dollars et que la contribution moyenne par province s'élève à 3 803 dollars. Une telle répartition est difficilement justifiable, à plus forte raison dans un contexte de ralentissement économique où l'on risque d'assister à une augmentation du nombre de bénéficiaires de l'aide sociale qui pourrait varier d'une province à l'autre. Une autre manière de répartir la contribution fédérale pour l'aide sociale serait de tenir compte du nombre de bénéficiaires de l'aide sociale plutôt que du nombre d'habitants. Une répartition en fonction du nombre de bénéficiaires de l'aide sociale par province aurait pour effet d'augmenter les transferts au Québec d'environ 500 millions de dollars par année. Un tel changement n'aurait aucun impact financier pour le gouvernement fédéral. »

► En 2007-2008, à 15,2 G\$ en 2009-2010, les revenus de transfert fédéraux sont 388 M\$ plus élevés que prévu en mars 2009. C'est dû surtout à l'Entente Canada-Québec sur le marché du travail (116 M\$ de plus en 2009-2010) et à celle relative au Financement de base des infrastructures (100 M\$ de plus en 2009-2010), annoncées en 2009. Fédéral : il est prévu en 2011-2012 que les revenus de péréquation diminueront de 7,8% pour le Québec, en raison de sa bonne performance au cours de la récession de 2009. Par ailleurs les transferts pour la santé devraient croître de 10,9% en 2009-2010, et ceux pour l'enseignement secondaire et les autres programmes sociaux de 15,3 % en raison de la récession et des allègements fiscaux annoncés dans le budget fédéral de 2009. La baisse de 14,9 % prévue en 2010-2011 pour les autres programmes s'explique par la fin de deux fiducies. Celle de 22,3 % en 2011-2012 par la fin de l'entente relative aux infrastructures et de la compensation fédérale pour l'élimination de la taxe sur le capital. Les programmes de péréquation



sont contestés par des contribuables de l'Alberta et de l'Ontario. Les documents budgétaires répondent à ces critiques et réclament la poursuite de ces programmes. Ils démontrent que le Québec ne s'en sert pas pour financer des services qui lui sont propres et qu'il finance lui-même ses choix. Le Québec veut régler les dossiers suivants avec le fédéral : la compensation du Québec pour l'harmonisation des taxes de vente; le traitement des revenus d'Hydro-Québec dans le programme de péréquation; une façon équitable de réduire le coût du programme de péréquation; une application systématique des paiements de protection offerts à certaines provinces; un règlement du litige à l'égard du programme de stabilisation des revenus. «Par ailleurs, nous sommes déterminés à récupérer les 2,2 milliards de dollars que nous réclamons du gouvernement fédéral à l'égard de l'harmonisation de la TVQ à la TPS. Nous sommes en droit d'attendre un traitement équitable de la part du gouvernement fédéral, qui a récemment accordé des compensations à l'Ontario et à la Colombie-Britannique, à la suite de l'harmonisation de leur taxe de vente à la TPS.» Ailleurs le montant mentionné est de 2,6 G\$, mais le gouvernement a accepté qu'il accepterait 2,2 G\$ soit 1,5 point de la TPS prévue entre juillet 2010 et juin 2011, soit la base de calcul utilisée pour l'Ontario et la Colombie britannique. **Municipalités** : possibilité pour Montréal et Québec de percevoir une taxe d'essence de 0,015 \$ pour le transport en commun.

► En 2011-2012, **transferts fédéraux** : appel à un règlement non encore obtenu sur l'harmonisation des taxes de vente. Discussions à venir en lien avec l'échéance en 2014 des principaux transferts aux provinces. Référence au document *Le point sur les transferts fédéraux*. « Il y a vingt ans, le Québec a pris la décision de se joindre au gouvernement fédéral pour réformer les taxes de vente au Canada. Le Québec a donné l'exemple. Or, il reçoit actuellement du gouvernement fédéral le même traitement que les provinces qui, vingt ans plus tard, n'ont toujours rien fait pour harmoniser leur taxe de vente avec la TPS. Cette situation inéquitable doit être corrigée. Notre gouvernement continuera de défendre les intérêts des Québécois dans le cadre de ces discussions » [N.D.L.R. pas dans le dernier budget fédéral de mars 2011, promesse électorale de Stephen Harper] Les revenus de transferts du fédéral seront plus élevés de 126 M\$ en 2010-2011 (abattement du Québec moindre pour la santé et l'éducation post-secondaire). Ils devraient diminuer de 2,7% en 2011-2012 en raison d'une baisse de la péréquation due à la bonne performance du Québec et ce, malgré le paiement de protection prévu et de la baisse du paiement compensatoire pour l'aide financière aux étudiantEs. Depuis le début du programme des bourses du millénaire en 1998, «le Québec a investi, en moyenne, plus de deux fois ce qu'aurait fait le gouvernement fédéral si ses propres programmes d'aide financière avaient été offerts au Québec». Malgré «des variations importantes du paiement compensatoire fédéral d'une année à l'autre, le Québec a toujours maintenu un niveau élevé de dépenses en aide financière aux étudiants. Par exemple, entre 2005-2006 et 2006-2007, alors que le paiement compensatoire du gouvernement fédéral a diminué de 43 millions de dollars, les dépenses du Québec pour l'aide financière aux études ont augmenté. Enfin, rappelons que la portion de l'aide financière aux étudiants offerte par le Québec en bourses non remboursables (plutôt qu'en prêts remboursables) est plus élevée que dans les programmes offerts par le gouvernement fédéral.» **Municipalités** : compensation aux municipalités pour les coûts quantifiables directs pendant que l'industrie est en phase exploratoire avec développement à mesure d'un mode de compensation financé par l'industrie (2,5 M\$ sur trois ans, et crédits de 0,5 M\$ au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire en 2011-2012); compensation de 100 000 \$ par puits de gaz de schiste mis en production sur une période de dix ans.

3.5. Les programmes du gouvernement

Rappel : Les informations soulignées proviennent du budget de dépenses, autrement dit des documents sur les «crédits».

- En 1998-1999, places en garderie, mesures pour l'éducation, les jeunes, avec des stages, investissements dans la culture et ses industries.
- En 1999-2000, 1 G\$ en santé, rétroactif en partie pour payer la dette des établissements et stabiliser les services,

- **Dépenses de programme 2012-2013 prévues : 70,9 G\$.** Croissance prévue des dépenses consolidées en 2010-2011 de 3,6 %, en 2011-2012, de 3,5 %, en 2012-2013, de 2,0 %, en 2013-2014, de 2,2 %. Croissance prévue des dépenses de programme en 2010-2011 de 3,0 %, en 2011-2012, de 2,0 %, en 2012-2013, de 2,0 %, en 2013-2014, de 1,8 % (avec le



747 M\$ pour les assurer et les améliorer. En éducation, 556 M\$. Aide à l'orientation vers des carrières scientifiques et techniques. 4,5 M\$ en emplois d'été et stages étudiants. 86M\$ pour la culture et le patrimoine religieux.

► En 2000-2001, 2,7 G\$ en santé. En éducation, 1G\$ sur 3 ans. 150M\$ aux universités, cegeps, commissions scolaires. Aide aux études graduées. Engagements du Sommet de la jeunesse : 120 M\$ dans un fonds jeunesse, 95 M\$ en mesures d'aide à la jeunesse, 160M\$ au Fonds de lutte contre la pauvreté (passe de 250 M\$ à 160M\$ sur trois ans), partenariat gouvernement-Fonds de solidarité pour augmenter les stages étudiants. 160M\$ pour la recherche. 130 M\$ en appui à la culture et au patrimoine.

► En 2001-2002, vu l'accroissement constant des coûts depuis 1997-1998, 1,96 G\$ de plus en santé, dont 1,3 G\$ en hausse du budget régulier. En éducation, «respect intégral des engagements du Sommet de la jeunesse et même plus» et, vu l'accroissement constant des coûts en éducation, 728 M\$ de plus en 2001-2002. Pour la culture : 75M \$ sur 4 ans. Grande emphase mise sur un plan de lutte à la pauvreté de 300 M\$ (102 M\$ pour l'indexation des prestations, 86 M\$ sur quatre ans dans un programme Action Emploi visant à bonifier dégressivement de 3 \$, 2 \$ puis 1 \$ l'heure le salaire de chômeurs de longue durée commençant un emploi, 100 M\$ dans une réserve dont l'usage est à déterminer, et quelques autres mesures) qui fait en réalité moins que dans le budget précédent.

► En 2002-2003, respect des cibles de dépenses et même prévision de restrictions d'au moins 281 M\$ pour 2001-2002; apparition de la dimension sécurité : 8 M\$ en 2001-2002 et 35 M\$ en 2002-2003 pour améliorer les activités de renseignements, d'enquête et de sécurité; en tout 473 M\$ pour construire ou rénover 40 000 logements sociaux; 40 M\$ sur deux ans pour l'action communautaire.

Élections et changement de gouvernement

► En 2003-2004, sur les chiffres comparables : environ 723 M\$ de moins que le budget Marois de mars, mais en hausse de 1,7 G\$ sur 2002-2003, soit de 3,8%, une hausse «inférieure à la progression du PIB». Objectif de «recentrer l'État sur ses fonctions essentielles pour accorder la priorité à la santé et à l'éducation et doter nos services publics d'un financement adéquat pour en assurer l'avenir» Statu quo du budget des autres ministères au niveau de l'année précédente. Encaissement de la totalité de la réserve fédérale de 800 M\$ en santé. **Santé** : 1,287 G\$ de plus (hausse de 7,2 %). **Éducation** : hausse de 397 M\$ (3,6 %). Ne suffit pas à couvrir la croissance des coûts de système. **Garderies** : engagement à 200 000 places d'ici mars 2006. **Logement** : 10,7 M\$ pour le logement abordable. **Emploi** : 5 M\$ pour projets pilotes pour une première expérience de travail pour des jeunes à l'aide sociale. **Culture** : dialogue «en vue de donner une meilleure reconnaissance à nos créateurs et à nos artistes». Budget spécial de 10 M\$ pour la politique québécoise du cinéma. **Autres** : 18 M\$ pour des services aux familles avec des enfants autistes.

► En 2004-2005, respect de l'objectif pour les dépenses de programme en 2003-2004. Prévisions de dépenses de programme à 47,2 G\$ en 2004-2005, en hausse de 2. «Réduction du poids de l'État dans l'économie» en limitant à 2,7% la croissance des dépenses de programmes. **Santé** : 20,1 G\$, en hausse de 5,1 %. Objectif non chiffré d'assurer la pérennité du système, incluant le financement du fédéral. Préoccupation du vieillissement de la population qui serait un des facteurs du passage de 35,2 % des dépenses de programme en 1990-1991 à 42,6 % aujourd'hui. **Éducation** : 11,8 G\$, en hausse de 2,7 %, avec une approche centrée sur la réussite. 5 M\$ pour la francisation des nouveaux arrivants. **Culture** : soutien fiscal aux créateurs. Autres dépenses en hausse de 0,5%. **Logement social** : 329 M\$ (256 M\$ pour 16 000 nouveaux logements à loyer modique, 30 M\$ pour l'adaptation de logements de personnes handicapées, 34 M\$ en aide au loyer pour atténuer les effets de la pénurie de logements). **Emploi et Solidarité sociale** : 30 M\$ de moins en aide à l'emploi. Environ 48 M\$ de moins en aide sociale, avec la prévision de la sortie de l'aide sociale de 6000 prestataires. Action communautaire : 7 M\$ de plus au SACA et 15,7 M\$ de plus au SOC. **Lutte contre la pauvreté** : «Respect des engagements à l'égard de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale», prévisions de 2,5 G\$ sur 5 ans non ventilées, mais qui laisseraient en fait 190 M\$ sur trois ans pour les mesures autres que le Soutien aux enfants, la Prime à l'emploi et le logement social. Par ailleurs «les crédits requis de 9 M\$ en 2004-2005 seront pourvus à même le fonds de suppléance». Angle de la valorisation du travail. **Garderies** : 61 M\$ pour les garderies et autres services de garde. **Sécurité publique** :

FINESSS et le FORT, respectivement 4,0 %, 3,0 %, 3,1 % et 2,9 %) (autres chiffres : croissance des dépenses consolidées sans le service de la dette, respectivement, 3,6 %, 3,5 %, 2,0 % et 2,2 %) (pour un total consolidé, incluant le service de la dette, de 88,6 G, 91,0 G\$ et 93,5 G\$). Santé et éducation, 75 % des dépenses. En 2012-2013 : Santé hors FINESSS, 3,4 % (30 G\$), Éducation, 2,2 % (16 G\$), Famille et aînés, 1,6 % (2,5 G\$), croissance moyenne négative (- 0,9 %) dans les autres ministères (- 123 M\$). «En deux ans, les mesures de contrôle de dépenses et la lutte contre l'évasion fiscale ont totalisé quelque 3,5 milliards de dollars. De cette somme, 2,7 milliards sont attribuables à l'effort des ministères et organismes. C'est 375 millions de mieux que l'objectif qu'on leur avait fixé. Je veux souligner l'effort exceptionnel de ma collègue, la présidente du Conseil du trésor, ainsi que la contribution de tous les employés de l'État. Cette année, les ministères réduiront globalement leurs dépenses, à l'exception délibérée des ministères de la Santé et des Services sociaux, de l'Éducation, du Loisir et du Sport et de la Famille et des Aînés. Soyons clairs : les dépenses du gouvernement sont sous contrôle. Avant la mise en place du Plan de retour à l'équilibre budgétaire, les dépenses consolidées augmentaient en moyenne de 5,7 % par année. Depuis, elles ont progressé de 3,5 % par an. Sur la durée du plan de retour à l'équilibre, les dépenses consolidées auront augmenté en moyenne de 2,8 % par an. Cette augmentation s'explique entièrement par l'effet combiné de l'inflation et de la démographie. De toutes les provinces canadiennes, le Québec demeure, avec la Colombie-Britannique et le Nouveau-Brunswick, la province qui a le mieux contrôlé ses dépenses depuis l'élection de notre gouvernement en 2003» [N.D.L.R. Dépenses consolidées excluant le service de la dette]. Rappel des plans de financement quinquennaux («une planification du financement de certaines des grandes missions de l'État») déposés dans les deux derniers budgets pour le financement à moyen terme des soins de santé, des universités et du renouvellement des infrastructures (routes et transport en commun). Ajout d'un plan cette année pour l'exploitation forestière. «Ainsi, près de 50 % des dépenses consolidées du gouvernement font maintenant l'objet d'un cadre financier à moyen terme.» [N.D.L.R. C'est à suivre. Plusieurs de ces dépenses sont maintenant comptabilisées dans des fonds spéciaux. Il serait utile de connaître pour quelle proportion de ce 50 % c'est déjà le cas, et quelle évolution se dessine pour les autres.] Provisions de 142 M\$ à compter de 2012-2013 pour des ajustements salariaux reliés au PIB. En 2012-2013, 65 M\$ de plus pour le maintien de programmes existants et 86 M\$ de plus en nouvelles initiatives. Des 2,7 G\$ en «efforts» de réduction des dépenses en 2010-2011 et 2011-2012, 1,2 G\$ vient de la réduction des coûts de l'administration publique, 520 M\$ de la révision des paramètres des programmes et 906 M\$ de la «discipline budgétaires». Pour atteindre l'objectif de 5,2 G\$ de mesures identifiées, il reste donc 2,5 G\$ de nouveaux «efforts» à installer en 2012-2013 et 2013-2014. Objectif de situer les dépenses de programme en 2012-2013 à 18,1 % du PIB.

► **Plan de réduction de la taille de l'État.** «L'application des mesures prévues au plan de réduction de la taille de l'État et d'autres mesures de rationalisation a entraîné une réduction de l'effectif de 9 960 équivalents temps complet depuis 2003-2004. Ces efforts ont permis de réallouer 5 795 équivalents temps complet pour faire face à de nouveaux besoins dans certains secteurs. Ainsi, la réduction nette de l'effectif sur la même période s'élève à 4 165 équivalents temps complet, soit 6,2 %, tandis que la population québécoise augmentait de 6,6 % sur une période équivalente.» [N.D.L.R. Autrement dit, la réduction des emplois publics per capita est encore plus grande que le 6,2 % mentionné.]

► **Santé.** Croissance annuelle prévue de 5% avec le FINESSS. En 2012-2013, croissance de 4,7 % avec le FINESSS et de 3,4 % sans (30 G\$ en «dépenses de programmes», et 1 G\$ en «dépenses du FINESSS») (38 G\$ en 2016-2017), «soit plus de 100 millions par jour». Usage du 1 G\$ du FINESS en 2012-2013 : services aux personnes âgées (177 M\$), services de déficience intellectuelle et physique (35 M\$), soutien aux groupes de médecine familiale (120 M\$), favoriser l'accès aux chirurgies et assurer le fonctionnement de nouvelles installations prévues à cet effet (275 M\$), soins oncologiques (141 M\$), services de dialyse (160 M\$) [N.D.L.R. En quoi ne s'agit-il pas de dépenses de programme ?]. Ajout de 430 M\$ provenant de la compensation de l'harmonisation de la TVQ en 2013-2014 pour compléter le financement du FINESSS à 1,4 G\$, et prévisions que «dès 2014-2015, il demeurera un écart à résorber de 430 millions de dollars pour compléter le financement de la santé» [N.D.L.R. augmentation prévisible de la contribution santé ?] Formation d'un groupe d'experts chargé d'«évaluer des modèles de financement à l'activité, d'en présenter les modalités d'implantation le cas échéant et de proposer des expériences pilotes, pour une implantation graduelle dès le printemps 2013 (présidé par Wendy Thompson, de



coupure de 4%. **Environnement** : coupures de 8%, dont 1,5 M\$ aux organismes environnementaux et 3 M\$ aux ressourceries. **Relations avec les citoyens et immigration** : réduction du budget du tiers environ (presque 9 M\$ de moins). **Autres** : poursuite du développement de l'État en ligne.

► En 2005-2006, **Objectif** de «gestion rigoureuse et responsable», avec priorités en santé et en éducation. Objectif de croissance des dépenses de programme relevé de 1 % à 3,6 %, idem pour 2006-2007. Cette croissance est presque totalement utilisée pour la santé et l'éducation, ce qui laisse une croissance moyenne de 0,9 % pour les autres missions, incluant des réductions de budget dans certains cas, la plus sérieuse étant celle qui affecte le budget de l'Emploi et de la Solidarité sociale, réduit de 85 M\$ par rapport au budget de dépenses 2004-2005 et de 71 M\$ par rapport aux dépenses probables pour cette même année. **Santé** : «la» priorité, budget de 20,9 G\$ en 2005-2006 (hausse de 3 G\$ en trois ans), représentant 43 % des dépenses de programme. Le Québec reste au dernier rang des provinces canadiennes quant aux dépenses publiques de santé per capita, quant à la proportion du budget provincial consacré à la santé et quant au budget des services de soutien à domicile. Le Québec demeure aussi la province canadienne où les coûts de médicaments prescrits par personne sont les plus élevés (625 \$ par rapport à une moyenne canadienne de 562 \$). **Éducation** : budget de 12,3 G\$ en 2005-2006 (hausse de 1 G\$ en trois ans); hausse qui couvre simplement la hausse des coûts de système. Le budget de dépenses augmente de 46,3 M\$ le poste alloué aux bourses. Le financement des écoles privées est augmenté de 19 M\$ en raison de l'augmentation de leur clientèle. 321 M\$ de plus (1 G\$ investi depuis 2003 pour la réussite scolaire). **Culture** : un total de 663 M\$ en 2005-2006. Mise en place de Placement Culture pour soutenir le développement des arts avec des contributions du secteur privé plus 5 M\$ du gouvernement; déductions fiscales pour le support des entreprises à la culture. **Famille, Aînés et Condition féminine** : budget augmenté de 9 %, dont 98,4 M\$ pour compléter le réseau de 200 000 places en garderie d'ici le 31 mars 2006. **Emploi et Solidarité sociale** : budget diminué de 85,6 M\$, avec 9,6 M\$ de moins pour l'aide à l'emploi, 61,3 M\$ de moins à l'aide sociale (dont 48,7 M\$ en diminution du budget des prestations). Ces nouveaux reculs se cumulent aux 14 M\$ dont on a privé en janvier 2005 les deux-tiers des personnes assistées sociales en n'indexant leurs prestations qu'à moitié et aux 44 M\$ que le gouvernement a prévu aller chercher en modifiant le règlement de l'aide sociale. Par ailleurs, le budget de ce ministère augmente de 0,8 M\$ l'aide aux entreprises. **Lutte à la pauvreté** : Non réparation des reculs causés en 2004-2005. Mesures supplémentaires pour le logement social. Orientation sur la valorisation du travail et non sur la lutte à la pauvreté. Les dépenses prévues du Fonds d'initiatives sociales sont de 2,4 M\$ moindres que les dépenses probables pour 2004-2005. **Action communautaire autonome** : budget identique au budget annoncé pour l'année précédente. **Logement social** : 145 M\$ pour 2600 nouveaux logements sociaux (impact nul en 2005-2006), 15 M\$ de plus pour la rénovation de logements sociaux existants, rien pour financer des mesures d'urgence pour le 1^{er} juillet. **Équité salariale** : prévisions non détaillées pour l'équité salariale et pour la négociation des conventions collectives.

► En 2006-2007, croissance des dépenses limitée à 3,9 % en 2006-2007 après une croissance limitée à 2,7 % en 2005-2006, soit la plus faible au Canada après l'Île-du-Prince-Édouard. Comme la Santé et l'Éducation prennent une croissance plus grande (6,3 % et 5,4 %), le budget des autres ministères est mis en légère décroissance (-0,2 %). Le gouvernement continue d'investir dans les infrastructures et dans le maintien des actifs, dont le budget a doublé depuis 2002-2003, atteignant 1192 M\$ excluant le réseau routier. Le gouvernement a réduit son personnel de 1110 «effectifs» et prévoit une réduction supplémentaire de 1211 «effectifs» en 2006-2007, pour un total de 3721 «effectifs» en moins depuis mai 2004 (5 % de la fonction publique). Perspective de réduction de la taille de l'État de 20 % d'ici 2013-2014. **Priorité à la santé et à l'éducation.** En 2006-2007, leur croissance devrait se situer à 5,4 %. **Santé** : budget de 22,1 G\$ en 2006-2007(hausse de 1,3 G\$), une croissance de 6,3 %, qui utilise près des deux tiers de l'augmentation des dépenses du gouvernement. Par-dessus les «redressements» accomplis, les nouvelles mesures visent une meilleure accessibilité aux soins de santé. Des investissements additionnels de 485 M\$ en immobilisations seront effectués (équipements médicaux de pointe, nouveaux lits dans les CHSLD et aide aux personnes âgées en perte d'autonomie (54 M\$ de plus en maintien à domicile pour un total de 159 M\$)). Recherche de solutions pour le financement à long terme du système. Réaffirmation de l'engagement envers un système de santé «public et accessible». **Éducation, deuxième priorité** : budget de 13 G\$ en

l'Université McGill, avec la participation de Pierre Shedleur, ex-président de la CSST et de la SGF, de Roger Paquet, ex-haut fonctionnaire et dirigeant d'établissement de santé) (8,5 M\$ sur trois ans). «Près de 380 000 personnes supplémentaires ont accès à un médecin de famille grâce aux 14 groupes de médecine familiale créés entre 2009-2010 et 2010-2011». [N.D.L.R. Aucune dépense supplémentaire particulière n'est affectée à la santé dans l'évaluation des impacts financiers sur trois ans du budget 2012-2013, les choix se font donc à l'intérieur des prévisions de croissance régulière.]

► **Éducation.** Révisions de 100 M\$ en plus par année liées à la réévaluation à la hausse des clientèles et au coût des conventions collectives. «25 000 jeunes supplémentaires sont attendus dans les écoles primaires d'ici l'automne 2013 et où l'enseignement de l'anglais intensif en sixième année du primaire débutera dès cet automne pour 60 000 élèves.» **Universités.** Augmentation de 293 M\$ de la contribution du gouvernement au plan de financement des universités d'ici 2016-2017 en raison de la réévaluation à la hausse de la clientèle universitaire. En 2016-2017, «les contribuables verseront plus de 3,5 milliards de dollars à nos universités», il en coûtera 12 500 \$ par an au gouvernement pour former unE étudiantE universitaire, soit 37 500 \$ pour unE diplôméE de premier cycle. «Comme chaque diplômé gagnera, au cours de sa vie active, en moyenne 600 000 \$ de plus qu'un diplômé du secondaire, il est raisonnable qu'un étudiant assume 17 % du coût de sa formation, d'autant plus que pour 50 000 d'entre eux, la hausse des frais de scolarité sera totalement compensée par des bourses additionnelles.» [N.D.L.R. Si les diplôméEs gagneront plus, il serait logique de prélever leur contribution au moment où ils gagneront plus, par des taux d'impôts appropriés pour les plus hauts revenus.] Prévision de croissance annuelle moyenne du revenu de fonctionnement des universités de 3,7 %. «Même avec la hausse des droits de scolarité à compter de l'automne prochain, la contribution du gouvernement au plan de financement demeure supérieure à l'apport combiné de l'ensemble des autres acteurs.» [N.D.L.R. Aucune dépense supplémentaire particulière n'est affectée à l'éducation dans l'évaluation des impacts financiers sur trois ans du budget 2012-2013, les choix se font donc à l'intérieur des prévisions de croissance régulière.]

► **Aînés.** Annonce à venir du plan d'action Vieillir chez soi 2012-2017 (104,1M\$ sur trois ans), avec des investissements de 2,7 G\$ sur cinq ans, sur quatre axes : 1. implication active des aînés dans leur communauté via le programme Québec ami des aînés (dont les volets Municipalité amie des aînés et le programme La maison des grands-parents, pour 12 nouvelles maisons) (aide aux devoirs, cuisines collectives) avec extension de la démarche des 324 municipalités actuelles à plus de 850 municipalités (76 M\$ sur cinq ans) ; 2. services de soutien à domicile à 50 400 personnes de plus d'ici quatre ans, 5600 nouvelles places en hébergement encadré hors institution et 850 nouvelles places en hébergement institutionnel (2,3 G\$ sur cinq ans) ; 3. 1250 nouvelles unités de logement pour les aînés dans le cadre du programme AccèsLogis (86 M\$ sur cinq ans) ; 4. bonification de l'aide fiscale au maintien à domicile (172 M\$). «Après le Japon, le Québec est l'endroit au monde où le vieillissement de la population devrait être le plus rapide.»

► **Familles.** «15 000 places supplémentaires de services de garde à contribution réduite seront ajoutées à celles existantes d'ici 2015-2016, alors que leur nombre a augmenté de près de 14 000 au cours des quatre dernières années.» [N.D.L.R. Probablement un rappel. N'apparaît pas dans les impacts financiers du budget.]

► **Logement.** Addition de 3000 nouvelles unités de logements sociaux, communautaires et abordables (330 M\$, pour un impact financier de 13,1 M\$ sur trois ans) : 2500 unités dans le cadre du programme AccèsLogis (175 M\$, impact de 0,2 M\$ sur trois ans), soit 2300 unités dans les paramètres actuels (dont les 1250 nouvelles unités pour les aînés) (161 M\$) et 200 unités sur un nouveau mécanisme de financement en projet pilote avec le Chantier de l'économie sociale sur un principe de capital patient (14 M\$) (et ensuite 500 unités réservées à ce mode de financement par année sur deux ans) ; 500 unités du volet privé du programme Logement abordable Québec (logements locatifs privés dans les municipalités aux prises avec une pénurie de logements, incluant le territoire du Plan Nord hors Nunavik) (5 M\$, impact de 3,4 M\$ sur trois ans) ; rénovation et adaptation de domiciles pour clientèles vulnérables dans le cadre de divers programmes existants (150 M\$, impact de 9,5 M\$ sur trois ans). Soit 22 000 logements sociaux, communautaires et abordables depuis 2004-2005 (1,5 G\$ en investissement public) en plus de l'objectif initial de 13 000 en 2003 d'ici 2017.

► **Lutte contre la pauvreté (sans le logement) et organismes communautaires.** Impact financier total de 25,7 M\$ sur



2006-2007, soit 660 M\$ de plus, une croissance de 5,4 %. Appui à la réussite scolaire : 100 M\$ de plus pour mieux accompagner les élèves en difficulté, avec l'embauche de 1800 professionnels. Des investissements additionnels en immobilisation (300 M\$). **Culture** : création du Fonds culturel du patrimoine québécois (10 M\$). Enveloppe additionnelle de 58 M\$ pour la réalisation de projets d'investissements en immobilisations. Budget doublé pour les écoles de musique et de danse. Soutien au fonctionnement des musées (5 M\$). Une aide supplémentaire récurrente de 1 M\$ destinée aux écoles de formation artistique. Diverses mesures fiscales (3 M\$ par année). Divers ajustements aux crédits d'impôt relatifs aux industries culturelles. **Jeunesse** : nouvelle stratégie jeunesse dont l'annonce est dite imminente sous la bannière «Soutenir nos jeunes». Dès 2006-2007, des mesures totalisant près de 30 M\$ pour des projets de formation, de travail ou d'engagement communautaire. Reconstitution permanente du crédit d'impôt pour stage en milieu de travail (25 M\$ par année). **Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique**, 30 M\$ pour des projets lancés par les fédérations sportives, les municipalités et le secteur privé. Prévision de 500 M \$ d'investissements générés par les partenaires sur cinq ans pour construire des infrastructures, dont 6 M\$ par année pour attirer de grands événements sportifs. **Conciliation travail-famille** : 12 M \$ sur trois ans pour les services de garde en milieu scolaire. Haltes-garderies communautaires : 3 M \$ en 2006-2007. Ces haltes-garderies accueillent déjà près de 12 000 enfants. **Logement social** : 158M \$ sur trois ans (incluant une participation du fédéral) pour la construction et la rénovation de logements sociaux. Rien toutefois pour des mesures d'urgence pour juillet. **Action communautaire** : Contribution de 10 M\$ sur cinq ans à un Fonds d'investissement de 58 M \$ pour les entreprises collectives (Fondation et le Fonds de solidarité FTQ pour 20 M\$ et le gouvernement fédéral pour 28 M\$). **Aide sociale** : rien dans le budget. Les crédits de l'Emploi et de la Solidarité sociale passent de 4,065 G\$ (4,056 G\$ probable) en 2005-2006 à 4,034 G\$ en 2006-2007, en baisse de 31 M\$. Une partie est attribuable à une baisse de 18 M\$ des crédits pour la rémunération, un autres 11 M\$ correspond à une diminution dans les transferts, dont 10 M\$ de moins au programme Solidarité jeunesse. Poursuite d'une stratégie d'intégration au marché du travail. **Autres** : Rappel de l'amélioration des services juridiques pour les personnes en situation de pauvreté. 1,5 M\$ pour l'aide et les services juridiques à venir.

► En 2007-2008, croissance des dépenses limitée à 3,9% en 2007-2008 [4,1 % après le 1^{er} juin 2007], soit moins que la hausse du PIB nominal, prévue à 4,2 %. À part la santé et l'éducation, le reste est gelé (moyenne de croissance de 0,2 %) avec des impacts en plus ou en moins variant selon les ministères. La santé et l'éducation accaparent 99,3 % de la croissance des dépenses en 2007-2008. Prévisions à 3,0 % pour 2008-2009, notamment en poursuivant le plan de réduction de l'effectif de la fonction publique. À 18,1 %, le taux des dépenses sur le PIB prévu pour 2008-2009 sera «l'un des niveaux les plus faibles depuis 35 ans» [avec des niveaux encore plus bas autour de 1998-2000 !]. Croissance réelle des dépenses en 2006-2007 de 5,2 %, et en fait de 4,5 % sans le règlement de l'équité salariale et les élections générales. Alors que la croissance prévue était de 3,9 %. Routes, écoles et hôpitaux : 30 G\$ pour les infrastructures, dont 20 G\$ strictement à la rénovation et la remise en état et le reste au développement de nouvelles infrastructures. Suite à la politique d'entretien continu des infrastructures publiques adoptée en 2004, un montant annuel équivalant à 2% de la valeur des immeubles des réseaux de la santé et de l'éducation est réservé à l'entretien. En 2007-2008, 6,4 G\$ pour les immobilisations soit 30,5 % de plus qu'en 2006-2007. **Santé** : 1,4 G\$ de plus, soit une croissance de 6% [6,3 % après le 1^{er} juin 2007], soit plus que les prévisions à 5,1% de la commission Clair et du rapport Ménard, jugées par ailleurs conservatrices. Pour un budget qui occupe près de 45 % des dépenses du gouvernement, pour assumer les coûts reliés au vieillissement de la population, aux nouvelles technologies et aux nouveaux médicaments, pour «entrer dans l'ère de la garantie aux soins», poursuivre le plan d'action sur cinq ans pour mieux soutenir les citoyenNEs en perte d'autonomie, particulièrement les aînéEs, 300 nouvelles places de convalescence pour améliorer la situation dans les urgences ; 1000 nouvelles places en CHSLD, 3000 places améliorées par la réduction du nombre de lits par chambre. Accréditation de nouveaux groupes de médecine familiale, lesquels sont passés de 17 à 134 depuis 2003. **Au 1^{er} juin : 60 M\$ de plus pour aider les aînéEs à demeurer dans le milieu de vie de leur choix et pour créer un plus grand nombre de groupes de médecine familiale. Relever le défi du financement de la santé.** Associé à un cahier budgétaire spécial. La santé première priorité. Le budget de la santé passé de 17,9 G\$ à 23,8 G\$ depuis 2002-2003, soit 33 % d'augmentation

trois ans. **Lutte contre la pauvreté** : rappel dans le discours sur le budget du premier et du second plan de lutte contre la pauvreté et publication d'un fascicule spécifique. [N.D.L.R. Aucune nouvelle annonce]. **Organismes communautaires** : 7,0 M\$ en 2012-2013, 8,3 M\$ en 2013-2014, 10,4 M\$ en 2014-2015 pour le Fonds d'aide à l'action communautaire autonome (FAACA) (12,3 M\$ sur trois ans), les centres communautaires de loisirs (4,5 M\$ sur trois ans), les organismes communautaires Famille et les haltes-garderies communautaires (7 M\$ sur trois ans), les services de surveillance pour les jeunes handicapés âgés de 12 à 21 ans (1,9 M\$ sur trois ans). Régularisation du financement du Fonds d'aide à l'action communautaire autonome lié à une contribution annuelle de Loto-Québec sous la forme d'un pourcentage de ses profits par une modification législative stabilisant les montants (15,7 M\$ en 2012-2013, 16 M\$ en 2013-2014, 16,3 M\$ en 2014-2015), idem pour l'action humanitaire internationale (2,9 M\$, 3 M\$, 3,1 M\$). Ministère de l'Emploi et de la solidarité sociale : 235 ETC de moins, soit le ministère où il y a le plus de coupures de personnel [N.D.L.R. À mettre en lien avec diverses détériorations des services dénoncées dans les CLE ?]. Le budget Emploi et Solidarité sociale baisse à 4,280 G\$ en 2012-2013, soit 94,3 M\$ M\$ de moins, qui s'explique principalement par une somme de 75 M\$ en 2011-2012 pour l'intégration et la francisation des immigrantEs et les diminutions à l'aide à l'emploi et à l'aide financière : l'aide à l'emploi baisse à 846 M\$. «soit une diminution de 44,1 M\$ rapport à la dépense probable 2011-2012», expliquée par la fin du Plan Emploi Métropole et par «la réduction des sommes allouées dans l'entente de mise en œuvre Canada-Québec relative au marché du travail, et ce, compte tenu d'une performance positive de l'emploi au Québec» ; l'aide financière passe à 2,977 G\$, soit 34,4 M\$ de moins que la dépense probable pour 2011-2012», ce qui est expliqué «notamment par la diminution de la clientèle prévue à l'aide financière de dernier recours compensée en partie par l'indexation des prestations» ; les coûts d'administration passent à 456 M\$, «soit une baisse de 15,8 M\$ par rapport à la dépense probable 2011-2012», ceci en raison de «l'application des mesures de réductions de dépenses de fonctionnement et de rémunération». Dans son plan de gestion, «le Ministère entame l'exercice financier 2012-2013 : [...] En affirmant sa préoccupation d'autonomie économique pour les personnes et les familles du Québec, en contribuant activement à réduire le taux d'assistance sociale, notamment en accompagnant de jeunes adultes de moins de 25 ans dans une démarche vers l'emploi, et en privilégiant l'emploi comme principal moyen de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ; En coordonnant le Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale 2010-2015 : le Québec mobilisé contre la pauvreté, afin de poursuivre son engagement pris en vertu de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale». Pour son orientation 3, «Aider les personnes et les familles», l'action du Ministère consiste à «une démarche visant à favoriser l'activation des prestataires de l'assistance sociale, à valoriser l'incitation au travail, de même qu'à améliorer les conditions de vie, et ce, dans l'objectif de favoriser davantage la participation de toutes les personnes au marché du travail». Les actions envisagées pour ce faire sont : «Favoriser l'incitation au travail auprès des clientèles de l'assistance sociale, afin d'accroître la proportion des prestataires qui quittent ces programmes de façon durable; Soutenir l'intégration en emploi des jeunes adultes de moins de 25 ans en proposant des actions visant la recherche de solutions alternatives au recours à l'assistance sociale et favorisant la sortie de l'aide pour une durée prolongée». Il est également précisé que le programme Mesures d'aide financière «permet à des personnes de recevoir une aide financière de dernier recours égale à la différence entre leurs ressources et les besoins essentiels qui leur sont reconnus».

- **Office Québec-Monde pour la jeunesse.** Ajout de 4,5 M\$ sur trois ans.
- **Immigration.** «Plus de 155 000 personnes ont été accueillies au Québec de 2009 à 2011.»
- **Justice.** Meilleure indemnisation des victimes d'actes criminels (1,5 M\$ sur trois ans).
- **Culture** (41,1 M\$ sur trois ans). Augmentation de l'enveloppe du Fonds du patrimoine culturel québécois de 60 M\$ pour les huit prochaines années et hausse de la contribution du gouvernement de 5,5 M\$ par année (contribution à 400 projets totalisant plus de 160 M\$ d'investissements depuis la création du Fonds en 2006-2007) ; 11 M\$ de plus sur trois ans pour le réseau muséal québécois dans toutes les régions du Québec ; 4,5 M\$ de plus sur trois ans au Conseil des arts et des lettres, en particulier pour le secteur de la danse professionnelle, mondialement reconnu ; nouveau crédit d'impôt remboursable pour la production d'événements ou d'environnements multimédias présentés à l'extérieur du Québec (4,9 M\$



et 60 % de l'augmentation des dépenses de programme (soit beaucoup plus qu'en Ontario, 51%, et au Canada, 47 %) [N.D.L.R. **il faut comprendre que c'est un choix lié à d'autres choix budgétaires et pas nécessairement à des contingences de l'ordre de la santé.**] Impact de la pression démographique sur le système. Impact aussi du coût des technologies, des médicaments, des rémunérations et des besoins en infrastructure. Une pression qui va se maintenir. Toutefois l'évaluation de 2005-2020 de l'augmentation globale prévisible des coûts de santé, sur un taux moyen annuel prévu de 5,1 %, attribue 1,5 % à la démographie, 1,6 % aux technologies et médicaments et 2% à l'évolution des coûts. Classiquement les dépenses de santé croissent plus que les autres dépenses, avec une part croissante des budgets, un phénomène régulier depuis 1980. Démonstration du coût nettement plus élevé des dépenses en santé relatives aux personnes âgées, en proportion croissante au Québec, par rapport aux plus jeunes, en proportion décroissantes. Les projections de ces deux tendances inverses se croisent autour de 2018; le nombre de personnes de 65 ans et plus devrait alors dépasser le nombre de moins de 20 ans. On passerait de 8 travailleurs par personne âgée en 1971, à 4,5 travailleurEs maintenant, à 2 travailleurEs vers 2041. [N.D.L.R. Mais moins de jeunes à charge par travailleur si on suit le raisonnement, donc pas nécessairement un aussi grand fardeau pour les ménages]. Croissance annuelle moyenne des coûts de médicaments deux fois plus grande depuis 1975 que celle pour les hôpitaux et les médecins. Les recettes fiscales du Québec seraient déjà parmi les plus élevées dans en Amérique du Nord. De même pour sa dette totale. Il y aurait un écart de 1,1 G\$ en 2009-2010 et de 4,3 G\$ en 2015-2016 entre la croissance des dépenses de santé au rythme des revenus du gouvernement et la croissance des dépenses de santé selon le rapport Ménard. [N.D.L.R. **Mais alors pourquoi baisser les impôts de 950 M\$?**] Augmentation de 20 % de l'achalandage dans les hôpitaux depuis 2003, adoption du projet de loi 33 créant les premières cliniques privées affiliées au réseau public. Mise en place d'un groupe de travail présidé par Claude Castonguay pour examiner les moyens d'assurer un financement adéquat du système de santé face à la hausse constante des coût. Deux vice-présidents seront nommés après consultation avec les partis de l'opposition. Rapport prévu pour l'automne 2007. **Groupe de travail Castonguay.** Six volets au mandat : 1. proposer une structure pour un nouveau «compte santé» afin d'améliorer la transparence du financement de la santé et, ce faisant, mieux informer la population; 2. proposer au gouvernement des sources additionnelles de financement pour la santé; 3. préciser le rôle que le secteur privé peut jouer afin d'améliorer l'accès aux soins et de réduire les délais d'attente, et ce, en préservant un système public fort dans le maintien des valeurs qui le caractérisent; 4. proposer des moyens afin d'accélérer le remboursement de la dette et ainsi faciliter le financement de la santé à long terme; 5. examiner l'adéquation du financement fédéral au titre de la santé à l'horizon 2014, soit au moment de l'expiration de L'entente sur la santé convenue entre les premiers ministres fédéral et provinciaux en 2004; 6. examiner les modifications potentiellement nécessaires à la *Loi canadienne sur la santé*. Trois principes au mandat : 1. le maintien d'un régime public de santé fort; 2. la protection des plus démunis, notamment l'accès aux soins, peu importe leur statut social et leur niveau de revenu; 3. le maintien de critères de qualité élevée, autant pour le secteur public que pour la prestation privée. Sur la garantie d'accès aux soins : «Nous réaliserons ainsi l'engagement d'assurer à l'intérieur d'un délai de six mois les chirurgies de la cataracte, du genou et de la hanche, et nous tracerons la voie à l'élargissement de cette garantie d'accès à l'ensemble des chirurgies. Les présents crédits permettront également le recours aux cliniques privées affiliées, afin de mettre le privé au service du public.» **Éducation** : 644 M\$ de plus en 2007-2008, une majoration de 5%, soit 643 M\$ qui s'ajoutent au budget de dépenses; prioriser la réussite scolaire de tous, y compris les élèves en difficulté, dont la confirmation de l'embauche déjà annoncée dans le budget 2006-2007 de 800 professionnelLEs (nombre total porté à 1800), améliorer la qualité de l'enseignement. Le budget de l'aide aux devoirs passe à 70 M\$. Renovations, amélioration des équipements. Enseignement supérieur : 240 M\$ de plus pour les universités et 80 M\$ dans les cégeps. Plus la capacité d'investir venant des sommes additionnelles obtenues du fédéral pour l'éducation postsecondaire (187 M\$) qui ne sera utilisée qu'en 2008-2009. **Majoration de 50 \$ par session des droits de scolarité universitaires dès la prochaine rentrée scolaire [montant non chiffré]**, associée à une bonification du régime de prêts et bourses [qui ne comblera pas la majoration], dont le budget croît de 35,6 M\$, pour atteindre 402,6 M\$ [mais dont seulement 2 M\$ viendraient compenser pour le dégel des frais de scolarité] et de la mise en place d'un Régime d'épargne étude. Pour éviter les expériences d'immobilisation malheureuses comme celle de l'UQAM, annonce à venir en collaboration avec la

sur trois ans) ; bonification du crédit d'impôt à la production de comédies musicales (0,9 M\$ sur trois ans) et élargissement de la bonification sur certaines productions cinématographiques ou télévisuelles en français (0,3 M\$ sur trois ans) ; bonification de l'aide au fonctionnement des médias communautaires (3 M\$ sur trois ans) ; groupe de travail sur les ateliers d'artistes à Montréal ; 20 M\$ de plus sur cinq ans pour la stratégie numérique pour le secteur culturel québécois. Reconnaissance de nouveaux postes clés pour l'application de l'allègement fiscal accordé aux travailleurs étrangers du cinéma.

- ▶ **Sports et loisirs** (18,5 M\$ sur trois ans). Ajout de 50 M\$ au Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique pour financer de nouveaux projets comme des patinoires extérieures ou des piscines (9 M\$ sur trois ans) ; création de Placements Sports, un programme d'appariement de dons privés destiné aux fédérations sportives, en suivi des recommandations du Comité sur le financement des fédérations sportives dont le rapport a été déposé en décembre 2011 (2 M\$ en 2012-2013 et 3 M\$ ensuite), avec prévision que le programme pourra générer jusqu'à 5 M\$ par année pour les fédérations sportives) ; aide à la participation à des événements sportifs provinciaux d'athlètes ayant une déficience (0,5 M\$ par année sur trois ans à AlterGo).

- ▶ **Autres.** **Soutien au CIRANO pour de la recherche sur les politiques publiques (3,5 M\$ sur trois ans).** Amélioration du soutien aux animaux maltraités (1 M\$ en 2012-2013 et 1 M\$ en 2013-2014). Amélioration de la connaissance géographique (6 M\$ sur trois ans) [N.D.L.R. Aussi mentionné dans les mesures sur le développement de l'économie].

- ▶ [Retour au début de la section.](#)



ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, d'un ajustement au cadre de financement des projets d'immobilisation des universités de manière à «pouvoir les épauler dans leur développement.» **Au 1^{er} juin 2007 : 30 M\$ de plus pour l'aide aux élèves en difficulté. Halte-garderies communautaires :** reconduction et récurrence des 3 M\$ de soutien financiers accordés en 2006-2007. [Toutefois rien sur la demande, largement portée dans la société civile, de 20 000 nouvelles places en CPE] **Action bénévole :** 0,3 M\$ en 2007-2008 ainsi qu'en 2008-2009 pour le Réseau de l'action bénévole et crédits en conséquence accordés au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. **Gangs de rue :** 34 M\$ sur trois ans pour le Plan québécois d'intervention sur les gangs de rue, incluant une participation du fédéral, et 3 M\$ en 2007-2008, 4 M\$ en 2008-2009 et 2009-2010 au ministère de la Sécurité publique. **Aide sociale :** Rien dans le budget, sauf dans la section sur le déséquilibre fiscal où on constate que les aberrations et lacunes du financement fédéral en matière d'aide sociale, qui avantage des provinces dures avec les personnes à l'aide sociale. **«L'ensemble des modifications apportées au TCPS expliquées précédemment permettent de mettre en lumière certaines caractéristiques de la contribution fédérale à l'égard des dépenses d'aide sociale assumées par les provinces. Premièrement, la contribution fédérale par bénéficiaire d'aide sociale varie grandement entre les provinces. En effet, cette contribution, qui est de 3 730 \$ par bénéficiaire dans l'ensemble du Canada, est de 2 829 \$ au Québec et de 3 610 \$ en Ontario, alors qu'elle s'élève à 11 508 \$ en Alberta. Deuxièmement, compte tenu du fonctionnement actuel du TCPS, la contribution fédérale demeurera insensible à toute fluctuation de la conjoncture économique, ce qui, dans le contexte d'un éventuel ralentissement économique, fera supporter par les provinces la totalité de la facture reliée à l'augmentation des coûts de l'aide sociale. Dans ce contexte, le gouvernement du Québec est d'avis que les discussions doivent se poursuivre avec le gouvernement fédéral et les autres provinces sur le niveau des transferts pour l'éducation postsecondaire et les autres programmes sociaux ainsi que sur les enjeux liés à la répartition de ces transferts, en particulier en ce qui touche l'aide sociale.» Les crédits de l'aide à l'emploi diminuent encore une fois pour passer de 830 M\$ en 2006-2007 à 800,4 M\$ en 2007-2008, une baisse de 29,7 M\$ et une baisse de dépenses probable de 38,3 M\$, alors que les crédits à l'aide financière passent de 2,803 G\$ en 2006-2007 à 2,852 G\$ en 2007-2008, une hausse de 48 M\$, qui servira principalement à l'indexation partielle ou totale des prestations d'aide sociale et au financement du nouveau Programme national de réconciliation avec les orphelins et orphelines de Duplessis. Au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, en 2006-2007, 150 départs à la retraite (en équivalents temps plein) ne seront pas remplacés. Il s'agit de la plus grande réduction d'effectifs pour un ministère dans le budget de dépenses 2007-2008. C'est reformulé dans le plan de gestion comme suit : «Dans la foulée des efforts de modernisation de l'État, le Ministère entend poursuivre son approche visant à assurer une attention particulière à la gestion prévisionnelle de ses ressources humaines.» Le dépôt d'une politique sur l'action communautaire est prévu pour la fin de l'année 2007. Trois orientations quident les choix budgétaires. Pour l'orientation 1, qui est de favoriser la contribution du plus grand nombre de personnes au marché du travail, il est prévu de soutenir 260 000 participantEs nouveaux dans le cadre de l'aide à l'emploi avec un résultat de 132 000 personnes se trouvant ensuite en emploi, d'ajouter 1,2 M\$ pour l'intégration et le maintien des femmes en emploi, de consacrer 4,3 M\$ en 2007-2008 à l'Initiative ciblée pour les travailleurs âgés de 55 à 64 ans dans un programme à frais partagés avec le fédéral et d'investir 6,4 M\$ pour le soutien aux travailleurs âgés licenciés de l'industrie forestière. Pour l'orientation 2, lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, le Ministère entend poursuivre ses travaux dans le cadre du Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale en menant à terme la réglementation de la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles et en mettant en place le programme Alternative Jeunesse (7,8 M\$ en 2007-2008); «le Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion et le Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale collaboreront en vue d'élaborer et de proposer au ministre des indicateurs en matière de pauvreté et d'inégalités»; un montant de 17,2 M\$ sera affecté par Emploi Québec au parachèvement et à l'implantation des Programmes d'aide et d'accompagnement social créés par la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles, «pour aider la clientèle éloignée du marché du travail à entreprendre une démarche favorisant sa participation active à la société» en vue éventuellement de mesures vers le marché du travail (programmes DEVENIR, INTERAGIR, RÉUSSIR). **Culture :** nouveau pavillon pour le Musée national des beaux-arts du Québec, 10 M\$ à la SODEC pour le programme d'aide à la production de longs métrages, 5 M\$ de plus pour**



les musées dans les crédits récurrents du ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, pour 2007-2008 et les années suivantes. Ajout de 3 M\$ à Placements Culture. Ajout de 2 M\$ pour les bibliothèques publiques suite au rapport de la Table de concertation des bibliothèques publiques. Ajout de 1 M\$ pour le financement des médias communautaires. **Habitation** : 60 M\$ pour la rénovation de logements sociaux existants, 1000 logements sociaux supplémentaires par année pour les deux prochaines années (120 M\$) destinés en priorité aux personnes âgées. Pour un total de 187,4 M\$, «soit le niveau du montant de la fiducie fédérale», autrement dit sans investissement de la part du Québec. **AinéEs** : crédits supplémentaires de 5 M\$ au ministère de la Famille et des AinéEs pour mettre en œuvre la Stratégie d'action en faveur des ainéEs annoncée le 20 février 2007. **Sécurité** : modernisation des usines de traitement d'eau, aqueducs et égouts; palais de justice plus sécuritaires; infrastructures carcérales améliorées. **Environnement** : plan de 333 M\$ pour la restauration de plus de 400 sites contaminés, avec inscription d'un passif environnemental de 333 M\$ en 2006-2007 et plan de restauration sur 10 ans. **Transport** : desserte du Nord-Est pour le train de banlieue de Montréal et Rapibus à Gatineau; route 175 entre Saguenay et Québec, autoroute 30 en Montérégie, autoroute 73 en Beauce, route 185 dans le Bas-Saint-Laurent. Investissements de 22 M\$ de plus pour éviter la détérioration des ponts et des ouvrages d'art municipaux. **«Gestion disciplinée» et «Recentrage de l'État sur ses missions essentielles»**. Privatisation du Centre de gestion des équipements roulants, Centre de signalisation, Réseau national intégré de radiocommunication (RENIR), Fournitures et ameublement du Québec, Reprographie gouvernementale. En tout 457 employéEs. La modernisation de l'État aurait permis d'économiser plus d'1 G\$ «qui ont été redirigés vers la santé et l'éducation». En tout 3400 postes éliminés par attrition depuis 2004 et remplacement d'un employé retraité sur deux. Encore 3800 postes seront éliminés dans les trois prochaines années. «En trois ans, l'effectif du secteur de la fonction publique a diminué de 3 430 ETC par rapport à un objectif de réduction de 3 246 ETC fixé au Plan de gestion des ressources humaines 2004-2007. Cette baisse représente près de 5,0 % de l'effectif du secteur de la fonction publique. Au cours des trois prochaines années, la réduction prévue s'établit à 3 800 ETC. À la fin de 2009-2010, la réduction de la taille de l'État devrait ainsi atteindre 7 230 ETC, représentant environ 10,0 % de l'effectif gouvernemental. La moitié de la cible de réduction de la taille de l'État, établi à 20,0 % d'ici 2013-2014, aura été atteinte.»

► En 2008-2009, depuis 2003-2004, les dépenses de programme ont augmenté de 4,5 % par année en moyenne au Québec comparativement à 6,5 % au fédéral, et 6,8 % dans les autres provinces. [N.D.L.R. C'est donc au Québec que les compressions ont été les plus fortes.] La croissance de l'ensemble des dépenses limitée dans l'ensemble à 3,6 % pour 2008-2009, plus une réserve de 200 M\$, et à 3,0 % pour 2009-2010. [N.D.L.R. En fait à 2,8 selon les chiffres examinés.] Pour ce faire les moyens préconisés sont de continuer à «moderniser l'État», à «accroître la productivité et l'efficience dans la prestation des services» et à réduire l'effectif de la fonction publique. Le ratio dépenses de programmes/PIB sera de 18,4 % en 2008-2009, «soit l'un des niveaux les plus faibles depuis 35 ans» [N.D.L.R. Une considération tendancieuse, le taux étant stable depuis le début des années 2000]. [N.D.L.R. La marge de manœuvre serait d'environ 200 M\$ pour 2008-2009, soit environ 0,3 % du budget du Québec.] «Réduction de la taille de l'État de 6 % depuis 2003-2004», réduction de 4538 ETC en quatre ans (2004-2008) (6%) et de 7230 ETC à la fin 2009-2010 (10%), soit 2 692 ETC de moins dans les deux prochaines années, dont 1031 en 2008-2009 dans le budget des ministères et organismes apparaissant au Budget de dépenses principalement due au non remplacement d'en moyenne un départ à la retraite sur deux en 2007-2008. Les missions indiquées dans le budget de dépenses et leur poids respectif : Santé et services sociaux, 39,6 %, Éducation et Culture, 23,2 %, Économie et Environnement, 10,7 %, Soutien aux personnes et aux familles, 8,5 %, Gouverne et Justice, 7,2 %, Paiement de la dette, 10, 8 %. La croissance des dépenses de programmes sera de 4,2 % en 2008-2009 (2,3 G\$) pour atteindre 56,9 G\$, la santé augmentant de 5,5 %, (1,324 G\$, 57,3 % de la croissance totale des dépenses) tout en tenant de certaines recommandations du rapport Castonguay. La croissance sera de 4,6 % (612 M\$ de plus, 26,5 % de la croissance totale des dépenses)) pour l'éducation, et de 2,2 % pour les autres ministères (plus de 88 % de la croissance totale des programmes en 2008-2009 à la santé, l'éducation et la famille) (ne laissant que 0,3 % pour les autres dépenses si on exclut le transport). Contrôle de la croissance des coûts : non à une hausse de TVQ pour financer, on examinera plutôt les possibilités du côté du financement des établissements par épisode de soin, à la décentralisation plus grande des prises



de décision et à une modernisation du réseau de la santé. Trois régions pilotes sont identifiées. Le financement de diverses mesures, soit accroître la formation professionnelle et technique, le soutien aux territoires en difficulté, le Pacte pour l'emploi, les régions ressources, les investissements pour toutes les régions, est pris dans la fiducie fédérale pour le développement communautaire (217 M\$, soit 93 M\$ en 2008-2009 et 124 M\$ en 2009-2010). En 2007-2008, les dépenses sont augmentées à partir de 2 G\$ de revenus additionnels et des économies au service de la dette. C'est affecté comme suit : 722 M\$ de plus en dépenses de programmes (531 M\$ aux ministères dont 203 M\$ à la santé, 191 M\$ pour nouvelles évaluations actuarielles des régimes de retraite), 853 M\$ pour la réforme comptable dont 375 M\$ pour la consolidation des réseaux de la santé et de l'éducation, le reste, 717 M\$, étant affecté à la réserve). La croissance des dépenses atteint ainsi 5,5 % alors que la croissance du PIB nominal est de 5,9 %. **Infrastructures** : la Loi favorisant le maintien et le renouvellement des infrastructures publiques assurera la résorption sur 15 ans des déficits d'entretien. Les investissements seront de 6 G\$ par année jusqu'en 2011-2012, doublant la moyenne des dix dernières années. D'ici 2012, 10,3 G\$ soit une moyenne de 2,1 G\$ par année seront investis pour améliorer les infrastructures du réseau routier en vue d'atteindre les normes continentales de qualité. En 2022, 83% des routes et 80 % des structures auront été mises à niveau. Un des buts visés au plan des investissements en infrastructures est l'élimination des déficits d'entretien cumulés. En 2007, le gouvernement a adopté la *Loi favorisant le maintien et le renouvellement des infrastructures*, qui crée des obligations pour l'entretien, la rénovation et le développement des infrastructures. Pour 2008-2009, 92,1 M\$ sont prévus pour la modernisation des HLM. **Santé** : croissance en moyenne de 6 % depuis 2002-2003, de 5,5 % en 2008-2009. [N.D.L.R. Le budget est assez silencieux sur les mesures relatives à la santé. Par ailleurs le rapport du groupe de travail sur le financement du système de santé est distribué avec les documents budgétaires.] Enveloppe de 80 M\$ dans le secteur santé et services sociaux pour accélérer le développement de services de soins à domicile (services infirmiers à domicile, services de réadaptation et autres réponses aux besoins des personnes en perte d'autonomie. L'objectif étant le maintien à domicile des aînés le plus longtemps possible tel que désiré par eux et elles. Respect des ententes avec les médecins et hausse de 423 M\$ (plus de 11 %) des crédits des services médicaux à l'Assurance maladie qui passe de 3,6 G\$ à 4 G\$. Hausse de 138 M\$ (de 2,155 \$ M\$ à 2,293 M\$ des crédits aux services pharmaceutiques et aux médicaments (6,4 %). [N.D.L.R. Les travailleursEs de la Santé sont encore sous le coup d'un décret.] Le Fonds pour la promotion des saines habitudes de vie, institué par une loi votée le 5 juin 2007, ne présente pas de résultats encore. Il est doté, à 20 M\$ par année par une partie du produit de l'impôt sur le tabac et d'une quote-part équivalente de la Fondation Lucie et André Chagnon. Une société de gestion voit à soutenir les projets retenus. [N.D.L.R. Plus spécifique dans le communiqué de l'Association des centres jeunesse que ce qui est aperçu dans les documents budgétaires : jeunes en difficulté, 15 M\$ pour l'application de la Loi sur la protection de la jeunesse, votée le 9 juillet 2007, 10 M\$ pour le Plan d'action en santé mentale. Par ailleurs le programme d'exonération financière pour des services en aide domestique (DEFSAD) n'est pas bonifié.] **Éducation** : croissance en moyenne de 3,8 % depuis 2002-2003. Engagement à investir 1 G\$ d'ici 2012, ce qui suppose 200 M\$ par année et se trouve dépassé en 2007-2008. Les universités auront en 2006-2009 45 M\$ de plus. Les crédits pour les bourses consécutifs aux prêts à l'aide financière augmentent de 35,9 M\$. Enseignement supérieur : 252 M\$ sur cinq ans dans les universités pour maintenir le niveau d'excellence (croissance moyenne de 6,7 % depuis 2002-2003), qui s'ajoutent aux 187 M\$ par année en transferts supplémentaires du gouvernement fédéral (112 M\$ aux universités et 75 M\$ aux cégeps); 151 M\$ dans le développement de la formation professionnelle et technique et pour relier entreprises et centres de formation, dont les centres collégiaux de transfert de technologie (CCTT), le savoir technique étant «essentiel à une meilleure productivité» (21 M\$ en 2008-2009 et 32,6 M\$ à compter de 2009-2010). Investissement pour soutenir les élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation et d'apprentissage (36 M\$ sur 5 ans). Des ressources de plus sont accordées (41,9 M\$ de plus au budget) pour améliorer les services aux élèves à risque, handicapés, en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage. Poursuite des investissements pour le renouveau pédagogique au secondaire et les nouveaux parcours à l'éducation des adultes et la formation continue (34 M\$ de plus). Augmentation de 11,4 M\$ sur 432,6 M\$ en 2007-2008 des crédits à l'enseignement privé. [N.D.L.R. Pas de mention d'un plan de revalorisation de l'éducation publique demandé par le milieu des commissions scolaires. Des demandes de transferts au fédéral pour l'éducation postsecondaire de 800 M\$ n'ont rapporté que le quart de la somme



demandée. Selon d'autres sources, environ 1,2 G\$ «manquent à l'appel». Les fonds destinés à l'éducation post-secondaire proviennent en bonne partie de transferts fédéraux. Le sous-financement comparatif des universités québécoises par rapport aux autres universités canadiennes serait de plus de 400 M\$. Depuis l'ajustement de 26 M\$ de juin 2007, il n'y a pas d'autres indexations des dépenses admises au régime de prêts et bourses. Le réinvestissement attendu dans le secteur collégial serait plutôt de 305 M\$. Le rétablissement des niveaux de transferts de 1993-1994 à l'éducation post-secondaire est estimé à 2,2 G\$. Il est attendu que le Québec réclame cette part.] **Familles** : 101 M\$ de plus en 2008-2009, en croissance de 5,5 % et près de 900 M\$ sur 5 ans en mesures diverses. [N.D.L.R. L'ADQ réclamait 3,3 G\$ en mesures pour la famille.] Partenariat avec la Fondation Chagnon pour un Fonds pour le développement des enfants de 0 à 5 ans vivant en milieu vulnérable pour une valeur de 400 M\$ sur 10 ans, soit 40 M\$ par année, réparti 25 M\$ de la Fondation et 15 M\$ du gouvernement (tiré des revenus provenant de la taxe sur les produits du tabac). Ce fonds financera des initiatives visant à favoriser le développement global des enfants pour mieux les préparer à la scolarisation. «Le Fonds visera à financer des actions et des projets réalisés dans le cadre de partenariats avec les communautés locales afin notamment : d'augmenter l'intervention précoce et soutenue auprès des enfants pour mieux influencer leur parcours de vie dès leur plus jeune âge; d'améliorer le soutien aux parents sous diverses formes afin de les outiller pour favoriser le développement des enfants.» La gestion de ce fonds sera inspirée du fonds pour les saines habitudes de vie créé en partenariat «avec la famille Chagnon». Les objectifs et modalités seront précisés dans un protocole avec un projet de loi dans la session parlementaire du printemps 2008. L'approche privilégiée est un organisme à but non lucratif, soit une société de gestion, qui gère le Fonds et l'approbation des projets. **Garderies** : 18 000 places de plus sur cinq ans, ce qui, plus les 2000 places annoncées en juillet 2007, porte à 220 000 le nombre de places dans le réseau de garderies subventionnées. **AînéEs** : 5 M\$ par année pour des initiatives pour accroître le respect à l'égard des aînéEs, en collaboration avec les milieux et la participation des bénévoles et des personnes aînées 3 M\$ par année pour améliorer l'alimentation dans les CHSLD. [N.D.L.R. L'Association québécoise des retraitéEs des secteurs public et parapublic (AQRP) attire l'attention sur la prévention du suicide chez les personnes de 50 ans et plus, non provisionnée dans le budget.] Partenariat avec Sojecci II Ltée, holding familial de la famille Lucie et André Chagnon, pour un Fonds pour l'amélioration et le développement de services auprès des aidantEs naturelLEs de 200 M\$ sur 10 ans, soit 20 M\$ par année, pour accroître l'offre de services de répit, briser l'isolement et la solitude, développer des services d'urgence, offrir une formation adaptée aux besoins de la personne chère, dans des situations où un membre de la famille souffre de la maladie d'Alzheimer ou d'une maladie apparentée à un stage avancé. Il est réparti comme suit : 15 M\$ du gouvernement (tiré des revenus provenant de la taxe sur les produits du tabac) et 5 M\$ de Sojecci II Ltée par année. Le fonds sera géré de façon similaire au fonds pour les saines habitudes de vie créé par le gouvernement en partenariat avec la famille Chagnon. Un protocole sera élaboré et un projet de loi déposé pendant la session parlementaire du printemps 2008. Les services privilégiés répondront à des besoins non couverts par le marché. **Emploi et Solidarité sociale** : décroissance -0,5 % par rapport à 2002-2003. Croissance de 0,5 % en 2008-2009. Les crédits du ministère passent de 4,061 G\$ à 4,146 G\$, soit 85,6 M\$ de plus. Toutefois, les crédits à l'aide financière aux personnes et familles passent de 2,7598 G\$ à 2,706 G\$, soit 53 M\$ de moins. Le budget global de l'aide financière diminue de 72,6 M\$. C'est attribué à la fin du Programme national de réconciliation avec les orphelinEs de Duplessis et à la diminution du nombre de prestataires de l'aide de dernier recours, ceci étant compensé en partie par l'indexation des prestations et des crédits provenant du ministère de l'Immigration et des communautés culturelles. Les crédits de l'aide à l'emploi passent de 772 M\$ à 793 M\$, soit 21,7 M\$ de plus et il s'ajoute 116 M\$ en provision pour le Pacte sur l'emploi [N.D.L.R. provisionné à même une fiducie fédérale]. Enfin on diminue la masse salariale du personnel de l'administration de l'aide financière et de l'aide à l'emploi de 1,3 M\$. Le personnel est diminué de l'équivalent de 181 ETC (équivalents temps plein) principalement dans les effectifs des programmes. C'est dû au rebalancement entre l'intégration des employéEs de la Ville de Montréal du réseau d'Emploi Québec et au transfert d'autres employéEs vers le Centre de services partagés du Québec. Dans son plan de gestion le ministère centre sa stratégie globale sur «favoriser la participation du plus grand nombre de personnes au marché du travail et contre l'impact du vieillissement de la population sur le marché du travail québécois. Le principal moyen mise de l'avant est le Pacte pour l'emploi qui «privilégie la mobilisation et l'engagement réciproque de l'ensemble des acteurs



concernés par le fonctionnement du marché du travail.» «Au regard de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, le Ministère poursuivra la coordination gouvernementale en cette matière en proposant au cours de l'année les éléments visant l'élaboration d'un prochain plan d'action gouvernemental de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Le plan de gestion fait état de cinq orientations d'un Plan stratégique pour 2008-2011. 1. «Favoriser la participation du plus grand nombre de personnes au marché du travail», ce qui se redit comme favoriser «la pleine utilisation de la main-d'œuvre québécoise». 2. «Soutenir la capacité d'adaptation des entreprises aux changements pour accroître leur productivité» [compte tenu de la définition de la productivité, on pourrait presque ajouter en délocalisant au besoin l'emploi], 3. «Lutter contre la pauvreté et favoriser l'inclusion sociale et économique des citoyens les plus démunis», «L'année 2008-2009 étant la dernière année d'application du Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, le Ministère coordonnera les travaux visant à proposer un deuxième plan d'action. Ce plan pourrait conduire à l'adoption de nouvelles mesures permettant d'améliorer la situation des personnes et des familles en situation de pauvreté.» [N.D.L.R. Noter l'absence de mention de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, il y aurait lieu de voir le nombre de fois dont elle est citée en cinq ans.] 4. «Favoriser l'engagement des communautés en matière d'action communautaire et bénévole» et 5. «Créer un environnement stimulant pour le personnel et moderniser l'offre de services». [N.D.L.R. Dans le plan de gestion, l'orientation de lutte contre la pauvreté occupe 5 lignes sur 81 lignes] **Immigration** : augmentation de 20 % des budgets à l'Immigration, notamment pour l'intégration et la francisation des nouveaux arrivants. L'intention est de lever les obstacles à l'insertion à l'emploi (50 M\$ sur 5 ans) et de faciliter la francisation (15 M\$ sur 5 ans). Annonces à venir de la ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles. **Culture** : crédit d'impôt remboursable pour la francisation et faciliter l'intégration des immigrants dans les entreprises, accessible à toutes les entreprises, y compris celles de 50 employés et moins. Fera partie du plan d'action pour promouvoir la langue française (4,6 M\$ en 2008-2009 et 4,8 M\$ en 2009-2010) de la ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine. Voir aussi un certain nombre de mesures de nature économique et de soutien aux entreprises. **Environnement** : 12 M\$ sur quatre ans pour soutenir l'innovation dans le secteur des technologies propres, du côté de l'eau et des sols, en plus des 225 M\$ déjà disponibles; les taux de déduction pour amortissement accéléré couvriront dorénavant les systèmes de pompes géothermiques et les systèmes de conversion des déchets en énergie (4 M\$ sur 5 ans); les modalités seront annoncées par le ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation et par la ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs. Patrimoine naturel : 106 M\$ sur cinq ans pour accroître la protection et la mise en valeur du patrimoine naturel collectif, dont 55 M\$ investis par la Société des établissements de plein air du Québec pour mettre en valeur les parcs nationaux, la conservation des milieux naturels et la mise à niveau des infrastructures de la société, investissements sur trois ans de 26 M\$ pour de nouveaux parcs nationaux en territoires nordiques (1,5 M\$ sur trois ans en travaux préparatoires), 25 M\$ en partenariats pour renforcer le réseau d'aires protégées en milieux privés. Eau : près de 13,5 M\$ sur cinq ans pour les mise en place du Bureau québécois des connaissances de l'eau, qui a pour mandat d'améliorer l'expertise sur l'eau comme ressource; 15 M\$ sur cinq ans aux organismes de bassins versants. Annonce, dans le cadre de la Stratégie gouvernementale de développement durable d'une nouvelle politique de gouvernement écoresponsable. Chaque ministère et organisme public devra intégrer les notions de développement durable dans ses politiques d'achat. Plans d'investissement de la Sépaq (6 M\$ en 2011-2012 et 6 M\$ en 2012-2013). **Logement social** : 132 M\$ pour la construction de 2000 logements sociaux dans le cadre du programme AccèsLogis Québec de l'objectif actuel de 24 000 logements sociaux (objectif initial de 13 000 logements), soit 14 930 dans le cadre du programme AccèsLogis Québec, qui se trouve ainsi prolongé, et 9070 dans le cadre du programme Logement abordable Québec. Depuis 5 ans, près de 1,1 G\$ auront été consacrés à la construction de logements sociaux. Au 31 décembre 2007, sur les 24 000 logements sociaux prévus, 12 999 avaient été livrés, 4842 étaient en voie de réalisation, 6159 restaient à réaliser. [N.D.L.R. Selon l'évaluation du FRAPRU, 10 000 logements sociaux sont en préparation, ce qui en laisse 8 000 en attente. Un plan d'investissement sur cinq ans était demandé par diverses organisations et il était appuyé par une pétition de 29 000 noms.] **Jeunes** : Financements reconduit de la stratégie d'action jeunesse.

- En 2009-2010, la croissance sera de 4,5% en 2009-2010, et passera ensuite à 3,2% pour refaire l'équilibre



budgétaire, avec des restrictions encore à annoncer pour 2010-2011 et les années suivantes. Poursuite de l'orientation de maintenir «la croissance des dépenses au même rythme que notre richesse collective». La majeure partie des augmentations de dépenses continuent d'aller à la santé et à l'éducation. «Le Québec demeure l'une des provinces les plus performantes au Canada en matière de contrôle des dépenses. En effet, depuis 2003-2004, nous avons réussi à maintenir la croissance des dépenses de programmes à un taux sensiblement inférieur à celui des autres provinces.» «Nos efforts doivent également chercher à valoriser, mobiliser et renouveler la fonction publique du Québec afin qu'elle soit apte à relever les défis de demain. De plus, tout en maintenant résolument le cap sur une réduction de la taille de l'État, une attention particulière sera portée aux nouveaux besoins de la population, à la nécessité d'assurer un transfert d'expertise dans un contexte d'intensification des départs à la retraite, à la formation et au développement des compétences du personnel de la fonction publique.» On insiste sur la collaboration avec les syndicats pour la valorisation de la fonction publique. «Les défis que nous affrontons exigent que notre action soit concertée et résolue. Nous devons bâtir des partenariats avec les syndicats et envisager des forums permanents de discussions sur l'organisation du travail. La négociation des prochaines conventions collectives exigera de part et d'autre ouverture et réalisme. Nous devons considérer à la fois les problématiques complexes vécues par les employés du secteur public dans l'exercice de leurs tâches et la situation économique difficile dans laquelle est plongé le Québec.» On se préoccupe que la fonction publique soit «attrayante» pour attirer les «meilleurs» candidats. D'ici trois ans, près de 9200 fonctionnaires prendront leur retraite, ce qui conduit à prévoir recruter 5 000 personnes en tenant compte de remplacer une personne sur deux. En 2009-2010, les effectifs totaux des ministères et organismes seront de 54 214 ETC en diminution de 998 ETC sur 2008-2009. «Pour atteindre les objectifs de redressement des finances publiques et ramener le Québec à l'équilibre budgétaire, nous devons effectuer une revue complète des programmes et des façons de faire en 2009-2010 pour préparer le prochain exercice financier. Tout en préservant les services à la population, tous les efforts possibles doivent être faits pour ramener la croissance des dépenses à un niveau compatible avec celle de l'économie et avec la capacité de payer des contribuables.»

Santé : le budget de la santé augmente de 5,7 % en 2009-2010, soit de 1,5 G\$, et est porté à 27 G\$ (56,2 % de l'augmentation des dépenses de programmes) pour améliorer l'accès aux services et aux soins, répondre à l'augmentation des besoins en raison du vieillissement de la population, répondre à des problématiques sociales comme les jeunes en difficulté, les troubles de comportement et la violence conjugale, aux besoins particuliers des personnes souffrant d'une déficience physique ou intellectuels et favoriser leur insertion sociale, et poursuivre l'ajout de médecins et l'implantation des groupes de médecine familiale. **Éducation :** le budget de l'éducation est haussé de 3,5 %, soit de 490,2 M\$, pour atteindre 14,5 G\$ (soit 18,2% de l'augmentation des dépenses de programmes). Ils serviront à accentuer la lutte contre le décrochage scolaire. La ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport proposera une approche intégrée à chaque région. «Conformément à nos engagements, le gouvernement réduira la taille des groupes dans les classes du primaire et du secondaire. Ainsi, dès la prochaine rentrée scolaire, la taille des groupes sera réduite de 20 % en 3e et 4e années du primaire en milieux défavorisés et de 10 % en 3e année du primaire dans tous les autres milieux.» Les investissements serviront aussi à appuyer les efforts de formation de la main d'œuvre et mettre en place des passerelles pour une entrée en formation professionnelle plus rapide pour les personnes perdant leur emploi. **Aînés :** 4 M\$ pour mettre en œuvre le Plan d'action gouvernemental visant à contrer la maltraitance envers les aînés ; appui de la démarche « Municipalités amies des aînés » pour permettre de financer, entre autres, des projets locaux. «Les aînés souhaitent profiter d'un milieu de vie répondant à leurs besoins et veulent participer à notre société.». **Logement :** 200 M\$ pour la construction de 3 000 nouveaux logements sociaux, ce qui portera à 27 000 le nombre de nouveaux logements sociaux mis en chantier par le gouvernement et 170M\$ pour divers programmes de rénovation et d'adaptation de domicile (14,7 M\$ en 2009-2010 et 28,4 M\$ en 2010-2011). **Développement social :** investissements de 9,5 M\$ en 2009-2010 et de 1 M\$ en 2010-2011. **Emploi et solidarité sociale :** Un budget de 4,2 G\$ et des additions en aide à l'emploi qui dépendent de modalités à convenir avec le fédéral. «Le budget alloué au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale est en baisse de 2,6 M\$. Cette baisse s'explique par les sommes de 66,3 M\$ transférées au cours de l'exercice 2008-2009 de la provision du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles pour l'intégration et la francisation des immigrants et par le retrait des crédits de 17,0 M\$ accordés pour le 400e



de la Ville de Québec. Le budget prévoit, par ailleurs, une somme de 67,2 M\$ pour l'indexation des prestations d'aide financière de dernier recours et une augmentation de 12,0 M\$ des sommes allouées à la Ville de Québec pour son rôle de capitale nationale. De plus, un budget totalisant 219,5 M\$ sera rendu disponible pour bonifier le Pacte pour l'emploi plus : Ensemble pour la relance, et ce, dès que les modalités en auront été convenues avec le gouvernement fédéral.» Pourtant les crédits du ministère pour l'aide à l'emploi passent de 793,1 M\$ en 2008-2009 à 752,5 M\$ en baisse de 40,6 M\$. Les effectifs du ministère passent de 6 093 ETC en 2008-2009 à 5941 ETC en 2009-2010, soit 152 ETC de moins. Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale poursuivra sa stratégie globale visant à favoriser la participation du plus grand nombre de personnes au marché du travail et à contrer les effets du vieillissement de la population sur l'économie du Québec. L'année 2009-2010 s'amorce toutefois dans un climat d'incertitude économique associée à la crise financière mondiale. Pour affronter cette conjoncture et réaliser ses objectifs, le Québec dispose d'un certain nombre d'atouts : un marché du travail qui est dans un bien meilleur état que lors des crises des années 1980 et 1990; un programme d'investissements dans les infrastructures qui continue de stimuler l'économie et l'emploi; des mesures énergiques pour soutenir les entreprises.» «Au regard de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, l'année 2009-2010 constitue une année charnière qui permettra de conclure la mise en oeuvre du premier plan d'action gouvernemental et de finaliser les travaux qui conduiront, au printemps 2010, à l'adoption du second plan et des nouvelles mesures visant à améliorer la situation des personnes et des familles en situation de pauvreté.» «Le Ministère offre ses services aux groupes de clientèle suivants : L'ensemble des personnes qui constituent la main-d'oeuvre en emploi ou sans emploi; **Les personnes et les familles dont les ressources sont insuffisantes pour subvenir à leurs besoins**; Les entreprises; Les nouveaux parents; Les organismes communautaires.» «Le gouvernement a décidé de prolonger d'une année l'application du Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. En conséquence, le Ministère poursuivra les travaux amorcés en 2008-2009 visant à proposer un nouveau plan d'action. Le Ministère procédera à des consultations nationales et régionales au cours du printemps 2009. Le deuxième plan d'action devrait être complété au printemps 2010 et il conduira à l'adoption de nouvelles mesures susceptibles d'améliorer la situation des personnes et des familles en situation de pauvreté.» **Culture** : un soutien supplémentaire aux créateurs par un ajout de 5 M\$ à Placements Culture pour encourager le secteur privé à investir dans ce secteur et épauler une quarantaine d'organismes culturels ayant des objectifs de collecte de fonds privés. Crédits de 3 M\$ par année pour permettre aux créateurs et artistes «d'exprimer tout leur talent et de briller sur la scène internationale», ce qui compensera le retrait du fédéral du financement des programmes de diffusion internationale, sans attendre son rétablissement toutefois nécessaire. En plus de la bonification des taux de base des crédits d'impôt pour la production cinématographique ou télévisuelle, annoncée en janvier, bonification des crédits d'impôt pour les entreprises culturelles des secteurs de l'enregistrement sonore et de la production de spectacles. **Transports** : en croissance de 18,1 % en raison des coûts associés aux investissements dans les infrastructures. **Garderie** : le gouvernement a convenu d'accepter la décision de la Cour supérieure sur les droits des responsables de service de garde en milieu familial et va se conformer au plan des conditions de travail. **Marchés publics** : on veut faciliter les procédures entre les donneurs d'ouvrage et les entreprises. Le gouvernement continuera la mise en oeuvre de la nouvelle loi à ce sujet. Le retour à l'équilibre budgétaire après la récession motive un plan de restriction pour les années à venir. «Au cours des dernières années, des initiatives importantes ont été prises afin d'atteindre l'équilibre budgétaire. Nous avons ainsi géré rigoureusement la croissance des dépenses publiques tout en investissant dans nos priorités. [...] Nous allons concentrer nos premiers efforts de contrôle des dépenses en limitant leur croissance annuelle à 3,2 % à compter de 2010-2011 et pour les années suivantes, au moment où la reprise sera bien enclenchée. Pour atteindre cet objectif exigeant, nous devons revoir et prioriser nos dépenses dans le but de dégager des économies additionnelles. Nous allons éviter de sabrer dans la santé et l'éducation comme d'autres avant nous ont choisi de le faire.»

► **En 2010-2011, «contribution» de 6,6 G\$ à l'équilibre budgétaire (2013).** Croissance des dépenses réduite de 3,2 % à 2,8 % en 2011-2012 jusqu'au retour de l'équilibre budgétaire. Réduction des dépenses de programmes à 2,9 % en 2010-2011 et à 2,2 % (réductions de 1,2 G\$ en 2010-2011, allant à 6,6 G\$ en 2013-2014). Masse salariale de la fonction publique gelée jusqu'en 2013-2014. Réduction de 10 % des dépenses de fonctionnement de l'administration publique, et de 25 % des



dépenses de publicité, formation et déplacement. Poursuite du remplacement d'un départ à la retraite sur 2 et application de cette règle au personnel du réseau de la santé et de l'éducation. Abolition ou fusion de 28 organismes publics. Ce qui correspond à une réduction des dépenses de 1,2 G\$ en 2010-2011, 2,9 G\$ en 2011-2012, 4,7 G\$ en 2012-2013, 6,6 G\$ en 2013-2014. Ensuite ça suivra la croissance économique. Le poids des dépenses dans l'économie devrait se situer à 20% en 2010-2011. L'intention est de le ramener à une proportion équivalant à ce qu'elle était avant la récession économique. Soit autour du 18%. De 2003-2004 à 2009-2010 la croissance moyenne des dépenses au Québec a été de 4,8 % alors qu'elle a été de 7,6 % pour les autres provinces sans elle. **Dépôt du *Plan d'action pour la réduction et le contrôle des dépenses 2010-2014 – Dépenses publiques : des choix responsables***. Mesures de réduction de dépenses prévues : gel, pour une durée de deux ans, des salaires du premier ministre, des ministres et des députés; gel de la masse salariale de la fonction publique jusqu'en 2013-2014 ; réduction graduelle de 10 % des dépenses de fonctionnement de nature administrative d'ici 2013-2014 ; réduction de 25 % des coûts de publicité, de formation et de déplacement ; suspension du versement des primes au rendement pour les deux prochaines années pour les hauts dirigeants du secteur public et effort comparable demandé aux dirigeants des sociétés d'État commerciales ; rappel de la proposition salariale de 7% sur cinq ans déposée aux syndicats en vue du renouvellement des conventions collectives ; maintien du remplacement de 1 départ sur 2 à la retraite et application de cette mesure au personnel administratif des réseaux de la santé et de l'éducation, incluant les cadres ; révision et examen des programmes gouvernementaux ; fin du renouvellement automatique des programmes arrivant à échéance, l'opportunité devant être démontrée ; autofinancement des nouvelles initiatives ou financement à même les enveloppes existantes ; fusion ou abolition d'une trentaine d'organismes sur les 200 existants. Les organismes publics et les sociétés d'États financières et commerciales doivent contribuer de 80 M\$ en 2010-2011 à 530 M\$ 2013-2014 par une meilleure productivité et des restrictions dans les dépenses, dont une contribution accrue pour Hydro Québec de 25 M\$ en 2010-2011 à 250 M\$ en 2013-2014 et pour Loto-Québec et la Société des alcools du Québec, de 10 M\$ en 2010-2011 à 100 M\$ en 2013-2014; les établissements du réseau de la santé et des services sociaux devront réduire leur déficit de 25 M\$ en 2010-2011 allant à 100 M\$ en 2013-2014. Évaluation systématique de tous les programmes et de l'efficacité administrative entre autres dans l'organisation du travail. Provision de 1,5 M\$ en 2010-2011 pour la mise en place dans les ministères et organismes publics de systèmes de gestion et d'analyse permettant d'évaluer les coûts des services. Deux opérations de gel des dépenses ont été décrétées en 2009-2010, soit une en juin avec un objectif de 600 M\$ et une autre en octobre avec un objectif de 280 M\$ pour un total de près de 900 M\$. Réduction des effectifs en 2010-2011 : 704 ETC (Équivalent temps complet) ce qui porte les effectifs d'un total de 55 649 ETC à un total de 54 945 ETC. L'approche de réduction des effectifs mise en place en 2004 atteint ses limites. Elle est remplacée par un gel de la masse salariale où la croissance de la rémunération devra être remplacée par des gains de productivité et le remplacement partiel des départs à la retraite. Le principe de ne remplacer qu'un départ à la retraite sur deux est étendu au personnel administratif et aux réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation. L'objectif de réduction des dépenses de 10% impliquera une gestion plus serrée des contrats professionnels donnés à l'externe. Les coûts de main d'œuvre représentent 54% des dépenses de programmes. Contrairement à d'autres juridictions canadiennes, le gouvernement n'impose pas de gels de salaire et prévoit allouer 10% de la croissance des dépenses à améliorer la rémunération. L'offre du gouvernement prévoit des augmentations de 0,5% pour 2010-2011 et des augmentations plus importantes si la croissance du PIB est plus élevée que prévue. Une demande est faite aux syndicats de revoir l'organisation du travail avec la partie patronale. **Organismes abolis ou fusionnés** : la Corporation d'hébergement du Québec, l'Agence de l'efficacité énergétique, la Commission de l'équité salariale, le Conseil des services essentiels, le Conseil des aînés, le Conseil de la famille et de l'enfance, le Conseil permanent de la jeunesse, le Conseil des relations interculturelles, le Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre, le Conseil de la science et de la technologie, le Fonds du service aérien gouvernemental, la Société nationale de l'amiante, la Société québécoise d'assainissement des eaux, l'Immobilière SHQ, les trois Fonds des technologies de l'information du Conseil du trésor, du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et du ministère du Revenu, la Société des parcs de sciences naturelles du Québec, le Fonds de l'industrie des courses de chevaux, le Fonds pour la vente de biens et de services, le Fonds des partenariats en matière d'infrastructures de transport (non encore en



activité), le Fonds des contributions des automobilistes au transport en commun et le Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier (transférés dans un nouveau Fonds des infrastructures routières et de transport en commun), le regroupement au sein d'un même organisme du Fonds de la recherche en santé du Québec, du Fonds québécois de la recherche sur la nature et les technologies et du Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture, le regroupement du Fonds relatif à la tempête de verglas et du Fonds d'assistance financière pour certaines régions sinistrées, le regroupement au sein d'un même organisme du Fonds d'information géographique et du Fonds d'information foncière, le transfert de la Société du parc industriel et portuaire de Bécancour au secteur municipal. **Santé** : Budget de 28 G\$, soit 988 M\$ de plus en 2010-2011, soit 3,7 % de croissance en 2010-2011 (serait de 4,1 % sans le coût des dépenses liées à la grippe A H1N1 en 2009-2010, soit 126 M\$) (55,1% de l'augmentation des dépenses de programme), croissance des dépenses de 5 % d'ici 2012, mise en place de la Contribution santé dont les revenus seront attribués aux établissements en fonction de la productivité par le Fonds de financement des établissements de santé; franchise santé à l'étude. Les comptes de la santé seront publiés chaque automne par le ministre. La croissance du financement par les programmes sera plafonnée à 3,7% en 2010-2011 et à 3,6% ensuite, le reste devant être assumé par la contribution santé. La part de la santé dans les dépenses de programmes est passée de 31% en 1980 à 45% en 2010. Dépôt d'un document présentant les orientations gouvernementales sur la performance et le financement de la santé. Trois volets : accroissement de l'efficacité et de la productivité du réseau de la santé (démarche d'optimisation des processus de travail dans chaque établissement, rationalisation des infrastructure technologiques et informatiques et implantation de nouvelles technologies porteuses, révision de la gouvernance, avec instauration d'un fonds pour financer les projets prometteurs issus du milieu de la santé); financement de la santé (croissance annuelle de 5% en partie financée par l'instauration de la contribution santé, prise en considération de l'introduction d'une franchise santé calculée en fonction du nombre de visites médicales dans l'année, le tout étant versé directement dans un fonds dédié au financement de la santé); transparence financière du système de santé (publication annuelle des Comptes de la santé, présentant les dépenses et leur évolution). **Éducation** : Budget de 14,8 G\$, soit 316 M\$ de plus, soit une croissance de 2,2 %, soit 17,6 % de l'augmentation des dépenses de programmes. Fin du gel des frais de scolarité qui a duré plus de dix ans, augmentation des frais de scolarités en 2012 et convocation d'une rencontre pour déterminer les modalités (portera sur la performance, l'efficacité, les ressources à consacrer, le financement, la qualité de l'enseignement et de la recherche, l'accès aux études universitaires, la démocratie scolaire, l'adéquation entre enseignement et besoins à venir du marché du travail); 75 M\$ pour améliorer l'appariement entre formation professionnelle et technique et les besoins du marché du travail, dont 50 M\$ pour l'offre de formation et 25 M\$ pour améliorer les équipements spécialisés dans les centres de formation professionnels et les collèges publics. De 2003-2004 à 2009-2010, les dépenses de transfert aux universités ont augmenté en moyenne de 5,9 % par année (1 G\$ depuis 2003), le Québec étant la province qui finance le plus ses universités. **Famille** : on ne touche pas aux garderies, mais moins de nouvelles places. **Aînés** : 4 M\$ par année en 2010-2011 et 2011-2012 pour des projets sur le respect et le vieillissement actif. **Emploi et solidarité sociale** : Budget de 4,283 G\$ en 2010-2011 comparativement à 4,261 G\$ en 2009-2010 révisé à 4,333 G\$. Réduction du budget de 49 M\$ expliquée par un transfert de certaines activités avec le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles. Le coût de l'indexation des prestations d'aide de dernier recours est de 22,6 M\$ en 2010-2011. Réduction des effectifs de 150 ETC, la plus importante à être effectuée dans tous les ministères en 2010-2011. En 2009-2010, des dépenses non prévues de 42 M\$ ont été effectuées en raison de l'augmentation du nombre de ménages à l'aide sociale. Les crédits de l'aide à l'emploi diminuent de 751,9 M\$ en 2009-2010 à 743,7 M\$ en 2010-2011. Pourtant le plan de gestion du ministère prévoit que les effets résiduels de la crise feront qu'«Emploi Québec devra faire face à la croissance de la demande auprès des services publics d'emploi». Par ailleurs une somme de 207,8 M\$ est attendue du fédéral dans le cadre du Pacte pour l'emploi Plus. Les crédits de l'action communautaire diminuent de 10,7 M\$ en 2009-2010 à 10,6 M\$ en 2010-2011. Dans son plan de gestion, le ministère affirme qu'il travaille également en étroite collaboration avec de nombreux organismes communautaires actifs notamment dans les secteurs de l'emploi, de la lutte contre la pauvreté ainsi que dans le domaine de la défense collective des droits. Dans l'orientation 3 du plan de gestion, qui touche à la lutte contre la pauvreté, il est mentionné que «s'inspirant des vastes consultations menées en 2009 et intégrant



les principaux constats des actions réalisées au cours des dernières années, le Ministère entend proposer un deuxième plan d'action en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.» Dans l'orientation 4 visant à favoriser l'engagement des communautés en faveur de l'action communautaire et de l'action bénévole, le ministère «poursuivra la mise en oeuvre des orientations en matière d'action communautaire afin de mieux structurer les interventions sur une base territoriale et de susciter la participation de la population notamment par le bénévolat et la philanthropie.» **Plan de lutte contre la pauvreté** : renouvellement, dont les détails sont à annoncer, du plan antérieur, 1,337 G\$ en plus du 4,5 G\$ antérieur, annoncé sur 5 ans, dont 540 M\$ vont au remboursement compensant pour la hausse de la TVQ; Fonds Québécois d'initiatives locales (115 M\$); **logement social** 3 000 unités (476 M\$) (portant à 30 000 le nombre de nouvelles unités depuis 2003, soit près de 3 G\$ depuis 2004), 340 unités dans le Nord (105 M\$), une aide additionnelle aux projets AccèsLogis (14 M\$), d'autres mesures d'aide au logement (46 M\$), la bonification du crédit d'impôt remboursable pour maintien à domicile d'une personne âgée (25 M\$) et la bonification du programme Soutien aux initiatives visant le respect des aînés (16 M\$). L'impact annuel annoncé varie entre 211 M\$ en 2014-2015 et 317 M\$ en 2012-2013, incluant la partie du crédit d'impôt pour la solidarité qui vient compenser la hausse de la TVQ. Sans cette partie, l'impact annuel est de 11,4 M\$ en 2010-2011, 17,7 M\$ en 2011-2012 et 40,9 M\$ en 2012-2013. [Voir différence entre tableau B.4 et synthèse en C dans les Renseignements additionnels] **Sport** : Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique, alimenté par la taxe sur le tabac, aura une enveloppe additionnelle de 209 M\$ pour financer les infrastructures sportives, dont le détail reste à annoncer. **Culture** : 9 MS sur trois ans pour poursuivre l'appui aux artistes sur la scène internationale et atténuer l'impact du retrait du soutien fédéral. Contribution initiale de 10 M\$ (pouvant atteindre 30 M\$) à la Société de développement des entreprises culturelles pour lui permettre de développer et d'accroître ses activités de prêts et de garanties de prêt aux entreprises culturelles. Création par Loto-Québec d'un fonds de soutien à l'Orchestre symphonique de Montréal (OSM) (10 M\$ en 2020-2011 et 8,5 M\$ ensuite). Les sommes que l'État versait à l'OSM seront réaffectées notamment à l'Orchestre métropolitain du Grand Montréal, les orchestres symphoniques et de chambre du Québec, l'Internationale d'opéra de Québec, l'Opéra de Montréal, les Grands Ballets Canadiens de Montréal, le Festival du cirque à Montréal, le soutien à des organismes, des ententes régionales, des écoles supérieures en arts, les musées en difficulté. Réfection de l'édifice Wilder situé dans le Quartier des spectacles à Montréal. Il logera des organismes à vocation culturelle ainsi que des bureaux du ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine. Soutien à l'Institut national de l'image et du son (3 M\$ sur trois ans). **Jeunesse** : financement de l'Office Québec-Monde pour la jeunesse pour développer les relations entre les jeunes du Québec et de territoires ou pays non couverts par les offices jeunesse existants (1,5 M\$ pour le démarrage en 2010-2011). **Parcs nationaux** : projets pour augmenter la capacité d'hébergement des parcs et soutien de ces projets; révision de 3,50 \$ à 5,50 \$ en 2010-2011 du tarif d'entrée pour un adulte. Modalités à préciser. Le Québec finance 26 % de plus de services que l'Ontario (17,5 G\$ par année de plus, soit 2250\$ per capita) alors que «notre richesse collective, c'est-à-dire notre capacité de payer ces services, est de 14 % moins élevée qu'en Ontario». «Ce niveau de service a un prix. Rien de ce que nous attendons de l'État n'est gratuit. Soit l'utilisateur le paie, soit l'utilisateur le fait payer par l'ensemble de la population. Cette alternative présente des enjeux d'équilibre budgétaire, des enjeux d'efficacité dans l'utilisation des ressources et des enjeux d'équité dans le partage du fardeau financier assumé par les contribuables.»

► En 2011-2012, «Le gouvernement atteindra les cibles de réduction du déficit budgétaire en ralentissant la croissance de ses dépenses» et en appelant «des efforts de tous les ministères».**#Nouvelle approche pour aborder les dépenses de programmes et les comparer** : des pans complets sont transférés vers des fonds spéciaux administrés séparément soit le FORT (financement des réseaux de transport terrestre), le FRAF (financement de l'Agence de revenu du Québec), le FINESS (financement en santé provenant de la contribution santé) et un reclassement aux revenus de la provision pour créances douteuses auparavant inscrite comme dépense de programme (850 M\$ ou 900 M\$ selon les années). Cette mise en œuvre «modifie le niveau des revenus et des dépenses» de plusieurs G\$, sans avoir d'impact sur le solde budgétaire. Entre 2010-2011 et 2013-2014, les dépenses vont passer de 61,6 G\$ à 69,6 \$, avec une croissance des dépenses variant entre 2, 5 % et 3,7. «Il s'agit d'un ralentissement par rapport à la croissance de 5,8 % observée pour la période allant de 2006-2007 à 2009-20101.» **Selon les nouveaux «comparables»**, qui décomptent les dépenses reléguées



aux nouveaux fonds et le reclassement des créances douteuses, les dépenses passeront plutôt de 59,8 G\$ en 2010-2011 à 61,3 G\$ en 2011-2012, soit une augmentation de 1,5 G\$ et une croissance de 2,4 %. En 2012-2013, la prévision est de 62,1 G\$ (croissance de 1,4 %) et de **63,3 G\$** en 2013-2014 (croissance de 2,0 %). La différence comptable entre les deux méthodes en 2013-2014 sera donc de **6,3 G\$**. Par ailleurs les dépenses des Fonds spéciaux, elles, auront cru de 6,1 % en 2011-2012, de 9,9 % en 2012-2013. Autrement dit, les fonds spéciaux vont croître plus vite que les dépenses régulières.

Dépenses de 758 M\$ de plus que prévu pour 2010-2011, en raison de nouvelles évaluations actuarielles des régimes de retraite du secteur public et du relèvement de la provision pour créances douteuses, et de 1,342 G\$ de plus que prévu en 2011-2012 en raison des coûts additionnels reliés à l'équité salariale des employés du secteur public, à l'entente avec les responsables des services de garde en milieu familial et l'impact des mesures du budget 2011-2012. **Les impacts des mesures du budget 2011-2012** sont de 120 M\$ en 2011-2012 et de 118 M\$ en 2012-2013. **Maintien de la prétention de réaliser 62% de l'effort vers l'équilibre budgétaire**, soit 6,9 G\$ en quatre ans. Le solde des mesures à identifier d'ici 2013-2014 est passé de 1,051 G\$ dans le budget de 2010-2011 à 1,025 G\$ dans le présent budget. «Efforts relatifs aux dépenses» de 1,372 G\$ en 2010-2011 tel que prévu, plus des efforts supérieurs de 432 M\$ à ce qui avait été annoncé, pour un total de 1,804 G\$. Les «efforts» dans les ministères et organismes sont de 1,377 G\$ en 2010-2011, soit 405 M\$ de plus que la cible prévue (972 M\$). C'est atteint en limitant la croissance salariale et en gelant la masse salariale (530 M\$), en réduisant de 10 % les dépenses des administrations (78 M\$), et en limitant à 2,4 % la croissance budgétaire (759 M\$). Ces efforts passeront à 2,289 G\$ en 2011-2012, à 3,699 G\$ en 2012-2013 et à 5,204 G\$ en 2013-2014. L'objectif de resserrement est de 5,2 G\$ en 2013-2014, soit 2,5 G\$ en coûts d'administration publique, 1 G\$ de diminution de coût des programmes, 1,7 G\$ en «discipline budgétaire accrue». «Avec la Colombie-Britannique, le Québec est la province qui a le mieux contrôlé ses dépenses consolidées depuis 2003-2004. Les dépenses consolidées comprennent non seulement les dépenses de programmes, mais également celles des fonds spéciaux, des organismes autres que budgétaires et celles des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation. Les dépenses consolidées, qui excluent le service de la dette, ont augmenté en moyenne de 5,1 % par année de 2003-2004 à 2010-2011 au Québec, alors que la croissance annuelle moyenne dans les autres provinces s'est établie à 7,0 % sur la même période.» Confirmation de l'atteinte des cibles de réduction des dépenses du gouvernement pour l'année qui se termine. **«Consolider nos outils de solidarité»** «Malgré le difficile contexte budgétaire actuel, il est important de poursuivre nos efforts. Nous le faisons à la hauteur de nos moyens.» «Le gouvernement a fait le choix de ne pas couper dans les services aux citoyens» Choix de s'attaquer à l'administratif pour 2016 (558 M\$) plutôt qu'avant 2013, i.e. en fin de mandat (à cause de crise économique, étalé sur période plus longue) (?) **Hormis** la Santé et les Services sociaux (croissance de 3,6 %), l'Éducation, Loisirs et Sport (croissance de 2,2 %) et la la Famille et les Aînés (croissance de 6,1 %), une diminution des dépenses de 0,2 % est prévue de 2010-2011 à 2011-2012 pour les autres ministères. Cette dernière, soit une baisse de 25 M\$, est expliquée par la fin de certains programmes de soutien conjoncturel à l'économie comme RENFORT. **«Le poids des dépenses [de programme] dans l'économie devrait se situer à 20,0 % en 2011-2012 avant la mise en oeuvre du FORT et du FRAF et incluant le FINESSS. Par la suite, le gouvernement entend poursuivre une gestion rigoureuse des dépenses de programmes et ramener graduellement, d'ici 2014-2015, leur poids dans l'économie à une proportion équivalente à ce qu'elle était avant la récession économique», soit autour de 19,4 %. Ce poids a atteint des sommets de 23,2% au milieu des années 1980 et de 22,5 % au milieu des années 1990.** En tenant compte des dépenses de programme, des fonds spéciaux, des organismes autres que budgétaires, des réseaux de la santé et de l'éducation, des comptes à fin déterminée et du service de la dette du fonds consolidé de revenu, **les dépenses totales** seront de 80,899 G\$ en 2010-2011, 84,250 G\$ en 2011-2012 et de 87,276 en 2012-2013. **Les fonds spéciaux** totalisent 10,234 G\$ en 2010-2011, 10,862 G\$ en 2011-2012 et 11,939 G\$ en 2012-2013. Le principal de leur croissance est attribuable aux nouveaux fonds qui s'y incorporent, soit le FINESS, le FORT et le Fonds vert, qui totaliseront 2,456 G\$ en 2010-2011, 3,598 G\$ en 2011-2012 et 4,449 G\$ en 2012-2013. Un projet de loi modifiera l'encadrement des fonds spéciaux pour en incorporer les revenus au fonds consolidé du revenu et pour les assujettir à une autorisation annuelle des parlementaires de dépenser et d'investir. **Effectifs** : «tel qu'annoncé au Plan d'action pour la réduction et le contrôle des dépenses 2010-2014, le contrôle de l'effectif est effectué à compter de 2010-2011 suivant une nouvelle



approche : la masse salariale des ministères et organismes budgétaires est gelée au niveau de 2010-2011, et ce, jusqu'en 2013-2014; le remplacement partiel des départs à la retraite est maintenu. L'application de cette nouvelle approche est modulée pour tenir compte de la situation particulière des organisations. En 2010-2011, l'effectif utilisé du secteur de la fonction publique s'élève à 71 818 équivalents temps complet (ETC), une baisse de 9 ETC par rapport à l'exercice financier 2009-2010.» En 2012, le Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale reste, de loin, le ministère comportant la plus importante diminution d'effectifs, ceux-ci passant de 6024 équivalents temps complet (ETC) en 2010-2011 à une prévision de 5748 ETC en 2011-2012, une diminution de 376 ETC.

Santé et services sociaux : le FINESS (Fonds de financement pour les établissements de santé et de services sociaux) assure une croissance annuelle de 5% jusqu'en 2013-2014, avec croissance des «dépenses de programme» de 3,6 % en 2011-2012 maintenant les services actuels. Le FINESSS (Fonds de financement pour les établissements de santé et de services sociaux, provenant de la Contribution santé), dédié à certaines dépenses extraites des «dépenses de programme», ajouté aux «autres dépenses en santé», déterminera une croissance annuelle de 5% jusqu'en 2015-2016. L'enveloppe FINESSS de 575 M\$ prévue pour 2011-2012 servira à des investissements pour les personnes âgées (150 M\$), au déploiement de groupes de médecine familiale (100 M\$) et d'infirmières praticiennes spécialisées (18 M\$), à des chirurgies (100 M\$), à de nouvelles installations (50 M\$), à l'amélioration de la performance (5 M\$), au soutien à l'optimisation (7 M\$). De ces 575 M\$, 395 M\$ iront aux établissements de la santé, «respectant ainsi l'engagement du gouvernement». C'est présenté comme un «cadre financier structuré et prévisible pour les dépenses de santé, qui permet une croissance annuelle de 5%». Dépôt en février de la première édition des Comptes de la santé. Les dépenses de programme en santé et des services sociaux sera de 29,1 G\$ en 2010-2012 (prévisions de 34,6 G\$ en 2015-2016) et les dépenses totales de 34,1 G\$ (prévisions de 41,4 G\$ en 2015-2016). Les dépenses assumées par les usagers et autres croîtront de 13 % de 2011-2012 à 2013-2014, puis de 3,9 % ensuite. Un manque à gagner de 500 M\$ en 2013-2014 reste à identifier pour financer la santé et fait partie du 1,025 G\$ à identifier pour le retour à l'équilibre budgétaire.

Éducation : «Investir dans le potentiel des Québécois.» Objectif de faire du Québec un des sociétés les plus instruites au monde. Augmentation des dépenses de 2,2 %, permettant «de maintenir et d'améliorer la qualité des services offerts dans les réseaux d'enseignement». Cf la stratégie d'action visant la persévérance scolaire mise en place en 2009 et visant à porter de 72% à 80% le taux de diplomation d'ici 2020 chez les élèves de moins de 20 ans. L'école 2.0 ou la «classe branchée», 240 M\$ pour doter les écoles d'outils pédagogiques numériques (tableaux interactifs à surface tactile, projecteurs, ordinateurs portables, manuels numériques, logiciels de référence et d'accompagnement des apprentissages, formation des enseignants), 25 M\$ par année en 2016-2017 pour que la moitié de la 6e année soit en anglais (progressivement jusqu'à 400 heures d'enseignement), 13 M\$ sur trois ans pour le soutien aux équipes sportives des écoles secondaires publiques, 50 M\$ de plus en 2011-2012 au Programme de soutien aux infrastructures sportives pour mettre en place des installations sportives et récréatives dans les municipalités du Québec, pour le développement du sport et de l'activité physique. Référence à la priorité mise sur l'éducation dans le discours inaugural.

Écoles : 240 M\$ pour des outils pédagogiques numériques (tableaux blancs intelligents, projecteurs multimédia, ordinateurs, ressources didactiques sous format numérique, formation des enseignantEs) après une première étape d'implantation fructueuse pour 10 % des classes (5,3 M\$ en 2011-2012, 14,5 M\$ en 2012-2013, 27,8 M\$ en 2013-2014). «Ces investissements auront des retombées économiques positives pour le Québec, notamment pour les créateurs de contenu multimédia, les développeurs, les producteurs, les diffuseurs, les distributeurs ainsi que sur le développement des réseaux de télécommunication et des intranets spécialisés pour l'éducation.» Addition de 400 heures au 800 heures d'enseignement de l'anglais au primaire, soit 25 M\$ par année en 2016-2017 pour que la moitié de la 6e année soit en anglais, ce qui impliquera 1200 spécialistes en anglais (4,5 M\$ en 2012-2013). Développement du culture du sport à l'école secondaire comme levier pour la persévérance et la réussite scolaire, «notamment des garçons», soit 13 M\$ sur trois ans pour le soutien aux équipes sportives des écoles secondaires publiques, avec une visée d'au moins une équipe sportive dans l'ensemble des écoles, (3,5 M\$ en 2011-2012), 50 M\$ de plus jusqu'en 2023-2024 au Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique (3 M\$ de plus par année prélevés de la taxe spécifique sur les produits du tabac dès 2011-2012).

Universités : plan de financement 2011-2017 pour «donner aux universités les moyens de l'excellence». «Moteurs de l'économie du savoir et pépinières d'une main-



d'oeuvre qualifiée, les universités québécoises doivent disposer des ressources financières nécessaires pour assurer la qualité de l'enseignement et de la recherche et être parmi les meilleures au monde». Investissements annuels en plus qui atteindront 850 M\$ en 2016-2017 (augmentation des budgets des universités de 25 %) avec contribution du gouvernement de 430 M\$, le reste devant venir des dons privés (165 M\$) (création de Placements Universités) et des étudiants (augmentation des frais de scolarité).Création du Fonds pour l'excellence et la performance universitaires (atteindra 160 M\$ en 2016-2017). Centre hospitalier universitaire vétérinaire de l'Université de Montréal : 2,8 M\$ en 2011-2012 et 3,5 M\$ par année ensuite. Mise en place du **Plan de financement des universités québécoises 2011-2017**, un cadre financier «structuré et prévisible sur six ans», dont la moitié des revenus additionnels proviendra du gouvernement et où les étudiants seront appelés à faire leur «juste part». «Partager les efforts pour mieux financer nos universités» : investissements annuels supplémentaires qui atteindront 850 M\$ en 2016-2017 (320 M\$ au budget des universités pour maintenir le financement réel par étudiant, i.e. tenir compte de l'inflation et de l'évolution de la population étudiante, 530 M\$ pour financer l'excellence), pour une augmentation progressive de 25 % du budget des universités destiné à l'enseignement et à la recherche au cours des six prochaines années. De ce 850 M\$, la contribution du gouvernement sera de 430 M\$, le reste devant venir de la contribution des entreprises et des particuliers (54 M\$) et des étudiants (265 M\$). «Stimuler l'implication des particuliers et des entreprises» : création de Placements Universités pour récompenser la croissance des dons privés aux universités, avec un objectif de croissance de 50 % soit 165 M\$ en 2016-2017, avec une contrepartie gouvernementale pouvant atteindre 100 % de l'augmentation des dons jusqu'à un plafond global haussé de 10 M\$ à de 40 M\$ par année, soit une capacité total de plus de 200 M\$ en plus en 2016-2017. «Les établissements universitaires sont invités à recueillir davantage les dons des particuliers et des entreprises. Le gouvernement appaiera les nouveaux dons effectués par les particuliers et les entreprises.» «La juste part des étudiants» : majoration graduelle des droits de scolarité au niveaux où ils seraient aujourd'hui s'il avaient été indexés à l'inflation depuis 1968, soit l'année où ils ont été gelés pour la première fois (gelés pour 33 des 43 dernières années, représentaient 26 % des revenus globaux des universités au milieu des années 1960, et 13 % en 2008-2009), majoration des droits de scolarité (2 168 \$ par année au baccalauréat en 2011-2012) à l'automne 2012 de 325 \$ de même que chacune des quatre années suivantes, soit un rattrapage de 1625 \$ en 2017 (droits de scolarité passés à 3 793 \$ par année, soit plus de 30 % de moins que la moyenne du reste du Canada en 2010), «à terme, les étudiants assumeront toujours moins de 17% du coût de leurs études». Affirmation que «rien ne permet d'établir un lien entre le taux de fréquentation universitaire et le montant des droits de scolarité», la province canadienne ayant le meilleur taux de fréquentation des 20-24 ans en 2008-2009 étant celle où les droits sont les plus élevés, soit la Nouvelle-Écosse. «Maintenir l'accessibilité aux études» : garantie que le taux d'endettement des étudiants boursiers n'augmentera pas, ceux-ci étant compensés d'un montant équivalent à la hausse des droits de scolarité. À terme, 118 M\$ (17,1 M\$ en 2012-2013), financés par le hausse des droits de scolarité, soit 35 % de la hausse des droits seront retournés en bourses (maintien des plafonds de prêts, hausse des allocations spéciales pour les bénéficiaires non-boursiers, ajout d'une dépense de transport pour les étudiants en région, bonification du Programme de remboursement différés). L'exigence de contribution des parents et des conjoints diminuera, une réponse à «une demande de longue date des étudiants». Maintien du crédit d'impôt pour les droits de scolarité. «Améliorer la performance des universités» : création du Fonds pour l'excellence et la performance universitaires, graduellement doté d'un montant qui atteindra 160 M\$ en 2016-2017. Une partie des sommes affectées au Plan de financement des universités québécoises sera gérée dans le cadre de ce fonds. Centre hospitalier universitaire vétérinaire de l'université de Montréal : octroi de 2,8 M\$ en 2011-2012 et 3,5 M\$ par année ensuite, pour résorber son déficit d'exploitation et finaliser la mise à niveau de l'enseignement professionnel. **Outils de solidarité** : « Le Québec est une société où les valeurs humaines sont importantes. Nous tentons sans cesse d'améliorer la qualité de vie des Québécois, particulièrement celle des familles et des aînés, et de lutter contre la pauvreté pour le bénéfice de tous. Malgré le difficile contexte budgétaire actuel, il est important de poursuivre nos efforts. Nous le faisons à la hauteur de nos moyens. » **Famille et aînés** : Augmentation des dépenses de 6,1 %, soit de 137 M\$. Organismes communautaires Famille : 1 M\$ par année de plus sur trois ans. «Bonifier la politique familiale du Québec» : hausse constaté du taux de fécondité des Québécoises de 16 % de 2002 à 2009. Rappel des 6,7 G\$ investis dans la politique de soutien aux familles en 2010-2011, soit 63 % de plus



qu'en 2003, ce qui est unique au Canada. **Garderies** : 15 000 nouvelles places à 7\$ à compter de 2012-2013 jusqu'en 2015-2016 (3 000 places en 2012-2013), pour un investissement total de 558 M\$ d'ici 2016-2017, portant à 235 000 le nombre de places à contribution réduite (engagement électoral en 2008), avec accélération si possible du processus (6,8 M\$ en 2012-2013 et 47,2 M\$ en 2013-2014). Investissements additionnels de 4,5 M\$ sur trois ans pour les halte-garderies (0,5 M\$ par année) et les organismes communautaires Famille permettant de financer 18 organismes reconnus mais non subventionnés (1 M\$ par année). **Aînés** : Plan d'investissement pour les personnes âgées de 950 M\$ sur cinq ans (150 M\$ en 2011-2012, 200 M\$ en 2012-2013) provenant de la contribution santé et prélevées à même l'enveloppe de dépenses autorisée du Fonds de financement des établissements de santé et de services sociaux, ou FINESS), visant «l'intensification du soutien à domicile dans les régions; le développement de places en unités transitoires de récupération fonctionnelle pour permettre un meilleur passage entre la sortie de l'hôpital et le retour chez soi; la diversification des ressources intermédiaires pour les clientèles qui demandent moins de soins que ceux offerts en centre d'hébergement et de soins de longue durée. Cette transformation dans l'offre de services et des mécanismes d'intervention devrait également dégager d'autres bénéfices en termes de qualité et d'accessibilité pour l'ensemble de la population, notamment : la réduction de la durée moyenne des séjours dans les hôpitaux en raison d'une gamme de services plus élargie; la réduction de l'attente pour des places en hébergement; la disponibilité plus rapide des lits d'hôpitaux en raison d'une gamme plus complète de services transitoires et de soutien à domicile.» Soutien accru à Municipalité amie des aînés et aux carrefours d'information pour les aînés, lesquels offrent «un service gratuit et individualisé pour accéder à l'ensemble de l'information sur les programmes et services gouvernementaux destinés aux aînés». Somme allouée à Municipalité amie des aînés doublée pour les cinq prochaines années (investissements de 1 M\$ dans le budget 2009-2010). Soutien aux carrefours d'information pour les aînés : 2,1 M\$ de 2011-2012 à 2013-2014 (0,5 M\$ en 2011-2012). Soutien aux maisons des grands-parents (300 000 \$ par année sur trois ans). Certification des résidences pour personnes âgées : embauche de 23 inspecteurs (1 M\$ en 2011-2012, 1,5 M\$ en 2012-2013 et 2013-2014. **Lutte contre la pauvreté** : retour sur les investissements antérieurs et annonces pour 80 M\$. **Logement** : construction de 2000 logements sociaux prévue dans le budget 2011-2012 d'Accès logis (140 M\$), portant à 32 000 tel que prévu le nombre de logements sociaux construits depuis 2003 (investissements de 140 M\$, sans compter ceux du Plan Nord, impact de 24,8 M\$ sur cinq ans, dont 2,7 M\$ en 2012-2013 et 5,8 M\$ en 2013-2014). Âge d'admissibilité au programme Allocation logement réduit de 55 ans à 50 ans sur cinq ans pour les personnes seules et les couples sans enfants (11,4 M\$ de plus par an à terme). Mise à l'étude de nouvelles façons de financer l'habitation communautaire. Âge d'admissibilité au programme Allocation logement réduit de 55 ans à 50 ans sur cinq ans pour les personnes seules et les couples sans enfants (11,4 M\$ de plus par an à terme, 17 000 ménages de plus pouvant en bénéficier) , 2000 logements sociaux au lieu de 3000 comme prévu, 600 M\$, 3,1 % 2011-2012, (28,5 M\$ sur trois ans). **Services d'aide domestique** : 4 M\$ de plus aux entreprises d'économie sociale pour l'aide domestique. «La réduction maximale est de 11 \$ pour chaque heure de services rendus aux personnes admissibles au programme, accordée sous forme d'une aide fixe de 4 \$ et d'une aide variable maximale de 7 \$ réductible en fonction du revenu familial net de l'usager.» Celle-ci passera à 8,25 \$ pour une aide maximale passant de 11 \$ à 12,25 \$ l'heure et profitera à 50 000 usagers (80 M\$ sur cinq ans). Sécurité alimentaire : 2 M\$ par année de soutien aux organismes (6 M\$ sur cinq ans). **Emploi et solidarité sociale** : les préoccupations du ministère inscrites dans le plan annuel de gestion du ministère sont largement orientées vers la mise au travail des requérantEs de la sécurité du revenu. Voici quelques exemples : «Dans ce contexte, le Ministère entame l'exercice financier 2011-2012 : En réitérant les préoccupations liées aux bassins de main-d'oeuvre sous-représentés tels les travailleuses et travailleurs expérimentés et les personnes immigrantes nouvellement arrivées; [...] En affirmant sa préoccupation d'autonomie économique pour les personnes et les familles du Québec, notamment en accompagnant de jeunes adultes de moins de 25 ans dans une démarche vers l'emploi et en privilégiant l'emploi comme principal moyen de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale; En coordonnant le Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale 2010-2015 : le Québec mobilisé contre la pauvreté, afin de poursuivre son engagement pris en vertu de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale (L.R.Q., c. L-7).» L'orientation 1 reprend ces affirmations : «Favoriser la participation du plus grand nombre de personnes au marché du travail. Avec les perspectives de décroissance de la population en âge



de travailler, il devient essentiel de mobiliser tous les bassins de main-d'oeuvre afin de disposer d'un nombre suffisant de travailleurs qualifiés. Parmi les populations qui composent les bassins de main-d'oeuvre disponibles, certaines présentent des taux d'emploi inférieurs à ceux de la population active en général. C'est particulièrement le cas des travailleuses et travailleurs expérimentés de 55 à 64 ans et des personnes immigrantes nouvellement arrivées ou issues de minorités visibles.» L'orientation 3, «**Aider les personnes et les familles**», qui touche aux programmes de sécurité du revenu, indique que «l'action du Ministère s'inscrit dans une démarche visant à favoriser l'activation des prestataires de l'assistance sociale, à valoriser le travail, à améliorer l'incitation au travail, de même qu'à améliorer les conditions de vie, et ce, dans l'objectif de favoriser davantage la participation de toutes les personnes au marché du travail.» Les actions envisagées sont les suivantes : «favoriser l'incitation au travail auprès des clientèles de l'assistance sociale, afin d'accroître la proportion des prestataires qui quittent ces programmes de façon durable; soutenir l'intégration en emploi des jeunes adultes de moins de 25 ans en proposant des actions visant la recherche de solutions alternatives au recours à l'assistance sociale et favorisant la sortie de l'aide pour une durée prolongée.» Pourtant le budget de dépenses 2011-2012 du programme d'aide à l'emploi «totalise 870,4 M\$, soit une diminution de 12,6 M\$ par rapport à la dépense probable 2010-2011. Cette variation s'explique principalement par une réduction des sommes allouées dans le cadre de l'Entente de mise en oeuvre Canada-Québec relative au marché du travail, et ce, compte tenu d'une performance reliée à l'emploi plus positive au Québec que dans les autres provinces.» Pourtant le budget de dépenses 2011-2012 du programme d'aide financière «se situe à 2 925,3 M\$. Il s'agit d'une diminution de 41,9 M\$ par rapport à la dépense probable 2010-2011. Cette variation s'explique notamment par la baisse de clientèle prévue à l'aide financière de dernier recours, par l'ajout des sommes en 2010-2011 provenant principalement de la Provision pour la réalisation d'activités soutenant l'intégration et la francisation des immigrants du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles et par l'indexation des prestations qui compense en partie ces effets.» Pourtant les effectifs de ce ministère sont diminués de façon plus importante que dans tous les autres ministères (- 376 ETC). Enfin, le Ministère indique qu'il travaille «en étroite collaboration avec de nombreux organismes communautaires actifs notamment dans les secteurs de l'emploi, de la lutte contre la pauvreté ainsi que dans le domaine de la défense collective des droits».

Développement durable : rappel de l'ambition gouvernementale de voir le Québec réduire de 20 % ses émissions de gaz à effet de serre d'ici 2020 par rapport au niveau de 1990, l'objectif «le plus ambitieux» en Amérique du Nord et de son engagement à constituer 12% du territoire en aires protégées. «Au-delà de ces engagements, le développement durable offre des perspectives de développement industriel très prometteuses (technologies propres, efficacité énergétique, fabrication de matériel de transport, etc.). En devenant des chefs de file du développement durable, nous donnons une valeur ajoutée à nos produits.» Remplacement du crédit d'impôt remboursable pour les véhicules écoénergétiques en programme de rabais à l'achat ou à la location jusqu'à 8000 \$ dès 2012, destiné aux 15 000 premiers acquéreurs, incluant un volet relatif à l'installation de bornes de recharge à domicile (50 M\$ provenant du Fonds vert, sur cinq ans) et bonification du crédit actuel à l'acquisition ou la location (0,8 M\$ en 2011-2012). «Développer la Route verte», un réseau de 4700 km, «reconnue comme l'une des dix meilleures routes cyclables au monde par la société National Geographic» : 20 M\$ sur cinq ans pour développer l'interconnexion des réseaux cyclables urbains avec ceux de la Route verte. «Favoriser le développement de l'éthanol-carburant» : mise en place jusqu'en 2018, d'un nouveau crédit d'impôt remboursable applicable à la production d'éthanol cellulosique de deuxième génération produit à partir de matières résiduelles industrielles et domestiques (20 M\$ sur cinq ans) et facilitation jusqu'en 2015 du passage à des matières premières alternatives au maïs-grain chez les producteurs de première génération (jusqu'à 7 M\$). «Mieux connaître les eaux souterraines» : bonification de l'évaluation des eaux souterraines en cours (5 M\$ sur trois ans). Filière solaire : financement de «projets visant la génération d'énergie solaire opérationnelle dans les secteurs commercial et résidentiel» (3,5 M\$ en 2011-2012 de même qu'en 2012-2013). Amélioration des connaissances sur les eaux souterraines : 5,5 M\$ sur cinq ans. Investissements totaux de 111 M\$ sur cinq ans.

Culture : rappel des cinquante ans du ministère de la Culture. Investissements totaux de 19,7 M\$ sur trois ans. Promotion de la culture au plan international : 7,7 M\$ sur trois ans, dont l'ajout de 3 M\$ sur trois ans au Conseil des arts et des lettres du Québec pour soutenir la diffusion hors Québec des arts et des lettres, la création du Fonds Capital Culture Québec doté de 100 M\$ en partenariat avec le Fonds de solidarité FTQ



pour les projets culturels d'envergure internationale, en visant la rentabilité, avec la SODEC comme mandataire et la recapitalisation du Fonds d'investissement de la culture et des communications (3,3 M\$ de la SODEC et 6,7 M\$ du Fonds de solidarité FTQ). Virage numérique : mandat à la SODEC et au Conseil des Arts et Lettres du Québec pour élaborer des propositions sur l'incidence des technologies numériques dans le domaine des arts et lettres, avec rapport attendu en cours d'année 2011; 2,4 M\$ sur trois ans pour les numérisation des cinémas indépendants ayant 10 écrans ou moins dans les petites localités, 6,6 M\$ sur trois ans pour appuyer le virage numérique dans plusieurs domaines culturels, ainsi que pour soutenir l'Institut national de l'image et du son. Musée des beaux-arts : 6,4 M\$ de plus pour compléter la construction du Pavillon Claire et Marc Bourgie consacré à l'art canadien (3 M\$ sur trois ans). Intention d'examiner de possibles incitations fiscales pour favoriser le mécénat et la philanthropie culturelle, en particulier sous forme de dons et de legs immobiliers.

Autres projets. Initiative québécoise en soins de santé personnalisés : 20 M\$ d'ici 2015 pour un sixième projet s'ajoutant à la Stratégie québécoise de recherche et d'innovation lancée en juin 2010. Initiatives des établissements de santé et de services sociaux pour accroître la performance. Aide aux propriétaires d'une résidence endommagée par la pyrrhotite. Fixation des droits et mise en vigueur des frais payables pour les licences relatives aux appareils de loterie vidéo. Comité sur la rémunération incitative et la structure salariale dans le secteur public : «À cette fin, un comité sera nommé, composé de leaders du milieu économique, du monde des affaires et du secteur public, qui aura le mandat de recommander les meilleures façons de faire à l'égard de la rémunération incitative et la structure salariale dans le secteur public

3.6. L'emploi et l'économie

- ▶ En 1998-1999, une **politique d'emploi** (série de cahiers), des fonds pour la SGF, Innovatech, Investissement Québec, des mesures pour Montréal misant sur les produits financiers.
- ▶ En 1999-2000, orientation sur **l'économie du savoir** misant sur la recherche et sur l'innovation. À Québec, Cité de l'optique, Centre national des nouvelles technologies appliquées. Stratégies pour aller chercher une part de marché dans la mondialisation de l'économie, dont la zone franche à Mirabel pour attirer les entreprises de l'extérieur dans quatre secteurs. Support habituel aux investissements. Léger appui aux CLD. Percée de 120 M\$ dans le domaine du développement durable. Aide au réseau routier, au chemin de fer d'intérêt local et au réseau cyclable.
- ▶ En 2000-2001, «**soutenir la transformation de l'économie pour créer encore plus d'emplois**» conduit à la méthode irlandaise d'incitatifs fiscaux pour attirer les entreprises et les investissements. Révision du programme immigrants-investisseurs, soutien à la restructuration de la sous-traitance, notamment dans l'aérospatial. 290M\$ en projets d'infrastructure. 310M\$ pour le développement des régions. Aide à la forêt, aux milieux ruraux.
- ▶ En 2001-2002, dans le cadre d'un programme de 800 M\$ sur trois ans dans les régions, élargissement de l'approche des congés fiscaux sur dix ans aux PME manufacturières des régions ressources éloignées, crédit d'impôt de 40% sur les salaires pour la création d'emplois dans la transformation des ressources (65 M\$), 170 M\$ au financement des PME et à la création d'entreprises, 142 M\$ en diversification économique, développement de créneaux d'excellence et soutien au développement des ressources forestières et minières. Autres mesures d'infrastructures routières (865 M\$), de support à la science et l'innovation (370 M\$ sur trois ans), de même que dans le secteur de l'environnement (40 M\$ sur trois ans) et de l'agro-alimentaire (15 M\$).
- ▶ En 2002-2003, objectif de «**chauffer l'économie**» devant un ralentissement perceptible avant le 11 septembre 2001 et plus prononcé depuis; objectif d'accroître de 0,7 % le PIB en 2002; diminution de 3 % des exportations internationales du Québec en 2001; on mise sur la consommation (400 M\$ «au bénéfice des consommateurs»); mesures de soutien aux PME et d'accélération des investissements privés; plan d'action pour créer ou maintenir 16 000 emplois en 2002 au coût de 641 M\$ compensé par des retombées fiscales et une réallocation de dépenses qui est expliquée ailleurs comme une restriction dans les dépenses de programme; accélération des investissements du secteur public pour 3 G\$; 500 M\$ de

- ▶ Deux «**excellentes nouvelles**». 1. Depuis 2003, le PIB a progressé davantage au Québec qu'en Ontario et aux États-Unis et autant qu'au Canada ou en Amérique du Nord. «Les Québécois se sont plus enrichis que l'ensemble des Nord-Américains.» 2. **Le bien-être, «une réalité plus complexe que le seul PIB», calculé selon l'indice Vivre mieux de l'OCDE, qui comprend 20 indicateurs socio-économiques [N.D.L.R. mais aucun sur le faible revenu et sur les inégalités], permet de «rendre compte de nombreuses dimensions de la vie des Québécois qui échappent à la seule mesure du PIB».** Selon l'indice calculé par Luc Godbout et Marcelin Joanis pour le Québec, «le Québec se classe soit premier, soit deuxième parmi les pays de l'OCDE : devant les États-Unis, devant l'Australie et la Nouvelle-Zélande, devant la Suisse, devant les pays scandinaves», et se distingue notamment sur la qualité du logement, l'état de santé des citoyens, le taux d'emploi des femmes avec enfants, la faible criminalité, la qualité de l'air. **«Cette qualité de vie, nous la devons en bonne partie à des politiques publiques et à des programmes sociaux qui reflètent les valeurs québécoises».** «Le maintien de cette situation repose sur la capacité de l'État de financer durablement ces politiques publiques et ces programmes sociaux. Les auteurs de l'étude écrivent d'ailleurs qu'« [a]u premier chef, la pérennité du niveau de bien-être mesuré aujourd'hui au Québec dépend de la préservation de la capacité d'intervenir de l'État, qui à son tour passe par des finances publiques soutenables à long terme. » Progression du niveau de vie associée à la croissance du PIB réel par habitant (croissance de 0,8 % de 2003 à 2011, soit plus que l'Ontario et équivalent au Canada et aux États-Unis, pour un «gain de niveau de vie» de 2584 \$ par habitant) associée à la bonne tenue de l'économie québécoise malgré la récession mondiale. Elle est attribuée à la bonne tenue du marché du travail et à la hausse de la productivité de la main-d'œuvre, «soit l'augmentation de la production par heure travaillée», elle-même obtenue par la progression de l'investissement en capital physique et à l'innovation (soit «une utilisation plus efficace des employés et du stock de capital existant»), notamment dans le secteur manufacturier. **Les sources identifiées des gains de niveau de vie au Québec entre 2003 et 2010 : productivité par emploi, 54,9 % (productivité horaire 110,2 %, heures travaillées par emploi, -55,3 %) [N.D.L.R. Autrement dit, les emplois rapportent plus même si les gens travaillent moins longtemps ?], taux d'emploi, 51,7 %, ratio démographie, -6,6 %.** Écarts de niveaux de vie et de productivité à rattraper entre le Québec et ses «principaux partenaires économiques», notamment les États-Unis et le Royaume-Uni **[N.D.L.R. C'est là que la notion de niveau de vie telle qu'utilisée devient périlleuse, alors que ces pays produisent plus d'inégalités que le Québec]**. «Niveau de vie» et productivité (en dollars par emploi) en 2010 : 40 449 \$ et



plus en accélération des investissements des sociétés d'État; 525 M\$ en liquidités pour les PME sous forme de reports d'acomptes et de remises; mise en place de La Financière du Québec, pour faciliter divers financements aux entreprises, petites coopératives et entreprises d'économie sociale; accélération de grands projets, dont bonification du programme FAIRE (150 M\$ de plus en 2001-2002 et 200 M\$ de plus en 2002-2003); mesures en faveur de la nouvelle économie.

Élections et changement de gouvernement

► En 2003-2004, croissance du Québec de 4,3 % en 2002 (1,8 % dans les principaux pays industrialisés), avec 118 200 emplois créés et le niveau le plus élevé de mises en chantier résidentielles depuis 1991. Progression du revenu personnel de 3,6 % et des bénéfices des sociétés de 16 %. Prévision «plus prudente» de croissance de l'économie pour 2003 établie à 2,5 % en raison d'un ralentissement perceptible en 2002 qui s'amplifiera en 2003. Prévision de création de 61 000 emplois et du maintien du taux de chômage à 8,6 % en 2003. Impact négatif de l'économie américaine sur les exportations. **«Laisser place à l'initiative et à l'entrepreneuriat en ciblant mieux l'intervention du gouvernement dans l'économie.»** Réduction de l'intervention de l'État dans l'économie : 800 M\$ de coupures dans les dépenses fiscales aux entreprises et 700 M\$ de coupures pour les sociétés d'État. Examen en profondeur de l'intervention de l'État dans la SGF et Innovatech. Réduction de l'enveloppe FAIRE. Abandon du projet d'aluminerie à Deschambault. Abolition des sites désignés de type Cité, Zone, Centre, Carrefours, ayant droit à des avantages fiscaux particuliers avec un impact de plus de 1 G\$ d'ici 2013 (pas de nouveaux bénéficiaires). Réduction des crédits d'impôt à la recherche-développement. Suppression de certaines exemptions accordées aux institutions financières et aux fonds d'investissement dont les fonds de travailleurs avec un impact sur une pleine année de 26 M\$. Révision complète à venir de la loi de la Caisse de dépôt.

► En 2004-2005, amélioration de la croissance économique prévue de 1,8 % à 2,7 %. Bonne demande intérieure, appelée à ralentir un peu. Baisse prévue du taux de chômage de 9,1 % à 8,9 % pour 2005. Baisse des exportations en raison de la vigueur du dollar canadien et de la faiblesse de la demande américaine et hausse des importations. L'État se présente comme **partenaire plutôt qu'entrepreneur**, avec insistance sur les PME et les régions. Volonté d'accroître les investissements privés en facilitant l'accès à du capital de risque. Appui au développement des régions : 300 M\$ pour la création du FIER (Fonds d'intervention économique régional) avec soutien à la création de fonds régionaux; amélioration de diverses mesures de soutien fiscal. Objectif de recentrer les activités de la SGF sur sa «mission essentielle» et retrait de l'État du financement du capital de risque. Recours à des partenariats public-privé pour les sociétés Innovatech. Coupures importantes à Investissement Québec. Remplacement du programme FAIRE par un programme d'appui aux investissements stratégiques (75 M\$). Nouveau programme d'appui aux investissements stratégiques avec enveloppe de 75 M\$. Immobilisations : 180 M\$ pour Montréal et 49 M\$ pour Québec, plus des travaux routiers de 45 M\$ à Montréal et de 15 M\$ à Québec.

► En 2005-2006, stimuler les investissements privés et la création d'emplois, vus comme moteurs de la croissance économique. **Économie qui se porte bien** : avec un PIB qui a progressé de 1,9 %; 60 800 nouveaux emplois (100 000 depuis deux ans); un taux de chômage qui passe à 8,5 %; 60,3 % de la population active en emploi, le taux le plus élevé «dans l'histoire du Québec»; croissance de la consommation de 3,6 %; des investissements résidentiels et privés; exportations en hausse; 58 000 unités mises en chantier, la meilleure performance en 17 ans. Prévision d'accélération de l'activité économique. Défi du marché extérieur : coûts de main-d'œuvre moindres des pays émergents en concurrence au Québec; hausse du prix du pétrole. Impacts négatifs de l'appréciation, possiblement non terminée, de la devise. **Régions** : 240 M\$ (57 M\$ en 2005-2006) au développement des régions. avec la participation du fédéral. **Fonds et services** : 78 M\$ de plus pour le FIER-Régions; Innovatech Régions ressources transformée en société de capital mixte public-privé; 10 M\$ de plus à Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches et Innovatech du sud du Québec, en attendant le remplacement par des capitaux privés du 25 M\$ annuel reçus en fonds publics; Innovatech du Grand Montréal, privatisée. Nouvelles règles de gouvernance à venir pour les sociétés d'État. Les fonds fiscalisés pourront investir dans des entreprises de plus grande taille. **Infrastructures** : hausse de 400 M\$ des investissements en infrastructures (de 4,1 G\$ en 2004-2005 à 4,5 G\$ en 2005-2006). Investissements records en infrastructures dans toutes les régions (moyenne de 1,3 G\$ d'ici 2007-2008).

82 438 \$ au Québec, 55 432 \$ et 122 051 \$ aux États-Unis, 42 928 \$ et 90 814 \$ au Royaume-Uni. **Revenu personnel disponible par habitant de 26 828 \$ en 2011, 27 492 \$ en 2012, 28 125 \$ en 2013.**

► **Conjoncture et prévisions.** Croissance de 1,6 % du PIB réel en 2011. Prévision de croissance modérée pour le Québec (en moyenne 0,5% de moins qu'envisagé dans le budget 2011-2012) et le Canada, soit 1,5 % pour le Québec en 2012, puis 1,9 % en 2013, soutenu par les dépenses des ménages (1,3 % de plus) et les investissements des entreprises (10 % de plus en 2011) (lesquels «atténueront les effets du ralentissement de la croissance des dépenses du gouvernement»). Ce qui devrait permettre de maintenir le taux de chômage autour de son niveau historique, soit 8 % en 2012. Progression de l'emploi plus modérée en 2011 (38 500 emplois) après le rebond de 2010 (66 700 emplois). Les pertes d'emplois des derniers mois de 2011 pourraient être conjoncturelles et compensées par de nouvelles créations d'emploi en 2012, les autres indicateurs étant favorables. Baisse de la construction résidentielle à prévoir en 2012 et 2013 après le boom de 2010. Croissance des exportations modeste en 2011 (1,4 %) en raison de la reprise très graduelle de la demande américaine et du dollar canadien élevé (qui restera près de la parité, pour se stabiliser autour de 0,97 US\$ en 2013, et permettra aux exportateurs de s'y adapter); elle s'accélérera avec la reprise; les produits exportés continueront de se diversifier et leurs destinations aussi. Ralentissement de la croissance de l'économie mondiale en 2012 puis accélération en 2013. Chocs mondiaux à prendre en compte : hausse du prix du pétrole «causée par les révoltes populaires au Moyen-Orient» (et de potentielles sanctions autour de l'Iran), séisme au Japon occasionnant des pénuries d'approvisionnement, incertitudes économiques aux États-Unis, aggravation de la crise de la dette souveraine en zone euro. Mesures de stabilité avec la politique monétaire expansionniste de la Banque du Canada et taux d'intérêt maintenus à des niveaux exceptionnellement bas et devraient le rester au moins jusqu'en 2014 (favorable au financement des ménages et des entreprises). La demande intérieure devrait baisser d'ici 2013, limitant la croissance des importations. Sans détourner des enjeux de long terme, la conjoncture mondiale appelle la vigilance : important rééquilibrage «en temps réel», où «plus du tiers de l'humanité accède au développement». Les pays du BRIC (Brésil, Russie, Inde «et surtout la Chine») demeurent «les locomotives de la croissance économique mondiale» (croissance du PIB mondial de 3,7 % en 2011, de 3,2 % en 2012, 3,8 % en 2013, pour les économies émergentes, respectivement de 6,1 %, 5,4 % et 5,9 %, dont 9,2 %, 8 % et 8,3 % pour la Chine, pour le Canada, de 2,5%, 1,9 % et 2,3 %, pour les États-Unis de 1,7 %, 1,9% et 2,3 %, pour la zone euro, de 1,4 %, -0,7 % et 0,7 %). En 2011, la Chine a supplanté le Royaume-Uni comme deuxième marché d'exportation du Québec. Approche axée sur les pays en forte croissance du BRIC (Brésil, Russie, Inde «et surtout la Chine», deuxième marché d'exportation du Québec) et misant sur les ressources humaines, les ressources naturelles et les entreprises. **«Cette poussée accélérée de développement crée dans le monde entier un appel de ressources, de savoir-faire, de créativité et d'entrepreneuriat. Qui tirera parti de cette extraordinaire période de changement? Les peuples qui possèdent des ressources naturelles, une main-d'œuvre productive ou des entreprises dynamiques; mieux encore, une combinaison des trois, comme chez nous au Québec. Nous avons au Québec des forces considérables sur chacun de ces trois plans. Et sur chacun de ces trois plans, nous avons d'importants chantiers à poursuivre.»** Le Nord «regorge de ressources». La main d'œuvre est «bien formée» et «reconnue pour sa compétences et sa créativité». Il faut «capitaliser» sur les succès des dernières années en matière de productivité en portant attention au fait que les travailleurs se retirent plus tôt du marché du travail qu'ailleurs au Canada. Les entreprises sont «dynamiques», le secteur financier, «efficace», et les institutions sont «solides». Investissements privés non résidentiels de 26 G\$ en 2012, dont 4,4 G\$ dans le secteur minier, et plus de 5 G\$ dans le secteur manufacturier (pour une deuxième année de suite, le niveau le plus élevé depuis dix ans).

► **Main d'œuvre** (138,6 M\$ sur trois ans). Rappel des investissements de 361 M\$ sur trois ans annoncés en février 2012 par la Commission des partenaires du marché du travail pour établir une culture de la formation continue et du développement des compétences au Québec. **Formation professionnelle** : rappel que le Plan des infrastructures pourvoit au matériel de formation dans certaines industries (équipements spécialisés) et prévoit la mise en place d'un nouveau centre de formation aux métiers de la construction (augmentation de l'offre de formation professionnelle) (60 M\$ y seront consacrés). **Premier emploi des immigrantEs** : investissements additionnels de 27 M\$ sur trois ans pour faciliter



Nouvelle politique de maintien des actifs de 1 G\$ de plus sur trois ans. **Municipalités** : augmentation de la contribution du Québec à la SOFIL (Société de financement des infrastructures municipales) qui pourra investir 1 G\$ par an à terme. **Énergie** : 3 G\$ par année dans de nouveaux projets de centrales; contrats pour un parc éolien au Bas St-Laurent-Gaspésie (1,9 G\$). Mesures pour favoriser l'utilisation de l'éthanol et du biodiesel, de même que les sources non conventionnelles dans la culture en serre. **Agriculture** : 5 M\$ pour les produits du terroir, pôle bioalimentaire à l'Est de Montréal. **Tourisme et aménagement du territoire** : industrie touristique (5 M\$), 400^e anniversaire de Québec (110 M\$), parcs (22 M\$).

► En 2006-2007, croissance de l'économie de 2,2 % en 2005, prévue à 2,5 % en 2006. PIB en 2005 de 238,7 G\$. Poursuite de la reprise des exportations. Plus faible taux de chômage depuis 1975, à 8,3 % en 2005. Taux d'emploi à 60,1 %, 90 000 emplois créés. Les ménages ont accru leurs achats de biens et services de 3,7 %, un sommet des 8 dernières années. Ils ont peu épargné, avec un taux d'épargne de 0,1 % une première depuis les années 1960. [NDLR : sur trois ans (2005; 2006; 2007), le taux général de croissance des salaires (3,9; 4,4; 3,7) et du revenu personnel (4,2; 4,6; 4,0) monte plus que l'indice des prix (2,3; 2,3; 1,9) ce qui accroît les effets d'augmentation des écarts liés à des décisions fiscales et de programme, et possiblement aussi à des décisions relatives aux conditions de travail dans le secteur public, les restrictions imposées aux unEs se démarquant non seulement des avantages offerts aux autres, mais aussi avec l'amélioration générale du pouvoir d'achat dans la société]. Hausse des taux d'intérêt prévue. Contraintes de la hausse du dollar canadien (mais aussi avantages comme la capacité d'achat à l'extérieur accrue), de l'augmentation du prix du pétrole, dont le coût restera élevé, du différend sur le bois d'œuvre et de la concurrence croissante des pays émergents. Malgré 9 % d'emplois perdus dans ce secteur depuis 2003 (64 000 emplois), les entreprises manufacturières ont accru leur production de 4 %. **Forêts** : 925 M \$ sur quatre ans de plus pour «continuer à soutenir les travailleurs, les régions et l'industrie forestière du Québec» pendant la présente période de transition. Mesures dont l'annonce est à venir pour sécuriser l'accès aux matières premières. **Agriculture** : secteur traversant «une période de transition» en raison des nouveaux risques pour la santé publique et des exigences de développement durable. 79 M \$, pour la santé publique. Nouveau crédit d'impôt remboursable de 30 % aux producteurs de porcs pour l'achat d'équipements de traitement du lisier. 3 M\$ à la commercialisation et la distribution des produits du terroir et au développement de l'industrie des alcools artisanaux pour favoriser la diversification agricole. **Transport en commun et réduction des gaz à effet de serre**. Politique de transport en commun à venir. Investissement de 1,5 G\$ sur trois ans pour maintenir et de renouveler les infrastructures et les équipements. Remboursement de la taxe sur les carburants aux sociétés de transport en commun. Incitatif fiscal aux entreprises qui défraient les coûts du laissez-passer de leurs employés et non imposition de cet avantage pour les employés. Remboursement de la TVQ jusqu'à concurrence de 1 000 \$ à l'achat des modèles de véhicules hybrides les moins énergivores. Remboursement de la taxe sur le carburant payée à l'achat de biodiesel. **Promouvoir la recherche et l'innovation**. Cible de consacrer 3 % du PIB à la R.-D. d'ici 2010. Mise de fonds dans l'innovation (33 M\$). Annonces à venir. Mesures de soutien de 75 M\$ sur trois ans. [NDLR : tout est mis dans la recherche précompétitive et dans la valorisation.] **Capital de risque : améliorer la capitalisation des entreprises**. Les investissements en capital de risque sont en hausse de 11,7 % en 2005. Les investisseurs étrangers sont de plus en plus présents. Les fonds fiscalisés jouent un rôle très actif dans ce secteur. Ils ont effectué 44,8 % des investissements en capital de risque au Québec en 2005. Les investissements gouvernementaux sont passés de 230 M\$ à 62 M\$ de 2002 à 2005 et les fonds institutionnels de 88 M\$ à 13 M\$ pendant que les fonds fiscalisés sont passés de 178 M\$ à 318 M\$ (44,8 % du capital de risque au Québec) et les fonds étrangers de 53 M\$ à 122 M\$, pour un total passé de 739 M\$ à 710 M\$. [NDLR : Quel est l'impact de cette transformation ?] **Régionalisation et décentralisation**. 8 M\$ de plus par année pour les budgets des CRE. Relocalisation à Val-d'Or du siège social de la SOQUEM, filiale de la Société générale de financement (9 M\$ sur 3 ans). 3 M\$ sur 2 ans afin de trouver de nouvelles réserves minières. **Un financement accru pour les FIER et les FLI**. Mise de fonds additionnelle de 30 M\$ dans les FIER-Régions. Augmentation de 15 M\$ par année, pour trois ans, de l'investissement gouvernemental (pour un total de 126 M\$ jusqu'à maintenant) dans les fonds locaux d'investissement (FLI). 12,5 M\$ de plus pour le développement de nouvelles entreprises par le Fonds d'investissement en économie sociale. Bilan des interventions des FLI de 1998 à 2004 : 47 099 emplois créés ou maintenus; 4 733 entreprises ont bénéficié d'une aide financière. **Tourisme**. Plus

l'intégration des nouveaux arrivantEs au marché du travail, notamment en appuyant la formation d'appoint, en instaurant le programme Mon premier emploi, accompagnant plus tôt les nouveaux arrivants dans leur recherche d'emploi, en élargissant aux chambres de commerce de Québec, Gatineau et Sherbrooke le programme Interconnexion expérimenté avec succès par la chambre de commerce de Montréal pour mettre en contact les employeurs et les nouveaux arrivantEs qualifiéEs, en facilitant l'acquisition d'une première expérience de travail au Québec (programmes PRIIME, pour les immigrants et minorités visibles, et Passerelle, pour l'emploi en région).

► **Richesses naturelles et Plan Nord** (75,8 M\$ sur trois ans). Rappel que les mines, les hydrocarbures et l'exploitation forestière rapportent «à l'ensemble des Québécois» par le rendement sur le capital, directement ou par les fonds d'investissements et les caisses de retraite qui y investissent, par les emplois directs bien rémunérés, par l'activité économique en amont et en aval, par la fiscalité (impôts sur le revenu des sociétés et des particuliers, redevances et droits d'exploitation). Rappel de deux convictions qui «ont inspiré l'action de tous les gouvernements, depuis la Révolution tranquille et le « Maîtres chez nous » de Jean Lesage : La mise en valeur des ressources naturelles doit d'abord profiter à l'ensemble des Québécois. Elle constitue l'une des bases du développement socioéconomique du Québec. Ces convictions fondent, plus que jamais, la politique gouvernementale de mise en valeur des ressources naturelles.» Trois objectifs de la mise en valeur des ressources : il faut que «les Québécois tirent le plein bénéfice des ressources naturelles présentes sur le territoire» («Le gouvernement y parvient en mettant en place des régimes de redevances plus exigeants, en prenant des participations dans les entreprises exploitant la ressource et en renforçant les incitatifs pour accroître la transformation de ces ressources au Québec. Le gouvernement le fait en tirant un maximum des projets engagés, sans compromettre les investissements et les emplois qui y sont liés.»); un soutien accru doit être apporté «à tous ceux qui habitent les territoires où sont exploitées les ressources»; il est nécessaire de «s'assurer que l'exploitation des ressources naturelles est effectuée dans le respect du développement durable, en particulier en protégeant l'environnement». Stratégie en six axes pour «faire bénéficier encore davantage l'ensemble des Québécois de la richesse créée avec nos ressources naturelles». **1. Fiscalité des sociétés minières, pétrolières et gazières** : devant l'affluence des projets, réduction de plus du quart des taux de crédit d'impôt remboursables pour les sociétés juniors d'exploration (taux réduit de 10 points de pourcentage) et pour les sociétés productrices (taux réduit de 5 points de pourcentage) **[N.D.L.R. une des rares impositions plus élevées du budget]**. **2. Prise de participation dans les projets miniers et d'hydrocarbures** : création de Ressources Québec (portefeuille de 1,2 G\$ à terme), une filiale d'investissement spécialisée dans les mines et les hydrocarbures, intégrant SOQUEM (capacité d'intervention doublée) et SOQUIP (pour les hydrocarbures) en tant que filiales, avec un portefeuille de départ de 235,9 M\$ et 250 M\$ en nouvelle capitalisation; création d'un nouveau fonds, Capital Mines Hydrocarbures, consacré aux investissements du gouvernement dans les ressources du sous-sol québécois ; hausse de 500 M\$ à 1 G\$ sur cinq ans de l'enveloppe disponible pour investir dans des projets d'exploitation minière et d'hydrocarbures (initialement pour des participations à des projets sur le territoire du Plan Nord), le 500 M\$ de plus étant ouvert à l'ensemble du territoire québécois; possibilité de négocier des options de participation dans tous les projets d'exploitation minière en contrepartie et en proportion des formes de soutien gouvernemental (infrastructures comme les routes, octroi d'un bloc d'électricité et détermination du tarif, prêt ou autre forme de soutien financier) ; bonification possible, au choix des entreprises, des crédits d'impôt remboursables à l'exploration du sous-sol en échange d'options de prise de participation de l'État dans l'exploitation éventuelle pour les travaux effectués à compter du 1 janvier 2014 (10 points de pourcentage pour les sociétés juniors d'exploration et 5 points de pourcentage pour les sociétés productrices) ; jusqu'à 100 M\$ d'investissements du gouvernement (50 M\$) et de Ressources Québec (50 M\$) sur cinq ans en exploration et mise en valeur de sites miniers prometteurs, en partenariat avec des entreprises privées via SOQUEM («On ne jouera pas aux dés avec l'argent des Québécois.» Le tout dans une «gestion prudente du risque», en visant un rendement à moyen et long terme, vu les grands risques associés au potentiel lucratif : portefeuille de projets diversifié, équilibres entre actifs d'exploitation de mise en valeur et d'exploration, et entre rendements à court, moyen et plus long terme, expérience et savoir-faire de l'industrie minière québécoise). **3. Transformation de minerai au Québec** : extension du crédit d'impôt à l'investissement pour le matériel utilisé dans la deuxième et troisième transformation des métaux à leur première transformation au Québec (il «s'appliquera



de 15 M\$ pour l'industrie touristique (dont 12,5 M\$ de plus annuellement dans le Fonds de partenariat touristique). **Autres** : 20 M \$ sur trois ans pour appuyer la nouvelle politique internationale. Mesures pour enrayer la contrebande du tabac qui feront l'objet d'un projet de loi. Mesures contre l'évasion fiscale dans la restauration.

► **En 2007-2008, l'économie du Québec va bien, l'économie mondiale est en perte de vitesse.** Le PIB réel mondial s'est accru de 5 % et plus chaque année depuis 3 ans, en raison de la progression rapide des économies émergentes comme la Chine, qui devrait continuer de croître autour de 10 % par année. En vue, un léger ralentissement à 4,8% en 2007 et 4,6 % en 2008 : resserrements des politiques monétaires, et aux États-Unis, difficultés dans les secteurs résidentiels (avec un excédent d'unités sur le marché, trop chères pour les ménages, une augmentation des prêts hypothécaires à risque qui a évolué en crise et une dévaluation appauvrissante de la valeur des propriétés) et manufacturiers (notamment dans le secteur de l'automobile). Poids comparé dans l'économie mondiale sur 100 points : États-Unis 20, Chine 14,4 et Canada, 1,8. Il faut aussi noter une **croissance économique inégale entre les régions du Canada**, l'Alberta se démarquant nettement, grâce au secteur des sables bitumineux alors qu'ailleurs le secteur manufacturier rencontre une concurrence accrue. **Croissance du PIB de 2% en moyenne par année depuis quatre ans, une progression comparable aux 25 dernières années.** Elle devrait se situer à 1,8% en 2007, et en 2008, après la reprise américaine, à 2,5 %, l'estimé du gouvernement québécois rejoignant la moyenne des estimés du secteur privé. **Les facteurs principaux de croissance** : la demande des ménages et les investissements des entreprises restés élevés, «ce qui a soutenu l'emploi et les rentrées fiscales.» «La croissance des dépenses personnelles des ménages, stimulée par les réductions d'impôt consenties par le gouvernement du Québec, devrait se maintenir, en termes réels, au-dessus de 3 % en 2007, et ce, pour une sixième année consécutive, du jamais vu depuis la fin des années 1980.» En fait autres facteurs : les taux d'intérêt stables, la hausse de l'emploi et des salaires, le versement de 1,9 G\$ au titre de l'équité salariale au début de 2007 aura aussi un impact. Construction d'habitations neuves élevée : 52 000 logements neufs par an depuis quatre ans; prévision de mise en chantier de 41 100 unités en 2007 et 37 740 en 2008, avec un léger ralentissement lié à la hausse du taux d'inoccupation. Hausse des investissements réels des entreprises de 33% depuis 2003. Associée sinon attribuée à l'abolition de la taxe sur le capital des PME. Climat économique propice aux investissements non résidentiels. Taux de chômage le plus bas en 32 ans avec une pointe à 7,2% en avril 2007, et une pointe du taux d'emploi à 60,9 %, un niveau record. Dans les derniers mois, 108 300 emplois créés. Et aussi «depuis quatre ans, il s'est créé près de 200 000 emplois, dont une majorité à temps plein.» Prévisions de création de plus de 49 900 emplois en 2007 et 36 800 en 2008. Prévision de diminution du taux de chômage à 7,8 % en 2008 et d'amélioration du taux d'emploi à 60,4 %. Prévision de croissance des salaires de 5,4 % en 2007. Le Québec a mieux fait que l'Ontario «depuis 2003. Appréciation rapide du dollar canadien, passant de 0,63 US\$ à 0,90 US\$, «qui a retiré un avantage concurrentiel important à nos industries tournées vers le commerce extérieur». C'est un problème porteur de sa solution en rendant plus abordables les achats en machinerie et en équipement. «C'est le temps de permettre aux entreprises de relever le défi de la productivité.» Par ailleurs cela a nui à l'achat d'équipements fabriqués localement. Impact de l'augmentation des coûts des carburants et de la montée des pays émergents où le coût de main d'œuvre est bon marché. Concurrence manufacturière de la Chine, de l'Inde et du Brésil, entre autres sur le marché américain. «Une récente étude de l'Institut C.D. Howe témoigne du retard du Canada par rapport aux pays de l'OCDE au chapitre de l'investissement. Au Québec, le niveau des investissements par travailleur se situe à seulement 63 % de la moyenne des pays de l'OCDE. Il faut faire beaucoup mieux.» **Routes** : après le jour du budget, les droits payés pour les permis spéciaux de pneus à large bande seront versés au Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier. **Régions** : de 2007-2008 à 2011-2012, 675 M\$ sous l'autorité des régions pour appuyer leur développement, dont 300 M\$ en Fonds de développement régionaux sous l'autorité des CRE; 150 M\$ de plus pour favoriser la productivité des entreprises et appuyer les secteurs minier, agricole, des pêches et touristique. **Régionalisation du déficit du métro de Montréal** : 11 M\$ par année pour cinq ans à compter de 2007-2008. Création du FIER-Premières Nations avec une capitalisation pouvant atteindre 30 M\$ par une bonification de 15 M\$ de l'enveloppe FIER-Régions, avec une participation du gouvernement jusqu'à concurrence de 15 M\$. **Impact prévu des actions du budget 2007-2008** : «Grâce à leurs effets combinés, le PIB réel enregistrera une augmentation de 4,1 % par rapport à son niveau projeté en l'absence de ces actions,

dorénavant aux actifs utilisés pour la fonte ou l'affinage des métaux et pour l'hydrométallurgie à l'égard du minerai extrait au Canada» (de 1 M\$ en 2012-2013 à 75 M\$ en 2016-2017) ; création de la grappe minière du Québec pour coordonner les efforts de démarchage de l'industrie auprès des donneurs d'ordre et pour promouvoir l'image de marque de l'industrie au Canada et sur les marchés étrangers en capitalisant sur le savoir-faire développé par 48^e Nord International, un commissariat à l'exportation au service des entreprises de l'Abitibi-Témiscamingue (0,6 M\$ sur trois ans, 100 000 \$ par année ensuite). **4. Mise en place du nouveau régime forestier et incitation à la deuxième et troisième transformation du bois** : dépôt d'un plan de financement à moyen terme pour l'exploitation durable des forêts, avec pour la première fois, un cadre financier sur cinq ans, incluant l'implantation d'un nouveau régime forestier (déjà annoncé, pleinement en vigueur en avril 2013, avec accroissement des redevances de 111 M\$ en 2011-2012 à 282 M\$ en 2016-2017) ; travaux sylvicoles pour maintenir la capacité de production des forêts québécoises (passant à 200 M\$ par année à compter de 2013-2014, pour un total annuel de travaux d'aménagement dépassant 500 M\$ par année, partiellement financé par les redevances et les droits) ; création du Fonds Valorisation Bois en collaboration avec le Fonds de solidarité FTQ (170 M\$ dont 95 M\$ par le gouvernement pour des participations minoritaires dans des entreprises du secteur forestier à fort potentiel, «pour en favoriser la compétitivité») ; 29 M\$ de plus sur cinq ans pour donner suite au rapport Beaulieu sur l'utilisation du bois dans la construction non résidentielle (27 recommandations), remis le 9 mars 2012, incluant la création d'une grappe sectorielle sur l'utilisation du bois, en partenariat avec l'industrie pour promouvoir l'utilisation du bois dans la construction non résidentielle. **5. Révision du régime de permis et de baux, ainsi que du régime de redevances des hydrocarbures** : passage à la mise aux enchères des permis de recherche de pétrole et de gaz à partir du 22 mars 2012 et gel de l'émission de permis jusqu'à la mise sur pied d'un mécanisme de vente aux enchères approprié (comme en Alberta, Colombie-Britannique, Terre-Neuve-et-Labrador et la majorité des États américains pour les terres publiques) **(versement de 25 % des sommes au Fonds des générations vu que ces ressources ne sont pas renouvelables)** ; augmentation des droits annuels associés aux permis de recherche et de bail d'exploitation déjà en vigueur (passant de 1 M\$ par année à 5 M\$ en 2014-2015, pour «couvrir les dépenses liées à l'encadrement de l'industrie») ; augmentation des droits de délivrance des permis connexes (par exemple, passage du coût d'un permis de forage de 100\$ à 4300\$) (pour «récupérer les coûts de leur administration») ; nouveau régime de redevances majorées pour le pétrole extrait en milieu terrestre (taux de 5% à 40% selon le volume de production et le prix du pétrole). «Après avoir revu les régimes de redevances des mines, de l'eau et des gaz de schiste, nous passons aux autres hydrocarbures. Cette année, nous établissons les paramètres pour le pétrole extrait en milieu terrestre.» « Ces régimes permettront aux Québécois de tirer un profit maximum sur la ressource, tout en favorisant le démarrage de l'industrie pétrolière au Québec ». Rappel que trois études environnementales stratégiques ont été commandées et qu'un moratoire s'applique sur l'exploration et l'exploitation dans le golfe et l'estuaire du Saint-Laurent. **Préparatifs d'un nouveau régime de redevances pour les hydrocarbures produits en milieu marin. [N.D.L.R. en lien avec les secteurs non sous moratoires et/ou indication sur l'issue du moratoire ?]** Ajout d'un volet hydrocarbures au Fonds des ressources naturelles. Révision à venir des garanties d'exécution. **6. Déploiement du Plan Nord** : rappel du plan, des prévisions de 20 000 emplois pendant 25 ans, de 80 G\$ d'investissements privés ou publics, dont 30 G\$ sont déjà en cours ou planifiés pour des retombées fiscales prévues de 5,5 G\$ sur 25 ans. «Une partie des recettes fiscales du Plan Nord sera réinvestie dans le Fonds du Plan Nord, mais la plus grande partie servira à défrayer nos programmes et à rembourser la dette.» Rappel des réalisations de l'année 2011-2012 (création de la réserve du parc national Assinica avec la nation crie, ententes entre la SHQ, l'OMH Kativik et la Société Makivik pour 300 logements sociaux au Nunavik (80 M\$ sur quatre ans), lancement de la stratégie touristique au nord du 49^e parallèle (70 M\$, dont 32 M\$ par le gouvernement), entente entre la nation crie et la minière Stornoway pour prolonger la route 167 vers les monts Otish, «un projet de 332 millions auquel la société minière Stornoway contribuera». Objectif maintenant de «désenclaver le Nord» : études de faisabilité de Gaz Métro avec l'appui du gouvernement du Québec (75 % des 40 premiers M\$ des études et soutien supplémentaire en fonction de la croissance de la consommation, temporaire et remboursable, si la faisabilité est démontrée) (entente de 40 ans) (réalisation conditionnelle à l'obtention des autorisations nécessaires), avec surprime tarifaire à la clientèle industrielle de la Côte-Nord assurant la rentabilité par la suite ; études d'Hydro-Québec pour le prolongement du réseau de transport d'électricité vers le Nunavik, à



soit un ajout d'environ 0,25 point de pourcentage à la croissance économique annuelle du Québec. Cela représente à terme des gains de plus de 11 G\$ sur le PIB réel. De plus, ces actions stimuleront les investissements et entraîneront la création de près de 47 000 nouveaux emplois. La productivité du travail devrait augmenter, quant à elle, de près de 3 % au-dessus de son niveau projeté en l'absence de ces actions.»

► En 2008-2009, le Discours sur le budget indique que l'économie «se porte bien» malgré une période de **ralentissement économique**. «Lorsque la mer est agitée, nous devons tenir le gouvernail bien en main afin de garder le cap sur nos objectifs». L'économie américaine est en difficulté, et même en récession selon d'autres. Le Québec n'est pas «étanche» à la situation, vu qu'au moins 75 % de ses exportations internationales s'en vont aux États-Unis. Le plan budgétaire affirme que «**Le Québec connaîtra un ralentissement de son économie» comme toutes les régions du monde «en raison de l'affaiblissement sévère de l'économie américaine». Aux États-Unis, la croissance devrait chuter à 0,8 % en 2008**, pour passer à 1,8 % en 2009, avec le soutien du plan de stimulation de 168 G\$ de l'administration américaine sous la forme de remises fiscales aux particuliers et aux entreprises, ce qui accroîtra le déficit public qui passera de 162 G\$ en 2007 à 410 G\$ en 2008. La crise est principalement reliée au secteur de l'immobilier, mis en échec par une forte demande et du crédit facile qui a occasionné la hausse de prix, puis la dévaluation des actifs, qui pourraient s'avérer de l'ordre de 3 000 G\$ en 2008 soit deux fois plus que lors de la crise de 2001, restreignant la demande intérieure, et l'augmentation importante de maisons invendues. Cette crise s'est étendue aux marchés financiers. Cela limitera la consommation, l'investissement et l'embauche. Par ailleurs, cette situation favorisera les exportations américaines, ce qui soutiendra la croissance. **L'économie mondiale est à deux vitesses**, les pays émergents ayant des taux de croissance élevée, la Chine restant en tête de la croissance même en ralentissant, et les pays dits avancés étant en ralentissement. Un dans l'autre, la croissance du PIB mondial passera de plus de 4,5 % en moyenne dans les quatre dernières années à 4 % en 2008, pour repasser à 4,1 % en 2009. Le Canada est supplanté depuis 2006 par la Chine comme premier exportateur aux États-Unis. Par contre, la demande mondiale est forte pour les produits canadiens, en particulier les matières premières et les produits à forte valeur ajoutée. Les exportations canadiennes vers la Chine sont passées de 0,8 % en 1997 à 2,1 % de ses exportations totales en 2007. **Parité du dollar canadien et du dollar américain**, atteinte à la fin de 2007, qui devrait se poursuivre en 2008 et 2009. Ceci retire un avantage concurrentiel à l'exportation. Par ailleurs, la valeur forte du dollar canadien par rapport à l'américain fournit un contexte favorable à l'importation, et par exemple à l'achat d'équipements produits à l'extérieur, toutefois au détriment de la production intérieure ce qui freine la croissance. La Banque du Canada a réduit son taux directeur à 3,50 % en mars 2008 pour contrer les resserrements et ralentissements. **Les difficultés sont contrebalancées par une forte demande intérieure**. «La croissance des dépenses personnelles des ménages en termes réels, stimulée par la vigueur du marché de l'emploi en 2007 et l'augmentation du revenu personnel disponible des ménages, devrait se maintenir au-dessus des 3 % en 2008.» En 2007, la hausse des revenus personnels a même été de 5,6 % en raison du versement de 2 G\$ aux employéEs de l'État au titre du règlement de l'équité salariale. La construction d'habitations neuves restera élevée. La valeur des propriétés est en hausse, le prix moyen des habitations étant passé de 116 000 \$ en 2001 à 208 000 \$ en 2007. Il y aura une forte croissance de l'investissement des entreprises, dont les grands projets hydroélectriques et éoliens, plus une usine de cokéfaction dans l'est de Montréal. Les investissements des administrations publiques s'accroîtront de 21 % en 2008 avec la politique d'infrastructures pour revenir à une croissance de 7,2 % en 2009. Les actions des gouvernements y contribuent de 1,3 % en ce qui concerne le Québec, en raison des baisses d'impôt et de TPS, des allègements fiscaux pour les entreprises et du plan québécois d'infrastructures. Les baisses d'impôt de 1 G\$ combinées aux investissements dans les infrastructures et le développement énergétique «ont pour effet de soutenir notre activité économique». [N.D.L.R. Investi au bas de l'échelle ce G\$ aurait été autant sinon plus efficace tout en restant sous le contrôle des finances publiques. Il aurait été dépensé presque entièrement au Québec, ce qui n'est pas nécessairement le cas plus haut dans l'échelle sociale. Il aurait circulé plusieurs fois dans les économies locales et dans les régions moins pourvues dans l'économie formelle]. Les dépenses des ménages resteront fortes à 3,1 % en 2008 pour se modérer à 2,2 % en 2009 «en raison de l'absence de nouveaux stimuli fiscaux importants». [N.D.L.R. est-ce une amorce pour de nouveaux «stimuli» dans un prochain budget au nom de la relance ?] **Le PIB aux prix du marché est de 298,2 G\$**

partir des installations du complexe La Grande (10 M\$ investis pas Hydro-Québec en 2012-2013), le tout en discussion avec les communautés concernées, avec comme intention d'alimenter les opérations minières sur le territoire, de raccorder les communautés du Nunavik au réseau principal d'Hydro-Québec et de remplacer la production actuelle des centrales thermiques locales, d'intégrer au réseau la production des aménagements hydroélectriques futurs au Nunavik («Il va de soi que les sociétés minières seront appelées à assumer les coûts des infrastructures de transport d'électricité nécessaires à leurs activités.») ; projet en préparation par le CN et la Caisse de dépôt et placement du Québec de liaison ferroviaire intégrée entre le port de Sept-îles et les projets miniers de la fosse du Labrador, dont le potentiel d'investissements privés de plus de 20 G\$ (ligne multi-usagers de plus de 800 km allant jusqu'au nord de Schefferville, au coût prévisible de plusieurs G\$) (ententes de transport avec des compagnies minières et les Premières Nations prérequis au lancement d'une étude de faisabilité détaillée) (à envisager «dans l'esprit et les règles du développement durable, de concert avec les communautés impliquées, tant pour atténuer au maximum les effets environnementaux que pour optimiser les retombées pour les communautés»). Autres projets d'accompagnement de la croissance des municipalités et des collectivités locales vivant le boom minier: 165 M\$ d'investissements publics de plus sur 5 ans, soit 120 M\$ pour de nouvelles infrastructures permettant d'aider les collectivités locales (impact de 1 M\$ en 2013-2014 et de 2,9 M\$ en 2014-2015) et 45 M\$ pour de nouvelles mesures sociales et communautaires, dont la mobilisation des ressources nécessaires pour répondre aux besoins en main-d'œuvre du Plan Nord et l'amélioration des connaissances géographiques du territoire. Engagement à publier annuellement un suivi des revenus et des dépenses du Fonds du Plan Nord et publication du premier suivi. **Décontamination des sites de l'exploitation minière** : 1 G\$ d'ici dix ans «pour réduire de 50 % le passif environnemental que nous avons dû assumer» (passif environnemental évalué à 3,1 G\$) avec planification annuelle des ministères concernés et reddition de comptes. Rappel du projet de loi 14, Loi sur la mise en valeur des ressources minérales dans le respect des principes du développement durable, modifiant la Loi sur les mines, prévoyant des dépôt de garanties par les entreprises minières pour assurer qu'elles assumeront les coûts de restauration des sites, où «on franchit un nouveau pas dans les mesures légales prenant en compte les préoccupations des citoyens et des municipalités». **Droits d'inscription et de renouvellement des claims** : révision à venir par le ministère des Ressources naturelles et de la Faune permettant de percevoir sur une base globale des revenus supérieurs de 25 % à ceux qui sont actuellement perçus, avec indexation annuelle par la suite; les droits de renouvellement seront versés au Fonds des ressources naturelles pour financer des activités additionnelles relatives à la réglementation de l'industrie minière.

► **Entreprises** (135,9 M\$ sur trois ans). **Secteur manufacturier** (intentions d'investissement du secteur manufacturier de 5 G\$ pour 2012 comme pour 2011) (10,5 M\$ sur trois ans): intégration des technologies de l'information et des communications (TIC, informatique en nuage, et autres), avec la création d'ESSOR 2.0 et de PME 2.0 (6 M\$ sur trois ans), soutien au secteur de la mode et du vêtement (Montréal étant un des trois plus importants centres de production de la mode en Amérique du Nord avec New York et Los Angeles, soutien financier aux événements mode et au Bureau de la mode de Montréal, lancement d'une offensive sur les marchés hors Québec et d'un projet pilote dans le cadre de PME 2.0) (2,5 M\$ sur trois ans), amélioration de la prestation de services aux entreprises (sur différents portails, notamment avec le service clicSÉQUOR) (2 M\$ sur trois ans), nouveau regroupement sectoriel de recherche industrielle sur les produits métalliques (FABRIQ), tenue d'un forum dont les détails seront dévoilés ultérieurement pour assurer le leadership du Québec dans les sciences de la vie (dont les entreprises pharmaceutiques). **Exportations** (représentant 45 % du PIB) (34,9 M\$ de plus sur trois ans pour le développement, la diversification et la consolidation des marchés hors Québec pour les secteurs visés) : rappel de la création d'Export Québec dans le budget précédent et renforcement du soutien à l'exportation dans les secteurs de la mode, du vêtement, de la forêt et de la transformation alimentaire (6 M\$ sur trois ans); intensification de l'appui à l'exportation offert par les délégations du Québec à l'étranger, particulièrement dans les pays du BRIC (4,5 M\$ sur trois ans au ministère des Relations internationales, sur les principaux marchés d'exportation, soit les États-Unis, l'Europe et l'Asie) ; mise en place d'un crédit d'impôt pour les PME du secteur de la fabrication pour prendre des produits conformes à des normes dans des marchés d'exportation 17,5 M\$ sur trois ans) ; centre de la francophonie des Amériques (3 M\$ sur trois ans) ; ajustements au crédit d'impôt pour la production de titres multimédias (3,9 M\$ sur trois ans). **Accès aux capitaux**.



en 2007, en hausse de 15,3 G\$. Le PIB aux prix de base, dit PIB nominal, est de 279,1 G\$ en hausse de 14,3 G\$ sur 2006. Le PIB réel est de 266,1 G\$ en 2007, en hausse de 6,2 G\$ sur 2006. Quant à l'indice des prix à la consommation, il a été de 1,6 % (2,2 % au Canada) en 2007, est prévu à 1,4 % (1,5 % au Canada) en 2008 et à 1,8 % (1,9 % au Canada) en 2009. [N.D.L.R. Ce qui inclut l'effet des investissements de l'État sur la croissance économique.] **Situation de l'emploi.** La situation de l'emploi est bonne. Le taux d'emploi a atteint 61 % en 2007 et le taux de chômage a diminué de 0,8 % jusqu'à 7,2 %, «un creux inégalé en 33 ans». Il est prévu qu'il baisse à 7 % en 2008 et 6,9 % l'année suivante. En 2007, 86 300 emplois auront été créés. Les prévisions pour 2008 sont de 45 000 et pour 2009 de 34 200. Par ailleurs de 2002 à 2007, 106 000 emplois ont été perdus dans le secteur manufacturier. Par contre, 388 000 emplois ont été créés dans les autres secteurs, dont 344 000 dans les services. Les emplois perdus dans des secteurs moins bien rémunérés ont été remplacés par des emplois bien rémunérés dans des secteurs à haute valeur ajoutée et dans plusieurs secteurs des services où les salaires sont élevés. Le budget 2008-2009 veut poursuivre en soutenant une meilleure productivité. [N.D.L.R. PIB/travailleurE]. Par ailleurs l'internationalisation de la production, a contribué à la forte croissance du commerce international dans les dernières décennies, et ce qui aurait profité aux économies tant développées qu'en émergence. Par exemple, en 2006, la rémunération horaire de la main d'œuvre manufacturière en Chine était de 0,67 \$ alors qu'elle était de 25,74 \$ au Canada soit au moins 30 fois plus. «D'une part, les pays émergents sont devenus les pôles mondiaux de croissance et, d'autre part, les économies avancées ont bénéficié de biens et services à bon marché et ont accru leur spécialisation dans les biens de haute technologie.» Par ailleurs la transformation des échanges et l'attribution de certaines tâches à des tiers a augmenté la part des emplois de services considérés comme tels en les distinguant des emplois manufacturiers. C'est aussi ce qui explique la croissance de la productivité de 94 % aux États-Unis depuis 15 ans, comparativement à 64 % au Japon et 43 % au Canada, puisque celle-ci se calcule comme un ratio PIB par travailleurE. [N.D.L.R. Autrement dit achetez les services à bas prix des autres au lieu de les employer vous-même, vous aurez tout de même des revenus de production et des chiffres d'affaires, mais ayant moins d'employéEs à leur quotient, ils apparaîtront plus productifs ! Au Québec la productivité par heure travaillée en dollars de 2002 serait de 41,4 \$ en 2006 comparativement à 43,2 \$ pour l'ensemble du Canada.] **«Le maintien de la production manufacturière, dans un contexte de pertes d'emplois, reflète des gains importants de productivité réalisés par les entreprises manufacturières au cours des 30 dernières années.»** [N.D.L.R. C'est ce que nous disions ! autrement dit perdre les emplois, garder les profits.] [N.D.L.R. Augmenter la productivité pourrait donc aussi consister à éliminer les emplois peu qualifiés et mettre sur la touche des personnes nécessairement moins formées qui occupent ces emplois, autrement dit à générer du chômage, pour ouvrir les vannes dans des secteurs où ces personnes ne sont pas formées pour occuper les emplois.] Au Québec, les produits à forte valeur ajoutée prennent une place de plus en plus grande des exportations. **«Les entreprises québécoises, plus particulièrement les entreprises manufacturières exportatrices, demeurent toutefois confrontées à un contexte international de plus en plus exigeant et devront continuer à innover et à réduire leurs coûts si elles veulent demeurer compétitives. Le gouvernement a un rôle essentiel à jouer afin de mettre en place un environnement propice au développement économique et à la réallocation des ressources. Afin d'appuyer l'économie dans sa recherche de compétitivité, le gouvernement facilite la transition des travailleurs d'une industrie à l'autre et encourage la productivité de tous les secteurs de l'économie.»** Le niveau de vie «enviable à l'échelle mondiale», «demeure inférieur à celui de nos voisins». Le PIB par habitant est de 17 % inférieur à l'Ontario et de 25 % inférieur aux États-Unis. **«Ce budget vise à accroître le niveau de vie et le mieux-être des Québécois».** Visée d'ouvrir un nouvel espace économique : le ralentissement de l'économie américaine conduit à diversifier les marchés d'exportation. Approche dite d'ouverture du Québec sur le monde. Profiter du dollar fort et prendre la concurrence de front : stimuler et récompenser l'investissement des entreprises pour se démarquer et aller sur de nouveaux marchés. Mesures pour corriger à la hausse le taux d'investissement en machines et matériel : en tout 1,9 G\$ sur 5 ans pour «stimuler l'investissement privé». **Technologies de l'information.** Elles sont visées pour accroître la productivité, le Québec perdant du terrain par rapport au Canada, les emplois dans ce secteur ayant augmenté de 9 % au Québec de 1998 à 2006 comparativement à 60 % en Ontario et plus de 100 % en Colombie britannique. Au lieu de miser sur des aides fiscales

Mise à la disposition des entreprises québécoises d'un total de 1,3 G\$ de capitaux pour appuyer leur développement (44,5 M\$ sur trois ans), soit 670 M\$ pour les ressources naturelles (Capital mines hydrocarbures, 250 M\$, Ressources Québec, 250 M\$, Fonds d'investissement pour la 2^e et 3^e transformation du bois, 170 M\$), 348 M\$ pour le capital de risque, 43 M\$ pour les coopératives et les entreprises de l'économie sociale, 118 M\$ pour l'industrie touristique, 100 M\$ pour les technologies propres : conversion de Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches en société à capital mixte, en association avec Capital régionale et coopératif Desjardins pour un cadre plus souples (180 M\$ de plus à terme); hausse graduelle du plafond de capitalisation de Fondation de 150 M\$ à 225 M\$ d'émissions annuelles en 2015, puis suppression du plafond et taux du crédit d'impôt ramené à 15 % (150 M\$ de liquidités additionnelles) (37,6 M\$ sur trois ans) ; assouplissement des normes d'investissement imposées au Fonds de solidarité FTQ ; crédit d'impôt remboursables pour les entreprises dont l'actif ne dépasse pas 200 M\$ équivalent à 30 % des frais d'émission admissibles dans le cadre du Régime d'épargne-actions II (6 M\$ sur trois ans). Mesures relatives aux fiducies pour faire correspondre le taux des fiducies non testamentaires au taux le plus élevée applicable à l'impôt des particuliers ; assujettissement à l'impôt des revenus de location d'immeubles des fiducies non testamentaires ne résidant pas au Canada et autres considérations quand elles deviennent résidentes au Canada et se disposent à aliéner des immeubles. **Coopératives** : rappel de l'Année internationale des coopératives en 2012 et des 3300 coopératives et mutuelles actives au Québec, création du Fonds de co-investissement COOP pour investir dans des nouvelles coopératives aux stades du prédémarrage et du démarrage (5,6 M\$ sur trois ans) (dotation de 30 M\$ par Capital régional et coopératif Desjardins, le gouvernement du Québec, le Conseil québécois de la coopération et de la mutualité, la Banque de développement du Canada et la Société d'aide au développement des collectivités), amélioration du Régime d'investissement coopératif (3 M\$ sur trois ans), reconduction pour dix ans de plus du mécanisme de ristournes à impôt différé qui se terminait au 31 décembre 2012 (2 M\$ sur trois ans), mise sur pied d'un Institut supérieur de coordination de la recherche et de l'innovation pour les coopératives et les mutuelles (annonce à venir lors du sommet international d'octobre 2012). Le modèle coopératif «a montré sa résilience au cours de la récession de 2008». **Économie sociale** : enveloppe du Programme favorisant la capitalisation des entreprises de l'économie sociale relevée de 13,1 M\$. **Secteur financier** (150 000 emplois bien rémunérés et 6 % du PIB) (6,4 M\$ sur trois ans) : rappel de la victoire du Québec dans sa contestation en Cour suprême du projet fédéral de créer une commission des valeurs mobilières unique ; institution de crédits d'impôt applicables à partir du 21 mars 2012, à l'intention des nouvelles entreprises québécoises actives dans la gestion des valeurs ou les opérations sur valeurs, soit un crédit d'impôt pour la nouvelle société (crédit remboursable de 40 % des dépenses admissibles, pour un maximum de 150 000 \$ par année, sur une période de cinq ans), un crédit d'impôt pour l'embauche (30 % du salaire d'unE employéE admissible jusqu'à un maximum de 30 000 \$ par employéE par année d'imposition, sur cinq ans) et un congé fiscal pour spécialiste étranger certifié par le ministère des Finances en lien avec le certificat de qualification de le la société admissible (100 % du revenu imposable les deux premières années, puis 75 %, 50 % et 25 % les trois années suivantes). Nouveau projet pédagogique pour améliorer la littératie financière (0,9 M\$ sur trois ans à plusieurs partenaires). **Secteur bioalimentaire** (476 000 emplois et 7 % du PIB) : 34 M\$ sur trois ans pour accroître la compétitivité du secteur. Promotion des produits certifiés «Aliments du Québec» (12 M\$ sur trois ans) et soutien à la mise en marché locale et régionale de produits alimentaires (3 M\$ sur trois ans) ; soutien au développement de la transformation alimentaire (13 M\$ sur trois ans), plan d'amélioration de la compétitivité des pêches et de l'aquaculture commerciales (6 M\$ sur trois ans). **Tourisme** (140 000 emplois, quatrième produit d'exportation du Québec) (investissements de 463 M\$ sur 5 ans) (61 M\$ sur trois ans) : dépôt à venir lors des Assises du tourisme 2012 en mai 2012 d'un plan de développement de l'industrie donnant suite aux recommandations du rapport Rozon (Comité performance de l'industrie touristique) publié en mai 2011 (175 M\$ sur cinq ans pour appuyer des investissements de près de 465 M\$) ; crédit d'impôt de 25 % des coûts admissibles au-delà de 50 000\$, pour un crédit pouvant atteindre 175 000 \$ par année pour les travaux de rénovation hôtelière effectués entre le 23 mars 2012 et le 31 décembre 2015 en dehors des régions métropolitaines de recensement de Québec et de Montréal (prévisions de travaux de 240 M\$) (22 M\$ sur trois ans, 33 M\$ sur cinq ans) ; mise en place d'un nouveau programme de prêts et garanties de prêt pour des projets de développement de produits touristiques novateurs et complémentaires, confié à IQ Tourisme, une



attachées à des lieux précis comme par le passé, ce qui en a eu comme effet de provoquer des déplacements d'emplois et d'agir comme prime au déménagement, l'aide s'étend à tout le territoire. C'est un crédit d'impôt «correspondant à 30 % des salaires des emplois liés à des activités innovantes, elles que les services-conseils et la conception de solutions de commerce électronique». Brancher le Québec à la haute vitesse (20 M\$ sur cinq ans) : l'Internet haute vitesse deviendra accessible partout au Québec grâce au programme Communautés rurales branchées. La possibilité de se brancher à partir d'une adresse civique, déjà de 90 %, sera ainsi complétée. Appui au déploiement du Québec en ligne (10 M\$ par année).

Mines. Mesures pour exploiter le potentiel économique du territoire (113 M\$ sur 5 ans). Création du Fonds du patrimoine minier, notamment pour soutenir Géologie Québec, dans lequel une partie des droits miniers seront versés, avec visée d'attirer plus d'entreprises au Québec (dotation de 20 M\$ par année en 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 et de 10 M\$ par la suite). [N.D.L.R. Ailleurs on indique 45 M\$ sur 5 ans.] Reconstitution du plan cuivre pour favoriser la prospection de ce minerai (2 M\$ en 2008-2009 et 2009-2010). Mise sur pied (4 M\$ sur deux ans) d'un Institut national des mines dans une visée de formation professionnelle, dont la reformation des travailleurs forestiers disponibles vers le travail minier (2 M\$ en 2008-2009 et 2009-2010). Le secteur minier, «en effervescence», est appelé à alimenter la croissance des économies émergentes comme la Chine, l'Inde et d'autres. Occasion de développer le nord du Québec, «un nouvel espace économique à l'intérieur du Québec». Le Québec étant ciblé par l'Institut Fraser comme le meilleur endroit au monde pour investir dans les sociétés minières. **Agro-alimentaire** : 60 M\$ sur cinq ans. **Industries culturelles.** Ajout de 10 M\$ dans Placements Culture, ce qui augmente à 25 M\$ la contribution du gouvernement. **Pacte pour l'emploi.** Allocation de 196 M\$ sur cinq ans au Pacte pour l'emploi (12 M\$ en 2008-2009 et 21 M\$ en 2009-2010. [N.D.L.R. Le montant de la fiducie fédérale mentionné est 23 M\$ et les impacts mentionnés sont de 18 M\$ + 3 M\$, Renseignements additionnels C.3 et C.7.] Objectifs de réduire de 50 000 le nombre de prestataires de l'aide sociale, d'offrir une formation à 250 000 travailleurEs de plus, et de donner à 4800 entreprises un accompagnement accru pour la formation des travailleurEs. Mesures favorisant la retraite progressive qui prendront la forme de modifications à la Loi sur les régimes complémentaires de retraite. Discussions à venir avec les syndicats et associations de cadres pour étendre la retraite progressive aux secteurs public et parapublic. **Régions ressources.** Les nouveaux crédits d'impôt ajoutent 50 M\$ à l'aide fiscale annuelle aux régions ressources, laquelle atteindra 166 M\$ en 2010-2011. Une enveloppe de 12 M\$ y est ajoutée pour le maintien de la vitalité des communautés locales. Des crédits supplémentaires de 50 M\$ sur cinq ans sont alloués pour des MRC économiquement éprouvées. **Économie sociale.** Reconstitution du Chantier de l'économie sociale (450 000 \$ par année) et ajout de 200 000 \$ à son budget annuel.

► En 2009-2010, **Faits saillants** : récession qui conduit à stimuler l'économie à coups de G\$ en soutiens aux entreprises et à l'emploi (apports en liquidités) (infrastructures) (énergies propres, **exploration gazière**, forêt, plan Nord, développement durable) (bonification du Pacte pour l'emploi) (économie sociale). L'interventionnisme décrié en 2003 est redevenu au goût du jour. «L'économie est tombée d'une falaise» (Warren Buffet). Une économie mondiale en récession. Perspectives mondiales grandement assombries depuis l'automne 2008. Les reculs prévus par le FMI pour 2009 sont de -1,6% (révisé à -2,6%) aux États-Unis, -2% (révisé à -2,6%) dans la zone euro, -2,6% (révisé à -5,8%) au Japon et 1,2% au Canada. Au début de 2009, les indices de confiance des consommateurs et des entreprises de l'OCDE sont à leur plus bas niveau enregistré. L'économie du Québec est entraînée à son tour en récession par la détérioration aux États-Unis : plus de 50 % de la production du Québec est pour l'exportation, dont 75% vers les États-Unis. On prévoit un recul des exportations de 8,3 %, une contraction du PIB réel de 1,2%, une perte de 62 900 emplois et une augmentation du taux de chômage à 8,9%. C'est moins profond qu'ailleurs car l'intervention de soutien a été rapide : un plan de 37 G\$ pour la réfection des hôpitaux, écoles, routes et équipements municipaux «en chantier depuis déjà 18 mois» et réductions des impôts des particuliers de plus d'1G\$ en 2008.» Les prévisions du budget 2008-2009 sont contredites par la réalité. En 2008, croissance de 0,8% . En 2009, recul de -1,2%. Prédications : 1,9% en 2010, 2,6 % en 2011, 2,5% en 2012, 2,4% en 2013. Les gouvernements ont fait des plans de relance. La reprise de l'activité économique est prévue pour 2010 au Québec. Les mesures de stimulation québécoise devraient avoir un impact sur le PIB de 2,1% en 2008, de 1,5 % en 2009, de 0 % en 2010, et maintenir ou générer 60 000 emplois. Il est prévu que le taux de chômage passera du creux historique de 7,2 % en 2008 à 8,9 % en moyenne en 2009, soit moins que ceux des récessions précédentes (jusqu'à 14,2 %

nouvelle division d'Investissement Québec (85 M\$ permettant de générer plus de 160 M\$ d'investissements) (18 M\$ sur trois ans) ; amélioration de l'aménagement du parc national des Îles-de-Boucherville, du parc de la Chute-Montmorency et du parc national des Grands-Jardins (35 M\$ à la SÉPAQ) (8,6 M\$ sur trois ans) ; bonification du programme Aide financière aux festivals et événements touristiques (22,5 M\$ sur cinq ans , soit 2,5 M\$ la première année et 5 M\$ ensuite) ; application optionnelle par demande des associations touristiques régionales (ATR) d'une taxe sur l'hébergement de 3 \$ plutôt que de 2\$ ou 3% du prix de la nuitée, retournable aux régions participantes ; en 2010, près de 8,1 M de touristes venus de l'extérieur ont dépensé près de 3,6 G\$, pour 140 000 emplois directs dans l'ensemble des régions, ce qui fait du tourisme le quatrième produit d'exportation du Québec .

► **Régions** (croissance démographique en 2011 dans toutes les régions pour la première fois en plus de 20 ans) (191,2 M\$ sur trois ans) : reconstitution du Fonds de développement régional (FDR) pour un total de 300 M\$ sur cinq ans (59,4 M\$ sur trois ans) ; prolongation de l'appui additionnel aux CLD portant l'enveloppe globale à 361 M\$ sur cinq ans (56,5 M\$ sur trois ans) ; travaux de voirie confiée aux MRC (4 M\$ en 2012-2013, 5 M\$ en 2013-2014) ; reconstitution pour cinq ans du Fonds d'initiatives autochtones et augmentation de son enveloppe à 135 M\$, avec des enveloppes spécifiques pour les femmes et les jeunes entrepreneurs (34 M\$ sur trois ans) ; fonds d'appariement de 15 M\$ avec la Fondation du maire, le Montréal inc. de demain, pour encourager les jeunes entrepreneurs montréalais (2,3 M\$ sur trois ans) ; aménagement de ceintures vertes autour des grands centres (communautés métropolitaines de Montréal et de Québec) (60 M\$, dont 5 M\$ pour Montréal et 10 M\$ pour Québec) (30 M\$ sur trois ans). **Québec** : appui à la Ville de Québec et à la compagnie Ex Machina pour la construction du Théâtre Le Diamant à la place d'Youville (configuration souple permettant la présentation d'œuvres contemporaines internationales et aménagement d'espaces commerciaux et de restauration) (jusqu'à 30 M\$). **Montréal** : travaux à la hauteur de 125 M\$ venant du Plan québécois des infrastructures pour laisser à Montréal un «legs tangible» à l'occasion de son 375^e anniversaire (amélioration du Biodôme, du Jardin botanique, de l'Insectarium, améliorations au parc Jean-Drapeau et aménagement d'une promenade riveraine, construction d'un nouveau pavillon au Musée des beaux-arts de Montréal pour accueillir la collection de maîtres anciens donnée par Michal et Renata Hornstein (valeur de 75 M\$) ; projets d'aménagements touristiques à l'Oratoire Saint-Joseph ; rénovation du Pavillon Wilson de l'Université McGill ; prêt sans intérêt de 3 M\$ sur cinq ans au Fonds de développement Emploi-Montréal (0,9 M\$ sur trois ans); part des investissements pour la métropole du Plan québécois des infrastructures dans les cinq prochaines années, 17 G\$.

► **Développement durable** (7,1 M\$ sur trois ans). Rappel de l'adoption du Plan d'action 2006-2012 sur les changements climatiques. Diminution des émissions québécoises de GES de 9 % de 2003 à 2009. Émissions de GES par habitant en 2009 : Québec 10,4 tonnes d'équivalent CO₂, Ontario, 12,6, États-Unis 21,5, Canada sans le Québec, 23,5, Saskatchewan, 71. «Le Québec affiche un des meilleurs bilans en Amérique du Nord pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES).» Attribué aux investissements dans les sources d'énergie renouvelables (hydroélectricité, énergie éolienne et au plan d'action 2006-2012). **Création du Fonds vert et mise en œuvre du plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques** (annonce à venir) (financement de 380 M\$ et déboursés de 380 M\$ sur trois ans) avec comme objectif de ramener les émissions de GES à 20 % de moins que leur niveau absolu de 1990 (plan autofinancé, avec investissement de 2,7 G\$ sur huit ans, dont 1,5 G\$ au développement et à la promotion du transport collectif et alternatif, 67,8 M\$ pour l'émergence de bâtiments résidentiels verts, 40 M\$ pour le verdissement du parc automobile québécois, 157,5 M\$ pour des partenariats avec les collectivités et la société civile, 610 M\$ en appui aux entreprises innovantes en matière de réduction de GES et d'économies d'énergie (dont bâtiments verts, bioénergie, soutien à l'intermodalité, amélioration de la performance environnementale du transport des marchandises, recherche et développement, efficacité énergétique), 200 M\$ pour favoriser l'adaptation de la société aux changements climatiques, 53 M\$ en partenariats, coopération internationale, gestion et reddition de compte. **Financement du Fonds vert par le marché du carbone dont la création a été annoncée en décembre 2011** : plafonnement et échange des droits d'émission des GES (attribués gratuitement, par vente aux enchères ou une combinaison des deux), s'appliquant dès 2013 aux grands émetteurs industriels et aux producteurs d'électricité, étendu en 2015 aux carburants et combustibles fossiles utilisés dans les secteurs des transports et des bâtiments, et



en 1983 et 13,2 % en 1993). «Nous nous sommes mieux préparés que par le passé pour affronter les intempéries. [...] Nous faisons du soutien aux travailleurs une mission pour toute la société québécoise.» **Priorité au soutien à l'économie sur l'équilibre budgétaire pendant la récession** : intensification de l'intervention pour atténuer les impacts du ralentissement et accélérer le processus de reprise. Les mesures annoncées s'ajoutent à celles de novembre et janvier et injectent 3,4 G\$ dans l'économie québécoise en 2009 et 2010, ce qui porte à 15 G\$ les liquidités additionnelles injectées dans l'économie pour ces deux années (élimination de la taxe sur le capital, Plan québécois des infrastructures 2009 et 2010, mesure du 19 décembre 2008, Le Point du 4 novembre 2008, Annonces du 14 janvier 2009, mesures du budget 2009-2010). «Il s'agit d'un effort sans précédent.» Il équivaut à 4,9 % du PIB (4,1 % au Canada et 4,8 % aux États-Unis). L'objectif du FMI est de 2% du PIB. Rappel des initiatives récentes : 4 G\$ de plus au Plan québécois des infrastructures (ce qui le porte à 42 G\$ sur cinq ans), 1 G\$ pour les entreprises (programme Renfort), 1 G\$ à la SGF pour investir dans les entreprises québécoises, hausse du crédit d'impôt pour revenu de retraite, indexation des prestations d'aide sociale et du régime d'imposition des particuliers, hausse du Soutien aux enfants et de la Prime au travail, crédit d'impôt pour la rénovation résidentielle. Plus l'élimination graduelle de la taxe sur le capital. Et l'augmentation du salaire minimum de 0,50 \$ pour le 1^{er} mai 2010. **Ajout de liquidités aux entreprises pour contrer les effets du resserrement du crédit** (sources de capitaux tarées et conditions de crédit resserrées) (et les soutenir pour financer les investissements qui leur permettraient d'accroître leur productivité et leur compétitivité et de rebondir à la reprise) : création d'un nouveau régime d'épargne-actions (REA II) pour faciliter le financement des PME sur les marchés publics d'épargne (déduction de 150% jusqu'au 31 décembre 2010 et de 100% ensuite, accessible aux entreprises de taille moyenne dont l'actif ne dépasse pas 200 M\$, pour augmenter le capital disponible pour les entreprises québécoises inscrites en bourse) (18 M\$ en 2009-2010 et 30 M\$ en 2010-2011); création d'un fonds d'urgence de 500 M\$, en partenariat avec le Fonds de solidarité FTQ et la SGF pour investir dans les entreprises de tous les secteurs pour leurs projets d'investissement (12,5 M\$ en 2009-2010 et en 2010-2011); aide à la croissance de Fondation (13,1 M\$ en 2009-2010 et 22,5 M\$ en 2010-2011) ; bonification de 60 M\$ des FIER-Régions pour aider l'emploi et les PME pour créer de nouveaux FIER-Régions et en recapitaliser d'autres (3 M\$ en 2009-2010 et en 2010); injection de 5 M\$ dans le Réseau d'investissement social du Québec (RISQ) pour appuyer l'économie sociale. **Soutien à l'innovation** : création d'un fonds de 825 M\$, confié à un gestionnaire indépendant et expérimenté, pour le financement de fonds de capital de risque, en partenariat avec la Caisse de dépôt et placement du Québec et le Fonds de solidarité FTQ, dont 200 M\$ proviendront du gouvernement, pour financer environ 20 fonds appyant les entreprises technologiques en démarrage et en croissance (10 M\$ en 2009-2010 et en 2010-2011); création de trois fonds d'amorçage totalisant 125 M\$, dont 50 M\$ du gouvernement, pour financer les nouvelles entreprises des secteurs des technologies de l'information et des communications, des sciences de la vie et des autres technologies (2,5 M\$ en 2009-2010 et en 2010-2011); congé fiscal de dix ans pour les sociétés qui commercialisent une propriété intellectuelle (0,4 M\$ en 2010-2011). **Soutien particulier au secteur forestier** (près de 70 000 emplois y sont liés), particulièrement touché par la crise : aide additionnelle (en plus du 1,4 G\$ mobilisé depuis 2005 pour favoriser la restructuration, les travailleurs et les communautés) de 65 M\$ pour bonifier le Programme d'investissements sylvicoles (22 M\$ en 2009-2010), financer la production de plants forestiers (25,6 M\$ en 2009-2010) et développer de nouveaux marchés (11,5 M\$ en 2009-2010 pour d'autres mesures); le programme Renfort est bonifié et élargi au secteur forestier (40 M\$ en 2009-2010 et 20 M\$ en 2010-2011); le crédit d'impôt pour la formation de la main-d'œuvre est élargi aux secteurs des mines et des forêts, plus touchées notamment par la baisse des prix des matières premières. Les détails seront présentés par le ministre des Ressources naturelles et de la Faune. **Emploi** : bonification de 518 M\$ au Pacte de l'emploi («1 G\$ sur trois ans pour augmenter la participation au marché du travail») (dont les résultats sont jugés très encourageants, soit 900 entreprises de plus pour la mesure de formation, 4000 personnes de plus en démarche d'insertion, et plus de 6200 adultes en moins à l'aide sociale depuis sa mise en place), en tenant compte des contributions du fédéral et du secteur privé, ce qui le fait passer de 1 à 1,5 G\$ sur trois ans, pour des sommes supplémentaires pour soutenir la clientèle additionnelle de chômeurs, pour étendre à toutes les régions du Québec la portée du Programme de soutien aux travailleurs licenciés collectivement; pour intervenir directement auprès des entreprises pour qu'elles soient incitées à opter pour la formation de leur main-d'oeuvre plutôt que de procéder à des

rapportant 2,4 G\$ d'ici 2020 en vente de droits d'émission (10 M\$ en 2012-2013, 1 G\$ sur cinq ans, sur une base de 10 \$ la tonne pour la première année) ; réduction du volume de droits d'émission mis en vente d'année en année par le gouvernement jusqu'à l'atteinte des objectifs de réduction ; prolongation jusqu'au 31 décembre 2014 (au lieu du 30 septembre 2013) de la redevance sur les carburants et les combustibles fossiles (220 M\$ en attendant que le marché du carbone ait son plein essor). **Objectifs du nouveau plan** : encourager les citoyens à améliorer l'efficacité énergétique de leurs maisons (bonification du programme Rénoclimat, alors que le programme écoÉNERGIE Rénovation du fédéral se termine le 31 mars 2012, 34,1 M\$ sur trois ans) et à utiliser le transport en commun (un autobus peut remplacer 40 automobiles, économiser annuellement 70 000 litres de carburant et éviter le rejet de 168 tonnes de polluants dans l'atmosphère) ; favoriser un aménagement durable du territoire ; appuyer les entreprises innovantes en soutenant l'efficacité énergétique, le recours aux sources d'énergie moins émettrices, ainsi que l'implantation ou la mise à niveau de procédés et de pratiques pour réduire les GES ; à favoriser l'adaptation de la société québécoise aux changements climatiques. **Technologies propres** : participation au Fonds Cycle Capital III pour investir dans des entreprises de technologies propres au stade de développement (sera doté d'une capitalisation d'au moins 100 M\$) (4,1 M\$ sur trois ans). **Lacs** : poursuite de la lutte contre le vieillissement des lacs (3 M\$ sur trois ans). Le Québec parmi les meilleurs au Canada et aux États-Unis relativement aux émissions de GES. Atteinte en 2009 du plus bas taux d'émission par habitant jamais observé au Québec (2,5 % sous le niveau de 1990).

► [Retour au début de la section.](#)



licenciements. Trois mesures (222,4 M\$ en 2009-2010 et 233,4 M\$ en 2010-2011): soutien additionnel pour développer le potentiel des personnes (155,4 M\$ en 2009-2010 et 188,3 M\$ en 2010-2011), soutien additionnel pour favoriser la formation (55,6 M\$ en 2009-2010, 45,2 M\$ en 2010-2011), soutien additionnel pour valoriser le travail (11,4 en 2009-2010, 0,9 M\$ en 2010-2011). Les nouvelles mesures seront annoncées par le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale. « L'emploi est la priorité de notre gouvernement. Nous faisons du soutien aux travailleurs une mission pour toute la société québécoise. » « Nous nous sommes mieux préparés que par le passé pour affronter les intempéries. Mais pour chaque personne qui perd son emploi, je suis bien consciente qu'il s'agit d'une épreuve. L'emploi est la priorité de notre gouvernement. Nous faisons du soutien aux travailleurs une mission pour toute la société québécoise. »

Amorcer un Plan Nord : à élaborer en partenariat avec les Premières Nations, les Inuits et l'ensemble des communautés locales, soit un projet global qui intègre le développement énergétique, le développement minier, le développement récréotouristique, le développement du transport et le développement des communautés dans un modèle de développement durable. Les premiers gestes : développer l'accès au territoire (698 M\$ pour la construction de routes et 106 M\$ pour l'amélioration des aéroports nordiques) (impact total de 2,7 M\$ en 2009-2010 et de 6 M\$ en 2010-2011).

Hydro-électricité : des projets d'investissements d'Hydro-Québec de 5 G\$ en 2009 et 5,3 G\$ en 2010. Un plan pour « faire du Québec une puissance mondiale des énergies propres et renouvelables », « pour satisfaire la croissance de la demande intérieure, mais aussi celle des marchés d'exportation », des projets totalisant 3 500 mégawatts d'électricité supplémentaires seront mis en oeuvre d'ici 2035, dont 700 mégawatts seront réservés au développement d'autres filières d'énergie renouvelable, comme l'éolien. Depuis 2003, plus de 2000 nouveaux mégawatts ont été mis en services, notamment avec les centrales Eastmain-1, Mercier et Péribonka. Il s'y est ajouté la Stratégie énergétique du Québec (8 G\$ d'investissements et 34 000 emplois) qui prévoit 4500 mégawatts d'hydroélectricité et 4000 mégawatts d'énergie éolienne. Combinés aux travaux entrepris depuis 2003, le Québec disposera, d'ici 2035, de 14 000 mégawatts additionnels d'hydroélectricité et d'autres formes d'énergie renouvelable. « Il s'agit là d'un rythme de développement inégalé depuis la Baie-James » et « plus de 70 G\$ investis en énergie propre et renouvelable, évitant 20 M de tonnes de gaz à effet de serre, soit l'équivalent de 5 M de voitures », dont les exportations contribueront à améliorer le bilan nord-américain des émissions de gaz à effet de serre. « Au cours des prochaines semaines, mon collègue, le ministre des Ressources naturelles et de la Faune, entreprendra une série de rencontres et de missions auprès de décideurs et d'intervenants des États de la Nouvelle-Angleterre, de l'État de New York et de l'Ontario afin d'ouvrir de nouveaux marchés à l'électricité québécoise. »

Exploration gazière : « Le Québec entend mettre en valeur, de façon responsable et respectueuse, les hydrocarbures présents sur son territoire. » « Si le quart du potentiel gazier était récupéré, la production pourrait répondre aux besoins du Québec pendant plus de 40 ans. » Pour stimuler l'exploration gazière et mettre à profit le potentiel gazier du Québec, particulièrement en Gaspésie et dans le Bas-Saint-Laurent, 11 M\$ sur deux ans pour inciter les sociétés gazières à poursuivre leurs activités d'exploration et d'exploitation, malgré la conjoncture, notamment par un congé de redevances de cinq ans sur les puits forés avant 2011.

Protection de l'environnement et technologies vertes : positionnement comme leader mondial (8,6 M\$ en 2009-2010 et 12,6 M\$ en 2010-2011). « Comme l'a dit Al Gore à Montréal en avril dernier, le problème du réchauffement climatique serait en voie d'être réglé si davantage de pays suivaient l'exemple du gouvernement du Québec. Pour que le Québec puisse pleinement profiter de sa position concurrentielle, le Canada doit s'engager dans la mise en place d'un système nord-américain d'échange et de plafonnement des émissions polluantes. Pour ce faire, il doit s'inspirer des objectifs poursuivis par la Western Climate Initiative qui regroupe, en plus du Québec, dix autres États américains et provinces canadiennes. De plus, nous devons poursuivre nos discussions avec le reste du Canada pour déterminer la position canadienne en vue de la Conférence des Nations unies sur les changements climatiques qui se tiendra à Copenhague en décembre. La Conférence devrait donner lieu à la conclusion d'un traité comprenant de nouvelles cibles de réduction des émissions de gaz à effet de serre pour 2020. Le Canada doit prendre exemple sur le Québec et se donner des cibles ambitieuses de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Nos partenaires en matière de développement durable nous demandent de continuer à faire preuve de leadership dans la lutte aux changements climatiques. C'est ce que nous faisons. Nous allons plus loin dans nos efforts visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre. Nous participons au développement de nouvelles filières de technologies vertes. »

Annonces : un programme



d'immobilisations de 500 M\$ pour l'installation d'équipements de production de bioénergie, entre autres pour les municipalités produisant de l'énergie par le recyclage de déchets domestiques; un programme de 204 M\$ pour accélérer le plan de modernisation de la gestion des barrages publics; un programme de 8 M\$ pour le soutien à la recherche et au développement de nouvelles technologies comme les biocarburants de seconde génération, les véhicules électriques, l'énergie solaire et la géothermie; un crédit d'impôt remboursable pour favoriser l'achat ou la location d'un véhicule écoénergétique, qui sera encore plus élevé si le véhicule est électrique. Des normes plus élevées en matière d'efficacité énergétique pour les édifices publics.

► En 2010-2011, au plan mondial, la reprise suit «la récession la plus sévère depuis la Grande Dépression».

Elle est soutenue par des mesures exceptionnelles «de détente monétaire, d'appui au système financier et de stimulation budgétaire». Les économies émergentes d'Asie seront motrices en 2010 et 2011, la croissance restera fragile en Europe, aux États-Unis elle restera alimentée de puissants stimuli budgétaires, au Canada, le PIB s'est remis à progresser dans la deuxième moitié de 2009 et la croissance devrait s'élever à 2,7% en 2010 et 3% en 2011. Le commerce mondial a redémarré. **Au Québec, «la reprise de l'économie est bien engagée».** Reprise de l'activité économique depuis le troisième trimestre de 2009 après trois trimestres de recul. Après avoir reculé de 1,4 % en 2009, le PIB réel devrait progresser de 2,3 % en 2010. Entre juillet 2009 et février 2010, 50100 emplois créés. Prévision de création de 38 700 emplois en 2010 et de 41 600 emplois en 2011. Le taux de chômage au Québec est plus bas qu'en 2003, malgré la récente récession mondiale. Le Québec «a mieux résisté à la récession que ses principaux partenaires commerciaux». Cette bonne performance du Québec est présentée comme une opportunité de se positionner favorablement par rapport aux partenaires économiques. En 2009, la production et l'emploi ont été moins touchés au Québec qu'en Ontario, au Canada et aux États-Unis. Les ménages recommencent à consommer après une diminution en 2009. Les investissements résidentiels devraient croître en 2010 puis diminuer légèrement en 2011. Les investissements non résidentiels devraient croître de 5,2% en 2010 en raison entre autres de la croissance élevée des investissements publics. Les investissements privés devraient se faire encore attendre, mais les entreprises devraient accroître leur production. Le recul de la production en 2008 et 2009 laissera des traces qui ne seront pas récupérées par une croissance de la production supérieure à la tendance historique. Le niveau du PIB nominal sera inférieur de 17 G\$ en 2010 et de 13 G\$ en 2014 à la prévision du budget 2009-2008. Les exportations seront freinées par le niveau élevé du dollar canadien, la concurrence des économies émergentes et la progression limitée de la demande intérieure américaine. **Deux leviers. Agir sur la démographie et sur l'emploi.** La population âgée de 65 ans et plus va s'accroître et le bassin de travailleurs de 15 à 64 ans va diminuer dès 2014. De 2010 à 2030, il est prévu qu'elle diminuera de 3,3 % alors qu'elle croîtra de 10 % aux États-Unis et de 12,3 % en Ontario. **Démographie** : c'est fait avec l'augmentation de 58% du soutien financier aux familles entre 2003 et 2009, qui a un impact, l'Institut de la statistique du Québec ayant révisé à la hausse ses perspectives démographiques. «Pour la première fois depuis 50 ans, le taux de fécondité des Québécoises dépasse celui des Canadiennes.» **Emploi** : «pour maintenir notre potentiel économique, nous devons changer notre rapport au travail.» Mise sur pied de la Commission nationale sur la participation au marché du travail. Elle déterminera les avenues qui permettront au Québec de maximiser la qualité et la quantité de sa main-d'oeuvre.» Dont favoriser le vieillissement actif. Création de la Commission nationale sur la participation au marché du travail, dont les présidentEs Françoise Bertrand et Gilles Demers remettront un rapport intérimaire en février 2011 et un rapport final à l'automne 2011 (budget de recherche de 1 M\$ pour embaucher des experts reconnus en plus de professionnels des ministères des Finances, de l'Emploi et de la Solidarité sociale et de la Régie des rentes du Québec). Trois axes pour accroître la productivité et la performance : l'éducation (75 M\$ pour actualiser les programmes de formation professionnelle et technique et améliorer l'offre de formation dans toutes les régions), l'innovation, l'environnement d'affaires. **Poursuite du plan de relance.** En tout 15 G\$ injectés en liquidités dans l'économie en 2009 et 2010, soit 4,9 % du PIB de la province (au Canada, c'est 4,8% du PIB et aux États-Unis, 5,3%). Poursuite du plan de relance (8,2 G\$ en 2010, soit 3,1 G\$ pour les entreprises, 0,7 G\$ pour les particuliers et 4,4 G\$ pour améliorer les infrastructures) (15 G\$ au total en 2009 et 2010). **Ce qui aura contribué à rehausser le PIB réel de 1,5 point de pourcentage comparativement à s'il n'y avait pas eu de mesures de soutien.** Comme tel, l'impact financier des nouvelles initiatives pour le gouvernement sera de 215,7 M\$ en 2010-2011,



294,4 M\$ en 2011-2012 et 329,3 M\$ en 2012-2013. Rappel des mesures de 2009 : contribution directe «à la bonne tenue de l'économie»(6,8 G\$). Bénéfices tangibles : «Le Pacte pour l'emploi a contribué à la démarche d'insertion en emploi et de formation de plus de 19 500 personnes. Le programme de Soutien aux entreprises à risque de ralentissement économique (SERRÉ) a permis à 27 000 travailleurs de garder leur emploi. Le programme Renfort a financé environ 575 entreprises pour un total de près de 750M\$. «Chaque année, le Plan québécois des infrastructures et le programme d'investissement énergétique ont maintenu ou créé près de 100 000 emplois.» «Nous avons maintenu les services aux citoyens, en particulier pour les familles et les aînés. Nous avons aidé des centaines d'entreprises à avoir les liquidités nécessaires pour garder les Québécois au travail. Nous avons protégé des milliers d'emplois et soutenu les travailleurs avec des programmes de formation adaptés à leurs besoins.» Le gouvernement poursuit avec la deuxième moitié du plan de relance en engageant les 8,2 G\$ prévus pour 2010 pour un total de 15 G\$ sur deux ans. Poursuite du Pacte pour l'emploi Plus, du programme Renfort pour le financement des entreprises, du Plan québécois des infrastructures. Nouvelles initiatives ciblant «les régions et les secteurs les plus touchés par la récession : 30 M\$ sur deux ans pour la mise en oeuvre du Plan Emploi Métropole; 50,5 M\$, en 2010-2011, pour un soutien particulier à l'industrie forestière. Fin des investissements du Fonds Élan d'entreprises, un fonds d'urgence de 500 M\$ mis en place lors du budget 2009-2010 en parité entre le Fonds de solidarité FTQ (250 M\$) et la Société générale de financement du Québec (SGF) (250 M\$) pour répondre aux besoins pressants de liquidités pendant la crise. En tout 52 M\$ ont été investis, soit 26 M\$ par la SGF. Le besoin n'étant plus là, le gouvernement récupère sa partie de mise de fonds non engagée, soit 224 M\$. **Poursuite du plan québécois des infrastructures 2009-2014** (42,6 G\$ sur cinq ans, 9,1 G\$ en 2010-2011, soit 200 M\$ de plus qu'en 2009-2010 et 2,5 G\$ de plus qu'en 2008-2009; ça baissera ensuite jusqu'à 7,5 G\$ en 2013-2014). Ceci comprend 209 M\$ de plus pour les infrastructures sportives dans le Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique créé en 2006 (pour modifier le système de réfrigération dans les arénas avec une contribution à la moitié des coûts engagés et créer l'Institut national du sport, soutenir le sport de haut niveau à la hauteur de 24 M\$ et d'autres projets), plus l'augmentation du prélèvement de 30 M\$ par année à même la taxe sur le tabac pour ce fonds d'un 19 M\$ de plus par année de 2010-2011 à 2022-2023; l'enveloppe de projets de ce fonds passe ainsi du 325 M\$ actuel à 543 M\$. En tout; 28,5 G\$ pour l'entretien/rénovation des routes et des établissements publics, 14,1 G\$ pour la construction de routes, l'ajout de lits dans les hôpitaux et de classes dans les écoles. Avec le programme d'investissement d'Hydro-Québec, ça montera à 14 G\$ en 2010 et en 2011. En tout, ça crée et soutient 100 000 emplois par année. **Fonds des infrastructures routières** : mis en place et financé par la taxe sur les carburants (hausse de 0,01\$ le litre en avril 2011, et à chacune des trois années suivantes) et les droits sur les permis de conduire et les immatriculations. Le fonds servira au transport en commun et aux routes. Principe de l'utilisateur-payeur. Contribution des usagers par une hausse de la taxe sur les carburants de 0,01\$ le litre le 1^{er} avril 2010 et les trois années suivantes. **Le développement du Québec a trois piliers : la capitale nationale, les régions, la métropole. Plan Emploi Métropole** : devant un recul de 4% de l'emploi en 2009 à Montréal soit quatre fois plus que dans l'ensemble du Québec, ce plan, à annoncer, a trois axes, développer les compétences de la main d'œuvre, appuyer les chercheurs d'emploi, appuyer l'entrepreneuriat (30 M\$, soit 20 M\$ du gouvernement du Québec, soit 10 M\$ en 2010-2011 et en 2011-2012 en crédits additionnels du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, et 10 M\$ de la Commission des partenaires du marché du travail) sur deux ans. Ajout de 175 millions de dollars pour l'appui au développement économique de la Ville de Montréal pour prolonger jusqu'en 2017 l'appui à la stratégie de développement *Imaginer – Réaliser Montréal 2025*. Application d'une hausse de la taxe sur l'essence – jusqu'à 1,5 cent le litre – pour financer le transport collectif, sans réduction de la part des usagers et des municipalités, si la communauté métropolitaine de Montréal en fait la demande (revenus potentiels de 53 M\$). Appui au développement et à la promotion du secteur financier de Montréal et à la mise sur pied d'une table de concertation incluant le Mouvement Desjardins et la Caisse de dépôt et placement du Québec ; remplacement du régime des centres financiers internationaux instauré en 1986 par un crédit d'impôt remboursable portant sur les salaires versés aux employés. Implantation d'une navette ferroviaire entre l'aéroport et le centre-ville de Montréal (200 M\$) par Aéroports de Montréal, en comptant aussi sur l'appui du gouvernement fédéral. **Québec** : 35 M\$ prolongeant l'appui déjà accordé de cinq ans pour «tabler sur la vitalité de la capitale nationale dont l'économie est demeurée vigoureuse malgré la récession» avec un taux de chômage de 4,1 %



parmi les plus bas au Canada. Application d'une hausse de la taxe sur l'essence – jusqu'à 1,5 cent le litre – pour financer le transport collectif, sans réduction de la part des usagers et des municipalités, si la communauté métropolitaine de Québec en fait la demande (revenus potentiels de 10,5 M\$). **Régions** : 56,5 M\$ en 2010-2011 qui totaliseront 255,5 M\$ sur les trois prochains exercices. Plus les retombées du Plan québécois des infrastructures et du programme d'investissement d'Hydro-Québec. Stratégie de développement de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, 6 M\$ par année de 2010-2011 à 2012-2013 en crédits additionnels octroyés au ministère des Ressources naturelles et de la Faune. **Industrie forestière** : 50,5 M\$ en 2010-2011 pour «protéger, régénérer et accroître le capital forestier», dont 25,6 M\$ en crédits additionnels au ministère des Ressources naturelles et de la Faune en 2010-2011 pour le financement de la production de plants forestiers, 14,9 M\$ pour la prolongation du Programme d'investissements sylvicoles et 10 M\$ pour la protection des forêts en continuant d'assumer la totalité des coûts associés aux opérations d'extinction de feux de forêt. **Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation** : actualisation et prolongation de la stratégie (1,1 G\$ investis dans les trois prochaines années, détails à annoncer) pour la poursuite des initiatives en recherche et innovation, le lancement de trois projets «mobilisateurs» de démonstration technologique, en aéronautique autour de l'avion écologique, de véhicules électriques, vers un virage vert du côté de l'industrie des pâtes et papiers (bioraffinerie, production de nanocellulose cristalline, biocarburants. **Environnement d'affaires concurrentiel** : dans ce qui est déjà fait, il y a l'élimination de la taxe sur le capital, mise en place d'un crédit d'impôt à l'investissement, réorienté, ainsi que l'aide fiscale aux régions, vers l'investissement. Investissement Québec : 50 M\$ sur trois ans pour les PME exportatrices. Ce qui s'ajoute à l'initiative de la Caisse de dépôt et placement du Québec, Mouvement Desjardins et Capital régional et coopératif Desjardins pour appuyer le développement des PME, dont celles qui exportent (600 M\$). **Entrepreneuriat** : création du Fonds d'investissements pour la relève agricole, d'une durée de 15 ans pour investir dans le transfert et le démarrage non apparentés d'entreprises agricoles par de jeunes entrepreneurs de moins de 40 ans (comptabilité à titre de placement, sans impact budgétaire). Fonds de 75 millions de dollars créé en collaboration avec le Fonds de solidarité FTQ et Capital régional et coopératif Desjardins, dont 25 millions de dollars proviendront du gouvernement par l'intermédiaire de la Financière agricole du Québec. **Croissance Québec Techno** mis en place de la mesure pour «un accompagnement de haut calibre à des entrepreneurs finement sélectionnés» qui assisteront à des sessions de formation sur la gestion d'entreprise données par le MIT Entrepreneurship Center (1,8 M\$ sur trois ans à partir de 2010-2011). **Économie verte et développement durable** : sera un axe important de l'économie pour les vingt prochaines années. Réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES); le gouvernement a annoncé en novembre 2009 l'objectif du Québec en matière de réduction de GES pour 2020 : soit 20 % sous le niveau de 1990. En 2020, le Québec aura le plus faible taux d'émission par habitant en Amérique du Nord, évitant l'émission de 21 M tonnes de gaz à effet de serre en 2020, soit l'équivalent de 5 M voitures d'aujourd'hui, soit la quasi-totalité du parc de véhicules actuel. En suivi du Plan d'action 2006-2012 sur les changements climatiques, des jalons sont posés pour 2020. Encouragement du virage vert des véhicules lourds (obligation à compter de 2010 pour les camions et tracteurs neufs utilisés dans le transport de marchandises de respecter les nouvelles normes nord-américaines sur les émissions polluantes. Modification du taux d'amortissement pour les camions et tracteurs utilisés pour le transport des marchandises. Politique industrielle pour le développement d'une filière des véhicules électriques (soutiendra des projets novateurs comme l'autobus électrique) (30 M\$ sur trois ans) (plan d'action à venir). Avantage de l'hydroélectricité (une tonne d'aluminium produite au Québec génère 5 fois moins de gaz à effet de serre qu'en Chine) (24 M\$ dollars sur trois ans pour encourager la commercialisation de produits ayant obtenu une certification d'empreinte carbone). Mise en place d'une banque de données sur l'analyse du cycle de vie des produits (1,5 M\$ sur trois ans). Prolongation et bonification du programme ClimatSol pour cinq ans soit jusqu'au 31 mars 2015, dont 10 M\$ à Québec. Promotion de nouveaux modèles de gestion des ressources, 57 M\$ sur trois ans pour poursuivre le déploiement du Plan Nord et encourager des initiatives permettant de répondre à des besoins exprimés par les communautés locales; activités de reboisement, appui au développement touristique, poursuite de la création de cinq parcs nationaux; amélioration des connaissances environnementales et biologiques du territoire. Imposition à compter du 1^{er} janvier 2011 d'une redevance sur l'eau utilisée comme intrant ou dans les processus de production pour sensibiliser les utilisateurs à la valeur de la ressource. Aide temporaire pour soutenir le financement de projets d'énergie éolienne qui



doivent être réalisés de 2010 à 2012 (15 M\$ en 2010-2011 et en 2011-2012. Élargissement de la déduction pour amortissement accéléré à l'égard du matériel utilisé pour la production d'énergie propre et la conservation d'énergie. **Gaz naturel : suivi des développements «prometteurs» en matière d'exploration sur le territoire québécois.**

► En 2011-2012, **contexte économique** : l'économie va bien et demeure «globalement conforme à celle présentée il y a un an» : recul de seulement 0,3% en 2009 et croissance de 3% du PIB réel en 2010 comparativement à une croissance prévue de 2,3% au budget de 2010-2011. Prévision de croissance de 2% en 2011 et 2,2% en 2012. Pour le PIB nominal, qui inclut les effets de la hausse des prix, les prévisions sont de 4,4 % en 2010, 3,9 % en 2011 et 4,4 % en 2012. Croissance des exportations de -0,3 % en 2010, et prévisions de 3,4 % en 2011 et 4,4 % en 2012. **La croissance économique mondiale**, «soutenue par les plans de relance des gouvernements» a été «vigoureuse», soit 4,8 % en 2010 à la sortie de la récession. Les économies émergentes restent en expansion avec une croissance prévue de 6,2 % en 2011 et 6,6 % en 2012, associées à une forte demande intérieure et à l'expansion du commerce international, et à une pression inflationniste (prix du pétrole et des aliments) et à des resserrements de politiques monétaires. La croissance en zone euro sera modérée. **Elle devrait être «au rendez-vous» aux États-Unis.** La demande intérieure canadienne restera soutenue, mais «la force du dollar canadien limitera l'expansion des exportations». Dans les «économies avancées», les problèmes de déficit demeurent présents et des mesures de rééquilibrage budgétaire sont en cours (hausses des impôts et contributions, gels de salaires, mesures pour contrer l'évasion fiscale, allègements liés à la reprise). Le vieillissement des populations joue aussi. Parmi les risques identifiés : des prix du pétrole plus élevés que prévu, des inquiétudes sur la situation budgétaire de certaines économies avancées, des mesures de soutien à l'économie non accompagnée d'une relance rapide de l'emploi aux États-Unis. **Au Canada**, le dollar devrait demeurer élevé. **Le Québec** s'en est mieux et plus vite tiré qu'ailleurs en raison des choix faits grâce à «son cadre rigoureux pour éviter le pire» et son plan d'action de 14,2 G\$. Le Québec a également fait mieux que ses partenaires commerciaux sur le plan de l'emploi : niveau actuel supérieur à celui d'avant la récession (125 900 emplois entre juillet 2009 et janvier 2011), taux de chômage comparable à d'autres à 8% en 2010, avec une prévision de 7,7 % en 2011 et 7,5 % en 2012. La croissance au Québec en 2010 a été stimulée par la forte création d'emplois, la croissance de la demande intérieure, l'impact des mesures de stimulation économique, la reprise des investissements des entreprises, le rebond de la construction résidentielle. «En 2010, le Québec disposait au total d'un stock de capital non résidentiel de 294,8 G\$. Les entreprises privées et publiques détenaient 68,5 % de ce capital, soit 202,0 G\$, alors que le stock de capital public représentait 31,5 % du stock de capital total et s'élevait à 92,8 G\$.» La part du Québec et des municipalités est passée entre 2006 et 2010 de 40,1 G\$ à 58,4 G\$, une hausse de 45,4 %. Le stock de capital public par habitant s'est amélioré de 7,9 % entre 2003 et 2006 et de 16,7 % entre 2007 et 2010. L'accélération des investissements publics entre 2009 et 2014 aura eu pour effet d'améliorer le PIB réel d'une moyenne de 0,9 % par année. Le contexte international est plus compétitif et contraignant. Le revenu personnel des ménages devrait progresser de 3,4 % en 2010, de 3,6 % en 2011 et de 3,3 % en 2012, et les bénéfices des sociétés, respectivement de 10,5 %, 6,5 % et 8,3 %, et l'indice des prix à la consommation, de 1,2 %, 2,7 % et 2,7 %. Le revenu personnel disponible par habitant devrait passer de 26 709 \$ en 2010, à 27 262 \$ en 2011 et 27 861 \$ en 2012. La croissance sera ralentie à moyen terme par la démographie. «En l'absence de nouvelles politiques pour soutenir la démographie, l'emploi et la productivité, la croissance économique au Québec ralentira significativement d'ici quinze ans.» Trois scénarios sont examinés avec ou sans amélioration des tendances, et avec «des politiques publiques ambitieuses en matière de natalité, d'immigration, de participation au marché du travail et de productivité». **Le Québec ne vit pas en vase clos.** Turbulences mondiales «sans précédent dans l'histoire». États-Unis et zone euro durement frappés. Économie québécoise fait preuve d'une résilience exceptionnelle. Moins atteints qu'ailleurs en raison de diversification de l'économie, ténacité des travailleurs et des entreprises, intervention rapide du gouvernement. Recul de seulement 0,3% en 2009 et croissance de 3% en 2010. Prévision de croissance de 2% en 2011. **Saisir les occasions en lien avec le rebondissement rapide du BRIC: Brésil, Russie, Inde, Chine.** «Des changements de cette envergure ne se produisent pas plus d'une fois par siècle. Ils offrent des occasions extraordinaires aux économies qui disposent de compétences ou de ressources naturelles. Au Québec, nous avons les deux.» Rebondissement rapide des économies émergentes (40 % de l'économie mondiale) : Brésil, Russie, Inde, Chine, qui sont et resteront «les locomotives



de la croissance mondiale». Situation comparable à l'accélération vécue au XIXe et XXe siècle dans les pays industrialisés : se dotent d'infrastructures modernes, consommation de biens et services qui se démocratise. «Des changements de cette envergure ne se produisent pas plus d'une fois par siècle. Ils offrent des occasions extraordinaires aux économies qui disposent de compétences ou de ressources naturelles. Au Québec, nous avons les deux.» «Cette conjoncture favorable ne sera pas éternelle. Nous devons aux Québécois d'aujourd'hui et – oui ! – à ceux de demain, d'agir maintenant pour saisir les occasions de créer de la richesse et de positionner solidement le Québec sans l'ordre économique nouveau.» Malgré les contraintes de retour à l'équilibre, mesures pour accroître la capacité du Québec de saisir «les occasions que leur offre ce nouveau monde». **Ressources** [N.D.L.R. Pour les «compétences», voir les mesures relatives aux études supérieures et au travailleurEs de plus de 60 ans dans les sections Revenus des personnes et Programmes] : «Parlons d'abord des ressources», dont le rendement est à «optimiser». Mesures pour «optimiser les bénéfices à tirer de nos abondantes ressources naturelles». Au nord et au sud du 49e parallèle. Au nord, plus de la moitié du territoire, habité par 120 000 personnes, dont 33 000 de quatre nations autochtones. **Plan Nord** : touche le territoire du Québec au nord du 49e parallèle, habité par 120 000 personnes, dont 33 000 autochtones répartiEs dans 4 nations. Communautés locales dont autochtones associées au développement par diverses structures de concertations, dans le respect des ententes et conventions signées. «Ce territoire est soumis à des conditions climatiques extrêmes. Il comprend des écosystèmes fragiles, particulièrement sensibles aux changements climatiques. La protection de l'environnement et la conservation de la biodiversité constituent ainsi des problématiques majeures, auxquelles il sera pleinement répondu dans le Plan Nord», notamment par 50% du territoire au nord du 49e parallèle soustrait à l'activité industrielle. Modèle d'affaires correspondant aux enjeux en cause, où «le gouvernement a en effet un rôle crucial à jouer, aussi bien pour stimuler les investissements privés que pour assumer la réalisation des projets placés sous sa responsabilité». Part du public : investissements massifs (incluant Hydro Québec) pour développer les infrastructures à caractère stratégique, i.e. «reliés de façon prioritaire aux projets énergétiques, aux projets miniers et aux autres projets de développement les plus prometteurs» (transport, ce qui aura pour effet de réduire le coût de la vie, «au bénéfice des habitants du Nord», et télécommunications, ces deux actions ayant pour effet de «désenclaver le territoire» et de l'ouvrir au développement), investissements et mesures dans le domaine social (initiatives socio-économiques pour le logement et la formation) pour «améliorer la qualité de vie des habitants du Nord», démarchage et promotion à l'étranger, et pour développer le potentiel énergétique (grands barrages et éolien). Parti du privé : exploiter le territoire valorisé en investissant «pour l'essentiel» dans les mines, et aussi dans les ressources forestières, fauniques, touristiques, bioalimentaire. Deux premières initiatives : création du Fonds du Plan Nord et négociation de participations dans des projets. Fonds du Plan Nord : investissements en infrastructures de 1,6 G\$ sur 5 ans (dont 282 M\$ en 2011-2012), devant atteindre 2,1 G\$ sur l'horizon de réalisation de 25 ans, financé principalement «à partir d'une partie des revenus fiscaux retirés du développement du Nord», selon une approche qualifiée d'«efficace et prudente», reliant «activité économique déclenchée», «retombées de cette activité» et «ressources investies», où le gouvernement investira en proportion des retombées (retombées fiscales et investissements) le secteur minier étant «très sensible à la conjoncture économique mondiale» et la conjoncture sujette à retournements malgré le contexte actuel favorable. Les retombées fiscales escomptées, directes et indirectes, découleront des «nouveaux projets miniers», des «nouveaux projets d'Hydro-Québec», y compris la taxe sur les services publics» et de ce qui résultera des projets d'infrastructures publiques. Les prélèvements sur les revenus autonomes «en fonction de ces retombées seront déterminés pour une période de cinq ans», avec révision annuelle (prévisions de revenus à percevoir de 235 M\$ d'ici à 2015-2016). Les autres revenus seront les «contributions exigées des partenaires» privés et publics pour ce qui sera construit pour leur bénéfice (tarification ou contribution au financement) (4 M\$ sur cinq ans) et une contribution d'Hydro-Québec de 10 M\$ par année (50 M\$ sur cinq ans) au financement des projets sociaux, soit le tiers de leur valeur, ce qui lui permettra «d'améliorer son image de marque par son association aux projets sociaux destinés à améliorer les conditions socioéconomiques des communautés vivant sur le territoire du Plan Nord». Le tout (289 M\$ sur cinq ans, avec des dépenses de 274 M\$ et un excédent de 15,2 M\$) s'ajoutera au financement «provenant des crédits budgétaires ou de l'autofinancement des ministères et des organismes». Quant aux redevances hydrauliques, minières, pétrolières, gazières, elles correspondront aux choix faits pour l'ensemble du



Québec (versements au Fonds des générations dans le premiers cas, et versements modulés pour les autres cas entre le Fonds des générations et le fonds consolidé du revenu, le but état «de permettre à tous les Québécois, et en particulier aux générations futures, de bénéficier de la création de richesse liée au développement du Plan Nord». Travaux d'infrastructure, «commençant dès cette année», prolongement de la route 167 au nord de Mistissini vers les gisements de diamants des monts Otish (260 km, 26 cours d'eau à traverser, «importants travaux de déboisement», installation de plusieurs campements temporaires) (60,9 M\$ en 2011-2012, 280 M\$ sur cinq ans) (donnera aussi accès au futur parc national Albanel-Témiscamie-Otish, et un accès beaucoup plus facile à leur territoire de trappe aux familles cries), réfection de la route 389 entre Baie-Comeau et Fermont (accès à «de très grandes superficies forestières», à de «nombreux ouvrages hydroélectriques», et à la réserve mondiale de la biosphère Manicouagan) (6,4 M\$ en 2011-2012, 201,5 M\$ sur cinq ans et 420 M\$ sur 25 ans), études pour réaliser un lien terrestre, routier ou ferroviaire, entre le Nunavik, dont la communauté inuite de Kuujuaq, et le reste du Québec (dont accès à la rivière et aux réservoir Caniapiscou) (0,8 M\$ en 2011-2012, 57 M\$ sur cinq ans), études pour la construction d'un port en eau profonde à Whapmagoostui-Kuujuarapik et d'un lien terrestre vers Radisson (assurant entre autres des échanges avec la Russie, la Norvège, le Groenland) (0,8 M\$ en 2011-2012, 33 M\$ sur cinq ans), autres projets d'infrastructure (127,7 M\$ en 2011-2012, 621,6 M\$ sur cinq ans, dont des investissements prévus dans le Plan québécois des infrastructures) pour un total de 570 M\$ sur cinq ans et 784 M\$ sur 25 ans (56 M\$ du Fonds du Plan Nord sur cinq ans, et aucun montant en 2011-2012 et 2012-2013). En plus des 1,2 G\$ investis en infrastructures, dont 508 M\$ prévus dans le Plan québécois des infrastructures (2,1 G\$ sur 25 ans, dont 1,2 G\$ déjà prévus dans le Plan québécois des infrastructures), 382 M\$ sont réservés sur cinq ans pour le logement social, la santé des populations, l'éducation, la réalisation de parcs et aires protégés (incluant la collaboration «des ministères, des organismes et de leurs partenaires (soit 166 M\$ financés par le Fonds du Plan Nord et 216 M\$ financés par les ministères et organismes). Investissement Québec (estimée à 216 M\$ sur cinq ans) 80 M\$ en 2011-2012. Investissement Québec (incluant l'expertise regroupée de la SGF et de la SOQUEM) et le MDEIE effectueront «des activités de coordination, de démarchage et de prospection des investissements» sans se limiter au secteur minier et avec la collaboration des autres ministères concernés (5 M\$ en 2011-2012, 52 M\$ sur cinq ans). Le ministre des Finances dotera annuellement le Fonds de ses revenus, les prévisions budgétaires seront approuvées annuellement par le gouvernement, les vérifications seront faites par le Vérificateur général et le rapport annuel du ministre des Finances contiendra une section sur le Fonds. Une loi constitutive du Fonds en prévoira les modalités et les redditions de compte. Participations à négocier dans des projets privés «afin de s'assurer que les habitants du Nord et l'ensemble des Québécois aient leur juste part des richesses mises en valeur sur leur territoire» : 500 M\$ déposés au Fonds du développement économique du MDEIE, pouvant être investis par le gouvernement sur cinq ans en participations à des projets privés, «porteurs et structurants» sur le territoire du Plan Nord (5 ans), dont la société diamantifère Stornoway (37 % des actions, potentiel de production de 30 millions de carats de diamants sur une durée d'exploitation minière de 25 ans, plus une royauté de 2 % sur le projet Renard, dont le potentiel de production était estimé en 2010 à 30 M carats sur une durée d'exploitation de 25 ans, le tout ayant été obtenu en contrepartie de la cession d'une participation de 50 % dans le projet Renard), en visant la rentabilité, avec le concours d'Investissement Québec à qui est confié le mandat de gestion. Les participations pourront suivre un modèle de «coentreprise» ou d'achat de capital-actions ou d'investissement sous forme de débentures convertibles et seront analysées par le comité d'investissement du Fonds de développement économique, et feront l'objet d'autorisations du gouvernement pour les participations à plus de 30% du coût du projet, à plus de 50 M\$, ou pour les prises de contrôle. «Tout en les encadrant, le Plan Nord facilitera les investissements privés sur le territoire, en rendant celui-ci plus accessible, avec la contribution financière des développeurs. De grands travaux d'infrastructures de transport terrestre, maritime et aérien désenclaveront ce territoire pour faciliter aussi bien le développement touristique que le développement minier ou énergétique.» L'enveloppe, la démarche, les modalités sont spécifiées dans le budget. Autres annonces à venir de la ministre des Ressources naturelles et de la Faune et ministre responsable du Plan Nord. **Mines** : industrie en essor qui s'accroîtra : intentions d'investissement des sociétés minières de 2,9 G\$ en 2011 et prévision d'expéditions minières de 7 G\$). Rappel de la réforme des droits miniers du budget 2010-2011, sur le principe «mine par mine», «ce qui permet d'obtenir des redevances pour chacune des mines exploitées à profit



sans réduction par les pertes d'une autre mine», avec réduction des déductions et incitatifs et passage progressif du taux sur les profits de 12 % à 16 % au 1^{er} janvier 2012, amenant le Québec à exiger des contributions 28 % plus élevées que la moyenne canadienne (13% en tenant compte des charges fiscales sur la durée de vie d'une mine) (43% de plus qu'aux États-Unis). «Malgré les augmentations substantielles des revenus de droits miniers, les intentions d'investissement et de production de l'industrie minière n'ont jamais été aussi élevées. La vitalité du secteur minier démontre que le Québec demeure une destination de choix pour l'attraction des investissements.» La valeur des expéditions ayant crû, et la part du Québec étant plus importante, prévision de 1,4 G\$ à recevoir en droits miniers sur cinq ans (281 M\$ en 2011-2012), soit plus du double 570 M\$ au budget 2011-2012, «un puissant levier pour le financement des services publics». [N.D.L.R. voir exemple de participation gouvernementale dans Osisko, donnée dans la présentation du Plan Nord, avec un investissement de la SGF de 75 M\$, prenant la forme d'une «débenture non garantie convertible en actions d'Osisko» à un prix de 9,18 \$ qui porte intérêt à un taux de 7,5 % et dont le cours a clôturé le 11 mars 2011 à 13,54 \$, dans un projet de mine d'or de Canadian Malartic nécessitant des investissements de 1 G\$ dont 900 M\$ avaient été investis à la fin de 2010, pour une production approximative de 600 000 onces d'or et 700 000 onces d'argent par année pendant environ dix ans, soit une valeur, aux cours actuels, d'environ 925 M\$ par année. **Gaz de schiste**, dont il s'agit de «mettre en valeur le potentiel» et de «moderniser» le régime de redevances «afin que l'ensemble des Québécois retire un profit maximal de la ressource dont ils sont collectivement propriétaires»: 6 M\$ sur trois ans pour intensifier les inspections (0,5 M\$ au ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs et 0,5 M\$ au ministère des Ressources naturelles et de la Faune en 2011-2012), 7 M\$ sur trois ans pour l'évaluation environnementale stratégique (crédits de 2 M\$ en 2011-2012 au MDDEP), compensation aux municipalités pour les coûts quantifiables directs pendant que l'industrie est en phase exploratoire avec développement à mesure d'un mode de compensation financé par l'industrie (2,5 M\$ sur trois ans, et crédits de 0,5 M\$ au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire en 2011-2012), révision du régime de redevances, qui passera, si l'évaluation économique, environnementale, sociale est positive, de 10 à 12,5 % de la valeur au puits à une tableau dont le taux variera en fonction de la productivité, soit entre 5 et 35 % de la valeur au puits. Les redevances perçues se compareront alors avec celles perçues en Colombie-Britannique, dont les pratiques serviront de modèle pour cette révision. Compensations aux municipalités. 6 M\$ sur trois ans pour intensifier l'inspection des installations et des permis, 7 M\$ pour l'évaluation environnementale stratégique, qui sera suivie de l'introduction d'un régime révisé de redevances, qui passera de 10 à 12 % à entre 5 et 35 % de la valeur au puits. Compensation aux municipalités de 100 000 \$ sur une période de dix ans par puits mis en production, avec un encadrement légal pour les ententes. « Cette année, notre action se tourne du côté du gaz de schiste. Il est maintenant permis de croire que le sous-sol québécois recèle un important potentiel gazier. Néanmoins, comme l'a affirmé le premier ministre dans son discours inaugural du 23 février dernier, ce développement se fera comme il le faut ou il ne se fera pas » **Forêt** : l'industrie forestière reste en difficulté et vit des baisses d'emploi, de valeur de production et d'exportations et est à encouragement. Interventions additionnelles de 45 M\$ en 2011-2012 jusqu'à l'entrée en vigueur du nouveau régime forestier de 2013 pour la reconduction du Programme d'investissements sylvicoles et des mesures pour la production de plant. Création d'un groupe de travail sur l'utilisation du bois dans la construction présidé par Léopold Beaulieu, pdg de Fondation, avec un rapport à remettre pour décembre 2011 (0,5 M\$ en 2011-2012). Reconduction du programme d'investissements sylvicoles (19 M\$ en 2011-2012) et des mesures pour la production de plants (25,6 M\$ en 2011-2012). Fixation du taux de redevance à 6,15 \$ le mètre cube de bois récolté sur les terres publiques pour 2011-2012. Devant le succès de la Stratégie d'utilisation du bois dans la construction 2008-2014, création d'un groupe de travail composé de représentants du gouvernement, du monde universitaire et du milieu de la construction, présidé par Léopold Beaulieu, pdg de Fondation. Il sera chargé de proposer des stratégies pour accroître l'utilisation du bois du Québec dans la construction non résidentielle et fera rapport à la vice-première ministre et ministre des Ressources naturelles et de la Faune d'ici décembre. **Virage numérique** : investissements de 900 M\$ sur dix ans pour mettre en œuvre une stratégie de l'économie numérique et accroître la capacité des infrastructures actuelles et augmenter l'étendue du réseau (1,1 M\$ en 2011-2012). «À titre illustratif, selon la Banque mondiale, chaque hausse de dix branchements à Internet haute vitesse par tranche de 100 habitants induit une augmentation de 1,2 % du produit intérieur



brut.» Annonces à venir de la présidente du Conseil du trésor. **Montréal** : création de l'Institut de la finance structurée et des instruments dérivés de Montréal (contributions combinées de 15 M\$ sur dix ans). «Consolider le rôle de la métropole dans les instruments financiers dérivés» : création de l'Institut de la finance structurée et des instruments dérivés de Montréal, sous le leadership de HEC Montréal, en collaboration avec diverses institutions (Finance Montréal, Autorité des marchés financiers, milieu universitaire), pour des contributions combinées de 15 M\$ sur dix ans dont 1 M\$ du gouvernement (100 000 \$ par année), 5 M\$ de l'Autorité des marchés financiers, 3 M\$ des HEC plus 6 M\$ également des HEC en biens et services. Création d'un groupe de travail pour voir les conditions nécessaires à l'établissement d'une éventuelle chambre canadienne de compensation des dérivés hors Bourse à Montréal, qui devra faire rapport à l'été 2011. **Infrastructures** : Réduction à partir de 2012-2013 des investissements jusqu'à un niveau annuel de 1,7 % du PIB en 2021-2022. Le Plan québécois des infrastructures aura ramené en 2018 le stock d'infrastructures au ration d'environ 30 % du PIB qui prévalait dans les années 1960. Passage d'un rythme de rattrapage à une rythme de croisière en réduisant à partir de 2012-2013 les investissements en infrastructures jusqu'à un niveau annuel de 1,7 % du PIB en 2021-2022. **«Miser sur la participation de tous»** : 740 000 postes à combler d'ici cinq ans, par «une formation scolaire adaptée et de bonne qualité, ou par des incitatifs pour prolonger la vie active des travailleurs expérimentés». Rappel de la création en 2010-2011 de la Commission nationale sur la participation au marché du travail des travailleuses et travailleurs expérimentés dont le rapport est attendu en fin d'année. **Exportation** : voir section sur les revenus des entreprises. «Saisir les occasions» dans les mutations de l'économie mondiale. Création d'Exportation Québec, qui accentuera la présence du Québec à l'étranger et dans les événements commerciaux, facilitera l'accès aux aides gouvernementales, créera des occasions d'affaires et du Programme exportation qui regroupera les aides offertes, avec une enveloppe doublée, soit une bonification de 40 M\$ de plus au cours des trois prochaines années. Ouverture d'un nouveau bureau du Québec en Russie et renforcement des représentations au Brésil, en Inde et en Chine. **«Encourager l'entrepreneuriat et la relève»** : pour accompagner les nouveaux entrepreneurs, mise en place du fonds Capital Angés Québec, avec une mise de fonds de 20 M\$ du gouvernement du Québec par Investissement Québec et 10 M\$ en provenance des anges investisseurs pour une disponibilité de 30 M\$ pour les entreprises. Servira à des entreprises en amorçage ou démarrage, surtout dans les secteurs des technologies de l'information et des technologies industrielles. **Prévision que 55 000 entrepreneurs prendront leur retraite** d'ici 2018 d'où l'intérêt d'appuyer «les jeunes désireux et capables de prendre le relais». Création du Fonds Relève Québec, doté de 50 M\$, soit 20 M\$ d'Investissement Québec, et 10 M\$ chacun du Fonds de solidarité FTQ, Capital régional et coopératif Desjardins et Fondation, pour offrir des prêts à conditions avantageuses aux repreneurs québécois lors de transferts d'entreprises. **Capital régional et coopératif Desjardins** : hausse de 1 G\$ à 1,25 G\$ du plafond de capitalisation. Ajout de 10 M\$ à l'enveloppe des fonds locaux d'investissements. **Annnonce à venir de la Stratégie de l'entrepreneuriat** par le ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

3.7. Le paiement de la dette

- ▶ En 1998-1999, «on n'emprunte plus pour payer l'épicerie!»
- ▶ En 1999-2000, dette totale de 96 G\$.
- ▶ En 2000-2001, idem, mais service de la dette plus bas que prévu.
- ▶ En 2001-2002, annonce d'une réduction de la dette de 500 M\$ et baisse prévue du taux d'endettement de 21% en cinq ans.
- ▶ En 2002-2003, réduction du service de la dette de l'année précédente de 372 M\$.

Élections et changement de gouvernement

- ▶ En 2003-2004, diminution du service de la dette d'environ 144 M\$ liée à des diminutions de taux d'intérêt. Dette à

▶ **Dette brute de 183,8 G\$ au 31 mars 2012**, prévision pour 2013 à 191,7 G\$. Facteurs d'augmentation de la dette en 2011-2012 : immobilisations (54 %), déficit budgétaire (32 %), placements, prêts et avances (19 %), autres facteurs (1 %), Fonds des générations (-8 %). Différences avec les prévisions en mars 2010 liées aussi à l'application, annoncée, de nouvelles règles comptables. Intérêts sur la dette, 28 M\$ par jour en 2012. «Le 31 mars, la dette brute représentera 55 % du PIB. Malgré la récession, ce ratio reste inférieur à son niveau de plus de 59 % atteint en mars 1998, sous le gouvernement précédent. Nous réduirons ce ratio à 45 % dans moins de 15 ans, en 2026.» Dette représentant les déficits cumulés : 117,7 G\$ au 31 mars 2012 (35,2 % du PIB, avec une prévision de passer à 17 % du PIB en 2026). Démonstration à nouveau que le Québec est la province canadienne la plus endettée par rapport à son PIB, quel que soit le concept de dette utilisée.

- ▶ **Fonds des générations.** Versement de 850 M\$ en 2011-2012. Versement additionnel de 300 M\$ au Fonds en 2012-



108,6 G\$ en 2003-2004. Interprétation que l'augmentation de la dette de 3,4 G\$ en 2002-2003 est due aux placements non rentables du gouvernement. En fait la dette totale est passée en 2002-2003 de 45,8 % à 44,7 % du PIB. Elle est donc techniquement moins pesante. Volonté de «fixer des balises en matière d'endettement.»

► En 2004-2005, augmentation de la dette de 111,4 G\$ à 114,8 G\$, en hausse de 2,4 G\$, une hausse présentée comme raisonnable compte tenu des taux d'intérêts bas. En fait le rapport de la dette sur le PIB est en diminution constante depuis 1997-1998. Il devrait passer de 52,2% en 1997-1998 à 42 % en 2005-2006. 200 M\$ de plus au service de la dette, en hausse de 2 %. Le gouvernement consacre une part de plus en plus faible de ses revenus aux intérêts sur la dette, le rapport passant de 17,6 % en 1998-1999 à 13,7 % en 2004-2005. Contrôle plus serré prévu. Actions proposées : limiter au maximum les mises de fonds dans les sociétés d'État, instaurer une nouvelle politique d'immobilisations basée sur la capacité de payer et d'entretenir le matériel.

► En 2005-2006, projet de faire passer la dette qui est à 44% du PIB sous les 40 % du PIB d'ici 10 ans. La dette directe du Québec est de 80 G\$ au 31 mars 2005 et celle des régimes de retraite de 36 G\$ pour un total de 116,6 G\$, le tout à 90 % en devises canadiennes. La hausse prévue au 31 mars 2006 est de 2,8 G\$ pour un total de 119,4 G\$, dont 1,2 G\$ s'expliquera par la hausse des investissements en routes et immobilisations, un autre 1,1 G\$ par la hausse des profits d'Hydro-Québec et un autre 0,5 G\$ par des mises de fonds dans certaines sociétés.

► En 2006-2007, la dette totale atteindra 118,2 G\$ au 31 mars 2006, soit 43 % du PIB, près du double de la moyenne canadienne, et la dette nette atteindra 103,8 G\$. Jugée trop élevé. La dette est présentée comme ayant été constituée aux trois-quarts en 30 ans par des emprunts pour les dépenses courantes. Évocation des contraintes démographique et du vieillissement de la population. Volonté de rapprocher l'objectif d'atteindre 40 % du PIB pour la fin de la décennie. Risque allégué de l'impact budgétaire d'une hausse des taux d'intérêt. Mention que la cote de crédit du Québec est passée du niveau Aa2 en 1981 au niveau A1 en 2006. Une loi «permettant l'atteinte des résultats fixés ainsi que la pérennité de la démarche» sera présentée à l'Assemblée nationale. **Instauration du Fonds des générations** : présenté comme une nouvelle étape franchie dans «l'assainissement des finances publiques» et comme «un pas de plus pour améliorer l'équité envers les générations futures». **Objectif** : ramener la dette en deçà de 25 % du PIB d'ici 2025, i.e. au niveau de la moyenne canadienne. À cette date, 30 G\$ auront été consacrés au remboursement de la dette. **Méthode** : Versement graduel dans le Fonds des droits hydrauliques déjà perçus auprès des producteurs privés d'hydroélectricité (73 M\$ en 2006-2007, 374 M\$ en 2007-2008 et 600 M\$ à compter de 2008-2009) et des droits hydrauliques qui seront désormais payés aussi par Hydro-Québec, pour des revenus annuels d'au moins 600 M\$ (demi-redevance, en 2007, 535 M\$ en 2008). On compte principalement sur des gains d'efficacité et l'augmentation des revenus liés à l'exportation. Instauration d'une redevance sur le captage de l'eau accompagnée d'une loi assurant que l'État soit le seul propriétaire de l'eau. D'autres revenus pourront alimenter le Fonds (vente de certains actifs non stratégiques pour l'État). [NDLR : ?] La Caisse de dépôt et placement du Québec sera chargée de la gestion du Fonds. La dette augmentera de 2,9 G\$ en 2006-2007 en raison d'investissements dans les infrastructures routières et de la part versé par Hydro-Québec en dividendes. «En 2006-2007, les bénéfices additionnels réalisés par Hydro-Québec et la vigueur des rentrées fiscales permettent d'effectuer une mise de fonds additionnelle de 500 millions de dollars au Fonds des générations et d'affecter 1,3 milliard de dollars à la réserve budgétaire.»

► En 2007-2008, La dette directe au 31 mars 2007 est de 90,383 G\$ et de 122,413 G\$ en incluant les fonds de retraite et en déduisant le Fonds des générations. La dette totale a augmenté de 4,111 G\$ en 2006-2007, sans déficit d'opérations noté. L'augmentation est notamment liée à des manœuvres financières liées à des investissements et à des provisions liées au règlement de l'équité salariale. Elle augmentera en 2007-2008 de 2,8 G\$, toujours dans un contexte sans déficit d'opérations, pour se situer à 125,219 G\$. Au 31 mars 2006, la part de la dette totale de 118,3 G\$ attribuée à des déficits cumulés était de 91,699 %, ce qui correspond en fait à la dette totale moins les avoirs financiers nets et les immobilisations. Cette donnée est reprise ailleurs en mentionnant que la dette accumulée en trente ans pour les dépenses courantes est estimée à 91,7 G\$. 93,2 % de la dette était en dollars canadiens. En fait, le chiffre désigne surtout la part nette de la dette une fois certains avoirs pris en compte. Même si la dette comme telle a augmenté, le ratio dette/PIB qui s'élevait

2013, «provenant des surplus accumulés du Fonds de l'information sur le territoire» pour un total de 1,2 G\$ en 2012-2013. Rappel de la hausse graduelle du prix du bloc patrimonial de l'électricité de 0,01\$/kWh sur cinq ans et du versement au Fonds des générations de 25 % des redevances minières, pétrolières et gazières au-delà de 200 M\$ à partir de 2014-2015. Ajout à ce dispositif du 25 % des sommes provenant des ventes aux enchères des permis de recherche de pétrole, de gaz et de réservoir sous-terrain. Selon les dispositions de la Loi sur l'équilibre budgétaire, à partir de 2013-2014, les versements au Fonds des générations augmenteront : de 1 G\$ en 2013-2014 à 1,6 G\$ en 2014-2015, jusqu'à 2,5 G\$ en 2016-2017. «Même en déficit, nous avons depuis 2009 versé 2,3 milliards au Fonds des générations.» Solde du Fonds de 4,3 G\$ au 31 mars 2012 (prévision de 12,6 G\$ au 31 mars 2017). Rendement du Fonds vs coût des nouveaux emprunts : 2007-2008, 5,6 % vs 4,8 %, 2008-2009, -22,4 % vs 4,2 %, 2009-2010, 11,3 % vs 4,6 %, 2010-2011, 12,3 % vs 4,4 %, 2011-2012, 4,0 % vs 4,0 %. «Par ailleurs, un des avantages de la Loi sur la réduction de la dette et instituant le Fonds des générations est qu'elle impose au gouvernement une discipline en l'obligeant à consacrer chaque année des montants à la réduction de la dette. Si le Fonds des générations n'existait pas, ces revenus dédiés réduiraient chaque année les besoins de financement du gouvernement, ce qui réduirait la croissance de son endettement. Toutefois, l'absence d'un fonds spécifique dans lequel sont versés les revenus dédiés ferait en sorte que les citoyens ne pourraient pas savoir, au fil du temps, de combien la dette est réduite grâce aux revenus dédiés. Le Fonds des générations agit donc comme un « instrument de transparence » qui permet aux citoyens de suivre l'évolution des sommes consacrées au remboursement de la dette et de constater l'impact qu'elles ont sur la dette. De plus, les sommes du Fonds des générations sont gérées par la Caisse de dépôt et placement. Comme les rendements obtenus par la Caisse sont généralement plus élevés que le coût des nouveaux emprunts du gouvernement, il s'ensuit que la présence d'un tel fonds contribue à accélérer la réduction de la dette.» Valeur comptable du Fonds au 31 mars 2012, 4,285 G\$, et valeur marchande, 4,272 G\$. [N.D.L.R. Comment connaître le rendement global du Fonds depuis ses débuts jusqu'à cette date ? Autrement dit sa valeur actuelle par rapport à l'argent total qui y a été déposé ? Et comment comparer son rendement d'ensemble au coût d'ensemble des emprunts du gouvernement pendant la même période ? Réponse partielle au tableau 8 des données historiques, 50 M\$ perdus en 2008-2009, sinon les rendements sont positifs et augmentent d'année en année à mesure que le capital augmente. Le Québec est-il monétairement plus gagnant ou pas de chercher du rendement sur ce fonds plutôt que de payer la part de dette qu'il pourrait rembourser à mesure ?]

► **Service de la dette.** Dépenses moindre que prévues (242 M\$, en 2011-2012, 409 M\$ en 2012-2013, 507 M\$ en 2013-2014) compensant des dépenses de programme supplémentaires. Les prévisions pour 2011-2012 sont de 7,5 G\$, pour 2012-2013, de 8,3 G\$, pour 2013-2014, de 8,8 G\$ (soit 12,2 % des dépenses budgétaires).

► **Infrastructures publiques.** Rappel du plan de 44,2 G\$ sur cinq ans (2011-2016) pour rétablir le capital d'infrastructures à son niveau d'il y a trente ans. «Le pourcentage du réseau routier en bon état est passé de 69,4 % en 2009-2010 à 72,2 % en 2010-2011. Le gouvernement garde le cap sur son objectif voulant que d'ici 10 ans, plus de 80 % du réseau routier québécois soit en bon état.» Les investissements au Plan des infrastructures des prochaines années «seront stabilisés à un niveau permettant toujours d'améliorer la qualité des infrastructures publiques» (9,8 G\$ en 2012-2013, 44,2 G\$ sur cinq ans comme prévu dans le budget 2011-2012, baissant jusqu'à 8 G\$ en 2015-2016 et variant ensuite entre 8 et 8,9 G\$ jusqu'en 2025-2026). Leur poids sur le PIB passera du sommet de 2,8 % en 2012-2013 à 1,6 % en 2025-2026, alors que le stock de capital public sera passé de 22,5 % du PIB en 2002 à 28,1 % en 2011 et 31,7 % en 2018.

► **Cotes de crédit.** Stables depuis 2006 au 5^e, 6^e, 7^e rang des provinces canadiennes selon les agences.

► **Hydro-Québec.** «Entre 2001 et 2011, le bénéfice d'Hydro-Québec a été multiplié par cinq, passant de 500 millions de dollars à plus de 2,5 milliards de dollars.» Versement de 696 M\$ au Fonds des générations en 2011-2012 en redevances hydrauliques, dont 608 M\$ d'Hydro-Québec et 88 M\$ de producteurs privés.

► [Retour au début de la section.](#)



à 52,2% en 1997-1998 devrait s'établir à 41,7% en 2008-2009. «Sous notre administration, le poids de la dette a été réduit, passant de 46% du PIB en 2003 à 43% en 2007.» Économies au service de la dette de 238 M\$ liés à des taux d'intérêt moins élevés que prévu. De 6,967 G\$ en 2006-2007, les prévisions sont de 7,2 G\$ en 2007-2008 et 2008-2009. La part des revenus consacrés au service de la dette sera passée de 17,7 % en 1997-1998 à 12,3 en 2008-2009. **Amélioration de la cote de crédit** : en 2006 deux agences de crédit sur 5 ont augmenté la cote de crédit du Québec en raison de l'amélioration de la situation financière, de l'engagement à poursuivre dans cette voie, de la «gestion rigoureuse des dépenses notamment par le règlement des conventions collectives jusqu'en 2010», par le développement d'une stratégie de réduction de la dette par le Fonds des générations, par la taille et la diversification de l'économie. **Versements au Fonds des générations** : 200 M\$ de plus «grâce aux résultats exceptionnels d'Hydro-Québec» (mais 200 M\$ pris dans la réserve faite l'année d'avant) par-dessus les 500 M\$ versés en février 2007. Le Fonds devrait atteindre 2 G\$ au 31 mars 2009. Entre 2010 et 2025, 400 M\$ de plus par année en moyenne tirés des revenus d'exportation d'électricité d'Hydro-Québec entre 2010 et 2025, plus les redevances hydrauliques annuelles, pour plus de 1G\$ par année. On rappelle qu'au 31 mars 2026, près de 42 G\$ auront été consacrés au remboursement de la dette». La dette aura été réduite à 25% du PIB «tout en ayant remis à niveau nos infrastructures publiques». «Près de la moitié de la dette contractée pour payer l'épicerie et accumulée depuis plus de 30 ans par les gouvernements qui nous ont précédés aura alors été remboursée.» Autre formulation : «En 2007-2008, le gouvernement versera 200 millions de dollars supplémentaires au Fonds des générations à même la réserve budgétaire. L'utilisation du solde de la réserve contribuera à l'atteinte de l'équilibre budgétaire en 2008-2009.» Vente de trois édifices gouvernementaux. Dont les gains seront versés au Fonds des générations. Le plan de placement pour l'actif du Fonds des générations comprend des titres à revenus fixes comme les obligations, des investissements sur les marchés boursiers et autres placements. Le Fonds des générations aurait eu un impact sur la cote de crédit du Québec : «L'agence de crédit Moody's a reconnu le mérite de cette stratégie en portant la cote de crédit du Québec à son niveau le plus élevé depuis 1975.» L'eau servira à «créer de la richesse en contribuant à la qualité de l'environnement dans le nord-est de l'Amérique du Nord.

► En 2008-2009, économies de 241 M\$ au service de la dette en 2007-2008 en raison de la meilleure valeur du dollar canadien par rapport à d'autres devises. Avec la réforme comptable de décembre 2007, le concept de dette change. Le concept de dette totale qui prévalait avant (c'est la mesure de référence aussi pour la Loi sur la réduction de la dette et instituant le Fonds des générations) correspondait à la somme «de la dette émise sur les marchés financiers par le gouvernement et les entités consolidées ligne à ligne» et «du passif net au titre des régimes de retraite des employés des secteurs public et parapublic», moins le solde du Fonds des générations depuis qu'il a été mis en place. Avec la réforme comptable la dette inclut aussi les entités des réseaux de la santé et de l'éducation. Le concept de dette brute s'ajoute donc pour représenter la dette totale plus cette dette des réseaux. Un troisième concept doit être considéré, celui de la dette représentant les déficits cumulés, qui soustrait les actifs financiers ou non financiers des avoirs. Une analyse des manières de procéder au Canada a montré que le fédéral, l'Ontario et l'Alberta en tiennent compte dans leurs calculs d'endettement. D'autres provinces utilisent d'autres concepts. Aux fins de la loi sur le Fonds des générations, le rapport dette/PIB qui était de 43,3 % en 2007, devra atteindre 38 % en 2013. Le ratio dette/PIB continue de diminuer, même après la réforme comptable de 2007-2008. Même si le ratio dette/PIB diminue, la dette augmente toutefois à chaque année. Une des explications apportées est que le gouvernement emprunte pour laisser à Hydro Québec une part de ses dividendes pour financer ses investissements. **Dette totale, brute et représentant les déficits cumulés.** En mars 2007, la dette totale du Québec était de 122,6 G\$ et sa dette brute de 141,6 G\$, la dette du réseau de la santé et de l'éducation étant de 19 G\$. La dette représentant les déficits cumulés était de 97,1 G\$ en tenant compte de la réserve budgétaire. Les prévisions pour 2010 font monter la dette totale et la dette brute et diminuer la dette représentant les déficits cumulés : dette totale de 128,9 G\$, dette brute de 151,7 G\$, dette représentant les déficits cumulés après usage de la réserve de 94,9 G\$. Au total, la réforme comptable de 2007 a pour effet d'augmenter la dette représentant les déficits cumulés de 6,3 G\$ au 31 mars 2007. Parmi les autres facteurs qui font varier et augmenter la dette brute : les investissements du gouvernement dans ses sociétés d'État (placements, prêts et avances, les investissements nets dans les réseaux de la santé et de l'éducation, les investissements



en immobilisations, ainsi que d'autres aspects des actifs et passifs comme les comptes à payer et à recevoir. **Hydro-Québec.** Augmentation de 50 % à 75 % de la part des bénéfices d'Hydro Québec versés au gouvernement en dividendes. Ce qui permettra d'éviter l'ajout de 11 G\$ à la dette du gouvernement d'ici 2025, soit 640 M\$ en 2007-2008 et environ 600 M\$ par année ensuite. «Chaque année, le gouvernement inscrit la totalité des profits d'Hydro-Québec à ses revenus. Le gouvernement encaisse la moitié de ces profits sous forme de dividendes. L'autre portion constitue un investissement du gouvernement dans Hydro-Québec. Cette somme sert à financer les projets de la société d'État.» «... même si les bénéfices nets annuels d'Hydro-Québec s'ajoutent aux revenus du gouvernement, celui-ci a effectué historiquement à chaque année un placement dans Hydro-Québec en laissant la société conserver 50 % de son bénéfice net pour financer ses investissements. Pour le gouvernement, cet investissement crée un besoin d'emprunt équivalent, ce qui augmente sa dette.» «L'hydroélectricité, c'est notre «or bleu». Nous devons valoriser cet important actif dont la valeur économique dépasse largement la valeur comptable inscrite aux comptes publics. C'est pourquoi notre gouvernement a relancé les grands projets énergétiques. Et ce, à la fois pour satisfaire notre demande interne et notre développement industriel et pour profiter de la valeur croissante de l'énergie sur les marchés d'exportation.» Les redevances hydrauliques dépasseront les 600 M\$ à partir de 2008-2009, et une contribution supplémentaire de 400 M\$ par année en moyenne est prévue de 2010-2011 à 2025-2026 à partir de bénéfices additionnels d'Hydro-Québec sur ses exportations d'électricité. **Le service de la dette** devrait s'établir à près de 7 G\$ en 2007-2008, dont 4,6 G\$ au service de la dette directe et 2,4 G\$ pour les intérêts au titre des régimes de retraite. [N.D.L.R. voit-on apparaître ici une distinction bonne et mauvaise dette ?] La situation variera selon la fluctuation des taux d'intérêt. La part des revenus budgétaires consacrée au service de la dette passe de 17,7 % en 1997-1998 à 12, 5 % en 2008-2009. Le service de la dette du gouvernement comme tel (sans les organismes consolidés) diminue de 96 M\$ entre les résultats de 2007-2008 et les prévisions pour 2008-2009. **Fonds des générations.** Les versements au Fonds des générations seront de 603 M\$ en 2007-2008, soit 403 M\$ des sources de revenus dédiées et 200 M\$ à même la réserve, de 742 M\$ en 2008-2009 et de 816 M\$ en 2009-2010. Le fonds atteindra 2,7 G\$ en 2010. Les sommes cumulées au Fonds des générations atteindront 1,187 G\$ au 31 mars 2008, 1,929 G\$, le 31 mars 2009, 2,745 G\$ le 31 mars 2010. **Rendements et répartitions.** Les fonds investis par le gouvernement pour les régimes de retraites ont un rendement de 7 % en moyenne. Les placements du Fonds des générations ont un rendement de 6,8 % en moyenne. En 2007-2008 14,7 G\$ ont été empruntés en dollars canadiens et 2,6 G\$ en devises étrangères. Au 31 mars 2008, 6,4 % de la dette brute du Québec est en devises étrangères. Les taux d'emprunt ont varié en 2007-2008 entre 4,5 % et 5,35 %. **Cote de crédit.** La cote de crédit du Québec va de A à AA+ selon les agences de cotation. Elle est stable ou positive.

► En 2009-2010, on continue de contribuer au Fonds des générations, de 715 M\$ en 2009-2010 et 880 M\$ en 2010-2011. **Le service de la dette augmentera ponctuellement. Il avait baissé en raison des faibles taux d'intérêt.** Le service de la dette devrait être de 6,6 G\$ en 2008-2009 en baisse de 6,2 %, en 2008-2009 et de 7,4 % en 2009-2010, puis en hausse de 8,9 % en 2010-2011. La dette brute sera de 151,447 G\$ en 2009 et la dette représentant les déficits cumulés de 95,771 G\$, après prise en compte de la réserve. Après une augmentation temporaire, il est visé de ramener la dette totale du gouvernement en pourcentage du PIB à 44,3 % en 2014 alors que les déficits cumulés verraient leur niveau s'établir à 28,5 % du PIB d'ici cinq ans. Poursuite de l'engagement «envers les générations futures» de réduire le poids de la dette. Maintien des versements annuels des revenus dédiés au Fonds des générations, soit 715 M\$ en 2009-2010 et 880 M\$ en 2010-2011. Ce qui fait que le Fonds aura atteint plus de 3,5 G\$ au 31 mars 2011. Le taux de rendement du Fonds des générations a été de -22,35 % en 2008. Et celui du Fonds d'amortissement des régimes de retraite de -25,58%.

► En 2010-2011, **Dès début du discours: il faut en réduire le «poids».** Nouvelles cibles de réduction pour la dette brute et celle représentant les déficits cumulés pour 2026, en tenant compte également des impacts de la réforme comptable de 2007 sur le calcul de la dette. Le taux d'endettement du Québec est le plus élevé de toutes les provinces canadiennes. «Le gouvernement est déterminé à réduire l'endettement du Québec afin d'assurer davantage l'équité intergénérationnelle.» Le gouvernement révisé les cibles de réduction de la dette fixées lors de la création du Fonds des générations. Le ratio de la dette représentant les déficits cumulés sur le PIB, dite «mauvaise dette», devra être de 17 % en 2026, alors qu'il est de 35,4 % au 31 mars 2010 (106,6 G\$), une réduction de moitié. Une nouvelle cible de réduction est



également fixée relativement à la dette brute du gouvernement. Le ratio de la dette brute par rapport au PIB devra s'élever à 45 % en 2026. Il est à 53,2 % au 31 mars 2010 (106,1 G\$). **Afin d'atteindre ces nouvelles cibles de réduction de dette, augmentation progressive, à compter de 2014, du prix de l'électricité provenant du bloc patrimonial d'Hydro-Québec** jusqu'à ce que cette augmentation atteigne 0,01\$/kWh en 2018 (coût actuel de 0,0279\$/KWh. Cette augmentation se traduira par une hausse annuelle moyenne des tarifs d'électricité de 3,7 %, pour la quasi-totalité des clients d'Hydro-Québec. Les entreprises absorberont la moitié de l'impact de cette hausse. Ensuite le prix sera indexé au rythme de l'inflation en faisant en sorte que les tarifs résidentiels demeurent moindres que la moyenne canadienne. «Les Québécois paient leur électricité moins cher qu'à peu près partout en Amérique du Nord. À New York et à Boston, l'électricité est au moins trois fois plus dispendieuse qu'au Québec. À Toronto, elle est 66 % plus chère.» **«Les effets de cette hausse sur les ménages moins nantis seront atténués par le crédit d'impôt pour la solidarité. Les paramètres du crédit seront ajustés ultérieurement pour tenir compte de l'augmentation des tarifs d'électricité.»** «La clientèle industrielle du tarif L (150 entreprises industrielles en bonne partie dans les régions), c'est-à-dire le tarif de grande puissance, sera exonérée de la hausse du prix de l'électricité patrimoniale, mais pas des hausses habituelles d'Hydro-Québec.» D'autres contrats avec des entreprises viendront à échéance en 2014 et 2016; ils ne seront pas renouvelés (revenus de 160 M\$ par année). Cette augmentation du prix du bloc patrimonial fournira des revenus additionnels de 1,6 G\$ par année au gouvernement à terme. Ces revenus seront versés au Fonds des générations et serviront à rembourser la dette. Cela contribuera à réduire le fardeau que nous laisserons aux générations futures. Le gouvernement demande également à Hydro-Québec d'augmenter son objectif d'efficacité énergétique dans le but de réduire les coûts pour les consommateurs pour l'électricité requise au-delà de l'électricité patrimoniale. **Fonds des générations** : maintenir les versements prévus d'ici 2013-2014 et les accroître à compter de 2014-2015 en versant au fonds la totalité des sommes provenant de la hausse du prix de l'électricité patrimoniale. «L'objectif du Fonds des générations était de réduire fortement le rapport de la dette au PIB en 2026. En raison de la réforme comptable et des déficits engagés pour combattre la récession de la dernière année, nous devons redéfinir ce ratio et fixer une nouvelle cible.» Le gouvernement n'attendra pas jusqu'au budget 2011-2012 tel qu'annoncé pour le faire. Le Fonds des générations sera modifié pour inscrire les nouvelles règles. Versement de 892 M\$ en 2010-2011, portant le solde à 3,6 G\$. De 2009-2010 à 2014-2015, 6,3 G\$ auront été versés au Fonds. Le rendement du Fonds des générations en 2007-2008 a été de 5,6% et le coût des nouveaux emprunts du gouvernement de 4,8%; en 2008-2009, le taux du Fonds a été de -22,4% et le coût des nouveaux emprunts de 4,2%; en 2009-2010, le taux de rendement du Fonds a été de 11,3% et le coût des nouveaux emprunts de 4,4%. Le rendement annuel à long terme visé est de 6,8%. **Le service de la dette** devrait s'établir à 6,2 G\$ en 2009-2010 (3,8 G\$ pour le service de la dette directe, 2,4 G\$ pour les intérêts au titre des régimes de retraite). Il atteint 7 G\$ en 2010-2011, une hausse de 13,6%. Hausse prévue en 2011-2012 de 12,2% à 7,8 G\$. **La cote de crédit** du Québec est stable, ni dans les meilleures ni dans les pires des provinces canadiennes.

► **En 2011-2012, à 163,3 G\$ au 31 mars 2010, la dette brute** équivaut à 53,8 du PIB, soit près de 26 % de plus que les autres provinces. Le ratio de la dette représentant les déficits cumulés est de 35,4 % du PIB, ce qui fait du Québec la province la plus endettée. **Dette** : la dette brute sera de 163,3 G\$ en 2010, de 173,4 G\$ en 2011 et de 183,8 G\$ en 2013 pour atteindre 207,3 G\$ en 2016, soit 53,8 % du PIB en 2010 et 53,6 % du PIB en 2016, avec comme objectif d'atteindre 45 % du PIB en 2026. La dette représentant les déficits cumulés sera de 107,6 G\$ en 2010, de 111,4 G\$ en 2011 et de 114,3 G\$ en 2013 pour baisser à 110,7 G\$ en 2016, soit une évolution de 35,4 % à 28,5 % du PIB, , avec comme objectif d'atteindre 17 % du PIB en 2026. Elle cessera d'augmenter une fois l'équilibre budgétaire atteint en 2013-2014 et diminuera au rythme de la croissance du Fonds des générations. **«La dette représentant les déficits cumulés au 31 mars 2011 est redressée pour tenir compte de la réévaluation des obligations découlant de la réhabilitation de terrains contaminés sous la responsabilité du gouvernement. Un montant additionnel de 333 millions de dollars est donc inscrit à titre de passif environnemental.»** **Fonds des générations.** Lors du budget 2010-2011, le gouvernement s'est fixé de nouveaux objectifs de réduction de dette pour 2025-2026, soit 17 % du PIB pour la dette représentant les déficits cumulés et 45 % du PIB pour la dette brute. Pour ce faire, les tarifs d'électricité seront augmentés à compter de 2014-2015 et les revenus additionnels seront versés au Fonds des générations (315 M\$ en 2014-2015 et 630 G\$ en 2015-2016). Deux autres mesures s'ajoute dans le



budget 2011-2012 : «Afin de réduire la dette en pourcentage du PIB», diminution graduelle des investissements en infrastructures au cours des prochaines années tout en assurant le maintien de leur qualité. Le niveau annuel des investissements en pourcentage de PIB restera plus élevé que celui d'avant la récession. Une fois l'équilibre budgétaire atteint i.e. à compter de 2014-2015, 25 % des redevances minières, pétrolières et gazières au-delà de 200 M\$ seront versées au Fonds des générations (prévisions de 30 M\$ en 2014-2015 et de 35 M\$ en 2015-2016). Les prévisions de versements sont de 0,732 G\$ en 2010-2011, de 0,940 G\$ en 2011-2012, de 1,047 G\$ en 2012-2013, de 1,108 G\$ en 2013-2014, de 1,548 G\$ en 2014-2015, et de 2,001 G\$ en 2015-2016. La loi sur le Fonds des générations sera aussi modifiée pour ajouter de nouvelles sources de revenus. Au 31 mars 2013, la valeur comptable du Fonds des générations atteindra 5,4 G\$. Le taux de rendement du Fonds a été de -22,4 % en 2008-2009, de 11,3 % en 2009-2010 et de 12,3 % en 2010-2011, alors que le coût des nouveaux emprunts a été respectivement de 4,2 %, 4,6 % et 4,4 %. En 2010, les rendements de la Caisse de dépôt et placement du Québec ont varié autour de 13 %, selon les fonds en cause. En 2010-2011, 91,4 % des emprunts ont été fait en dollars canadiens et 8,6 % en devises étrangères. **Cibles d'investissements en infrastructures d'ici 2025-2026.** Après une moyenne de 9,2 G\$ entre 2010-2011 et 2012-2013, les investissements seront ramenés à 8,5 G\$ en 2015-2016 et 8 G\$ en 2021-2022. Leur poids sera réduit de 2,9 % du PIB en 2011-2012 à 1,7 % du PIB d'ici 2021-2022. Le niveau restera plus élevé qu'avant 2008. Le stock de capital public dans l'économie sera ainsi passé de 22,5 % du PIB en 2002 à 26,5 % en 2010, jusqu'à 30 % en 2018. Le total des investissements 2010-2015 aura été de 44,6 G\$, celui des partenaires (fédéral, municipalités, autres), de 12,5 G\$ pour un total de 57 G\$. Les investissements publics totaux dans l'économie au Québec atteindront 6,3 % du PIB en 2011, «du jamais vu depuis plus de 25 ans». **Emprunts :** les emprunts réalisés au cours de l'exercice 2010-2011 devraient s'élever à 18,9 milliards de dollars. En 2010-2011, 17,0 milliards de dollars ont été empruntés sur le marché canadien, dont 13,5 G\$ en émissions publiques et 2,4 G\$ en emprunts privés. En 2010-2011, le gouvernement a réalisé 8,6 % de ses emprunts sur les marchés étrangers, et ce, dans deux devises différentes : en euros (emprunt de 35 M d'euros. Soit 47 M\$ en dollars canadiens) en avril 2010, et en dollars américains (emprunt de 1 500 G\$, soit 1,5439 en dollars canadiens en juillet 2010. En 2010-2011, le gouvernement a effectué pour 3,0 milliards d'emprunts par anticipation. En 2011-2012, le programme de financement prévu est de 17, 355 G\$. Il aurait été 20, 315G\$ si des emprunts n'avaient pas été effectués par anticipation en 2010-2011. En 2012-2013, le programme de financement devrait être de 15, 036 G\$. Au cours des 10 dernières années, le Québec a effectué, en moyenne 22% de ses emprunts en devises étrangères. Le Québec est notamment noté entre A et A++ par les agences de notation internationales. **Service de la dette :** 6,934 G\$ en 2010-2011 (une hausse de 13,4 % par rapport à l'année précédente), 7,794 G\$ en 2011-2012, une hausse de 12,4 %, et 8,646 G\$ en 2012-2013, une hausse de 10,9 %. La part des revenus budgétaires consacrée au service de la dette sera de 12,5 % en 2012-2013 comparativement à 16,1 % en 1998-1999. [N.D.L.R. Notion de dette élargie : Dans une approche de développement durable et soutenable, on doit tenir compte des aspects sociaux et environnementaux. Dans les documents budgétaires, deux items s'en rapprochent un tant soit peu en ce qui concerne la dette : l'intégration dans le calcul de celle-ci du coût de certains terrains à décontaminer, et du coût de certains avantages sociaux non encore payés comme des journées de maladie non prises. Outre ces rares considérations, cette préoccupation est plutôt absente.]

3.8. L'équilibre du budget (surplus ou déficit)

- ▶ En 1998-1999, déficit prévu, mais déficit zéro atteint un an plus tôt.
- ▶ En 1999-2000, déficit zéro, surplus transformés en réductions d'impôt.
- ▶ En 2000-2001, déficit zéro, surplus transformés en réductions d'impôt.
- ▶ En 2001-2002, déficit zéro, surplus transformés en réductions d'impôt. Surplus supplémentaires constatés dans les années précédentes. Apparition d'une réserve de 950 M\$ en 2000-2001 utilisable en éducation, en santé et services

- ▶ **Équilibre budgétaire.** Maintien de l'objectif de revenir à l'équilibre budgétaire dès 2013-2014 (quatre ans avant l'Ontario et deux ans avant le gouvernement fédéral) tout en soutenant la croissance économique du Québec. «C'est pour cette raison [N.D.L.R. I.e. le maintien de la qualité de vie et du niveau de bien-être] que nous sommes déterminés à revenir à l'équilibre budgétaire dès 2013-2014 de façon ordonnée et graduelle, et à le faire tout en soutenant la croissance économique du Québec. La justesse de cet objectif est crûment illustrée par la situation de plusieurs pays européens. Leurs gouvernements fortement déficitaires doivent effectuer des coupes brutales dans leurs programmes sociaux, qui rappellent



sociaux, en nouvelles initiatives en solidarité sociale, recherche et projets spéciaux sélectionnés. Sans oublier 730 M\$ des années précédentes, mis dans des OSBL-cachettes d'écureuil, encore très peu dépensés.

► En 2002-2003, priorité à l'équilibre des finances publiques; déficit zéro préservé; maintien des objectifs de dépenses; utilisation du solde de 670 M\$ de la réserve budgétaire.

Élections et changement de gouvernement

► En 2003-2004, déficit zéro présenté comme un redressement devant un déficit appréhendé, mais virtuel (après seulement un mois de l'année budgétaire), évalué à 4,3 G\$ (Rapport Breton).

► En 2004-2005, le budget 2003-2004 est dit en équilibre. Pertes exceptionnelles de la SGF de 91 M\$ en 2001-2002, de 339 M\$ en 2002-2003 et de 364 M\$ en 2003-2004. Déficit zéro avant les pertes exceptionnelles de la SGF. Respect de l'objectif de 45 G\$ pour les dépenses de programme. Pour 2004-2005, déficit zéro prévu, avec une situation budgétaire délicate. Déficit de 1,623 G\$ en vue pour 2005-2006, malgré l'engagement du déficit à zéro. **Situation d'impasse budgétaire** présentée comme étant causée par la dette, le gouvernement précédent et le fédéral. Fragilité de l'équilibre budgétaire associée au fait que «le fardeau fiscal des Québécois est le plus élevé au Canada» et que «la dette du Québec est la plus importante des provinces canadiennes».

► En 2005-2006, déficit zéro en 2005-2006. Croissance des dépenses de programmes de 3,6 % pour tenir compte des conventions collectives et de l'équité salariale. Reconduction des mesures de lutte contre l'évasion fiscale. Impasse prévue de 800 M\$ pour 2006-2007. Il y a toutefois des excédents cumulés de 819 M\$.

► En 2006-2007, maintien de l'équilibre budgétaire et du déficit zéro en 2006-2007 et même prévision pour 2007-2008. La **croissance des dépenses a été limitée** de 2003 à 2006 (moyenne annuelle de 3,7 %; 3,1 % prévu pour 2007-2008). Les dépenses du fédéral ont crû en moyenne de 7,0 % et celle de l'ensemble des provinces de 6,4% au cours de la même période. Les dépenses de programmes représenteront 17,6 % du PIB en 2006-2007 et 17,5 % en 2007-2008, le niveau le plus bas depuis 35 ans. Investissements en immobilisation en 2006-2007 (4,7 G\$ dont près de 1,6 G\$ au maintien des actifs). Prévision d'équilibre budgétaire pour 2007-2008.

► En 2007-2008, surplus budgétaire de 29 M\$ en 2006-2007. Les revenus supplémentaires de 2,7 G\$ ont été affectés pour 896 M\$ à des dépenses de programme (créances douteuses, règlement de l'équité salariale, coût de la dernière élection, coûts additionnels à l'assurance médicaments et aux services médicaux, entente avec les policiers de la Sûreté du Québec, sommes allouées aux travailleurs forestiers), 500 M\$ au Fonds des générations, 1,3 G\$ à la réserve. [N.D.L.R. **En quoi les dépenses de programmes sont-elles spécifiquement puisées dans ces surplus et non dans la planification budgétaire normale ?**] Déficit zéro prévu en 2007-2008, ainsi qu'en 2008-2009, cette fois avec l'utilisation de 1,1 G\$ de la réserve budgétaire.

► En 2008-2009, **impact de la réforme de la comptabilité**. Un groupe de travail annoncé lors du budget de mai 2007 avait comme mandat d'examiner les changements nécessaires pour rendre les conventions comptables du gouvernement conformes aux principes formulés pour le secteur public par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA). Il devait aussi en voir l'impact sur les lois relatives à l'équilibre budgétaire. Il a rendu son rapport et le 11 décembre 2007, le gouvernement a annoncé son intention de donner suite à ses recommandations, dont la modification de la *Loi sur l'équilibre budgétaire*. Il a annoncé aussi qu'il simplifierait la *Loi constituant une réserve budgétaire pour l'affectation d'excédents*. Les modifications législatives remettront également à zéro en date du 1 avril 2006 le solde de l'excédent cumulé identifié par le comité. Le projet de loi à venir modifiera le calcul de l'excédent cumulé et intégrera une réserve de stabilisation pour remplacer la réserve budgétaire prévue dans la loi à ce sujet. Cette réserve de stabilisation servira en premier au maintien de l'équilibre budgétaire et à réduire la dette par des versements au Fonds des générations. L'obligation pour le ministre de faire rapport annuellement sera maintenue. Avec l'adoption du projet de loi, l'excédent cumulé de 192 M\$ en 2005-2006 sera donc remis à zéro. En tenant compte de cela, l'excédent pour 2006-2007 est de 109 M\$. Des

celles que le Québec a subies dans les années 1990. Pour protéger nos programmes de santé, d'éducation et de soutien à la famille, ce retour à l'équilibre reste notre priorité absolue.» Étapes du retour à l'équilibre : «soutenir l'économie et préparer la relance» (2009-2010 et 2010-2011), «retrouver l'équilibre budgétaire» (2011-2012 et 2012-2013) et «la voie durable : des finances publiques saines» (2013-2014 et ensuite). «À compter de 2014-2015, la progression des dépenses budgétaires sera rétablie à un rythme similaire à celui des revenus budgétaires, soit environ 3,0 % par année.» [N.D.L.R. **Selon quelle approche des revenus et des dépenses ?**]. Préparation de l'après 2013-2014, i.e. «une voie durable pour des finances publiques saines» : maintien de l'équilibre budgétaire, une croissance «naturelle» des dépenses correspondant à celle des revenus en ciblant des «actions créatrices de prospérité», un engagement envers les générations futures à réduire la dette. Rappel de la mise en déficit en 2009-2010 pour «stimuler l'économie tout en protégeant les programmes sociaux» en réponse à la récession, ce qui a permis de traverser «mieux que la plupart des économies développées». Maintien de l'objectif de 2009 de revenir à l'équilibre budgétaire en 2013-2014. **Rappel du plan de 12,3 G\$ d'«efforts» à installer en quatre ans (à «62 %», soit 6,9 G\$, par le gouvernement et «38 %», soit 4,3 G\$, par les particuliers et les entreprises), qui s'avèrera à terme un plan de 11,2 G\$ en 2013-2014, avec le report des autres mesures après 2013-2014, alors qu'il commencera à y avoir des surplus (versés au Fonds des générations). L'«effort» des deux premières années s'avère de 6 G\$ plutôt que la prévision de 5,6 G\$, soit 400 M\$ de plus.**

► **Report en 2014-2015 de mesures de compression à identifier**. Soit 300 M\$ de compressions de moins en 2012-2013 et 1 G\$ en 2013-2014. «Le cadre financier ne nécessite aucune mesure additionnelle à identifier pour atteindre l'équilibre budgétaire d'ici 2013-2014.» «Le solde des mesures à identifier pour maintenir l'équilibre budgétaire à compter de 2014-2015 se situe à 875 millions de dollars, soit un montant inférieur de 150 millions de dollars à celui de 1 025 millions de dollars prévu dans le budget 2011-2012.» [N.D.L.R. **Doit-on comprendre que comme ça va relativement bien, on garde des compressions en réserve pour plus tard ?**]

► **Évolution du déficit**. En 2010-2011, le déficit sera de 3,150 G\$, inférieur de 1,1 G\$ aux prévisions du budget précédent. En 2011-2012, il sera de 3,3 G\$, soit 500 M\$ de moins que prévu en 2010, avec une provision pour éventualités de 300 M\$ et 850 M\$ au Fonds des générations. En 2012-2013, il sera de 1,5 G\$, pour atteindre l'équilibre l'année suivante, avec une provision de 200 M\$ pour éventualités. En fait, le surplus sera de 1 G\$ en 2013-2014, 1,5 G\$ en 2014-2015, 2 G\$ en 2015-2015 et 2,5 G\$ en 2016-2017, mais ces sommes seront versées au Fonds des générations. Le calcul du solde reflète les dispositions de la Loi sur l'équilibre budgétaire.

► **Impact total des mesures**. **Le coût total des mesures prévues au budget 2012-2013 est de 211 M\$ pour 2012-2013, 312 M\$ pour 2013-2014 et 331 M\$ pour 2014-2015, plus respectivement 65,3 M\$, 66,8 M\$ et 71,8 M\$ pour le maintien de programmes existants.**

► **Provisions pour éventualités**. Un total de 800 M\$ de 2011-2012 à 2013-2014, soit respectivement 300 M\$, 300 M\$ et 200 M\$.

► **Comptabilités multiples**. Il est à noter que les fonds spéciaux ont leur propre équilibre budgétaire qui s'intègre dans le cadre financier consolidé (revenus de 8,2 G\$ en 2011-2012, de 8,9 G\$ en 2012-2013, de 10 G\$ en 2013-2014 pour des dépenses respectivement de 6,5 G\$, 7,4 G\$ et 8,3 \$). [N.D.L.R. **Comment comprendre l'intention derrière la création de tous ces nouveaux fonds ?**] Exemple de traitement autonome : «Au cours de la période 2011-2012 à 2016-2017, le solde annuel du FORT passera d'un surplus de 509 millions de dollars à un déficit de 399 millions de dollars. Le surplus cumulé du fonds permettra d'absorber l'écart entre les revenus et les dépenses à compter de 2015-2016.» Autre exemple : on évalue la «contribution nette du gouvernement» pour l'exploitation durable des forêts en soustrayant les dépenses prévues des revenus de redevances et droits de coupe (366 M\$ en 2012-2013). Autre exemple : présentation des résultats des fonds spéciaux (34 entités) avec leurs revenus (8,9 G\$ en 2012-2013) et leurs dépenses (8,7 G\$).

► **Comparaisons internationales**. Alors qu'en 2011, le déficit du gouvernement des États-Unis est de 8,7% de son PIB, celui de la France, de 5,4 % de son PIB (4,1 % en moyenne pour la zone euro), de l'Ontario de 2,5 % de son PIB et celui du fédéral de 1,8 % du PIB canadien, le déficit du Québec pour 2011-2012 «se limite à 1,0 % du PIB québécois». C'est attribué



recettes fiscales et des bénéfices d'Hydro Québec plus élevés que prévus en 2007-2008 permettent de dégager un surplus de 717 M\$ qui est mis en réserve. Les revenus prévus sont moindres pour 2008-2009 en raison de la baisse de croissance économique. La réserve accumulée est de 1,817 GS plus 200 M\$ transférés de la réserve au Fonds des générations. Elle sert entièrement à éponger les déficits prévus en 2008-2009 (1,370 G\$) et en 2009-2010 (0,447 G\$), soit 1,817 G\$. Ces budgets seront donc «équilibrés», quoique déficitaires sans l'usage de la réserve. Une provision pour éventualités de 200 M\$ est prévue pour 2008-2009. Un cadre financier sur cinq ans «démontre que nous respectons l'équilibre budgétaire».

Le Vérificateur général fait rapport le 13 juin 2008, concernant le solde aux fins de la *Loi sur l'équilibre budgétaire* (<http://www.vgg.gouv.qc.ca/publications/juin2008/Rapportsoldebudg.pdf>). Le 21 mai 2008, l'Assemblée nationale a demandé au Vérificateur général d'établir le solde budgétaire réel au 31 mars 2007 en lien avec le projet de loi, *Loi modifiant la Loi sur l'équilibre budgétaire et d'autres dispositions législatives*. En effet celui-ci avait estimé dans un rapport sur les états consolidés du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 2006 que le surplus de 192 M\$ indiqué par le gouvernement respectait la technique de la *Loi sur l'équilibre budgétaire*, mais manquait de s'appuyer sur une comptabilité adéquate. À son avis le solde au 31 mars 2006 correspondait plutôt à un déficit d'au moins 5,3 G\$ dont les montant s'étaient trouvés inscrits directement aux déficits cumulés [N.D.L.R. autrement dit inscrits à la dette cumulée] sans être pris en compte aux fins de la loi. La réforme de la comptabilité gouvernementale amorcée à la suite de ce rapport a conduit notamment à la recommandation d'établir à zéro l'excédent cumulé au 1^{er} avril 2006 en incluant dorénavant dans cet excédent «l'impact de toutes les inscriptions aux déficits cumulés qui affectent les résultats financiers d'années antérieures à l'exception de l'impact des modifications actuelles et ultérieure découlant de la réforme et de la mise aux normes des conventions comptables du gouvernement. En utilisant la même méthode qui a conduit à son rapport pour estimer le solde au 31 mars 2006, le Vérificateur général établit à 5,756 G\$ le solde et donc le déficit cumulé au 31 mars 2007, ce qui comprend le 5,258 G\$ de 2006 et lui ajoute le montant de 0,607 G\$ moins le surplus de 0,109 G\$ de 2006-2007, soit un montant de 0,498 G\$.

► En 2009-2010, déficit de 3,9 G\$ en 2009-2010 et de 3,8 G\$ en 2010-2011, qui entraînera des mesures draconiennes pour rétablir ensuite l'équilibre budgétaire. «Plusieurs pays accusent des déficits budgétaires. C'est le cas des États-Unis et du Canada. Plusieurs provinces canadiennes ont également prévu renouer avec des déficits budgétaires. C'est notamment le cas de la Colombie-Britannique, de l'Ontario et de l'Alberta. Plus de 70 % des participants aux consultations en ligne sont d'avis qu'en temps de récession, des déficits budgétaires sont nécessaires pour protéger les emplois et les services aux citoyens. Nous sommes de cet avis. J'annonce un déficit de 3,9 milliards de dollars en 2009-2010. Ce déficit représente 1,3 % de notre PIB. Rappelons que le déficit du gouvernement américain atteint 12,3 % du PIB tandis que celui du gouvernement canadien représente 2,2 % du PIB. Toutefois, si les Québécois acceptent des déficits budgétaires, ils souhaitent que leur gouvernement trace la voie du retour à l'équilibre.» Recours à 2 G\$ de la réserve de 2,3 G\$ et à la provision pour éventualités de 200 M\$. **Déficit pour soutenir l'économie en récession.** L'équilibre budgétaire est maintenu en 2008-2009. **Le déficit budgétaire en 2009-2010 s'élèvera à 3,9 G\$, après utilisation du solde de 295 M\$ de la réserve budgétaire.** Il résulte de la chute des revenus budgétaires, du maintien de la croissance des dépenses de programme à 4,5% et du financement des mesures de soutien à l'économie de 826 M\$. **Un déficit de 3,8 G\$ est prévu en 2010-2011. Suspension des effets de la Loi sur l'équilibre budgétaire.** Prévision de retrouver l'équilibre budgétaire lorsque la reprise sera bien amorcée avec un plan pour retrouver l'équilibre d'ici 2013-2014 par quatre initiatives : l'établissement de la croissance annuelle des dépenses de programmes à 3,2 % à compter de 2010-2011 (il est maintenu à 4,5 % en 2009-2010), soit «un rythme compatible avec la croissance économique et la capacité de payer des contribuables»; l'intensification des efforts pour contrer l'évasion fiscale et l'évitement fiscal (900 M\$ en 2013-2014); l'indexation de tous les tarifs non indexés à compter du 1^{er} janvier 2011, à l'exception des tarifs à 7 \$ par jour pour les services de garde (195 M\$ en 2013-2014). À cet égard, le gouvernement dépose une politique sur le financement des services publics et crée le Fonds pour le financement des infrastructures routières et de transport en commun; la hausse du taux de la taxe de vente du Québec qui passera de 7,5 % à 8,5 % au 1^{er} janvier 2011 (1265 M\$ en 2013-2014), avec une augmentation du crédit d'impôt pour la TVQ des ménages à faible revenu. « Il est important de noter que nous ne prévoyons

à des mesures prises avant les autres, exécutées avec discipline et rigueur.

► [Retour au début de la section.](#)



aucune hausse des impôts sur le revenu des particuliers et des entreprises.» «Cet ambitieux plan va au-delà de l'élimination du déficit. Il vise à ramener en 2013-2014 les dépenses et les revenus autonomes en pourcentage du PIB au niveau observé avant le début de la récession.» Dans le Plan budgétaire, Tableau A.9, on mentionne aussi **3,77 G\$ de mesures encore à identifier au plan des revenus ou des dépenses** pour assurer l'équilibre budgétaire en 2013-2014, sur un solde de -6,042 G\$ avec maintien de la croissance des dépenses de programmes à 3,2%. De quoi s'agit-il ? Il est mentionné un peu plus loin qu'on viserait notamment le retour au programme de péréquation en place en 2007 sur la base des recommandations du rapport O'Brien. On vise aussi le retour au ratio des dépenses de programmes en pourcentage de PIB, prévu à 19,8 % en 2010, à ce qu'il était avant la récession, soit 18,5 %.

► **En 2010-2011, manque à gagner dû notamment à la crise.** La décision de revenir à l'équilibre budgétaire en 2013-2014, comme le prévoit la Loi sur l'équilibre budgétaire, est maintenue. Il faudra résoudre pour ça un déficit prévisible de 12,3 G\$ pour 2013-2014 par rapport à ce qu'aurait produit une croissance des dépenses de programmes envisagée de 4,8% (le taux moyen de 2003-2004 à 2009-2010). Le taux de croissance des dépenses choisi de 2,9 % en 2010-2011 et 2,2 % jusqu'en 2013-2014, réduit l'écart de 6,6 G\$. D'autres mesures vont atteindre 5,6 G\$ en 2013-2014. Il restera 1,1 G\$ en mesures encore à identifier après ce budget. Déficit prévu pour 2009-2010 : 4,3 G\$. Pour 2010-2011 : 4,5 G\$. Soit moins que l'estimé de 4,7 G\$ de l'énoncé économique de l'automne et plus que les déficits prévus dans le budget 2009-2010, qui étaient de 3,9 G\$ en 2009-2010 et 3,8 G\$ en 2010-2011. Incluant des provisions de 300 M\$ par année. Pour 2011-2012 : 2,9 G\$. Pour 2012-2013 : 1,2 G\$. Soit un total de 12,9 G\$ en déficits à résorber jusqu'en 2013-2014. L'impact du déficit est bien moindre qu'ailleurs. Le déficit en % du PIB au Québec en 2010 sera de 1,5 %, de 3,1 % au Canada, et de plus que ça dans plusieurs pays industrialisés, dont 10,6 % aux États-Unis. **Pour revenir à l'équilibre budgétaire**, on affirme que le gouvernement, les organismes publics et les sociétés d'État «fourniront l'effort le plus important» (61,9%, soit 5,2 G\$ ou 46,1% en réduction de la croissance des dépenses des ministères et organismes, 0,53 G\$ ou 4,8% en contrôle des dépenses dans les autres organismes publics, 1,2 G\$ ou 10,7% dans la lutte contre l'évasion et l'évitement fiscal) «en resserrant leurs dépenses» et que «les entreprises et les Québécois devront également faire leur part» (soit 7,1% ou 0,796 G\$ en hausse de la TVQ et de la taxe sur les carburants, plus la révision du régime des droits miniers et la hausse temporaire de la taxe compensatoire des institutions financières, pour les unes et 31 % ou 3,5 G\$ pour les autres en hausse de TVQ, contribution santé, hausse de la taxe sur les carburants et indexation des tarifs). Les mesures auront peu d'effet sur le revenu disponible en 2010. Le retour à l'équilibre budgétaire doit se faire en agissant autant sur les revenus que sur les dépenses. Sinon, il faudrait limiter la croissance des dépenses à moins de 1% par année, ce qui rendrait impossible de maintenir les services à la population. **Loi omnibus** à venir au cours des prochaines semaines incluant toutes les mesures «qui contribuent à rétablir l'équilibre et à réduire l'endettement». Le choix des mesures à envisager est présenter sous l'angle de poser «les bons gestes», i.e. en tenant compte de l'impact des mesures sur la croissance économique et en choisissant les sources de revenus «les moins dommageables pour l'économie», i.e. qui ne pénalisent pas l'investissement, ne découragent pas le travail, ne nuisent pas à la compétitivité des entreprises exportatrices, «permettent un meilleur partage du fardeau fiscal en protégeant les ménages à faible revenu par des mesures compensatoires», diminuent les possibilités d'évasion fiscale et d'évitement fiscal. C'est ce qui amène à privilégier des hausses de taxes et de tarifs plutôt que des hausses d'impôt. **Impact prévu du Plan de retour à l'équilibre budgétaire et de ses mesures de redressement** : 14 M\$ en 2010-2011 et 103 M\$ en 2011-2012. Impact des mesures du Plan de retour à l'équilibre budgétaire sans les mesures affectant les dépenses de programme : 436 M\$ en 2010-2011 allant jusqu'à 2,2 G\$ en 2013-2014. Impact d'ensemble des mesures du budget pour 2010-2011, 240,8 M\$, pour 2011-2012, 915,3 M\$ et pour 2012-2013, 1950,1 M\$.

► **En 2011-2012, maintien de l'objectif de déficit zéro pour 2013-2014.** Déficit pour 2010-2011 : 4,2 G\$ 2010-2011, soit 300 M\$ de moins que prévu (4,5 G\$) soit 1,3 % du PIB, ce qui se compare favorablement à celui de l'Ontario (prévision de déficit à 3,1% du PIB) et du Canada (prévision de déficit à 2,8% du PIB). Recettes de 1 G\$ de plus. Dépenses de 0,7 G\$ de plus. Après des déficits de «soutien à l'économie» de 3,2 G\$ en 2009-2010 (1,1 G\$ de moins que prévu) et 4,2 G\$ en 2010-2011 (306 M\$ de moins que prévu), en application de la Loi sur l'équilibre budgétaire, «le gouvernement détermine dans ce budget les cibles définitives de déficits décroissants qu'il devra respecter pour les deux prochaines



années», soit 3,8 G\$ en 2011-2012 (900 M\$ de plus que prévu), et 1,5 G\$ en 2012-2013 (300 M\$ de plus que prévu), pour atteindre l'équilibre budgétaire en 2013-2014. Ces prévisions incluent des provisions pour éventualités de 300 M\$ en 2010-2011 et en 2011-2012, et de 200 M\$ en 2012-2013 (800 M\$ sur trois ans) et elles misent sur la limitation de la croissance des dépenses. Un cadre financier est prévu sur cinq ans soit de 2010-2011 à 2015-2016, avec une croissance des dépenses «compatible» avec celle des revenus après 2013-2014. La somme des déficits sur cinq ans (2009-2010 à 2013-2014), est de 12,7 G\$. **La réduction de 306 M\$ de plus en 2010-2011 s'explique** par des révisions de revenus supérieures à la hausse des dépenses prévue et par de meilleurs résultats des entités consolidées. L'augmentation du déficit de 900 M\$ en 2011-2012 s'explique par l'ajout d'une provision pour éventualités, par la réduction de 311 M\$ des efforts encore à identifier au plan de retour à l'équilibre budgétaire et de 196 M\$ en moins dans les prévisions de résultats pour les entités consolidées. L'augmentation du déficit de 300 M\$ pour 2012-2013 s'explique principalement par l'ajout d'une provision pour éventualités de 200 M\$. Le gouvernement choisit de régler le déficit plus vite que l'Ontario et le Canada en raison de l'impact de la récession moindre au Québec, de la dette déjà élevée et de la baisse attendue du bassin de travailleurs à partir de 2014. Cette action est également plus rapide que celle de plusieurs États, dont les déficits sont plus élevés en pourcentage de PIB. **Le retour à l'équilibre** est attribué au respect des mesures du «Plan de retour à l'équilibre budgétaire, principalement à l'égard du contrôle des dépenses». Le budget de 2010-2011 identifiait 90% des efforts à faire avec un ensemble de mesures totalisant 11,2 G\$. Pour y arriver, il reste encore 1,025 G\$ de mesures à identifier. **Par ailleurs le vieillissement accéléré de la population** va augmenter la pression sur les dépenses publiques. Ailleurs ce sera en partie compensé par une croissance du bassin de travailleurs, moins au Québec : croissance prévue de la population âgée de 15 à 64 ans de 5,5 % entre 2013 et 2030 au Canada, de 9,6 % en Ontario et contraction de 3,8 % au Québec après avoir atteint un sommet en 2013. **Infrastructures** : diminution des enveloppes quinquennales des investissements (462 M\$ de moins par période de cinq jusqu'au plan 2018-2023, puis augmentations pour maintenir la qualité des infrastructures et la valeur du stock. **Reprise de l'argumentaire d'efforts tripartites**, où le gouvernement ferait 62 % de l'effort total [N.D.L.R. voir les réponses antérieures à cet argument]. **«La rigueur**, qui est notre marque de commerce, est plus nécessaire que jamais». «La rigueur paie.» **Les dépenses de programme plus le service de la dette** devraient atteindre 69,1 G\$ en 2011-2011. «Il est prévu que les dépenses de programmes augmenteront de 2,4 % en 2011-2012. En conséquence, considérant les sommes versées dans les nouveaux fonds créés par le gouvernement pour financer certaines activités, le taux de croissance des dépenses sera de 3,7 % en 2011-2012, comparativement à la prévision de 2,8 % du budget de l'an dernier. Ces nouveaux fonds sont constitués du Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT), du Fonds relatif à l'administration fiscale (FRAF) et du Fonds pour le financement des établissements de santé et de services sociaux (FINESSS).» **«Les revenus budgétaires**, quant à eux, devraient totaliser 65,4 G\$ en 2011-2012, soit 50,3 G\$ au chapitre des revenus autonomes et 15 G\$ au titre des transferts fédéraux. Ces revenus devraient augmenter de 4,8 % en 2011-2012 et de 5,7 % en 2012-2013.

Notes sur la méthodologie budgétaire

- ▶ En 2003-2004, élargissement et renouvellement de la méthode de consultation prébudgétaire «dans un forum approprié». Engagement à rendre public dans les six mois les états financiers certifiés par le Vérificateur. Intégration des résultats financiers des réseaux de la santé et de l'éducation dans le périmètre comptable avec des mécanismes de suivi dès le prochain budget.
- ▶ En 2006-2007, **moderniser la gouvernance**. Revoir la gouvernance des sociétés d'État. Annonce du dépôt d'un énoncé de politique sur la question: les fonctions de président du conseil d'administration et de président et chef de la direction séparées; le mandat des conseils d'administration modifié et la reddition de comptes des sociétés d'État renforcée; des responsabilités additionnelles seront confiées au Vérificateur général; les lois constitutives des sociétés d'État seront révisées systématiquement tous les dix ans. **Améliorer la transparence des finances publiques**. À partir de 2006-2007,

- ▶ Les données longitudinales sur les revenus et les dépenses ne sont plus dans le *Plan budgétaire*, mais dans une publication de données historiques, annoncée à la fin du *Plan budgétaire* et sur une des pages du site sur le budget, mais non sur la page de téléchargement de l'ensemble des documents (par exemple le 1 mai 2012).
- ▶ Début de la section C du *Plan budgétaire* : «Adopté par l'Assemblée nationale en juin 2011, le projet de loi no 10 prévoit que le fonds consolidé du revenu sera dorénavant composé du fonds général et des fonds spéciaux. Le fonds général regroupe l'ensemble des opérations qui étaient considérées comme celles du fonds consolidé du revenu avant l'adoption de la loi. Pour les fins de la présente section, les fonds spéciaux seront tout de même présentés avec les entités consolidées afin de refléter distinctement l'ensemble de leurs revenus et de leurs dépenses affecté au financement de missions spécifiques. »



publication un rapport financier mensuel sur l'évolution de la situation financière. Le Québec sera la première province à publier aussi fréquemment l'information portant sur ses activités financières. Aussi publication chaque automne par le gouvernement d'un rapport sur la situation économique et financière du Québec accompagné d'un rapport sur les dépenses fiscales. Depuis 2003-2004, une nouvelle annexe des comptes publics présente les surplus et les déficits annuels et cumulés des réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux. Innovation dans les Comptes publics 2004-2005 par une section réservée à l'analyse financière ainsi que des indicateurs financiers. À compter de 2005-2006, les revenus des transferts fédéraux sont comptabilisés sur une base d'exercice plutôt que sur une base de caisse. La méthode de calcul de la provision pour pertes sur les interventions financières garanties a été améliorée.

► En 2007-2008, Les conventions comptables de 1998, faites avec le vérificateur de l'époque, Guy Breton, ont été appliquées. L'Institut canadien des comptables est à introduire de nouvelles normes. Le Québec va s'ajuster comme les autres administrations publiques canadiennes. Amélioration de la comptabilité gouvernementale en tenant compte des commentaires formulés par le Vérificateur général. Après entente avec lui : examen conjoint de la comptabilité gouvernementale en vue d'une réforme majeure qui conduira à une intégration ordonnée au périmètre comptable du gouvernement : des hôpitaux, commissions scolaires, cégeps. Certains ajustements aux conventions comptables du gouvernement seront en vigueur lors du prochain budget et même à l'automne pour le dépôt des comptes publics, si le travail est assez avancé. La nouvelle *Loi sur la gouvernance des sociétés d'État* augmente les pouvoirs du Vérificateur général. La loi stipule que le Vérificateur s'associera à une firme indépendante pour vérifier les livres et les comptes des six principales sociétés d'État à caractère financier ou commercial, ainsi que la Caisse de dépôt et placement : dès 2007-2008, covérification de la Société des alcools du Québec, de la Société générale de financement du Québec. Dès 2008-2009, vérification de la Régie des installations olympiques, de la Société des établissements de plein air du Québec, de l'Agence métropolitaine de transport. Pour harmoniser avec les nouveaux principes comptables, inscription d'un passif environnemental de 333 M\$ aux états financiers du gouvernement pour 2006-2007 en lien avec la mise en œuvre d'un plan de restauration sur 10 ans des sites contaminés.

► En 2008-2009, les résultats financiers incorporent les éléments de réforme comptable annoncée le 11 décembre 2007 lors du dépôt des Comptes publics 2006-2007 et de la publication de *Le point sur la situation économique et financière du Québec*. «Le périmètre comptable du gouvernement a, à cet effet, été modifié pour intégrer, à partir du 1er avril 2006, les résultats financiers des établissements publics de santé et de services sociaux, des commissions scolaires, des cégeps, ainsi que ceux de l'Université du Québec et ses constituantes. Les entités consolidées sont donc présentées sous trois groupes distincts : les organismes autres que budgétaires et les fonds spéciaux; les réseaux de la santé et de l'éducation; le Fonds des générations. «En donnant suite aux recommandations du Groupe de travail sur la comptabilité du gouvernement, c'est plus de 211 entités du secteur de la santé et des services sociaux et près de 130 entités du réseau de l'éducation qui se sont ajoutées au périmètre comptable du gouvernement. De ce nombre, on note l'inclusion des 18 agences de la santé et des services sociaux, de 193 établissements publics de santé et de services sociaux, de 72 commissions scolaires, de 48 cégeps et de l'Université du Québec et ses neuf constituantes.» «Pour les fins de la présentation des Comptes publics 2006-2007, une vaste opération de consolidation des résultats réels des 341 nouvelles entités a été effectuée. C'est à partir de ces travaux qu'il a été possible d'évaluer à près de 185 millions de dollars, le déficit des réseaux et son impact sur les équilibres financiers de 2007-2008. Le présent budget révisé cet impact à 375 millions de dollars.» Présentation d'un cadre financier sur cinq ans.

► En 2009-2010, on dit qu'on a beaucoup consulté. Curieux, les impacts fiscaux sont souvent donnés par cibles de population plutôt que par tranche de revenu. Clientélisme ? « Nous avons beaucoup consulté les Québécois. Près de 4 500 Québécois se sont exprimés lors des consultations par Internet. Il s'agit d'une participation record. Mon adjoint parlementaire, le député de Viau, et moi-même avons aussi rencontré des groupes de toutes les sphères de la société. En fait, près de 50 groupes ont été rencontrés. Également, les trois tables de travail mises sur pied par le gouvernement pour suivre l'évolution de la conjoncture économique, soit celles du secteur financier, du développement économique et du marché du travail, ont été consultées, et plus de 100 mémoires ont aussi alimenté nos réflexions. Enfin,

► Tableaux C.5, C.6, C.7, C.8 du *Plan budgétaire*, la partie «droits et permis/revenus divers» devient «ressources naturelles/ autres revenus».

► La transformation effectuée en 2011-2012 étant complétée, dans les dépenses, on a perdu dans les tableaux anciennement relatifs au fonds consolidé la partie affectée aux fonds spéciaux. Dans les *Données historiques*, Tableau 3, comparativement au tableau similaire de l'année précédente, on garde une trace sur la mission Revenu, mais non plus sur la partie FORT de la mission des transports. Quant à la partie FINESSS de la mission santé et services sociaux, elle n'est pas comprise dans celle-ci et n'apparaît donc pas dans les données historiques.

► Évolution vers une budgétisation pluriannuelle des grandes missions de l'État à l'instar de plusieurs gouvernements de l'OCDE. Dans le Plan budgétaire, on parle aussi du «cadre financier quinquennal du gouvernement» pour parler des mesures jusqu'en 2016-2017, donc probablement à partir de 2012-2013.

► Par ailleurs, les dépenses et les investissements des fonds spéciaux seront dorénavant assujettis au même processus d'approbation par les parlementaires que celui des budgets de dépenses et d'investissements des ministères et organismes budgétaires. Cette nouvelle approbation «renforcera» ainsi «le contrôle des parlementaires» sur le budget de chaque fonds spécial, tout en maintenant l'affectation de revenus dédiés au financement d'activités précises.

► Nouveau cahier dans le Budget de dépenses : Budget des fonds spéciaux.

► [Retour au début de la section.](#)



j'ai aussi consulté les partis d'opposition.»

► En 2010-2011, Une vaste consultation est invoquée à l'appui des choix qui ont été faits. Des dizaines de milliers de personnes ont fait savoir leur opinion. Le gouvernement a consulté ses partenaires. «Afin que l'information des documents budgétaires puisse s'arrimer davantage avec la présentation des comptes publics, le plan budgétaire présentera dorénavant l'ensemble des revenus et des dépenses consolidés des entités incluses dans le périmètre comptable du gouvernement. Jusqu'en 2007-2008, le plan budgétaire présentait les résultats nets des entités consolidées ainsi que certaines informations sommaires des revenus et des dépenses des organismes autres que budgétaires et des fonds spéciaux. En 2008-2009, se sont ajoutés ceux du Fonds des générations et ceux des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation. Dorénavant, les revenus et les dépenses de toutes ces entités et des comptes à fin déterminée seront présentés de façon distincte et ajoutés à ceux du fonds consolidé du revenu. C'est ce qui est appelé la consolidation ligne à ligne. Celle-ci implique qu'il faille également éliminer les transactions entre entités apparentées, notamment les dépenses de transferts provenant du gouvernement qui sont versées aux entités consolidées et les revenus correspondants reçus par ces entités. Ces transactions sont effectuées à l'intérieur du gouvernement et n'ont aucun impact sur son déficit ou sur son surplus annuel. La présentation des documents budgétaires correspondra ainsi à celle des comptes publics. En effet, à compter de l'exercice financier 2009-2010, le Comité sur la comptabilité dans le secteur public (CCSP) de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA) demande aux gouvernements de consolider ligne à ligne, dans leurs états financiers, l'ensemble des entités incluses dans leur périmètre comptable, y compris les opérations de leurs réseaux. Il s'agit là d'une amélioration de la qualité et de la transparence de l'information produite dans le cadre de la planification budgétaire du gouvernement.

► En 2011-2012, combinaison de deux cahiers en un seul, soit le plan budgétaire et les renseignements additionnels. La manière de rendre compte des revenus et des dépenses change, ce qui modifie notamment ce qu'on peut entendre par dépenses de programme desquelles disparaît par exemple, et rétroactivement, le ministère du Revenu. Il faut établir de nouvelles bases comparables. Le ministère du Revenu disparaît des redditions de comptes par ministère et passe à... [N.D.L.R. ± 1 G\$ qui s'éloigne du réverbère]; idem pour le FORT du ministère du Transport, ce qui diminue rétroactivement les dépenses des ministères. Évolution des dépenses de programmes majorées des dépenses du Fonds pour le financement des établissements de santé et de services sociaux (FINESSS), du Fonds pour le financement des réseaux de transport terrestre (FORT), du fonds relatif à l'administration fiscale (FRAF) et de la provision pour créances douteuses de l'Agence du revenu du Québec. «Comme prévu lors de leur création, les dépenses du FORT et du FRAF sont dorénavant soustraites des dépenses de programmes du gouvernement pour être comptabilisées dans les fonds spéciaux, comme c'est le cas avec le FINESSS.» La provision pour créances douteuses est aussi reclassifiée. L'impact total est une différence de 68,1 G à 63, 3 G\$ en 2013-2014 pour les dépenses de programme qui seront désormais inscrites comme telles (avec un impact en moins de 1,4 G\$ du FINESSS, de 4 G\$ pour le FORT et le FRAP et de 0,85 G\$ pour le reclassement des créances douteuses et 0,35 G\$ pour leur relèvement, plus des révisions actuarielles des régimes de retraite (360 M\$), les coûts reliés à l'équité salariale (217 M\$), l'entente avec les responsables des services de garde (143 M\$)

Les documents des budgets du Québec sont accessibles sur le site Internet suivant : <http://www.budget.finances.gouv.qc.ca/index.asp>



4. Et maintenant, des tableaux

Un budget public ne peut se comprendre sans ceux qui le précèdent et ceux qui le suivront. Voici d'autres outils, un peu plus spécifiques et spécialisés, qui permettent d'en tenir compte.

Il devient encore plus difficile de suivre l'évolution de la structure des revenus. En 2011-2012 le gouvernement a modifié sa méthode de présentation des revenus en raison de la mise en place de nouveaux fonds spéciaux pour certaines catégories de revenus, ce qui l'a amené à modifier rétroactivement les chiffres pour des années plus anciennes. Par exemple, les taxes sur l'essence et les permis pour le transport sont désormais comptabilisées dans un nouveau fonds distinct pour le transport, le FORT. Et ces montants sont «disparus» des données des années antérieures à partir de l'année 2007-2008 (717 M\$ y disparaissent de la case «Droits et permis» après la révision de 2011-2012). Dans la documentation 2012-2013, on remarque en plus dans certains tableaux de référence un changement dans les cases qui servent à comptabiliser les revenus autonomes. Ainsi les sections «Droits et permis» et «Revenus divers», sont remplacées par des sections «Ressources naturelles» et «Autres revenus», pour lesquelles il n'y a pas de comparables avant 2011-2012.

Enfin, une modification législative adoptée en juin 2011 après le budget 2011-2012 a pour effet de transformer le Fonds consolidé du Québec, qui est désormais composé d'un Fonds général et de Fonds particuliers comptabilisés séparément. Pour suivre une partie des revenus en santé, en transport, pour les ressources naturelles, le plan Nord ou pour l'Agence du revenu, il faut désormais aller consulter ces fonds séparés. Il faut suivre ces tableaux d'année en année pour l'apercevoir. Tout en gardant le même usage dans la documentation budgétaire, les tableaux du Plan budgétaire (C.5. C.6, C.7, C.8, dans la documentation 2012-2013) qui servent de source à la compilation ci-dessous, devront dorénavant être complétés d'un ensemble de compilations spécifiques pour donner une bonne idée des revenus d'ensemble du gouvernement et de leur évolution. Pourquoi ces manœuvres ?

En 2011-2012, plus de 8 G\$ en revenus autonomes (autres que les transferts fédéraux) échappent ainsi à ce radar «général». Cette proportion traitée à part (presque 1 «spécial» pour 6 «général» environ) est appelée à croître, vu la croissance «élevée» (plus de 10 %) de ces nouveaux fonds spéciaux (voir les tableaux C.17, C.18 et C.22, et p. C.34 du Plan budgétaire).

Tableau 1. Structure des revenus du gouvernement du Québec (en G\$) (Fonds général seulement; auparavant Fonds consolidé)															
						Révision 2011-2012	Révision 2012-2013	Révision 2012-2013	Révision 2012-2013	Révision 2012-2013	Révision 2012-2013	Prévision 2012-2013	Différence en G\$ entre 2012-2013 et 2013-2014	Différence en % entre 2012-2013 et 2013-2014	
	1	2	3	4	5	6	7	8	10	11	12	13	14 14 vs 13	15 14 vs 13	
	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014			Remarques
Revenus totaux	51,648	53,61	55,712	60,666	63,093	59,51	59,175	59,29	62,65	65,539	69,395	72,524	3,1	4,5	
Revenus autonomes	42,278	44,381	45,743	49,651	49,464	45,881	45,152	44,129	47,225	50,364	53,598	56,01	2,4	4,5	
Impôt	24,256	25,451	26,282	28,312	28,871	27,88	26,65	25,857	27,526	29,137	30,257	31,578	1,3	4,4	
Impôt des particuliers	15,715	16,324	16,449	18,48	18,648	17,887	17,103	16,459	17,913	18,897	19,547	20,504	1,0	4,9	
Fonds de santé	4,649	4,874	5,047	5,053	5,404	5,404	5,631	5,797	5,974	6,162	6,386	6,612	0,2	3,5	
Impôt des sociétés	3,892	4,253	4,786	4,779	4,819	4,589	3,916	3,601	3,639	4,078	4,324	4,462	0,1	3,2	
Taxes à la consommation	11,641	12,256	12,438	12,651	12,962	11,096	11,513	11,586	12,669	14,548	16,45	17,285	0,8	5,1	
[Droits et permis]	1,021	1,16	1,138	1,056	1,04	0,323	0,252	0,354	0,585	0,643					Disparaît. Cf aussi les colonnes 5 et 6.
[Revenus divers]	1,187	1,168	1,331	1,416	1,566	1,557	1,724	1,454	1,607	1,272					Disparaît.
Ressources naturelles										0,366	0,357	0,407	0,1	14,0	Nouvelle catégorie.
Autres revenus										1,549	1,639	1,722	0,1	5,1	Nouvelle catégorie.
Entreprises du gouvernement	4,173	4,346	4,554	6,216	5,025	5,025	5,013	4,878	4,838	4,764	4,895	5,018	0,1	2,5	
Transferts fédéraux	9,37	9,229	9,969	11,015	13,629	13,629	14,023	15,161	15,425	15,175	15,797	16,514	0,7	4,5	
Sources : Tableau 2 des Données historiques, Tableaux C.5, C.6, C.7, C.8 du Plan budgétaire, Budget 2012-2013. Compilation : Vivian Labrie, 23 avril 2012.															



Du côté de la structure des dépenses telle qu'on peut la suivre à partir des documents du budget et des «crédits», les montants déplacés dans les documents 2011-2012 avec l'instauration des fonds spéciaux continuent de disparaître du radar des tableaux où on les trouvait auparavant.

En 2011-2012, des montants de variant entre 1,7 et plus de 3 G\$ disparaissaient rétroactivement dans la façon de rendre compte des dépenses par ministère depuis 2003-2004. Ces changements avaient pour effet de diminuer d'autant les dépenses totales mentionnées d'année en année. Un de ces changements touchait à la transformation du ministère du Revenu en Agence du revenu. Un autre touchait à un volet de l'activité du ministère des Transports, transféré rétroactivement au FORT, un autre fonds spécial.

En 2012-2013, les missions transmises à des fonds particuliers sont perdues dans les tableaux de référence sur les dépenses de programme. Il n'est plus question des sommes transférées au FORT. On garde encore un oeil partiel sur le Revenu avec une partie de tableau «sur base comparable» dans la section B.3 des Renseignements supplémentaires du Budget de dépenses (tome V). Le total s'avère sur une base différente que le tableau comparable de 2011-2012, i.e. sans le FORT (à noter que la partie FINESSS n'est pas dans le poste Santé et services sociaux). Pour suivre ça, on fait quoi ? On notera par ailleurs la stagnation (une dévaluation effective en dollars constants) des dépenses depuis 2003 à Emploi et Solidarité sociale, un important ministère de redistribution, le quatrième ministère en importance après la Santé, l'Éducation et la Famille. Ceci alors qu'il y a la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, une augmentation du chômage liée à la crise économique, et des centaines de personnes qui ne couvrent toujours pas leurs besoins de base.

Tableau 2. Extraits de la structure des dépenses de programmes du gouvernement du Québec (en G\$)

Noter que ce ne sont pas toutes les missions qui sont analysées dans les dépenses de programme.

						Révision 2012-2013	Révision 2012-2013	Révision 2012-2013	Révision 2012-2013	Prévisions 2011-2012	Révision 2012-2013	Prévisions 2012-2013	Évolution	Remarques
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	
	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2012-2013	2013-2014	12 vs 1 en %	
Dépenses totales	50,253	52,472	53,871	56,332	59,101	61,946	64,506	67,15	68,836	70,759	70,879	72,578	41,0	
Dépenses de programme	43,598	45,619	46,996	49,293	52,08	55,442	58,389	60,166	61,384	62,113	62,642	63,751	43,7	
Santé et services sociaux	19,025	20,581	21,163	22,452	24,054	25,621	27,466	28,514	29,121	nd	30,121	nd	58,3	
Éducation, Loisirs et Sport	11,568	11,874	12,28	12,638	13,399	14,321	14,653	15,195	15,634	nd	15,976	nd	38,1	
Emploi et Solidarité sociale	4,197	4,109	4,037	4,084	4,108	4,176	4,305	4,290	4,372	nd	4,278	nd	1,9	
Transports	0,522	0,531	0,567	0,604	0,619	0,703	0,737	0,746	0,767	nd	0,752	nd	44,1	
Familles et AînéEs	1,458	1,516	1,605	1,719	1,837	1,961	2,067	2,263	2,411	nd	2,451	nd	68,1	
Culture, Communications et Condition féminine	0,521	0,533	0,543	0,6	0,633	0,654	0,665	0,659	0,687	nd	0,664	nd	27,4	
Développement durable, Environnement et Parcs	0,222	0,207	0,195	0,19	0,202	0,215	0,218	0,228	0,203	nd	0,212	nd	-4,5	
Développement économique, Innovation et Exportation	0,57	0,583	0,726	0,57	0,767	1,047	0,963	0,855	0,934	nd	0,960	nd	68,4	
Immigration et Communautés culturelles	0,127	0,12	0,116	0,125	0,132	0,158	0,167	0,175	0,169	nd	0,299	nd	135,4	
Relations internationales	0,111	0,102	0,102	0,102	0,115	0,128	0,125	0,120	0,108	nd	0,116	nd	4,5	
Revenu														
Tourisme	0,146	0,144	0,159	0,143	0,145	0,137	0,145	0,140	0,138	nd	0,136	nd	-6,8	
Travail	0,066	0,075	0,062	0,036	0,039	0,038	0,036	0,039	0,044	nd	0,031	nd	-53,0	
Conseil exécutif	0,195	0,241	0,232	0,233	0,285	0,295	0,31	0,322	0,365	nd	0,379	nd	94,4	
Conseil du trésor	0,45	0,539	0,565	0,747	0,552	0,592	0,603	0,868	0,683	nd	0,998	nd	121,8	
Assemblée nationale	0,097	0,096	0,099	0,107	0,114	0,115	0,114	0,114	0,116	nd	0,117	nd	20,6	
Service de la dette	6,655	6,853	6,875	7,039	7,021	6,504	6,117	6,984	7,452	8,646	8,237	8,827	23,8	
Revenu devenant une Agence du revenu distincte	0,75	0,935	1,025	1,093	1,218	1,377	1,475	1,557						
Transport – partie FORT	[0,991]	[1,102]	[1,208]	[1,348]	[1,528]									
Dépenses totales incluant les deux items ci-dessus	51,003	53,407	54,896	57,425	60,319	63,323	65,981	68,707						

Source : Tableau 3 des Données historiques et Tableau C.11 du Plan budgétaire, Budget 2012-2013, plus l'Appendice B.3 des Renseignements supplémentaires, Budget de dépenses 2011-2012, Volume V. Compilation : Vivian Labrie, 23 avril 2012.



Devant l'impossibilité de les compléter depuis plusieurs années, les tableaux ci-dessous sont retirés de l'analyse. Les tableaux 3 et 4 provenaient de données disponibles dans la documentation budgétaire qui ne sont plus. Une nouvelle compilation, plus à jour, serait certainement utile. En attendant, ces tableaux sont retirés, l'information étant plus difficile à utiliser avec le décalage des années. On peut voir les derniers états de ces tableaux dans l'analyse détaillée du budget 2010-2011 à la référence suivante : http://www.pauvrete.qc.ca/IMG/pdf/110131- Analyse_detaillee_du_budget_2010-2011.pdf.

Le tableau 5 produisait quant à lui une compilation ponctuelle faite par le journal La Presse en mai 2005. Il a été utile comme référence pendant les années qui ont suivi pour montrer les gains fiscaux importants faits depuis le début des années 2000 par les ménages gagnant 100 000 \$ et plus, des gains qui auraient amplement suffi à assurer aux plus pauvres un revenu leur permettant au moins de couvrir leurs

besoins essentiels. On peut par ailleurs consulter cette année dans la documentation budgétaire un fascicule, Les Québécois et leur revenu disponible, qui fournit un aperçu de l'impact des décisions budgétaires prises depuis 2003 sur certains types de ménages. Il ne donne toutefois aucune information pour des situations en bas de 25 000 \$ de revenu annuel, peu importe le type de ménage (familles ou personnes seules). Les deux tableaux ci-dessous sont extraits du fascicule en question. Il faut savoir que les revenus des ménages à l'aide sociale sans enfants et sans revenus d'emploi ou avec de très faibles revenus d'emploi se sont quant à eux détériorés pendant la même période. Logiquement, ces tableaux devraient inclure des lignes pour des revenus totaux comparables au minimum de revenu garanti par la société, et montrer l'impact des mesures sur quelques paliers entre cette base et un revenu total de 25 000 \$ (par exemple 7 861 \$, 10 000 \$, 15 000 \$ et 20 000 \$, pour les personnes seules).

Tableau 3. Impacts cumulés des mesures fiscales et des protections sociales sur le revenu des particuliers et son pouvoir d'achat du budget 2004-2005 au budget 2008-2009 (en \$ courants) (Retiré)

Tableau 4. Sommes redistribuées aux contribuables selon la tranche de revenu dans les budgets 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008 (en M\$) (Retiré)

Tableau 5. «Vos réductions d'impôt depuis l'an 2000» selon La Presse du 22 mai 2005 (Retiré)

TABEAU 3

Variation du revenu disponible incluant l'impact des mesures du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour un couple ayant deux enfants⁽¹⁾ et deux revenus de travail – 2003-2012
(en dollars)

Revenu disponible net des hausses de taxes pour 2012								
Revenu total	Revenu disponible 2003	Allège-ments depuis 2003 ⁽²⁾	Crédit solidarité	Crédit TVQ et RIF ⁽³⁾	Hausse de taxes ⁽⁴⁾	Contri-bution santé	Après budget	Variation 2003-2012
25 000	27 008	10 811	1 375	-722	-465	—	38 006	10 999 40,7 %
30 000	28 954	11 369	1 375	-722	-493	—	40 483	11 528 39,8 %
50 000	38 797	5 952	406	—	-551	-400	44 203	5 406 13,9 %
75 000	51 507	7 348	—	—	-894	-400	57 762	6 255 12,1 %
100 000	66 199	5 494	—	—	-819	-400	70 474	4 275 6,5 %
125 000	80 942	5 299	—	—	-954	-400	84 887	3 945 4,9 %
150 000	94 726	6 888	—	—	-1 089	-400	100 124	5 398 5,7 %
175 000	108 299	8 031	—	—	-1 216	-400	114 714	6 415 5,9 %

(1) Enfants âgés de 3 ans et 4 ans, fréquentant tous les deux un centre de la petite enfance.

(2) En tenant compte de la fiscalité du Québec, avant les mesures du Plan de retour à l'équilibre budgétaire, de la fiscalité fédérale, des cotisations (assurance-emploi, Régime québécois d'assurance parentale, Régime de rentes du Québec, prime du régime d'assurance médicaments du Québec) et des tarifs de garde à contribution réduite (hausse de 5 \$ à 7 \$).

(3) Crédit d'impôt remboursable pour la taxe de vente du Québec et remboursement d'impôts fonciers.

(4) Hausse de 2 % de la TVQ et de 3 ¢/litre de la taxe sur l'essence.

TABEAU 8

Variation du revenu disponible incluant l'impact des mesures du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour une personne seule – 2003-2012
(en dollars)

Revenu disponible net des hausses de taxes pour 2012								
Revenu total	Revenu disponible 2003	Allège-ments depuis 2003 ⁽¹⁾	Crédit solidarité	Crédit TVQ et RIF ⁽²⁾	Hausse de taxes ⁽³⁾	Contri-bution santé	Après budget	Variation 2003-2012
25 000	19 714	1 313	908	-628	-221	-200	20 886	1 172 5,9 %
30 000	22 473	1 819	908	-628	-257	-200	24 115	1 642 7,3 %
50 000	33 640	1 704	—	—	-368	-200	34 775	1 135 3,4 %
75 000	47 860	2 808	—	—	-514	-200	49 954	2 094 4,4 %
100 000	61 432	3 407	—	—	-638	-200	64 001	2 569 4,2 %
125 000	74 495	3 917	—	—	-749	-200	77 483	2 967 4,0 %
150 000	87 441	4 102	—	—	-852	-200	90 492	3 050 3,5 %
175 000	100 388	4 102	—	—	-949	-200	103 341	2 953 2,9 %

(1) En tenant compte de la fiscalité du Québec, avant les mesures du Plan de retour à l'équilibre budgétaire, de la fiscalité fédérale, des cotisations (assurance-emploi, Régime québécois d'assurance parentale, Régime de rentes du Québec, prime du régime d'assurance médicaments du Québec).

(2) Crédit d'impôt remboursable pour la taxe de vente du Québec et remboursement d'impôts fonciers.

(3) Hausse de 2 % de la TVQ et de 3 ¢/litre de la taxe sur l'essence.



Tableau 6 : La répartition des revenus par quintiles dans la population québécoise en 1997

Revenu moyen des unités familiales selon le type de revenu et impôt moyen dans chaque quintile de revenu disponible, Québec, 1997, en dollars de 2009

Quintile (Cinquième)					
	5	4	3	2	1
(le plus pauvre)			\$	(le plus riche)	
Personnes seules					
Revenu privé	1 900	4 200	8 300	25 300	56 600
Revenus de transfert	5 300	9 600	11 100	6 300	3 200
Revenu total	7 100	13 800	19 400	31 600	59 700
Impôt	100	500	1 600	5 900	16 100
Revenu disponible	7 000	13 200	17 900	25 700	43 600
Familles					
Revenu privé	8 300	25 000	46 700	70 900	124 900
Revenus de transfert	12 200	12 200	8 600	7 000	5 500
Revenu total	20 500	37 200	55 300	77 900	130 300
Impôt	1 600	3 900	10 000	17 200	35 200
Revenu disponible	18 900	33 300	45 300	60 600	95 200
Ensemble des unités					
Revenu privé	3 500	13 500	31 700	56 800	109 200
Revenus de transfert	8 300	11 300	9 400	7 000	6 000
Revenu total	11 800	24 800	41 100	63 800	115 300
Impôt	1 000	2 200	6 400	13 500	30 000
Revenu disponible	10 900	22 600	34 700	50 300	85 300

Note : Contrairement aux données antérieures, les données accessibles sont arrondies à la centaine près. Source : Statistique Canada, données 2020703, Revenu du marché, total et après impôt, selon le type de famille économique et les quintiles de revenu après impôt, dollars constants de 2009, et données 2020704, Transferts gouvernementaux et impôt sur le revenu, selon le type de famille économique et les quintiles de revenu après impôt, dollars constants de 2009.

Compilation : Vivian Labrie, 13 avril 2012. Auparavant compilé par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 7 : La répartition des revenus par quintiles dans la population québécoise en 2009

Revenu moyen des unités familiales selon le type de revenu et impôt moyen dans chaque quintile de revenu disponible, Québec, 2009, en dollars de 2009

Quintile (Cinquième)					
	5	4	3	2	1
(le plus pauvre)		\$ (le plus riche)			
Personnes seules					
Revenu privé	3 100	6 300	18 100	33 600	69 200
Revenus de transfert	5 000	10 900	7 800	5 100	3 500
Revenu total	8 100	17 200	25 900	38 600	72 800
Impôt	400	400	2 300	5 700	15 900
Revenu disponible	7 700	16 800	23 600	32 900	56 800
Familles					
Revenu privé	11 000	32 900	54 400	81 300	152 400
Revenus de transfert	16 000	13 500	10 900	9 400	6 700
Revenu total	27 000	46 400	65 300	90 800	159 100
Impôt	500	3 200	7 900	14 400	35 900
Revenu disponible	26 500	43 200	57 400	76 400	123 200
Ensemble des unités					
Revenu privé	5 400	19 400	36 800	61 500	130 400
Revenus de transfert	8 600	11 100	10 700	9 700	7 100
Revenu total	13 900	30 500	47 400	71 200	137 600
Impôt	500	3 200	5 200	10 400	29 000
Revenu disponible	13 500	28 200	42 200	60 800	108 600

Note : Contrairement aux données antérieures, les données accessibles sont arrondies à la centaine près. Source : Statistique Canada, données 2020703, Revenu du marché, total et après impôt, selon le type de famille économique et les quintiles de revenu après impôt, dollars constants de 2009, et données 2020704, Transferts gouvernementaux et impôt sur le revenu, selon le type de famille économique et les quintiles de revenu après impôt, dollars constants de 2009.

Compilation : Vivian Labrie, 10 avril 2012. Auparavant compilé par l'Institut de la statistique du Québec.

1997 ← 2009 →



5. Au-delà du PIB ? Un usage tendancieux des données sur la qualité de vie, la richesse et les inégalités

Le discours et la documentation budgétaire 2012-2013 font un certain pas sur un terrain plus large que celui du PIB et ce, de trois façons : 1. en admettant dès le début du discours l'insuffisance du PIB comme indicateur et en référant aussi à l'indice *Vivre mieux !* de l'OCDE, où le Québec se classerait en tête, tout en performant bien du côté du PIB ; 2. en produisant un cahier sur le revenu qui démontrerait que tous se sont enrichis depuis 2003 (date de l'arrivée de ce gouvernement au pouvoir) ; 3. en produisant un cahier sur les inégalités qui démontrerait que depuis 2003 les inégalités de revenu diminuent au Québec. Tout irait pour le mieux dans le meilleur des mondes. Pour qui attend de pied ferme une évolution du discours budgétaire sur ce terrain élargi, s'il faut accueillir le fait de s'y aventurer, il faut dès maintenant mettre le holà sur la manière d'en traiter : le ministre aurait voulu tromper l'opinion publique qu'il n'aurait pas mieux fait. Le hic est dans l'usage des données utilisées pour faire ces démonstrations. Voici des faits qui invalident voire discréditent les affirmations faites. Et qui font toute la différence entre vouloir bien paraître et vouloir sincèrement reconnaître des problèmes et y faire face.

1. L'indice Vivre mieux où le Québec brille... n'aborde pas la pauvreté et les inégalités

«Votre vie ne se résume pas aux froids chiffres du PIB et autres statistiques économiques. Utilisez notre outil interactif et comparez les pays en fonction de l'importance que vous accordez aux différents critères du bien-être.» OCDE, <http://oecdbetterlifeindex.org/fr/>

L'OCDE pose ces années-ci la question de «politiques meilleures, pour une vie meilleure». Dans la foulée du rapport Stiglitz, l'organisation a remis en question l'usage unique du PIB comme indicateur de richesse et comme moteur des décisions économiques et publiques. Elle a développé un outil permettant de comparer les performances de ses membres «sur la base de **11 critères** [] identifiés comme essentiels, en ce qui concerne les conditions matérielles d'existence et la qualité de vie : **logement, revenu, travail, communauté, éducation, environnement, gouvernance, santé, satisfaction à l'égard de l'existence, sécurité, équilibre entre vie professionnelle et vie familiale.**»

Le site interactif où on peut consulter cet indice précise que «L'OCDE ne décide pas de ce qui rend les vies meilleures. C'est à **VOUS** d'en décider.» Les gens sont invitéEs à pondérer ces onze dimensions selon l'importance qu'elles prennent à leurs yeux, ou à leur donner une importance égale pour commencer. Le résultat s'exprime sous la forme de marguerites dont chaque pétale représente une dimension qui peut ainsi être comparée entre les pays.

Il n'est pas difficile de concevoir que le Québec performe bien sur cet indice composite, comme l'ont montré les chercheurEs citéEs par le ministre Bachand. Il faut toutefois savoir qu'aucune de ces onze dimensions n'informe sur la situation de la pauvreté et des inégalités dans les pays concernés : **on est dans des données moyennes**. Par exemple, pour la dimension du revenu, les deux dimensions retenues sont **le revenu moyen disponible des ménages** et le **patrimoine financier moyen des ménages**, autrement dit leurs avoirs moyens. Nous n'y apprenons rien ni sur les faibles revenus, ni sur les écarts d'accès aux diverses dimensions du bien-être entre plus riches et plus pauvres.

On aimerait par ailleurs connaître les résultats du Québec sur un autre indice «pétale» de l'OCDE, lequel porte sur 6 dimensions des inégalités, qui peut être téléchargé en marge du rapport suivant : *Toujours plus d'inégalité : Pourquoi les écarts de revenus se creusent* (2011) (http://www.oecd.org/document/10/0,3746,fr_2649_33933_49147850_1_1_1_1_00.html).

2. Le cahier sur le revenu où tout le monde s'enrichit... ne dit rien sur les revenus en bas de 25 000 \$

Le cahier sur «Les Québécois et leur revenu disponible» tente de faire la démonstration d'un «enrichissement qui profite à tous». On le montre d'abord par les données sur le revenu personnel dans les comptes économiques, qui ne donnent aucune idée de la répartition du revenu personnel entre les personnes. Puis on présente des graphiques montrant l'impact des différentes mesures fiscales depuis 2003 sur les revenus de 25 000 \$ et plus pour différents types de ménages, y compris les personnes seules.

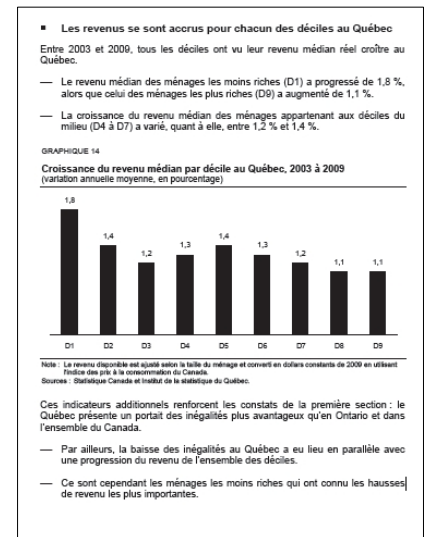
Or de nombreux ménages ont un revenu inférieur à 25 000 \$. Comme, on pourra le voir dans le tableau 7 de la page précédente, c'est le cas de plus de 40 % des personnes seules qui se retrouvent ainsi hors de la démonstration. Par ailleurs, même le Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale admet dans son Plan d'action 2011-2015 que les revenus des personnes les plus pauvres, i.e. les couples et les personnes seules à l'aide sociale de base sans emploi, se sont détériorés respectivement de 4,1 % et 4,3 % entre 2003 et 2010 (http://www.mess.gouv.qc.ca/publications/pdf/ADMIN_Plan_de_lutte_2010-2015.pdf).

Ce simple constat fait mentir l'affirmation faite en page 21 du fascicule à l'effet que «pour un revenu et une situation familiale donnés, et en tenant compte des modifications apportées depuis 2003 aux régimes fiscaux, aux taxes et aux tarifs de garde d'enfants, les ménages québécois se retrouvent en 2012 avec plus d'argent dans leurs poches».

3. Les données sur les inégalités qui baissent... laissent de côté les plus pauvres et les plus riches

Au total, 36 des 37 mentions du mot inégalité dans la documentation budgétaire se retrouvent dans le cahier sur *Le Québec et la lutte contre la pauvreté*. On s'y demande : «Au Québec, depuis 2003, l'écart entre les riches et les moins fortunés s'est-il accentué ou a-t-il diminué ?»

Ici la démonstration frise la malhonnêteté. Le document utilise un ratio D1/D9 qui laisse de côté le dixième le plus pauvre et le dixième le plus riche de la population dans ses calculs : c'est comme comparer combien de fois les revenus du ménage 90 contiendraient ceux du ménage 10 sur 100 ménages classés des plus riches aux plus pauvres. On qualifie erronément ces ménages comme étant «les plus riches» et «les moins riches» dans des graphiques : «Revenu des ménages les plus riches en proportion du revenu des ménages les moins riches (D1/D9)». Le dernier graphique du cahier, vaudrait un échec à un travail étudiant : on présente la croissance en pourcentage du revenu médian par décile (ce qui suppose que le décile soit défini comme un intervalle) en laissant de côté le décile 10 (le plus riche), en osant affirmer qu'entre 2003 et 2009, «tous les déciles ont vu leur revenu médian réel croître au Québec», et que «le revenu médian des ménages les moins riches (D1) a progressé de 1,8 %, alors que celui des ménages les plus riches (D9) a augmenté de 1,1 %». Comme si le dixième le plus riche de la population n'existait pas, alors que c'est celui qui s'enrichit et concentre le plus la richesse. Comme si 1,8 % de 10 000 \$ valait plus que 1,1 % de 100 000 \$.



Il faut refaire les devoirs.



Annexe 1. Le cap vers un Québec sans pauvreté

En publiant son plan d'action pour lutter contre la pauvreté en avril 2004, au lendemain du discours du budget 2004-2005, le gouvernement du Québec annonçait haut et fort qu'il investissait 2,5 G\$ dans la lutte contre la pauvreté en application de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Le budget 2010-2011 a fait les annonces à impact financier principales de la seconde mouture du plan d'action, annoncée quelques semaines plus tard, le 6 juin 2010. Dans ce nouveau plan, supposément de 5,8 G\$ sur 5 ans (1,16 G\$/année), on reconduit essentiellement les mesures du premier plan (réévaluées à 4,5 G\$ sur 6 ans, soit 750 M\$ par année), on ajoute une compensation pour la hausse de TVQ supplémentaire annoncée dans le budget (540 M\$, soit 108 M\$ par année). Une fois ces montants retirés (750 M\$ + 108 M\$ = 858 M\$ par année en moyenne), les nouveaux investissements (argent «neuf») s'avèrent minimes (1,16 G\$ - 858 M\$ = 302 M\$ par année en moyenne).

Or, le premier plan n'a pas répondu à toutes les exigences de la Loi. Il y a même contrevenu en empirant la situation de certaines catégories de personnes. En effet, s'il a eu des impacts positifs sur les protections sociales des familles, il a masqué des reculs dans les conditions à l'aide sociale de base, le régime qui régit la protection sociale des personnes les plus pauvres au Québec.

Il est donc utile, pour les analyses à venir des investissements relatifs au plan d'action de juin 2010, de garder à l'esprit l'analyse effectuée dans le Tableau 8 à propos du premier plan d'action et de sa ventilation initiale. Si on retire du montant annoncé de 2,5 G\$ annoncé en 2004-2005 les sommes qui ne relèvent pas de l'aide sociale, il reste 627 M\$ sur cinq ans. Sur ce montant, 386 M\$ sont des montants d'indexation des prestations qui ne devraient pas faire partie d'une annonce d'investissements nouveaux, mais plutôt de la croissance normale des dépenses du ministère concerné. Il reste 241 M\$ pour diverses mesures qui seraient réellement nouvelles. Par ailleurs, il faut décompter de ce montant la demi-indexation manquante des prestataires sans contraintes sévères à l'emploi (146 M\$) qui aurait dû figurer normalement dans les prévisions de dépenses du ministère concerné. De même il faut décompter l'impact de nouvelles coupures et restrictions à l'aide sociale décrétées par modifications au règlement qui ont pris effet à partir de janvier 2005, avec un impact annuel de 44 M\$ (dont l'abolition de la déduction pour frais d'emploi, mentionnée au Tableau 3), soit 220 M\$ sur cinq ans, ce qui conduit en réalité à un résultat négatif de 125 M\$ sur cinq ans. Il est facile ensuite de réaliser que l'argent prévu pour la Prime à la participation, soit 129 M\$, une approche contestée qui risque de reproduire les effets pervers des anciens programmes Extra, a été pris à même la protection sociale des prestataires jugés sans contraintes sévères à l'emploi.

Un fascicule spécial sur la lutte contre la pauvreté dans le budget 2012-2013 répond en quelque sorte à la remarque suivante dans la mouture 2011-2012 de cette page : «Alors que le gouvernement rend des comptes dans les documents budgétaires sur le développement durable, sur ses principes comptables, sur l'équilibre budgétaire et sur le Fonds des générations, où rend-il honnêtement compte sur sa manière de remplir les obligations qui lui sont créées par la Loi en matière de lutte contre la pauvreté ?» Curieusement, hormis des investissements en logement social et une petite hausse de supplément pour stimuler l'insertion des jeunes en emploi au programme Alternatives Jeunesse, le budget 2012-2013 ne contient tellement pas de mesures de lutte contre la pauvreté que la documentation combine cet enjeu avec celui des organismes communautaires pour pouvoir indiquer un montant au chapitre des dépenses prévues à ce poste ! Par ailleurs, où sont les réponses aux critiques du Vérificateur dans son dernier rapport sur la manière de comptabiliser les sommes relatives aux moutures 2004-2010 et 2010-2015 du Plan d'action gouvernemental ?

Tableau 8 : Rappel de l'impact financier négatif sur les conditions à l'aide sociale du Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale annoncé au printemps 2004		
	M \$	
Montant annoncé sur 5 ans		2540
Mesures ne relevant pas de l'aide sociale		1913
a. Prime au travail	510	
b. Soutien aux enfants	1074	
c. Logement social	329	
d. Total (lignes a+b+c)	1913	
Mesures relevant de l'aide sociale		627
Mesures d'indexation normales qui devraient faire partie de la croissance usuelle des dépenses de programmes		
e. Indexation complète des prestataires jugés avec contraintes sévères à l'emploi	240	
f. Indexation partielle des autres prestataires	146	
g. Total (lignes e+f)	386	
Investissements réels à l'aide sociale		
h. Exemption de 100\$ dans la prise en compte de la pension alimentaire (en 2006)	46	
i. Abolition des pénalités pour refus de mesure	38	
j. Amélioration de l'épargne	23	
k. Réseau québécois de crédit communautaire	5	
l. Prime à la participation	129	
m. Total réel de ce qui est annoncé dans le plan d'action (lignes h+i+j+k+l)	241	
Moins les mesures de coupure mises en application à partir de janvier 2005		
n. Demi-indexation manquante	-146	
o. Modifications au règlement de l'aide sociale reportées sur cinq ans	-220	
p. Total (lignes n+o)	-366	
q. Impact financier réel sur l'aide sociale du Plan d'action et des mesures subséquentes (lignes m+p)	-125	
Sources : «Concilier liberté et justice sociale : un défi pour l'avenir». Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Québec, avril 2004, p. 29. Compilation : Collectif pour un Québec sans pauvreté, le 15 mai 2005. Notes : Le montant annuel récupéré avec les mesures du projet de modification au règlement publié le 22 septembre 2004 est de 44 M\$ par année. Ce chiffre a été donné par le ministre de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille, dans une conférence de presse télévisée présentant ces modifications, le 21 septembre 2004, à Québec. Le bilan négatif démontre également que certaines mesures sont financées en empirant la situation d'autres prestataires. Par exemple, le montant prévu pour la Prime à la participation correspond presque exactement aux mesures de coupure mises en application en janvier 2005.		



Le niveau d'investissement vers des mesures nécessaires en direction d'un Québec sans pauvreté est beaucoup trop faible. En plus il est parsemé d'infractions et d'omissions en regard de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Voici un suivi de mesures nécessaires en direction d'un Québec sans pauvreté. La partie A du tableau 9 fait le suivi d'une série de mesures urgentes

préconisées par le Collectif depuis 1998. La partie B fait le suivi de la mise en application des obligations faites par la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale. La partie C inscrit les mesures préconisées par le Collectif depuis 2008 dans le cadre de sa campagne MISSION COLLECTIVE. La partie D fait état de demandes urgentes du Collectif en 2010-2011.

Tableau 9. Suivi de mesures nécessaires en direction d'un Québec sans pauvreté

A. Mesures immédiates préconisées par le Collectif en même temps que sa proposition de loi

Mesures (coût annuel en M \$ entre parenthèses)	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	Remarques
Appauvrissement zéro	?	Reculs	Reculs cumulés	Reculs cumulés	Reculs cumulés	Reculs cumulés	Statu quo	Réparé en partie par le crédit pour la solidarité	Reculs	Statu quo	Indexation incomplète des prestations d'aide sociale des personnes jugées sans contraintes sévères à l'emploi de 2005 à 2008, plus des coupures de 44 M\$ en janvier 2005 (modifications au règlement de l'aide sociale). Indexation complète des prestations d'aide sociale en 2009 et en 2010. Réparation partielle des demi-indexations cumulées (204 \$ sur 233 \$) par le montant en plus qui sera versé dans le nouveau crédit pour la solidarité. Coupures de 103 M\$ à l'aide financière aux études en 2004-2005, réparée partiellement en 2005-2006 et complètement en 2006-2007. Hausse des frais de scolarité de 50 \$ par session dès septembre 2007 et d'autres annoncées en 2010-2011, puis hausse effective des frais de scolarité de 1625 \$ d'ici 2016-2017. Plus les diverses hausses des tarifs annoncées et à venir.
Barème plancher (aide sociale)											Terme galvaudé par le gouvernement.
Élimination complète des pénalités (47 M\$)	--	--	Partiel	--	--	--	--	--	--	--	Abolition des pénalités pour refus de mesure ou d'emploi en vigueur depuis le 1 ^{er} octobre 2005. Il reste à abolir les coupures relatives à des trop perçus et autres motifs dits de compensation.
Couverture des besoins essentiels (453 M\$)	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	Relèvement en 2007-2008 des exemptions de base dans le régime fiscal avec une nouvelle exemption de base qui passe de 6650\$+3095\$=9745 \$ à 10 215 \$. La discrimination s'amplifie avec le traitement séparé, plus dur, des prestataires d'aide sociale, dont la prestation de base était de 6576 \$ en 2007. Idem entre les catégories de prestataires. L'avis sur les indicateurs publié par le CEPE en 2009 présente la MPC (suppose un revenu disponible après impôt de 15 396 \$ en moyenne en 2010 pour une personne seule vivant à Montréal, alors que le revenu d'une personne seule recevant l'aide sociale de base en 2010 est de 7 655 \$) comme une référence pour la couverture des besoins essentiels. Mention de l'enjeu de la couverture des besoins dans le plan de gestion du MESS.
Gratuité des médicaments											
À l'aide sociale (17 M\$)	--	--	--	--	✓						Engagement en 2007-2008.
Au supplément de revenu garanti complet (7 M\$)	--	--	✓								Engagement rempli en 2005-2006.
Personnes ayant 12 000 \$ et moins de revenu (46 M\$)	--	--	--	--	✓ Ajout de couverture	--	--	--	--	--	Couverture ajoutée pour les personnes recevant plus de 94 % du supplément de revenu garanti.
Reconfiguration des allocations familiales (400 M\$)	--	✓									Réglé par la mesure Soutien aux enfants.
Logement social (voir FRAPRU)	--	Un peu	Un peu	Un peu	Un peu	Un peu	Un peu	Un peu	Un peu	Un peu	329 M\$ en 2004-2005 puis 160 M\$ en 2005-2006 puis 129 M\$ sur trois ans en 2006-2007, 132 M\$ en 2008-2009, 200 M\$ en 2009-2010, 476 M\$ en 2010-2011, 330 M\$ en 2011-2012..
Mesures d'accès à la formation, à l'insertion et à l'emploi (185 M\$)	Reculs	Reculs	Reculs	Reculs	Reculs	12 M\$	Reculs	Reculs	Reculs	Reculs	Pacte pour l'emploi et Pacte pour l'emploi plus, fonds annoncés venant souvent du fédéral en 2009-2010 et 2010-2011 (viennent-ils ?), à examiner dans ses aspects positifs et négatifs. Sinon, baisses quasi annuelles des crédits, y compris en 2012-2013.



B. Application de la <i>Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale</i>											
Mesures	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	Remarques
Plan d'action initial	--	Plan sur 5 ans	--	--	--	--	Tournée pour consulter	Plan sur 5 ans	--		<i>Annonce en 2004-2005 de 2,5 G\$ (on dit 4,5 G\$ en 2010) sur 5 ans, surtout pour les familles, avec des reculs à l'aide sociale. Annonce en 2010-2011 de 1,3 G\$ en plus... incluant la compensation pour hausse de TVQ ! Impact réel supplémentaire de 11,4 M\$ en 2010-2011, 17,7 M\$ en 2011-2012, et 40,9 M\$ en 2012-2013.</i>
Mise en application générale de la loi (article 13 visant les articles 1 à 12)	--	Inégal	Inégal	--	--	--	--	Inégal	--		<i>Très partiel et inégal avec des manquements et infractions.</i>
Prévision de cibles de revenu à atteindre (article 14, cf articles 59-60)	--	--	--	--	--	--	✓	--	Réponse ministérielle négative	Auditions en commission parlementaire ?	<i>En 2009, avis du CEPE présentant la MPC comme référence pour la couverture des besoins de base et avis du Comité consultatif préconisant la MPC comme plancher de revenu à viser pour l'aide sociale, dont 80 % de ce montant sans attendre. Réponse ministérielle négatives. Débats en 2011 en commission parlementaire qui demande à rencontrer la ministre, ce qui reste à venir.</i>
Modifications à l'aide sociale (article 15)											<u>Infractions à la loi.</u>
Abolition de la coupure pour partage de logement (article 15.1°)	Était fait	Recul	Recul non réparé	Recul non réparé	Recul non réparé	Recul non réparé	Recul non réparé	Recul non réparé	Recul non réparé	Recul non réparé	<i>Retour en 2005 à une coupure pour partage de logement familial chez un parent non à l'aide social ou au supplément de revenu garanti complet.</i>
Prestation minimale transitoire non réductible (article 15.2°)	--	Recul	Abolition des pénalités	Recul	Recul	Recul	Statu quo	Statu quo	Statu quo	Statu quo	<i>Nouvelles coupures. Exemple : démutualisation. Et de 2005 à 2008, demi-indexation au coût de la vie des prestations des prestataires jugés sans contraintes sévères à l'emploi, ce qui constitue une perte de pouvoir d'achat qui se cumule d'année en année. Accès rendu plus difficile à l'aide sociale.</i>
Modification du traitement des actifs et avoirs liquides (article 15.3°)	--	Recul	Recul non réparé	Recul non réparé	Recul non réparé	Recul non réparé	Recul non réparé	Recul non réparé	Recul non réparé	Recul non réparé	<i>Nouvelles restrictions en 2005 dans le règlement dont l'abolition de la déduction pour frais d'emploi.</i>
Modification du traitement de la pension alimentaire (article 15.4°)	--	--	Amélioration partielle	--	--	--	--	Amélioration partielle	--	--	<i>Exemption de 100\$ par mois étendue à l'ensemble des familles prestataires en vigueur le 1^{er} janvier 2006. Étendue à tous les enfants d'une famille en 2010-2011.</i>
Mesures pour améliorer la situation des familles et personnes en situation de pauvreté (article 17)	--	Avancées et reculs	Reculs	Reculs non réparés	Reculs non réparés	Reculs non réparés	Statu quo	Petites avancées et reculs	Statu quo	Statu quo	<i>Avancées principalement pour les familles en 2004-2005. Reculs à l'aide sociale et à l'aide aux études. Légère avancée en 2010-2011 dans le nouveau crédit pour la solidarité et reculs avec la contribution santé et les hausses de tarif annoncées.</i>
Opération des mécanismes (articles 16, 18-21)	--	--	--	--	--	--	--	?	--	--	<i>Comité interministériel. Quelques nouveautés annoncées après le budget 2010-2011 dans le nouveau plan d'action. Où sont les analyses d'impact ? Et pour qui ?</i>
Autres aspects											
Mise en place des institutions de suivi											
Comité consultatif (articles 22-34)	--	--	✓	Fonctionne	Fonctionne	Fonctionne	Fonctionne	Fonctionne	Fonctionne	Fonctionne	<i>Le comité a été mis en fonction en 2006 et a publié plusieurs avis. Aura-t-il un budget et une influence à la mesure de sa mission ? Deuxième cycle de nominations.</i>
Observatoire (articles 35-45)	--	--	--	✓ partiel CEPE	CEPE fonctionne	CEPE fonctionne	CEPE fonctionne	CEPE fonctionne	CEPE fonctionne	CEPE fonctionne	<i>L'Observatoire prévu a été remplacé par un Centre d'étude (CEPE) rattaché au ministère. Le CEPE a proposé des indicateurs. Aura-t-il un budget et une indépendance à la mesure de sa mission ? Deuxième cycle de nominations.</i>
Mise en place du Fonds d'initiatives sociales (articles 46-57)	Miettes	Miettes	?	?	?	?	?	115 M\$ sur 5 ans	En opération	En opération	<i>Utilisation des derniers fonds du Fonds de lutte contre la pauvreté. Ajout de 115 M\$ sur cinq ans en 2010-2011 (nouveau plan d'action)</i>
Opération des mécanismes (articles 58-70)	--	--	--	--	--	--	--	--	Rapport Vérificateur	--	<i>Il faudrait faire les suivis des obligations face à l'Assemblée nationale.</i>



C. Application des mesures préconisées dans la campagne MISSION COLLECTIVE du Collectif							
Mesures	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	Remarques
1. Accès universel à des services publics de qualité	Reculs	Reculs	Reculs	Reculs	Reculs probables et légères améliorations	Résistance étudiante aux reculs	<i>L'approche de l'État et des finances publiques préconisée par le gouvernement dans les dernières années a des conséquences particulièrement néfastes en raison de diverses stratégies visant à réduire la taille de l'État : réductions d'effectifs, croissance limitée des crédits voire décroissance, privatisations, tarifications, coupures de services offerts à des milieux défavorisés (par exemple le soutien scolaire). Les gains faits par les familles dans les années précédentes se fragilisent en raison des limites d'accès aux services de garde. De nombreuses discriminations limitent l'accès des plus pauvres à des couvertures et avantages qui sont réservés à des plus riches, aux plans de l'éducation, de la santé, du transport et ainsi de suite. 2011-2012 : accessibilité aux études supérieures potentiellement mise en péril par la hausse des frais de scolarité. Par ailleurs accès légèrement élargi à l'Allocation logement et au Programme d'exonération financière pour les services d'aide domestique. Plus de places promises en garderie, mais pas encore assez. Logement social insuffisant. 2012-2013 : statu quo sur la hausse des frais de scolarité, bataille du mouvement étudiant pour le gel des frais, l'accessibilité et d'autres formes de financement.</i>
2. Un salaire minimum indexé annuellement qui fasse sortir de la pauvreté à 40 heures par semaine (au moins 10,69 \$/l'heure en 2010)	8,00 \$/l'heure	8,50 \$/l'heure	9,00 \$/l'heure	9,50 \$/l'heure	9,65 \$/l'heure	Au 1 ^{er} mai 2012 9,90 \$/l'heure	<i>Le salaire minimum croît d'année en année. Le niveau de croissance est toutefois insuffisant. Il est plus proche d'un niveau de couverture des besoins de base (voisinage de la MPC) que d'un niveau de sortie de la pauvreté qui serait jugée acceptable dans la société québécoise. Les budgets n'ont pas d'approche pour faciliter cette évolution. On compense plutôt pour le manque à payer de l'entreprise dans certaines situations de faible revenu. Par ailleurs, il suffirait de peu d'années avec des augmentations similaires à celles des trois dernières années ou plus élevées pour atteindre le taux préconisé par les organismes citoyens. 2011-2012 : la seule mention du salaire minimum dans les documents budgétaires est en regard du remboursement différé d'une dette d'étude et des salaires sous ce seuil payés dans le cadre du travail au noir. Le salaire minimum sera par ailleurs porté à 9,65 \$/l'heure le 1^{er} mai 2011, une hausse de 0,15 \$. 2012-2013 : porté à 9,90 \$/l'heure le 1^{er} mai 2012, aucune mention du mot dans le budget de dépenses, donc dans les plans de gestion des ministères.</i>
3. Des protections publiques assurant un revenu au moins égal à celui que détermine la Mesure du panier de consommation (MPC) (en 2010, pour une personne seule à Montréal, elle suppose un revenu disponible à la consommation de 14 389 \$ soit un revenu disponible après impôts de 15 396 \$) (la MPC + 7% pour tenir compte des dépenses non prises en compte comme les frais professionnels, les frais de santé non assurés et les frais de garde)	Reculs	Reculs	Statu quo	Statu quo avec quelques légères réparations de reculs	Statu quo à l'aide sociale, charges plus élevées aux études et vérifications à faire sur la protection du revenu après 60 ans	Statu quo à l'aide sociale, hausse du supplément pour insertion à Alternatives jeunesse, résistance étudiante aux reculs	<i>La qualification de la MPC faite dans l'avis du Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion (CEPE), Mesurer la pauvreté, et l'avis du Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale sur le revenu minimal à garantir à l'aide sociale confirment cette proposition. Le revenu de base d'une personne seule à l'aide sociale sans autre forme de revenu est de 7665 \$ en 2010. Il y a donc une différence de près de la moitié entre ce qui est alloué et ce qui assure une couverture minimale des besoins de base. En plus, ce n'est pas un revenu totalement garanti. Il peut être coupé de 112\$, voire de 224 \$ par mois en raison de mesures de sanction et de recouvrement dans les cas où le ministère réclame le remboursement de certains montants. Il peut être coupé de 100\$ par mois pour cohabitation avec un parent non à l'aide sociale ou au supplément de revenu garanti. 2011-2012 : de nouveaux poids, dont la nouvelle contribution santé, pour les personnes à faible revenu, proches du seuil MPC. C'est une année où on commence à jouer sur des variables de contribution et de protection du revenu qui auront un impact sur le revenu disponible, présent et à venir, des étudiantEs et des aînéEs, dont une partie se situe dans le faible revenu ou à proximité et dont la situation pourrait se dégrader facilement. C'est à suivre très attentivement. 2012-2013 : hausse de 30,33 \$ du supplément pour insertion au programme Alternatives jeunesse. Porter attention à la situation financière des étudiantEs, notamment ceux et celles qui ont fait grève.</i>
D. Application des mesures liées aux demandes urgentes du Collectif (2010-2011)							
Mesures				2010-2011	2011-2012	2012-2013	Remarques
1. Abolition des catégories à l'aide sociale, alignement sur le barème de la solidarité sociale et compensation pour les frais supplémentaires liés					Non	Non	<i>2011-2012 : aucune annonce faite de ce côté. Les seules nouvelles compensations pour des limitations fonctionnelles touchent à l'élargissement du crédit d'impôt remboursable pour aidantEs naturelLEs aux aidantEs naturelLEs auprès de personnes de plus de 70 ans atteintes d'une incapacité physique ou mentale ainsi qu'aux aidantEs naturelLEs cohabitant dans le logement du proche aidéE (11,5 M\$ en 2011 bénéficiant à plus de 17 000 aidantEs naturelLEs). Il y</i>



aux limitations fonctionnelles							<i>a aussi une bonification du programme d'exonération financière pour les ménages à faible revenu et les personnes âgées pour les services à domicile par des entreprises d'économie sociale (4 M\$ de plus par année). 2012-2013 : aides fiscales pour maintien à domicile et extension du crédit d'impôt remboursable pour les conjoints de personnes de plus de 70 ans atteintes d'une incapacité (67,3 M\$ par année à terme)..</i>
2. Élargissement de la gratuité des médicaments à toutes les personnes ayant un revenu équivalent ou inférieur seuil déterminé par la MPC					Non	Non	<i>2011-2012 : on réfère aux résultats du premier plan de lutte contre la pauvreté. Les seules dispositions relatives à l'assurance médicaments dans le budget touchent à ce qui motive de considérer le nouvel avantage donné aux travailleurs de 65 ans et plus comme un crédit d'impôt plutôt que comme une déduction, pour garder une équité dans l'obligation de cotiser entre les rentiers et les travailleurs. Dans le cahiers sur les transferts fédéraux il est aussi fait mention qu'un régime fiscal du type de l'Alberta ne permettrait pas de disposer d'une assurance médicaments. 2012-2013 : rien.</i>
3. Grand chantier de logements sociaux					Un peu	Un peu	<i>2011-2012 : mise en construction de 2000 logements sociaux avec Accès logis (investissement de 140 M\$), ce qui reste loin du compte. Mise à l'étude de nouvelles façons de financer l'habitation communautaire. 2012-2013 : ajout de 2500 unités, dont 1250 pour les aînéEs, et 200 pour tester un nouveau mode de finance avec le Chantier de l'économie sociale et 500 unités dans le privé dans des communautés insuffisamment desservies (investissements de 330 M\$).</i>
4. Non considération des pensions alimentaires reçues pour un enfant comme un revenu aux fins de l'aide sociale, du calcul du loyer dans les HLM, de l'aide financière aux études et de l'aide juridique					Non	Non	<i>Rien de ce côté. On réfère aux résultats du premier plan de lutte contre la pauvreté.</i>
5. Hausse des seuils d'admissibilité à l'aide juridique et des moyens des instances de justice administrative d'entendre les citoyenNEs et de faire respecter leurs droits					Non	Non	<i>Rien de ce côté. On réfère aux résultats du premier plan de lutte contre la pauvreté.</i>
6. Mise en place d'une politique globale pour lutter contre le phénomène de l'itinérance					Non	Non	<i>Le mot itinérance n'apparaît aucune fois dans les documents budgétaires de 2011-2012 et 2012-2013. Il n'apparaît aucune fois non plus dans les documents du Budget de dépenses (les «crédits») 2011-2012 et deux fois dans celui de 2012-2013 au titre de l'orientation 2 du ministère de la Justice : «assurer un rôle actif dans l'évolution de la justice et dans la défense des droits et de l'intérêt public.</i>
7. Retrait de la contribution santé					Non	Non	<i>Cette mesure annoncée dans le budget 2010-2011 est mise en application. Contribution forfaitaire de 25 \$ en 2010, 100 \$ en 2011 et 200 \$ en 2012, pour toute personne ayant un revenu de 14 040 \$ et plus, pour un impact de 575 M\$ en 2011-2012. Déficit prévu en 2014-2015 du fonds (FINESSS) où elle est versée : nouvelles hausses en vue ?</i>
8. Maintien du gel des frais de scolarité					Non	Non	<i>Fin du gel et augmentation rapide des frais de scolarité, soit 325 \$ par année jusqu'en 2017 (droits annuels au baccalauréat passant de 2168 \$ en 2011-2012 à 3793 \$ par année en 2016-2017, i.e. 75 % d'augmentation). Le gouvernement s'engage à ce que l'endettement n'augmente pas pour les étudiants boursiers (118 M\$ à terme en aide financière supplémentaire, soit le tiers de l'augmentation de revenus escomptée, qui serait donc de 354 M\$). Sourde oreille aux revendications étudiantes de l'hiver-printemps 2012.</i>
9. Stratégie nationale de lutte contre l'analphabétisme					Non	Non	<i>Rien en vue.</i>
10. Gel des tarifs d'hydroélectricité					Non	Non	<i>Rien en vue. Les avantages vont plutôt aux tarifs exigés aux entreprises qui développent des installations d'extraction.</i>



Annexe 2. Une loi qui énonce des buts et des orientations

Contenus à connaître de la *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale*

Cinq buts à atteindre par les actions prévues.

Article 6 . Les buts poursuivis par la stratégie nationale sont les suivants :

- ✓ **Premier but** : Promouvoir le respect et la protection de la dignité des personnes en situation de pauvreté et lutter contre les préjugés à leur égard. (6.1°)
- ✓ **Deuxième but** : Améliorer la situation économique et sociale des personnes et des familles qui vivent dans la pauvreté et qui sont exclues socialement. (6.2°)
- ✓ **Troisième but** : Réduire les inégalités qui peuvent nuire à la cohésion sociale. (6.3°)
- ✓ **Quatrième but** : Favoriser la participation des personnes et des familles en situation de pauvreté à la vie collective et au développement de la société. (6.4°)
- ✓ **Cinquième but** : Développer et renforcer le sentiment de solidarité dans l'ensemble de la société québécoise afin de lutter collectivement contre la pauvreté et l'exclusion sociale. (6.5°)

Afin d'atteindre ces buts, les actions doivent s'articuler autour de cinq orientations.

Article 7 . Afin d'atteindre les buts poursuivis par la stratégie nationale, les actions menées par l'ensemble de la société québécoise et par le gouvernement, dans la mesure prévue par la loi ou aux conditions qu'il détermine, doivent s'articuler autour des cinq orientations suivantes :

- ✓ **Orientation 1** : Prévenir la pauvreté et l'exclusion sociale en favorisant le développement du potentiel des personnes. (7.1°, 8)
- ✓ **Orientation 2** : Renforcer le filet de sécurité sociale et économique. (7.2°, 9)
- ✓ **Orientation 3** : Favoriser l'accès à l'emploi et valoriser le travail. (7.3°, 10)
- ✓ **Orientation 4** : Favoriser l'engagement de l'ensemble de la société. (7.4°, 11)
- ✓ **Orientation 5** : Assurer à tous les niveaux la constance et la cohérence des actions. (7.5°, 12)

Ces actions doivent également, dans leur conception et leur mise en oeuvre, viser à prendre en compte les réalités propres aux femmes et aux hommes, en appliquant notamment une analyse différenciée selon les sexes, de même que les incidences plus fortes de pauvreté dans certaines régions ou parties de territoire et les besoins spécifiques de certains groupes de la société présentant des difficultés particulières, notamment en raison de leur âge, de leur origine ethnique ou de leurs déficiences ou incapacités.

Logiquement, selon la Loi, les actions annoncées doivent se situer selon une approche qui rejoint les buts à atteindre à l'intérieur de ces orientations.

D'ici 2013, le Québec devra avoir rejoint le rang des nations industrialisées où il y a le moins de personnes pauvres.

Les ministres ont l'obligation de faire état des impacts possibles de projets de loi ou de règlements sur les revenus des personnes en situation de pauvreté.



La Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, adoptée à l'unanimité par l'Assemblée nationale du Québec en 2002, existe parce que de 1998 à 2002, des centaines de milliers de personnes ont réclamé une loi sur la base d'une proposition de loi citoyenne visant un Québec sans pauvreté.

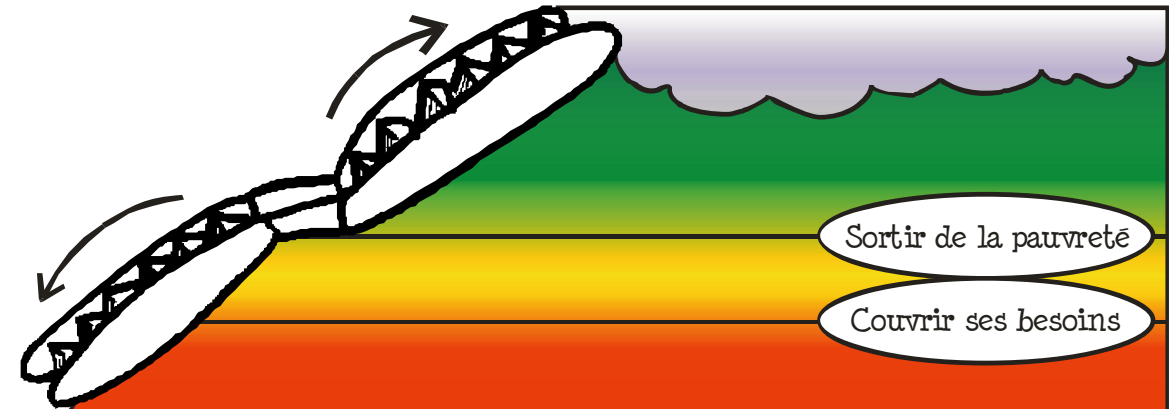
Cette proposition citoyenne en bonne et due forme proposait trois principes pour l'action gouvernementale et les mesures à mettre en place. Ils restent valables encore aujourd'hui pour «rêver logique».

- ✓ **Premier principe** : l'élimination de la pauvreté est une priorité de l'action gouvernementale jusqu'à ce qu'on puisse considérer le Québec comme une société sans pauvreté.
- ✓ **Deuxième principe** : l'amélioration du revenu du cinquième le plus pauvre de la population prime sur l'amélioration du revenu du cinquième le plus riche.
- ✓ **Troisième principe** : les personnes en situation de pauvreté et les associations qui les représentent sont associées à la conception, à la mise en œuvre et à l'évaluation de ces mesures.

Extrait de l'article 5 de la *Proposition pour une loi sur l'élimination de la pauvreté*,

Collectif pour un Québec sans pauvreté

(qui portait alors le nom de Collectif pour une loi sur l'élimination de la pauvreté), 20 avril 2000.



**Au lieu de forcer du monde d'en bas de l'escalier
à tenter de gravir des escaliers roulants qu'on fait descendre vers le bas
pendant qu'on s'arrange pour que les escaliers roulants du haut
montent plus vite vers le haut,
pourquoi ne pas s'occuper des escaliers ?**

**Au lieu de vivre dans des escaliers fous, nous pourrions nous donner de l'horizon.
Évoluer vers une société moins en escaliers et plus ensemble est possible !**

Document produit par Vivian Labrie. État au 13 juin 2012.



Collectif pour un Québec sans pauvreté. 165 de Carillon, local 309, Québec (Québec), G1K 9E9.

Téléphone : (418) 525-0040. Télécopieur : (418) 525-0740. Courriel : collectif@pauvrete.qc.ca. Site Internet : www.pauvrete.qc.ca.